Bureau du surintendant des institutions financières Canada
Office of the Superintendent of Financial Institutions Canada
Bureau de l´actuaire en chef
Office of the Chief Actuary

# Rapport actuariel 31e

## SUR LE RÉGIME DE PENSIONS DU CANADA

au 31 décembre 2021

Canada

**Bureau de l'actuaire en chef**
Bureau du surintendant des institutions financières Canada
12e étage, Immeuble Carré Kent
255, rue Albert
Ottawa (Ontario)
K1A 0H2

Courriel : **oca-bac@osfi-bsif.gc.ca**
Site Web : www.osfi-bsif.gc.ca

© Sa Majesté le Roi du Chef du Canada, 2022
No de cat. IN3-16/1F PDF
ISSN 1701-8765

14 novembre 2022

L'honorable Chrystia Freeland, C.P., députée
Ministre des Finances
Chambre des communes
Ottawa, Canada
K1A 0A6

Madame la Ministre,

Conformément à l'article 115 du *Régime de pensions du Canada*, qui précise qu'un rapport actuariel doit être préparé tous les trois ans aux fins de l'examen de la situation financière par le ministre des Finances et les ministres des Finances des provinces, j'ai le plaisir de vous transmettre le trente-et-unième rapport actuariel du Régime de pensions du Canada au 31 décembre 2021.

Veuillez agréer, Madame la Ministre, l'assurance de ma considération distinguée.

Assia Billig, FICA, FSA, doctorat
Actuaire en chef

# TABLE DES MATIERES

Page

1 Faits saillants du rapport ..... 10
2 Introduction ..... 13
2.1 Objectif du rapport ..... 13
2.2 Modifications législatives récentes ..... 14
2.3 Événements subséquents ..... 14
2.4 Processus d'examen indépendant par les pairs ..... 14
2.5 Portée du rapport ..... 15
3 Méthodologie ..... 16
4 Hypothèses fondées sur la meilleure estimation ..... 18
4.1 Introduction ..... 18
4.2 Hypothèses démographiques ..... 20
4.3 Hypothèses économiques et de placement ..... 25
4.4 Autres hypothèses ..... 30
5 Résultats – RPC de base ..... 33
5.1 Aperçu ..... 33
5.2 Cotisations ..... 34
5.3 Dépenses ..... 36
5.4 Projections financières selon le taux de cotisation prévu par la loi ..... 42
5.5 Projections financières avec le taux de cotisation minimal ..... 48
6 Résultats – RPC supplémentaire ..... 51
6.1 Aperçu ..... 51
6.2 Cotisations ..... 52
6.3 Dépenses ..... 54
6.4 Projections financières selon les taux de cotisation supplémentaires prévus par la loi ..... 59
6.5 Projections financières avec les taux de cotisation minimaux supplémentaires ..... 64
7 Conciliation avec les rapports précédents ..... 67
7.1 RPC de base ..... 67
7.2 RPC supplémentaire ..... 70
8 Opinion actuarielle ..... 73
Annexe A – Sommaire des dispositions du Régime ..... 74
Annexe B – Données, hypothèses et méthodologie ..... 93
Annexe C – Financement du Régime de pensions du Canada ..... 188
Annexe D – Conciliation détaillée avec le rapport précédent ..... 202
Annexe E – Incertitude des résultats ..... 208
Annexe F – Remerciements ..... 234

# TABLEAUX


| | | Page |
|---|---|---|
| Tableau 1 | Hypothèses basées sur la meilleure estimation | 20 |
| Tableau 2 | Population du Canada excluant le Québec | 25 |
| Tableau 3 | Hypothèses économiques | 30 |
| Tableau 4 | Cotisations - RPC de base | 36 |
| Tableau 5 | Bénéficiaires - RPC de base | 37 |
| Tableau 6 | Bénéficiaires selon le sexe - RPC de base | 38 |
| Tableau 7 | Dépenses - RPC de base | 39 |
| Tableau 8 | Dépenses - RPC de base (millions de dollars constants de 2022) | 40 |
| Tableau 9 | Dépenses en pourcentage des gains cotisables - RPC de base | 41 |
| Tableau 10 | Résultats historiques - RPC de base | 43 |
| Tableau 11 | Projections financières - RPC de base, taux de cotisation de 9,9 % prévu par la loi | 44 |
| Tableau 12 | Projections financières - RPC de base, taux de cotisation de 9,9 % prévu par la loi (millions de dollars constants de 2022) | 45 |
| Tableau 13 | Source des revenus et financement des dépenses - RPC de base, taux de cotisation de 9,9 % prévu par la loi | 47 |
| Tableau 14 | Projections financières - RPC de base, taux de cotisation minimal de 9,56 % pour 2025-2033, 9,54 % pour 2034+ | 49 |
| Tableau 15 | Progression du taux de cotisation minimal au fil du temps - RPC de base | 50 |
| Tableau 16 | Cotisations - RPC supplémentaire | 54 |
| Tableau 17 | Bénéficiaires - RPC supplémentaire | 55 |
| Tableau 18 | Bénéficiaires selon le sexe - RPC supplémentaire | 56 |
| Tableau 19 | Dépenses - RPC supplémentaire | 57 |
| Tableau 20 | Dépenses - RPC supplémentaire (millions de dollars constants de 2022) | 58 |
| Tableau 21 | Résultats historiques et projections financières - RPC supplémentaire, premier et deuxième taux de cotisation supplémentaires de 2,0 % et de 8,0 % prévus par la loi | 60 |
| Tableau 22 | Projections financières - RPC supplémentaire, premier et deuxième taux de cotisation supplémentaires de 2,0 % et de 8,0 % prévus par la loi (millions dedollars constants de 2022) | 61 |
| Tableau 23 | Source des revenus - RPC supplémentaire, premier et deuxième taux de cotisation supplémentaires de 2,0 % et de 8,0 % prévus par la loi | 63 |
| Tableau 24 | Projections financières - RPC supplémentaire, premier et deuxième taux de cotisation minimaux de 1,97 % et de 7,88 % | 65 |
| Tableau 25 | Progression des taux de cotisation supplémentaires minimaux au fil du temps | 66 |
| Tableau 26 | La variation de l'actif - du 31 décembre 2018 au 31 décembre 2021 - RPC de base | 68 |
| Tableau 27 | Sommaire des dépenses – 2019 à 2021 – RPC de base | 68 |
| Tableau 28 | Conciliation du taux de cotisation minimal | 69 |

Tableau 29 La variation de l'actif - du 1 janvier 2019 au 31 décembre 2021 - RPC supplémentaire ... 71
Tableau 30 Conciliation des taux de cotisation minimaux supplémentaires ... 72
Tableau 31 Taux de cotisation prévus par la loi ... 78
Tableau 32 Projection des prestations de retraite maximales du RPC supplémentaire ... 83
Tableau 33 Facteurs législatifs d'ajustment de la pension ... 83
Tableau 34 Projection des prestations d'invalidité maximales du RPC supplémentaire ... 86
Tableau 35 Projection des prestations de survivant maximales du RPC supplémentaire, survivant âgé de moins de 65 ans ... 89
Tableau 36 Projection des prestations de survivant maximales du RPC supplémentaire, survivant âgé de 65 ans ou plus ... 90
Tableau 37 Sources de données ... 95
Tableau 38 Indices de fécondité des cohortes selon l'âge et l'année de naissance ... 98
Tableau 39 Indices de fécondité pour le Canada ... 99
Tableau 40 % d'augmentation des taux de mortalité ... 102
Tableau 41 Taux prévus annuels d'amélioration de la mortalité au Canada ... 102
Tableau 42 Taux de mortalité pour le Canada ... 103
Tableau 43 Espérances de vie pour le Canada, sans améliorations de mortalité après l'année indiquée ... 105
Tableau 44 Espérances de vie pour le Canada, avec améliorations de mortalité après l'année indiquée ... 105
Tableau 45 Population du Canada selon l'âge ... 109
Tableau 46 Population du Canada excluant le Québec selon l'âge ... 110
Tableau 47 Analyse de la population du Canada excluant le Québec selon l'âge ... 111
Tableau 48 Naissances, migration nette et décès pour le Canada excluant le Québec 112
Tableau 49 Populations actives et à l'emploi (Canada, 15 ans et plus) ... 115
Tableau 50 Taux d'activité, d'emploi et de chômage (Canada, 15 ans et plus) ... 116
Tableau 51 Taux d'activité de la population active (Canada) ... 116
Tableau 52 Emploi de la population (Canada, 18 à 69 ans) ... 120
Tableau 53 Populations actives et à l'emploi (Canada excluant le Québec, 15 ans et plus) ... 121
Tableau 54 Taux d'activité de la population active (Canada excluant le Québec) ... 122
Tableau 55 Évolution de l'emploi (Canada excluant le Québec, 18 à 69 ans) ... 123
Tableau 56 Croissance du salaire réel et des composantes connexes ... 125
Tableau 57 Augmentation des prix, des GAM et RHM réels ... 127
Tableau 58 Gains annuels moyens (Canada excluant le Québec, 18 à 69 ans) ... 128
Tableau 59 Total des gains (Canada excluant le Québec, 18 à 69 ans) ... 129
Tableau 60 Moyenne des gains ouvrant droit à pension à concurrence du MGAP (Canada excluant le Québec) ... 130
Tableau 61 Moyenne des gains ouvrant droit à pension à concurrence du MSGAP (Canada excluant le Québec) ... 130
Tableau 62 Taux de participation au RPC selon le groupe d'âge ... 131
Tableau 63 Gains cotisables moyens pour les gains ouvrant droit à pension à concurrencedu MGAP ... 132

Tableau 64 Gains cotisables moyens pour les gains ouvrant droit à pension à concurrence du MSGAP ..... 132
Tableau 65 Total des gains cotisables ajustés pour les gains ouvrant droit à pension à concurrence du MGAP ..... 134
Tableau 66 Total des gains cotisables ajustés pour les gains ouvrant droit à pension à concurrence du MSGAP ..... 135
Tableau 67 Actif net au 31 décembre 2021 ..... 136
Tableau 68 Composition initiale de l'actif du RPC de base et supplémentaire au 31 décembre 2021 ..... 139
Tableau 69 Taux de rendement réel selon le type d'actifs (avant les dépenses d'investissement et le rééquilibrage et diversification) ..... 146
Tableau 70 Composition de l'actif, risque du portefeuille et taux de rendement prévus (avant les dépenses d'investissement) RPC supplémentaire (%) ..... 148
Tableau 71 Composition de l'actif, risque du portefeuille et taux de rendement prévus (avant les dépenses d'investissement) RPC supplémentaire (%) ..... 149
Tableau 72 Taux de rendement ultime de l'actif du RPC de base et supplémentaire ... 151
Tableau 73 Taux de rendement annuels de l'actif du RPC ..... 151
Tableau 74 Prestations payables au 31 décembre 2021 - RPC de base ..... 152
Tableau 75 Taux d'admissibilité selon le type de prestations ..... 155
Tableau 76 Taux de participation au RPC (ajustés aux fins du calcul des prestations) .. 156
Tableau 77 Gains moyens ouvrant droit à pension à concurrence du MGAP (ajustés aux fins du calcul des prestations) ..... 157
Tableau 78 Gains moyens ouvrant droit à pension à concurrence du MSGAP (ajustés aux fins du calcul des prestations) ..... 157
Tableau 79 Rente moyenne liée aux gains en pourcentage du maximum - RPC de base ..... 159
Tableau 80 Rente moyenne supplémentaire liée aux gains en pourcentage du maximum supplémentaire - RPC supplémentaire ..... 160
Tableau 81 Taux de retraite (2031+) ..... 163
Tableau 82 Nouveaux bénéficiaires de prestations de retraite et leurs pensions ..... 165
Tableau 83 Taux de mortalité des bénéficiaires de prestations de retraite ..... 166
Tableau 84 Espérances de vie des bénéficiaires de prestations de retraite, avec améliorations après l'année indiquée ..... 166
Tableau 85 Espérances de vie des bénéficiaires de prestations de retraite par niveau de pension du RPC de base (2022), avec améliorations futures ..... 167
Tableau 86 Pourcentage des bénéficiaires de prestations de retraite qui sont des cotisants ..... 168
Tableau 87 Moyenne des gains cotisables des bénéficiaires actifs ayant des gains ouvrant droit à pension à concurrence du MGAP ..... 169
Tableau 88 Moyenne des gains cotisables des bénéficiaires actifs ayant des gains ouvrant droit à pension à concurrence du MSGAP ..... 170
Tableau 89 Bénéficiaires actifs – cotisants, cotisations et prestations après-retraite .. 172
Tableau 90 Taux ultimes d'incidence de l'invalidité (2026+) ..... 175
Tableau 91 Nouveaux bénéficiaires des prestations d'invalidité ..... 176

Tableau 92 Nouvelles pensions d'invalidité et prestations d'invalidité après-retraite.. 177
Tableau 93 Taux de cessation de l'invalidité en 2022 et 2035 ..... 178
Tableau 94 Pourcentage présumé de cotisants mariés ou ayant un conjoint de fait au décès (2023+) ..... 179
Tableau 95 Nouveaux bénéficiaires de prestations de survivant ..... 180
Tableau 96 Nouvelles pensions de survivant ..... 181
Tableau 97 Taux de mortalité des bénéficiaires de prestations de survivant ..... 182
Tableau 98 Espérances de vie des bénéficiaires de prestations de survivant, avec améliorations après l'année indiquée ..... 182
Tableau 99 Nombre de prestations de décès ..... 183
Tableau 100 Nouvelles prestations pour enfants..... 184
Tableau 101 Charges d'exploitation - RPC de base ..... 186
Tableau 102 Charges d'exploitation - RPC supplémentaire ..... 187
Tableau 103 Taux de capitalisation intégrale en vertu des modifications au RPC de base ..... 193
Tableau 104 Bilan du RPC supplémentaire (Approche de groupe ouvert)..... 195
Tableau 105 Bilan du RPC de base (Approche de groupe ouvert)..... 200
Tableau 106 Bilan du RPC supplémentaire (approche de groupe ouvert) ..... 201
Tableau 107 Conciliation du taux de cotisation minimal - RPC de base..... 204
Tableau 108 Conciliation des taux de cotisation minimaux supplémentaires ..... 207
Tableau 109 TCM du RPC de base au 31 décembre 2021 selon différentes valeurs de départ des actifs ..... 210
Tableau 110 Distribution de probabilité du TCM au 31 décembre 2024 sur la base des rendements de placement pour la période de trois ans 2022-2024 entre les évaluations ..... 211
Tableau 111 Probabilité que le TCM dépasse le taux prévu par la loi de 9,9 % au 31 décembre 2024 sur la base de l'expérience d'investissement de 2022-2024 et des différents niveaux de TCM à l'évaluation précédente ..... 212
Tableau 112 PTCMS du RPC supplémentaire au 31 décembre 2021 selon différentes valeurs de départ des actifs..... 213
Tableau 113 Distribution de probabilité du PTCMS au 31 décembre 2048 sur la base de l'expérience des rendements d'investissement de 2046-2048 et de différents niveaux de PTCMS lors de la précédente évaluation ..... 214
Tableau 114 Hypothèses utilisées pour les tests de sensibilité individuels..... 216
Tableau 115 Sensibilité du taux de cotisation minimal du RPC de base ..... 218
Tableau 116 Sensibilité du ratio actif/dépenses du RPC de base..... 219
Tableau 117 Sensibilité des taux de cotisation minimaux supplémentaires ..... 220
Tableau 118 Sensibilité du ratio actif/dépenses du RPC supplémentaire ..... 222
Tableau 119 Tests de sensibilité de croissance plus forte et plus faible ..... 226
Tableau 120 Scénario de changement climatique - Taux de rendement annuel réel des actifs du RPC de base..... 232
Tableau 121 Scénario de changement climatique - TCM du RPC de base à partir de 2034..... 233

# GRAPHIQUES

Page

Graphique 1 Revenus et dépenses - RPC de base, Taux de cotisation de 9,9 % prévu par la loi (milliards de dollars constants de 2022) ..... 46
Graphique 2 Revenus et dépenses - RPC supplémentaire, Taux de cotisation supplémentaire de 2,0 % et de 8,0 % prévus par la loi ..... 62
Graphique 3 Taux de fécondité total et taux de fécondité par cohortes historiques et projetés pour le Canada ..... 99
Graphique 4 Espérances de vie à la naissance pour le Canada, sans améliorations de la mortalité après l'année indiquée ..... 104
Graphique 5 Espérances de vie à 65 ans pour le Canada, sans améliorations de la mortalité après l'année indiquée ..... 104
Graphique 6 Taux de migration nette (Canada)..... 107
Graphique 7 Répartition de la population du Canada excluant le Québec par âge ..... 108
Graphique 8 Population du Canada excluant le Québec ..... 110
Graphique 9 Composantes projetées de la croissance de la population du Canada excluant le Québec..... 113
Graphique 10 Composantes du marché du travail ..... 114
Graphique 11 Taux d'activité de la population active (Canada) ..... 118
Graphique 12 Structure à deux fonds de placement de l'OIRPC ..... 138
Graphique 13 Taux de retraite historiques et projetés à l'âge de 60 ans ..... 162
Graphique 14 Taux historiques d'incidence de l'invalidité ..... 173
Graphique 15 Ratio actif/dépenses - RPC de base ..... 197
Graphique 16 Ratio actif/dépenses - RPC supplémentaire..... 198
Graphique 17 Scénarios illustratifs relatifs au climat – Effet cumulatif sur le PIB du Canada par rapport au scénario de base ..... 231

# 1 Faits saillants du rapport

## Principales observations du 31e rapport actuariel du RPC

| | RPC de base | RPC supplémentaire |
|---|---|---|
| **Cotisations** | ➢ Taux de cotisation prévu par la loi de 9,9 % pour les années 2022 et subséquentes. | ➢ Premier et deuxième taux de cotisation supplémentaires prévus par la loi de 2,0 % à compter de 2023 et de 8,0 % à compter de 2024, respectivement. |
| | ➢ Il est prévu que le nombre de cotisants au RPC va augmenter de 15,2 millions en 2022 à 19,3 millions en 2050. | |
| | ➢ Il est prévu que les cotisations vont passer de 61 milliards de dollars en 2022 à 177 milliards de dollars en 2050. | ➢ Il est prévu que les cotisations vont passer de 9,3 milliards de dollars en 2022 à 45 milliards de dollars en 2050. |
| | ➢ Il est prévu que les cotisations vont excéder les dépenses jusqu'en 2025, inclusivement. | ➢ Il est prévu que les cotisations vont excéder les dépenses jusqu'en 2057, inclusivement. |
| **Dépenses** | ➢ Il est prévu que le nombre de bénéficiaires de retraite va passer de 6,0 millions en 2022 à 9,9 millions en 2050.<br>➢ Il est prévu que les dépenses totales vont passer de 56 milliards de dollars en 2022 à 197 milliards de dollars en 2050. | ➢ Il est prévu que le nombre de bénéficiaires de retraite va passer de 0,8 million en 2022 à 8,9 millions en 2050.<br>➢ Il est prévu que les dépenses totales vont passer de 0,3 milliard de dollars en 2022 à 29 milliards dollars en 2050. |
| **Actifs** | ➢ L'actif total devrait passer de 544 milliards de dollars à la fin de 2021 à 791 milliards de dollars en 2030 et à 2,2 billions de dollars en 2050.<br>➢ En 2050, il est prévu que les revenus de placement vont représenter 42 % des revenus. | ➢ L'actif total devrait passer de 11 milliards de dollars à la fin de 2021 à 200 milliards de dollars en 2030 et à 1,4 billion de dollars en 2050.<br>➢ En 2050, il est prévu que les revenus de placement vont représenter 61 % des revenus. |
| **Taux de cotisation minimaux qui permettent de maintenir le RPC** | ➢ Le taux de cotisation minimal est de 9,56 % des gains cotisables pour les années 2025 à 2033 et de 9,54 % à compter de 2034. | ➢ Le premier taux de cotisation minimal supplémentaire qui s'applique aux gains cotisables est de 1,97 % à compter de 2025.<br>➢ Le deuxième taux de cotisation minimal supplémentaire qui s'applique aux gains cotisables supérieurs au MGAP jusqu'à concurrence du MSGAP est de 7,88 % à compter de 2025. |
| | ➢ **Les taux respectifs de cotisation prévus par la loi sont plus élevés que les taux de cotisation minimaux requis pour maintenir le Régime, et par conséquent, ils sont suffisants pour financer le RPC de base et supplémentaire à long terme.** | |

## Incertitude – 31e rapport actuariel du RPC (1), (2)

| | RPC DE BASE | RPC SUPPLÉMENTAIRE |
|---|---|---|
| **Hypothèse sur le taux de rendement** | Le 31e rapport actuariel du RPC repose sur un rendement nominal annuel moyen présumé sur 75 ans de 5,79 % pour le RPC de base et de 5,37 % pour le RPC supplémentaire. | |
| | Si des rendements moyens plus faibles étaient présumés (4,20 % pour le RPC de base et 4,17 % pour le RPC supplémentaire) : | |
| | ➢ Le TCM augmenterait de 9,54 % à 11,22 %. | ➢ Le PTCMS augmenterait de 1,97 % à 2,86 %. |
| | Si des rendements moyens plus élevés étaient présumés (7,39 % pour le RPC de base et 6,57 % pour le RPC supplémentaire) : | |
| | ➢ Le TCM diminuerait de 9,54 % à 7,89 %. | ➢ Le PTCMS diminuerait de 1,97 % à 1,38 %. |
| **Résultats de placement pour la période entre les évaluations** | Sur la base des hypothèses fondées sur la meilleure estimation de ce rapport, le TCM lors de la prochaine évaluation au 31 décembre 2024 devrait être de 9,55 %, et le PTCMS devrait être de 1,97 %. | |
| | ➢ Toutefois, il existe une probabilité de 16 % que le TCM à la prochaine évaluation au 31 décembre 2024 dépasse le taux prévu par la loi de 9,9 % uniquement en raison des résultats de placement. | ➢ Il est peu probable que les résultats de placement à court terme fassent en sorte que les TCMS se retrouvent à l'extérieur des fourchettes « aucune mesure requise » prescrites au *Règlement sur la viabilité du régime de pensions supplémentaire du Canada*.<br>➢ Plus le régime deviendra mature, plus il deviendra sensible aux résultats de placement pour la période entre les évaluations.<br>➢ La probabilité que le PTCMS au 31 décembre 2048 soit à l'extérieur de la fourchette de 1,8 % à 2,1 % en raison des résultats de placement pendant la période 2046-2048 est de 32 %. |
| **Hypothèse sur la mortalité** | Le 31e rapport actuariel du RPC repose sur l'hypothèse que la mortalité va continuer de s'améliorer, mais à un rythme moins élevé qu'observé au cours des dernières décennies. | |
| | Si la longévité devait s'améliorer plus rapidement que prévu (espérances de vie à 65 ans en 2050 supérieures d'environ 2 ans) : | |
| | ➢ Le TCM augmenterait de 9,54 % à 9,86 %. | ➢ Le PTCMS augmenterait de 1,97 % à 2,12 %. |
| | Si la longévité devait s'améliorer plus lentement que prévu (espérances de vie à 65 ans en 2050 inférieures d'environ 2 ans) : | |
| | ➢ Le TCM diminuerait de 9,54 % à 9,17 %. | ➢ Le PTCMS diminuerait de 1,97 % à 1,79 %. |
| **Hypothèse sur la croissance économique** | Le 31e rapport actuariel du RPC repose sur l'hypothèse d'une croissance économique modérée et soutenable. | |
| | Si une croissance économique plus faible était prévue, avec des gains d'emploi totaux en 2035 inférieurs de 11 % : | |
| | ➢ Le TCM augmenterait de 9,54 % à 10,12 %. | ➢ Le PTCMS diminuerait de 1,97 % à 1,73 %. |
| | Si une croissance économique plus forte était prévue, avec des gains d'emploi totaux en 2035 supérieurs de 15 % : | |
| | ➢ Le TCM diminuerait de 9,54 % à 9,11 %. | ➢ Le PTCMS augmenterait de 1,97 % à 2,34 %. |
| | Les impacts sont de sens contraire pour le régime de base et le régime supplémentaire en raison des différentes approches de financement des deux composantes du RPC. Le RPC de base s'appuie davantage sur les cotisations comme source de revenus que le RPC supplémentaire. | |

(1) À moins d'indication contraire, le TCM cité dans le tableau s'applique à compter de 2034, tandis que le PTCMS s'applique à compter de 2025.
(2) Le DTCMS est égal à quatre fois le PTCMS.

# Illustration du risque à la baisse – 31e rapport actuariel du RPC – RPC de base (1)

Le 31e rapport actuariel du RPC comprend une nouvelle section qui se consacre à la compréhension et à l'évaluation des risques à la baisse attribuables à trois tendances potentielles ou nouvelles. Puisque le RPC supplémentaire en est encore qu'à ses débuts, cette section se consacre uniquement au RPC de base. De plus, compte tenu de l'objectif de la section, seuls des scénarios défavorables sont présentés. Il ne s'agit pas de prévisions ou de prédictions et les résultats doivent donc être interprétés avec prudence.

| | |
|---|---|
| **Répartition des gains** | Le 31e rapport actuariel du RPC repose sur une même augmentation de salaire pour chaque niveau de gains.<br><br>En supposant des augmentations différentes des salaires nominaux par niveau de gains jusqu'en 2045, avec des augmentations inférieures pour les personnes ayant des gains de niveau inférieur, et vice-versa (sans changement à la croissance globale des salaires nominaux par rapport à l'hypothèse basée sur la meilleure estimation) :<br>➢ Les gains cotisables totaux en 2050 seraient inférieurs de 7 % à ceux du scénario basé sur la meilleure estimation.<br>➢ Le TCM augmenterait à 9,88 %, ce qui, sur une base relative, est 4 % plus élevé que le TCM selon les hypothèses basées sur la meilleure estimation. |
| **Scénario de stagflation** | Le 31e rapport actuariel du RPC repose sur l'hypothèse que le contexte actuel d'inflation élevée est temporaire et que la Banque du Canada parviendra à atteindre la valeur médiane de sa cible d'inflation actuelle, soit 2,0 %, d'ici 2026.<br><br>Lorsqu'elle perdure, une inflation élevée peut mener à de la stagflation, qui se caractérise par la combinaison simultanée d'une stagnation économique et d'une hausse de l'inflation. Un scénario hypothétique de stagflation a été élaboré selon lequel l'inflation et les taux de chômage sont supérieurs aux hypothèses basées sur la meilleure estimation, tandis que la croissance des salaires réels et le rendement des placements sont inférieurs. Selon ce scénario hypothétique de stagflation :<br>➢ Le TCM augmenterait à 9,85 %, ce qui, sur une base relative, est 3 % plus élevé que le TCM selon les hypothèses basées sur la meilleure estimation. |
| **Scénarios de changements climatiques** | Les changements climatiques peuvent influencer le RPC de différentes façons. Les contextes démographique, économique et de placement peuvent tous être influencés par les changements climatiques futurs. Cependant, il y a beaucoup d'incertitude quant à la direction et à l'ampleur de ces effets potentiels, et le risque évolue constamment.<br><br>Afin d'illustrer le risque à la baisse potentiel, trois scénarios hypothétiques de changements climatiques intentionnellement défavorables ont été élaborés à partir d'informations accessibles au public. Les scénarios se concentrent sur les différences de taux de croissance du PIB selon différentes trajectoires de transition. Sur la base des trois scénarios hypothétiques :<br>➢ Le TCM pourrait varier entre 9,75 % et 10,06 % selon le rythme prévu et le calendrier de la transition. |

(1) À moins d'indication contraire, le TCM cité dans le tableau s'applique à compter de 2034.

# 2 Introduction

## 2.1 Objectif du rapport

Voici le trente-et-unième rapport actuariel du Régime de pensions du Canada à paraître depuis l'établissement du Régime de pensions du Canada (RPC ou le « Régime »), en 1966. La date de l'évaluation est le 31 décembre 2021. Le présent rapport a été préparé conformément aux exigences du *Régime de pensions du Canada* quant aux dates à respecter et aux renseignements à fournir. L'article 113.1 du *Régime de pensions du Canada* précise que tous les trois ans, le ministre des Finances du Canada et ses homologues provinciaux doivent examiner la situation financière du RPC et peuvent recommander de modifier les taux de cotisation, les prestations ou les deux. L'article 113.1 énonce les facteurs que les ministres prennent en compte dans le cadre de cet examen, lesquels incluent les renseignements fournis par l'actuaire en chef.

Depuis le 1er janvier 2019, le RPC a deux volets : le RPC de base et le RPC supplémentaire. Le RPC ne consistait que du RPC de base (ou Régime de base) avant 2019, et ce volet continue d'exister. Le RPC supplémentaire (ou Régime supplémentaire) correspond à la nouvelle bonification du RPC depuis 2019. Lorsque ce n'est pas précisé, les termes « RPC » et « Régime » utilisés dans le présent rapport font référence à l'ensemble du RPC, c'est-à-dire à ses deux volets.

Un objectif important du rapport est de renseigner les cotisants et les bénéficiaires sur la situation financière actuelle et projetée des Régimes de base et supplémentaire. Le rapport présente des renseignements qui visent à évaluer la viabilité financière des Régimes de base et supplémentaire sur une longue période, en supposant que les dispositions de la loi ne seront pas modifiées. Ces renseignements permettent de mieux comprendre les situations financières des Régimes de base et supplémentaire et les facteurs qui influencent les coûts, contribuant ainsi à susciter un débat public éclairé sur les enjeux relatifs à l'aspect financier des deux volets du RPC.

Le rapport triennal précédent, le 30e rapport actuariel du Régime de pensions du Canada au 31 décembre 2018, a été déposé à la Chambre des communes le 10 décembre 2019.

Ce 31e rapport actuariel du RPC tient compte de toutes les modifications à ce jour à la loi concernant le RPC, dont les plus récentes sont énumérées dans la section suivante. Ce rapport actuariel du RPC tient également compte : des plus récentes données démographiques, économiques et relatives aux résultats de placement décrites à la section B.2 de l'Annexe B de ce rapport; de diverses prévisions d'experts en démographie, en économie et en placement; des répercussions continues et évolutives de la pandémie de COVID-19; et des répercussions de l'intensification du conflit en Ukraine. Cette intensification est considérée comme étant un événement subséquent aux fins du présent rapport, tel qu'il est décrit à la section 2.3.

Le rapport présente des projections de ses revenus et dépenses pour ses deux composantes, le RPC de base et le RPC supplémentaire, sur une longue période. Étant donné la durée de la période de projection ainsi que le nombre d'hypothèses requises, il est improbable que les résultats futurs réels évolueront exactement comme les projections basées sur la meilleure estimation.

## 2.2 Modifications législatives récentes

Le *Régime de pensions du Canada* a fait l'objet des modifications suivantes depuis le 31 décembre 2018 :

- Selon la *Loi nº 1 d'exécution du budget de 2019*, qui a reçu la sanction royale le 21 juin 2019, depuis le 1er janvier 2020, la présentation d'une demande de pension de retraite du RPC ne sera plus nécessaire dès l'âge de 70 ans. Comme ce fut le cas pour le 30e rapport actuariel du RPC, cette modification a été prise en compte et traitée comme un événement subséquent aux fins de ce 31e rapport actuariel du RPC[1].

- Aux termes de la *Loi nº 1 d'exécution du budget de 2022*, qui a reçu la sanction royale le 23 juin 2022, des modifications d'ordre technique ont été apportées en ce qui a trait à l'admissibilité à la prestation d'invalidité après-retraite du RPC de base et à l'établissement des dispositions d'attribution de montants du RPC supplémentaire[2]. De plus, puisqu'elles respectent l'intention originale des dispositions dont il est question, elles avaient été prises en compte dans les précédents rapports actuariels et l'ont également été pour ce 31e rapport actuariel. Ces modifications n'ont eu aucune incidence sur les projections établies ci-après.

## 2.3 Événements subséquents

Les impacts continus et évolutifs de la pandémie COVID-19 ont été exacerbés par le conflit en Ukraine, notamment son intensification à compter du 24 février 2022. Cette intensification est considérée comme étant un événement subséquent aux fins de ce 31e rapport actuariel du RPC, puisqu'elle a été déclenchée après la date d'évaluation, mais avant la date du rapport. Il y a beaucoup d'incertitude entourant l'évolution du confit et des répercussions possibles sur la situation financière projetée du RPC, surtout en lien avec la fluctuation des taux d'inflation et la volatilité des marchés financiers. Ce 31e rapport actuariel du RPC tient compte de cette incertitude.

L'actuaire en chef a déterminé qu'aucun autre événement subséquent comportant des répercussions matérielles sur la situation financière du RPC prévue au titre du 31e rapport actuariel du RPC n'avait eu lieu.

## 2.4 Processus d'examen indépendant par les pairs

Dans le cadre de sa politique qui vise à procurer des avis actuariels judicieux et pertinents aux parlementaires et à la population canadienne, comme pour les rapports précédents, le Bureau de

[1] Aux fins d'un rapport actuariel du RPC, un événement subséquent est un événement qui est porté à l'attention de l'actuaire en chef après la date d'évaluation, mais avant la date du rapport.
[2] Les modifications sont en attente de l'approbation des provinces.

l'actuaire en chef (BAC) a commandé un examen indépendant par les pairs[1] du présent rapport actuariel du RPC.

La revue externe par les pairs a pour objectif de s'assurer que les rapports actuariels rencontrent de hauts standards professionnels, et qu'ils sont basés sur des méthodes et hypothèses raisonnables. Au fil des ans, les recommandations des revues par les pairs ont été soigneusement examinées et plusieurs d'entre elles ont été mises en place.

## 2.5 Portée du rapport

La section 3 présente un aperçu général de la méthodologie utilisée pour préparer les estimations actuarielles du présent rapport, qui se fondent sur les hypothèses basées sur la meilleure estimation décrites à la section 4. Les résultats pour le RPC de base et le RPC supplémentaire sont présentés séparément dans les sections 5 et 6, respectivement, et incluent pour chaque volet les projections des revenus, des dépenses et de l'actif sur une période de plus de 75 ans. La section 7 présente une réconciliation des résultats du RPC de base et du RPC supplémentaire avec ceux du 30e rapport actuariel du RPC, et la section 8 contient l'opinion actuarielle.

Les diverses annexes présentent un sommaire des dispositions du Régime, une description des données, des hypothèses et de la méthodologie utilisées, de l'information supplémentaire sur le financement du RPC, des conciliations détaillées des résultats avec ceux du rapport précédent, l'incertitude des résultats, et les remerciements aux fournisseurs de données et le personnel qui ont contribué au présent rapport.

[1]Plus d'informations sur le processus d'examen indépendant par les pairs du RPC et les examens précédents se retrouvent sous http://www.osfi-bsif.gc.ca/fra/oca-bac/ipr-rip/Pages/default.aspx

# 3 Méthodologie

L'examen actuariel du RPC implique la projection des revenus et des dépenses des deux volets (RPC de base et RPC supplémentaire) sur une longue période, favorisant ainsi une évaluation adéquate de l'effet des tendances historiques et projetées en matière de démographie, d'économie et de placement. Les estimations actuarielles contenues dans le présent rapport se fondent sur les dispositions du *Régime de pensions du Canada* au 31 décembre 2021[1], sur les données historiques servant de point de départ aux projections et sur les hypothèses basées sur la meilleure estimation qui tiennent compte des événements subséquents décrits à la section 2.3 du présent rapport.

Les revenus des Régimes de base et supplémentaire comprennent les cotisations et les revenus de placement. La projection des cotisations s'amorce par une projection de la population en âge de travailler. Il faut pour cela établir des hypothèses démographiques comme la fécondité, la migration et la mortalité. Le total des gains cotisables pour chacun des volets du Régime est obtenu en appliquant les taux d'activité et de création d'emplois à la population prévue et en projetant les gains d'emploi moyens futurs. Il convient pour cela d'utiliser des hypothèses sur les hausses salariales, la distribution des gains et le taux de chômage. Les cotisations pour chacun des volets du RPC s'obtiennent en appliquant les taux de cotisation de chaque volet aux gains cotisables respectifs. Les revenus de placement prévus sont établis en tenant compte des portefeuilles actuels d'actifs (pour le RPC de base et le RPC supplémentaire), des flux de trésorerie nets respectifs prévus (cotisations moins dépenses) et des hypothèses respectives relatives à la composition future de l'actif et aux taux de rendement des placements nets des frais d'investissement. Puisque les hypothèses quant à la composition future de l'actif diffèrent selon qu'il s'agit du Régime de base ou du Régime supplémentaire, les hypothèses résultantes concernant les revenus de placement diffèrent également.

Les dépenses de chacun des volets du Régime se composent des prestations versées et des charges d'exploitation. Les nouvelles prestations sont calculées en utilisant les hypothèses relatives à la retraite, à l'invalidité et aux décès à l'égard de la population admissible aux prestations, de même que les dispositions touchant les prestations et les gains d'emploi historiques des participants (réels et projetés). La projection des prestations totales, incluant les prestations en cours de paiement à la date d'évaluation, exige d'autres hypothèses. Les charges d'exploitation, excluant les charges liées à la gestion professionnelle de la caisse du RPC par l'Office d'investissement du Régime de pensions du Canada (OIRPC), sont projetées en tenant compte du lien historique et projeté entre les dépenses et le total des gains d'emploi. Les charges d'exploitation de l'OIRPC sont considérées dans le calcul des taux de rendement.

[1] La *Loi nº 1 d'exécution du budget de 2022,* qui a reçu la sanction royale le 23 juin 2022, contient des modifications d'ordre technique à la loi concernant le RPC. Ces modifications, qui sont en attente de l'approbation des provinces, ont été prises en compte dans ce 31e rapport actuariel du RPC, comme décrit à la section 2.2 du présent rapport.

Les hypothèses et les résultats présentés aux sections qui suivent permettent de mesurer séparément la situation financière du RPC de base et du RPC supplémentaire pour chaque année de projection et de calculer les taux de cotisation minimaux.

Dans le cas du Régime de base, le taux de cotisation minimal (TCM) correspond à la somme de deux types de taux. Le premier fait abstraction de la capitalisation intégrale pour la bonification des prestations ou pour de nouvelles prestations; elle correspond au taux de cotisation dit « de régime permanent ». Le deuxième type de taux constituant le TCM est le taux de capitalisation intégrale pour la bonification des prestations ou le versement de nouvelles prestations.

Dans le cas du RPC supplémentaire, il y a deux taux de cotisation minimaux supplémentaires (TCMS) : le premier taux de cotisation minimal supplémentaire (PTCMS) et le deuxième taux de cotisation minimal supplémentaire (DTCMS). Le PTCMS est applicable aux gains cotisables inférieurs au maximum des gains annuels ouvrant droit à pension (MGAP), et le DTCMS s'applique aux gains cotisables compris entre le MGAP et le maximum supplémentaire des gains annuels ouvrant droit à pension (MSGAP).

Les détails de la méthodologie utilisée pour déterminer le TCM et les TCMS sont présentés à l'Annexe C.

Plusieurs facteurs influencent la situation financière, tant actuelle que projetée, des volets du RPC. Par conséquent, les résultats indiqués dans le présent rapport diffèrent de ceux des rapports antérieurs. De même, les examens actuariels futurs produiront des résultats différents des projections présentées dans le présent rapport.

# 4 Hypothèses fondées sur la meilleure estimation

## 4.1 Introduction

Les renseignements requis par la loi, présentés aux sections 5 et 6 du présent rapport, exigent l'établissement de plusieurs hypothèses au sujet des tendances futures aux plans démographique, économique et de placement. Les projections contenues dans le présent rapport portent sur une longue période (plus de 75 ans) et les hypothèses sont déterminées en examinant les tendances historiques à long et à court terme et en appliquant un jugement quant à la mesure où ces tendances se maintiendront à l'avenir. Ces hypothèses reflètent le meilleur jugement de l'actuaire en chef et sont appelées dans le présent rapport les hypothèses basées sur la meilleure estimation. Elles ont été choisies de façon à être intrinsèquement raisonnables et appropriées dans l'ensemble, en tenant compte de certains liens qui les unissent.

Les hypothèses ont été développées en tenant compte des événements subséquents, c'est-à-dire des événements dont l'actuaire en chef a pris connaissance après la date d'évaluation, mais avant la date du rapport et qui sont réputés avoir un effet sur les situations financières des Régimes de base et supplémentaire à la date de l'évaluation ou au cours de la période de projection. Les impacts continus et évolutifs de la pandémie COVID-19 ont été exacerbés par le conflit en Ukraine, notamment son intensification à compter du 24 février 2022. Aux fins du 31e rapport actuariel du RPC, cette intensification a été est considérée comme étant un événement subséquent qui a des répercussions importantes sur la situation financière projetée du RPC. Les hypothèses suivantes ont été examinées en relation avec cet événement subséquent : l'inflation, l'augmentation du salaire réel, les taux d'intérêt et les taux de rendement prévus de diverses catégories d'actifs. Elles ont été révisées afin de tenir compte des données à jour et des prévisions formulées jusqu'à la fin juin 2022 ainsi que de l'incertitude persistante à court terme.

Toutes les modifications à ce jour à la loi concernant le RPC ont été prises en compte dans le présent rapport actuariel du RPC. Les plus récentes modifications ont été apportées en vertu de la *Loi no 1 d'exécution du budget de 2022* qui a reçu la sanction royale le 23 juin 2022. Cette loi contient des modifications techniques concernant l'admissibilité à la prestation d'invalidité après-retraite du RPC de base et l'établissement des dispositions d'attribution de montants du RPC supplémentaire au titre de la loi concernant le RPC[1]. Puisque ces modifications respectent l'intention originale des dispositions à l'égard de l'admissibilité aux prestations et de l'attribution de montants, elles avaient été prises en compte dans l'établissement des projections des précédents rapports actuariels. Elles continuent d'être prises en compte et n'ont aucune répercussion sur les projections établies dans ce rapport.

En septembre 2021, l'actuaire en chef a organisé un colloque virtuel sur les perspectives canadiennes à long terme aux plans démographique, économique et des placements afin d'obtenir l'avis d'un large éventail de personnes ayant l'expertise pertinente. Neuf spécialistes des domaines de la démographie, de l'économie et des placements ont été invités à présenter

[1] Les modifications sont en attente de l'approbation des provinces.

leur point de vue. Les sujets traités comportaient notamment les perspectives à court terme et à long terme en matière de mortalité, d'immigration, de marché du travail et d'économie, ainsi que les répercussions possibles du changement climatique sur les perspectives macroéconomiques et de placement.

Parmi les participants à ce colloque se trouvaient des représentants du BAC, de ministères et d'organismes fédéraux dont Statistique Canada, Emploi et Développement social Canada (EDSC) et le ministère des Finances, des représentants des gouvernements provinciaux et territoriaux ainsi que des représentants de Retraite Québec, de l'OIRPC et d'autres organisations. De plus, des représentants du BAC ont assisté, en octobre 2021, à un colloque virtuel sur les perspectives démographiques et économiques liées à la retraite organisé par Retraite Québec.

En plus de leur participation aux colloques mentionnés ci-dessus, les employés du BAC ont également cherché à obtenir l'avis d'experts en matière de démographie, d'économie et de placement en participant à divers webinaires, en consultant de nombreuses publications et en communiquant avec d'autres experts. Tous les points de vue obtenus ont été pris en compte dans l'élaboration des hypothèses fondées sur la meilleure estimation du 31e rapport actuariel du RPC.

Le tableau 1 présente un sommaire des plus importantes hypothèses utilisées dans le présent rapport en comparaison à celles du rapport triennal précédent. Ces hypothèses sont décrites plus en détail à l'Annexe B du présent rapport.

Tableau 1 Hypothèses basées sur la meilleure estimation

| Canada | 31e rapport (au 31 décembre 2021) | | 30e rapport (au 31 décembre 2018) | |
|---|---|---|---|---|
| Indice de fécondité | 1,54 (2029+) | | 1,62 (2027+) | |
| Mortalité | Tables de mortalité de Statistique Canada (TMC sur un an : 2019) avec améliorations futures | | Tables de mortalité de Statistique Canada (TMC moyenne 3 ans : 2014-2016) avec améliorations futures | |
| Espérance de vie des Canadiens | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes |
| à la naissance, en 2022 | 86,7 ans | 90,0 ans | 87,1 ans | 90,1 ans |
| à l'âge de 65 ans, en 2022 | 21,3 ans | 23,8 ans | 21,6 ans | 24,0 ans |
| Taux de migration nette | 0,64 % de la population (pour 2031+) | | 0,62 % de la population (pour 2021+) | |
| Taux d'activité (18-69 ans) | 80,0 % | (2035) | 79,2 % | (2035) |
| Taux d'emploi (18-69 ans) | 75,3 % | (2035) | 74,4 % | (2035) |
| Taux de chômage (18-69 ans) | 5,9 % | (2027+) | 6,0 % | (2030+) |
| Taux d'augmentation des prix | 2,0 % | (2026+) | 2,0 % | (2019+) |
| Augmentation du salaire réel | 0,9 % | (2026+) | 1,0 % | (2025+) |
| Taux de rendement réel (moyenne 2022-2096) | Actif du RPC de base<br>Actif du RPC supplémentaire | 3,7 %<br>3,3 % | 4,0 %<br>3,5 % | |
| Taux de retraite pour cohorte à l'âge de 60 ans | Hommes | 26,0 % (2022+) | Hommes | 27,0 % (2021+) |
| | Femmes | 28,0 % (2022+) | Femmes | 29,5 % (2021+) |
| Taux d'incidence de l'invalidité du RPC (par 1 000 travailleurs admissibles) | Hommes | 2,90 (2026+) | Hommes | 2,97 (2019+) (1) |
| | Femmes | 3,60 (2026+) | Femmes | 3,66 (2019+) (1) |

(1) Aux fins de comparaison avec les hypothèses du 31e rapport actuariel du RPC, la valeur de l'hypothèse des taux ultimes d'incidence de l'invalidité du 30e rapport actuariel du RPC a été ajustée en fonction de la population admissible de 2021.

## 4.2 Hypothèses démographiques

Les projections de la population sont établies à partir des populations du Canada et du Québec au 1er juillet 2021, auxquelles sont ensuite appliquées des hypothèses de fécondité, de migration et de mortalité. La population pertinente pour le Régime de pensions du Canada est la population du Canada excluant le Québec et elle est obtenue par soustraction des résultats projetés pour le Québec de ceux du Canada. Les projections de la population sont essentielles pour déterminer le nombre futur de cotisants et de bénéficiaires du RPC.

La répartition de la population par âge a grandement changé depuis l'établissement du Régime, en 1966. La proportion de la population canadienne qui est âgée de 65 ans et plus est passée de 7,6 % en 1966 à 18,5 % en 2021, ce qui témoigne du vieillissement de la population. Il est présumé que le vieillissement de la population se poursuivra, mais à un rythme moins élevé que par le passé.

### 4.2.1 Fécondité

La cause première du vieillissement de la population canadienne est le déclin de l'indice de fécondité au cours des 60 dernières années. L'indice de fécondité au Canada a diminué rapidement, passant d'un niveau d'environ 4,0 enfants par femme à la fin des années 1950, à 1,6 enfant au milieu des années 1980. L'indice de fécondité a augmenté un peu au début des années 1990, puis a reculé pour s'établir à 1,5 à la fin des années 1990. Le Canada est l'un des nombreux pays industrialisés où l'indice de fécondité a connu une hausse à partir des années 2000. En 2008, l'indice de fécondité pour le Canada avait atteint 1,68. Cependant, dans certains pays industrialisés, dont le Canada, l'indice de fécondité a diminué depuis 2008, ce qui pourrait être causé en grande partie par le ralentissement économique de 2008 et par l'incertitude économique persistante. L'indice de fécondité pour le Canada se situait à 1,47 en 2019 et a diminué à 1,40 en 2020. La baisse significative en 2020 pourrait être due au niveau élevé d'incertitude et à l'immigration beaucoup plus faible provoqués par la pandémie de COVID-19.

Au Québec, la situation a été semblable à celle du Canada, c'est-à-dire que l'indice de fécondité, qui était d'environ 4,0 enfants par femme dans les années 1950 a chuté, mais dans une plus forte mesure, pour atteindre 1,4 au milieu des années 1980. L'indice s'est ensuite légèrement rétabli au début des années 1990 à plus de 1,6, puis a reculé à moins de 1,5 à la fin des années 1990. Par la suite, le taux de fécondité au Québec a augmenté pour certains groupes d'âge avec l'introduction des centres de la petite enfance, en 1997, puis du Régime québécois d'assurance parentale, en 2006. Au Québec, l'indice de fécondité a sensiblement augmenté au cours des années 2000, atteignant 1,74 en 2008. Toutefois, à l'instar de ce qui se passe au Canada, l'indice de fécondité pour le Québec recule depuis quelques années et s'établissait à 1,57 en 2019 et à 1,52 en 2020.

La diminution globale de l'indice de fécondité au cours des 60 dernières années découle de l'évolution de divers facteurs sociaux, médicaux, économiques et environnementaux. Même si l'indice de fécondité a augmenté à certaines périodes au cours des dernières décennies, il ne reviendra probablement pas à son niveau historique sans de profonds changements sociaux.

En 2021, le gouvernement du Canada a annoncé qu'il collaborerait avec les provinces et territoires à la mise en œuvre d'un plan pancanadien d'apprentissage et de garde des jeunes enfants[1]. À l'instar de ce qui s'est passé au Québec avec l'introduction des centres de la petite enfance, le plan proposé devrait entraîner une augmentation des taux de fécondité pour certains groupes d'âge à la suite de l'adoption du plan d'apprentissage et de garde des jeunes enfants.

En raison de l'incertitude entourant l'effet de la pandémie de COVID-19 sur les taux de fécondité pour 2020 (la dernière année de données disponibles au moment de la préparation de ce rapport), ces données ont été exclues de l'analyse aux fins d'établissement des taux de fécondité à compter de 2021. Un modèle à tendance linéaire a été établi à partir des données recueillies au cours d'une période de 15 ans se terminant en 2019. Ce modèle a été ajusté afin de tenir compte

[1] Depuis, les provinces et territoires ont tous signé l'accord pancanadien sur l'apprentissage et la garde des jeunes enfants (AGJE) avec le gouvernement fédéral.

du plan pancanadien d'apprentissage et de garde des jeunes enfants. Les indices présumés de fécondité selon l'âge amènent à supposer que l'indice de fécondité global pour le Canada va augmenter, passant de 1,47 enfant par femme en 2019 à un niveau ultime de 1,54 en 2029. Les indices présumés de fécondité selon l'âge pour le Québec font en sorte que l'indice de fécondité global pour cette province devrait décroître, passant de 1,57 en 2019 à un niveau ultime de 1,55 en 2029.

### 4.2.2 Mortalité

La chute marquée des taux de mortalité par âge est un autre facteur ayant contribué au vieillissement de la population. Cette chute peut être mesurée par l'augmentation de l'espérance de vie à l'âge de 65 ans qui influence directement la durée du versement des pensions de retraite aux bénéficiaires. L'espérance de vie des hommes (sans améliorations futures de la longévité, c.-à-d. sans réduction de la mortalité) à 65 ans a augmenté de 44 % entre 1966 et 2019, passant de 13,6 à 19,6 ans. Chez les femmes, l'espérance de vie à 65 ans (sans améliorations futures) a progressé de 31 %, passant de 16,9 à 22,1 ans au cours de la même période. Bien que, globalement, les taux d'augmentation de l'espérance de vie à 65 ans depuis 1966 soient semblables pour les hommes et les femmes (entre cinq et six ans), près de 70 % de l'augmentation est attribuable aux années postérieures à 1990 pour les hommes, tandis que seulement 50 % de l'augmentation est attribuable à cette période chez les femmes.

Les taux de mortalité futurs sont établis en appliquant les hypothèses relatives aux taux d'amélioration de la longévité aux tables de mortalité de 2019 de Statistique Canada.

Les tables de mortalité de 2020 de Statistique Canada, publiées en janvier 2022, ont été utilisées pour calculer les taux annuels d'amélioration de la longévité pour 2020. Ces tables dénotent une importante hausse des taux en raison des décès liés à la COVID-19. En 2020, l'espérance de vie à la naissance (sans améliorations futures de la longévité) était de 79,5 ans pour les hommes et de 84,0 ans pour les femmes, soit une diminution de 0,7 an pour les hommes et de 0,4 an pour les femmes par rapport à 2019.

Les taux moyens d'amélioration de la longévité selon l'âge et le sexe sur la période de 15 ans qui s'est terminée en 2019 ont servi de point de départ à l'établissement des taux annuels d'amélioration de la longévité à compter de 2021. Ces projections ne tiennent pas compte de l'impact de la pandémie de COVID-19. La longévité devrait continuer de s'améliorer au cours des prochaines années, mais à un rythme moindre que celui constaté au cours de la période de 15 ans se terminant en 2019. De plus, il est supposé qu'ultimement, les taux d'amélioration de la longévité seront les mêmes chez les hommes et les femmes. Les taux présumés d'amélioration de la longévité reposent sur l'analyse de l'expérience canadienne entre 1921 et 2019 et les causes possibles d'amélioration future de la longévité.

Les taux prévus d'amélioration de la longévité sont présumés diminuer progressivement pour atteindre leurs niveaux ultimes en 2039, soit, pour les deux sexes, 0,8 % par année chez les moins de 90 ans, 0,5 % pour les 90 à 94 ans et 0,2 % pour les 95 ans et plus.

À court terme, les taux de mortalité ont aussi été ajustés pour tenir compte de l'augmentation supplémentaire présumée des taux de mortalité liée à la pandémie de COVID-19. Ces augmentations présumées sont liées à deux facteurs : i) des augmentations directes de la mortalité dues à des décès liés à la COVID-19, touchant davantage les groupes d'âge plus âgés et, ii) des augmentations indirectes de la mortalité due à l'impact de la pandémie sur la crise des opioïdes, qui touche surtout les hommes de la tranche d'âge de 25 à 49 ans[1].

Pour ce qui est de l'augmentation de la mortalité en 2021, en raison des décès directement liés à la COVID-19, les taux de mortalité ont été ajustés en fonction des données sur le nombre de décès liés à la COVID-19 fournis par Santé Canada et Statistique Canada. Il est prévu que la pandémie aura un effet résiduel sur la mortalité en 2022, mais que cet effet s'estompera entièrement pour permettre un retour aux taux de mortalité non ajustés projetés à compter de 2023. Pour ce qui est de l'augmentation de la mortalité en raison des effets indirects de la pandémie sur la crise des opioïdes, les taux de mortalité projetés pour les groupes d'âges touchés sont prévus revenir à la normale, ce qui mènera à une période de croissance importante des taux d'amélioration de la longévité.

Les ajustements qui en découlent mènent à des taux de mortalité pour l'ensemble de la population supérieurs de 5,5 % en moyenne en 2021 et de 2,0 % en moyenne en 2022 aux taux élaborés à partir des informations disponibles jusqu'en 2019 inclus.

Compte tenu de ce qui précède, l'espérance de vie (qui tient compte des améliorations futures de la longévité) projetée à 65 ans en 2022 est de 21,3 ans pour les hommes et de 23,8 ans pour les femmes.

Pour projeter les prestations du RPC, les taux de mortalité des bénéficiaires de prestations de retraite, de survivant et d'invalidité du RPC correspondent à l'expérience de mortalité pour ces segments de la population. Les taux de mortalité propres aux bénéficiaires du RPC sont abordés plus en détail à l'Annexe B du présent rapport.

### 4.2.3 Migration nette

La migration nette correspond à la différence entre le nombre d'immigrants et le nombre net d'émigrants, augmentée de la variation nette du nombre de résidents non permanents.

Les composantes de la migration nette ont été analysées séparément par observation des tendances des données historiques afin d'établir les hypothèses concernant les taux à court terme et ultimes. Au cours des deux dernières années, la migration nette au Canada a chuté de façon importante en raison des diverses mesures de sécurité prises contre la COVID-19 telles que la fermeture des frontières et l'annulation de vols. Ainsi, les données relatives à 2020 et 2021 ont été exclues de l'analyse. Divers facteurs ont été pris en compte dans l'élaboration de l'hypothèse dont les cibles en matière d'immigration à court terme du gouvernement fédéral ainsi que les perspectives à long terme de divers experts au sujet des niveaux d'immigration dans le futur, de

[1] Au cours de la dernière décennie, le Canada a été confronté à une forte augmentation des décès par empoisonnement accidentel causés par des drogues, phénomène qui a été aggravé par la pandémie de COVID-19.

la variation nette du nombre de résidents non permanents et des répercussions de la pandémie de COVID-19.

Le taux de migration nette au Canada est présumé augmenter, passant de son niveau actuel (année se terminant en juin 2021) de 0,41 % de la population à 1,04 % en 2022, à 1,05 % en 2023, puis à 0,93 % en 2024 pour ensuite atteindre graduellement un niveau ultime de 0,64 % de la population à compter de 2031. Le taux ultime de migration nette de 0,64 % correspond au taux moyen observé au cours des dix années qui se sont terminées en 2019, excluant l'augmentation nette des résidents non permanents au cours de cette période. L'hypothèse du taux de migration nette à court terme est supérieure au taux ultime de 0,64 % en raison des cibles d'immigration à court terme du gouvernement fédéral et de la diminution progressive projetée jusqu'à zéro de la variation nette du nombre de résidents non permanents entre 2022 et 2026.

Pour la population du Québec, l'hypothèse du taux ultime de migration nette en 2031 correspond à l'expérience historique moyenne sur 10 ans se terminant en 2019 pour la province, soit 0,43 %, excluant l'augmentation nette des résidents non permanents.

### 4.2.4 Projections de la population

Le tableau 2 montre la population du Canada excluant le Québec pour trois groupes d'âge (0 à19 ans, 20 à 64 ans et 65 ans et plus) au cours de la période de projection. Le ratio des 20 à 64 ans aux 65 ans et plus permet d'estimer le rapport du nombre de personnes en âge de travailler à celui des retraités. En raison du vieillissement de la population, ce ratio devrait chuter, passant d'une valeur approximative de 3,3 en 2022 à une valeur qui se stabilisera à 1,9 à compter de 2070.

Tableau 2 Population du Canada excluant le Québec
(en milliers)

| Année | Total | 0 à 19 ans | 20 à 64 ans | 65 ans et plus | Ratio des 20 à 64 ans aux 65 ans et plus |
|---|---|---|---|---|---|
| 2022 | 30 074 | 6 335 | 18 203 | 5 536 | 3,3 |
| 2023 | 30 519 | 6 429 | 18 344 | 5 746 | 3,2 |
| 2024 | 30 937 | 6 510 | 18 471 | 5 957 | 3,1 |
| 2025 | 31 333 | 6 581 | 18 579 | 6 173 | 3,0 |
| 2026 | 31 708 | 6 644 | 18 674 | 6 390 | 2,9 |
| 2027 | 32 073 | 6 705 | 18 768 | 6 600 | 2,8 |
| 2028 | 32 426 | 6 759 | 18 851 | 6 815 | 2,8 |
| 2029 | 32 764 | 6 814 | 18 929 | 7 022 | 2,7 |
| 2030 | 33 087 | 6 866 | 19 012 | 7 209 | 2,6 |
| 2035 | 34 557 | 7 105 | 19 580 | 7 873 | 2,5 |
| 2040 | 35 854 | 7 328 | 20 191 | 8 335 | 2,4 |
| 2045 | 37 008 | 7 474 | 20 836 | 8 699 | 2,4 |
| 2050 | 38 078 | 7 494 | 21 402 | 9 182 | 2,3 |
| 2055 | 39 128 | 7 548 | 21 797 | 9 783 | 2,2 |
| 2060 | 40 229 | 7 706 | 22 020 | 10 504 | 2,1 |
| 2065 | 41 398 | 7 932 | 22 211 | 11 255 | 2,0 |
| 2070 | 42 581 | 8 167 | 22 665 | 11 750 | 1,9 |
| 2080 | 44 799 | 8 531 | 23 763 | 12 505 | 1,9 |
| 2090 | 46 894 | 8 829 | 25 021 | 13 045 | 1,9 |
| 2100 | 49 228 | 9 267 | 25 996 | 13 966 | 1,9 |

## 4.3 Hypothèses économiques et de placement

Les principales hypothèses économiques se rapportant au RPC portent sur les taux d'activité, les taux de création d'emplois, les taux de chômage, le taux d'augmentation des prix et les augmentations réelles des gains d'emploi moyens. Aux fins de la projection de l'actif, des hypothèses sur le taux de rendement réel des placements sont également requises.

L'un des éléments clés qui sous-tendent les hypothèses économiques basées sur la meilleure estimation a trait à la tendance soutenue à retarder le départ à la retraite. Il est prévu que les travailleurs plus âgés quitteront la population active à un âge plus avancé, ce qui pourrait atténuer l'impact du vieillissement de la population sur la croissance future de la population active. Cependant, malgré qu'il soit prévu que les travailleurs quitteront la population active à un âge plus avancé, la croissance de la population active devrait ralentir étant donné que la population en âge de travailler augmente moins rapidement et que les baby-boomers quittent la population active.

### 4.3.1 Population active

Les niveaux d'emploi varient en fonction du taux de chômage et reflètent également la tendance à la hausse du nombre de femmes qui accèdent au marché du travail, l'allongement de la période

d'études chez les jeunes adultes, les modifications à la structure démographique de la population active et les changements de comportement envers la retraite chez les travailleurs plus âgés.

À mesure que la population vieillit, la taille des groupes d'âges plus avancé qui sont moins présents sur le marché du travail augmente, ce qui explique pourquoi le taux d'activité des Canadiens âgés de 15 ans ou plus devrait diminuer et passer d'environ 65,1 % en 2022 à 64,1 % en 2035. Un indice plus utile de la population en âge de travailler réside dans le taux d'activité des 18 à 69 ans, qui devrait progresser et passer d'un taux approximatif de 76,7 % en 2022 à 80,0 % en 2035. Cette hausse du taux d'activité des 18 à 69 ans reflète différentes tendances.

Par exemple, il est présumé que les taux d'activité des femmes continueront d'augmenter à un rythme plus rapide que ceux des hommes, ce qui contribuera à réduire l'écart entre les taux d'activité des hommes et des femmes, quoique moins rapidement que par le passé. Cette réduction de l'écart est attribuée en partie aux effets prévus du plan pancanadien d'apprentissage et de garde des jeunes enfants annoncé par le gouvernement fédéral en 2021 sur la présence des femmes sur le marché du travail.

Il est également présumé que les taux d'activité des hommes et des femmes de 55 ans et plus augmenteront sous l'effet d'une tendance soutenue à retarder le départ à la retraite.

Malgré la hausse future présumée des taux d'activité des femmes et des travailleurs plus âgés, une pénurie durable de la main-d'œuvre est attendue dans le futur, à mesure que la croissance de population en âge de travailler ralentit et que les baby-boomers continuent de partir à la retraite et quittent la population active. Il est prévu que les taux d'activité de tous les groupes d'âge augmenteront en raison des possibilités d'emploi intéressantes découlant des pénuries de main-d'œuvre.

Dans l'ensemble, le taux d'activité des hommes âgés de 18 à 69 ans devrait être de 80,8 % en 2022 et passer à 83,2 % en 2035, alors que celui des femmes du même groupe d'âge devrait être de 72,6 % en 2022 et passer à 76,8 % en 2035. Ainsi, la différence entre les taux d'activité des hommes et des femmes de 18 à 69 ans devrait se situer à 8,2 points de pourcentage en 2022 et diminuer à 6,4 points de pourcentage en 2035. Par la suite, l'écart entre les hommes et les femmes du groupe d'âges de 18 à 69 ans devrait fluctuer entre 6,3 et 6,4 points de pourcentage.

Le taux de création d'emplois (c.-à-d. la fluctuation du nombre de personnes à l'emploi) au Canada était de 1,5 % en moyenne entre 1976 et 2021, d'après les données diffusées sur l'emploi, et il est présumé que ce taux sera de 2,9 % en 2022, alors que le marché du travail se remet de la pandémie de COVID-19. L'hypothèse relative au taux de création d'emplois est établie en fonction de la croissance économique modérée prévue et d'un taux de chômage au Canada chez les 15 ans et plus qui devrait diminuer, passant de 7,5 % en 2021 à 6,0 % en 2022 et 5,7 % en 2023 avant d'augmenter pour atteindre un niveau ultime de 6,1 % en 2027. L'hypothèse du taux de création d'emplois chez les 15 ans et plus au Canada s'établit en moyenne à environ 0,8 % de 2024 à 2027, ce qui est légèrement inférieur au taux de croissance de la population active. À compter de 2027, il est prévu que le taux de création d'emplois suivra le taux de

croissance de la population active, ces deux données s'établissant à 0,8 % par année en moyenne entre 2027 et 2035, et à 0,4 % par année par la suite. Le ralentissement à long terme prévu de la croissance de la population active et du taux de création d'emplois est surtout attribuable au vieillissement de la population.

### 4.3.2 Augmentation des prix

Le 13 décembre 2021, la Banque du Canada et le gouvernement fédéral ont renouvelé leur engagement de maintenir l'inflation dans une fourchette de 1 % à 3 % avec une cible au point médian de 2 % jusqu'à la fin de 2026. Ils ont également indiqué que la Banque du Canada utiliserait la flexibilité offerte par la fourchette d'inflation proposée pour chercher activement à atteindre le niveau d'emploi maximal durable dans une mesure compatible avec le maintien des attentes à moyen terme en matière d'inflation à 2 %.

Malgré la cible médiane de 2 %, la hausse des prix (inflation), tel que mesurée par les variations de l'indice des prix à la consommation (IPC), tend à fluctuer d'une année à l'autre. La pandémie de COVID-19 a eu des répercussions sur l'IPC. En 2020, l'IPC n'a augmenté que de 0,7 % en raison d'une diminution de la consommation découlant des diverses mesures et restrictions en lien avec la pandémie. Cependant, à mesure que la pandémie a évolué et que les restrictions ont été levées, la demande des consommateurs a crû et des problèmes d'approvisionnement se sont présentés. Par conséquent, l'IPC a subi une hausse de 3,4 % en 2021, soit la plus forte hausse depuis 1991. L'incertitude entourant une inflation élevée due aux chocs de l'offre et de la demande provoqués par la pandémie a été exacerbée par l'escalade du conflit en Ukraine.

Aux fins de ce rapport, l'intensification du conflit en Ukraine est considérée comme étant un événement subséquent. Il est donc présumé que l'inflation excèdera la cible de 2 % jusqu'en 2025. L'augmentation des prix est présumée être de l'ordre de 6,9 % en 2022, 3,0 % en 2023, 2,5 % en 2024, 2,25 % en 2025 et 2,0 % à partir de 2026. Ces augmentations présumées sont fondées sur les prévisions à court terme de divers économistes[1] ainsi que sur l'attente que la Banque du Canada et le gouvernement du Canada reconduiront encore la cible d'inflation au taux de 2,0 % et que la Banque du Canada réussira à maintenir le taux d'inflation à sa cible médiane à long terme.

### 4.3.3 Augmentation du salaire réel

Les augmentations salariales influencent le solde financier du RPC de deux façons. À court terme, une augmentation du salaire moyen se traduit par une hausse des revenus de cotisations, avec peu d'effet immédiat sur les prestations. À long terme, des salaires moyens plus élevés engendrent des prestations plus généreuses. L'écart entre les hausses du salaire nominal et l'inflation représente les augmentations du salaire réel et est donc aussi désigné « augmentation du salaire réel » dans le présent rapport.

[1] En date de juin 2022

Deux mesures de salaire sont utilisées dans ce rapport : les gains annuels moyens (GAM) et la rémunération hebdomadaire moyenne (RHM). La hausse présumée des GAM permet d'établir la projection des gains d'emploi totaux des cotisants au RPC, tandis que la hausse présumée de la RHM permet de prévoir la hausse du MGAP d'une année à l'autre. L'écart moyen entre ces deux mesures est demeuré faible de 1966 à 2019 et leur croissance devrait se faire au même rythme à long terme. Cependant, elles ont tendance à croître à des rythmes différents en temps d'expansion ou de ralentissement économique.

Selon les informations jusqu'à la fin du mois de juin 2022, les GAM réels devraient diminuer de 2,4 % en 2022 et de 0,1 % en 2023, pour ensuite remonter et atteindre un taux ultime d'augmentation réel de 0,9 % en 2026. La croissance négative des GAM réels dans les premières années du cycle de projection est causée par la dynamique des salaires en périodes de forte inflation découlant de la pandémie de COVID-19 et exarcerbée par l'intensification du conflit en Ukraine, qui est considérée comme étant un événement subséquent. L'hypothèse d'augmentation ultime des GAM réels est établie en tenant compte des tendances historiques, des pénuries de main-d'œuvre, de la productivité du travail et d'autres facteurs contributifs. En y jumelant l'hypothèse d'augmentation ultime des prix, l'hypothèse d'augmentation annuelle des salaires nominaux moyens est de 2,9 % à compter de 2026.

Il est prévu que la RHM réelle chute de 3,3 % en 2022 et de 0,1 % en 2023. Au cours des années suivantes, conformément à la relation historique à long terme entre la variation réelle des GAM et de la RHM, cette dernière devrait augmenter pour atteindre une augmentation réelle ultime de 0,9 % en 2026, ce qui correspond à la croissance réelle ultime des GAM pour la même année.

### 4.3.4 Taux de rendement réel des placements

Les taux de rendement réel des placements représentent la différence entre les taux de rendement nominal et les taux d'augmentation des prix et servent à projeter les revenus de placement. Ils sont évalués pour chaque année de la période de projection et pour chacune des principales catégories de placement de l'actif du RPC de base et du RPC supplémentaire. L'hypothèse des taux de rendement réel à long terme de l'actif du RPC de base et du RPC supplémentaire tient compte de l'hypothèse sur l'évolution des différentes catégories de placement des volets du RPC. Les taux de rendement réel sur les placements sont nets de toutes les dépenses d'investissement, y compris les charges d'exploitation de l'OIRPC.

L'intensification du conflit en Ukraine a eu d'importantes répercussions sur les marchés financiers. En date du 13 juillet 2022, afin de contrer la hausse de l'inflation exacerbée par cette escalade, la Banque du Canada avait déjà augmenté le taux directeur de 225 points de base depuis le début de l'année, ce qui a eu une incidence sur le rendement des placements à revenu fixe. De plus, les indices boursiers de tous secteurs et pour tous les lieux géographiques ont subi d'importantes baisses au cours du premier semestre de 2022.

Aux fins de ce rapport, l'intensification du conflit en Ukraine est considérée comme étant un événement subséquent; les taux présumés de rendement ont donc été modifiés en conséquence.

De façon plus précise, en 2022, les taux prévus de rendement nominal sont de -9,0 % pour le RPC de base, et de -7,7 % pour le RPC supplémentaire. En termes réels, les hypothèses des taux de rendement du RPC de base et du RPC supplémentaire en 2022 sont respectivement de -15,9 % et de -14,6 %. Ces rendements reflètent les résultats de l'OIRPC jusqu'au 30 juin 2022, et l'incertitude persistante pour le reste de l'année. En outre, les rendements des placements à revenu fixe au-delà de 2022 sont basés sur une trajectoire révisée des taux d'intérêt qui est plus représentative des importantes hausses de taux survenues au cours du premier semestre de 2022.

Les taux de rendement réel annuels présumés pour la période de 2023 à 2032 sont inférieurs à l'hypothèse des taux de rendement réel ultimes en 2033 en raison des rendements prévus des obligations moins élevés pour la période de 2023 à 2033 ainsi que de l'inflation élevée au cours des premières années. Les taux de rendement réels moyens pour la période de 5 ans 2023-2027 pour le RPC de base et le RPC supplémentaire sont respectivement de 3,56 % et 2,70 %, tandis que les taux de rendement réels moyens pour la période de 10 ans 2023-2032 pour le RPC de base et le RPC supplémentaire sont respectivement de 3,73 % et 2,98 %.

Les taux de rendement réel ultimes du RPC de base et du RPC supplémentaire sont de 4,0 % et de 3,6 % respectivement. L'hypothèse du taux de rendement réel moyen des actifs sur 75 ans sur la période de projection 2022-2096 du RPC de base s'établit à 3,69 % et celui du RPC supplémentaire s'établit à 3,27 %.

Le tableau 3 résume les principales hypothèses économiques pour la période de projection.

Tableau 3 Hypothèses économiques
(pourcentages)

| | | | | Population active (Canada, 15 ans et plus) | | | | Taux de rendement réel des placements | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Année | Augmentation réelle des gains annuels moyens | Augmentation réelle des gains hebdomadaires moyens (MGAP) | Augmentation des prix | Taux d'activité | Taux de création d'emplois | Taux de chômage | Hausse annuelle de la population active | RPC de base | RPC supplémentaire |
| 2022 | (2,4) | (3,3) | 6,9 | 65,1 | 2,9 | 6,0 | 1,3 | (15,9) | (14,6) |
| 2023 | (0,1) | (0,1) | 3,0 | 65,0 | 1,5 | 5,7 | 1,1 | 2,9 | 1,9 |
| 2024 | 0,4 | 0,4 | 2,5 | 64,8 | 0,9 | 5,8 | 1,0 | 3,4 | 2,5 |
| 2025 | 0,6 | 0,6 | 2,3 | 64,6 | 0,8 | 5,9 | 0,9 | 3,6 | 2,8 |
| 2026 | 0,9 | 0,9 | 2,0 | 64,5 | 0,8 | 6,0 | 0,9 | 3,9 | 3,1 |
| 2027 | 0,9 | 0,9 | 2,0 | 64,4 | 0,8 | 6,1 | 0,9 | 3,9 | 3,2 |
| 2028 | 0,9 | 0,9 | 2,0 | 64,3 | 0,8 | 6,1 | 0,8 | 3,9 | 3,2 |
| 2029 | 0,9 | 0,9 | 2,0 | 64,2 | 0,8 | 6,1 | 0,8 | 3,9 | 3,2 |
| 2030 | 0,9 | 0,9 | 2,0 | 64,1 | 0,7 | 6,1 | 0,7 | 3,9 | 3,3 |
| 2035 | 0,9 | 0,9 | 2,0 | 64,1 | 0,7 | 6,1 | 0,7 | 4,0 | 3,6 |
| 2040 | 0,9 | 0,9 | 2,0 | 63,7 | 0,5 | 6,1 | 0,5 | 4,0 | 3,6 |
| 2045 | 0,9 | 0,9 | 2,0 | 63,2 | 0,5 | 6,1 | 0,5 | 4,0 | 3,6 |
| 2050 | 0,9 | 0,9 | 2,0 | 62,8 | 0,4 | 6,1 | 0,4 | 4,0 | 3,6 |
| 2055 | 0,9 | 0,9 | 2,0 | 62,2 | 0,2 | 6,1 | 0,2 | 4,0 | 3,6 |
| 2060 | 0,9 | 0,9 | 2,0 | 61,5 | 0,2 | 6,1 | 0,2 | 4,0 | 3,6 |
| 2065 | 0,9 | 0,9 | 2,0 | 60,8 | 0,3 | 6,1 | 0,3 | 4,0 | 3,6 |
| 2070 | 0,9 | 0,9 | 2,0 | 60,4 | 0,4 | 6,1 | 0,4 | 4,0 | 3,6 |
| 2080 | 0,9 | 0,9 | 2,0 | 60,1 | 0,4 | 6,1 | 0,4 | 4,0 | 3,6 |
| 2090 | 0,9 | 0,9 | 2,0 | 60,1 | 0,4 | 6,1 | 0,4 | 4,0 | 3,6 |
| 2100 | 0,9 | 0,9 | 2,0 | 59,7 | 0,4 | 6,1 | 0,4 | 4,0 | 3,6 |

## 4.4 Autres hypothèses

Le présent rapport s'appuie sur plusieurs autres hypothèses clés, notamment au titre des taux de demande de prestations de retraite et des taux d'incidence de l'invalidité.

### 4.4.1 Taux de demande de prestations de retraite

Les taux de demande de prestations de retraite sont établis par cohortes. Les taux (selon le sexe) de demande de prestations de retraite pour un âge et une année donnés à compter de 60 ans correspondent au nombre de nouveaux bénéficiaires de pension de retraite divisé par le nombre total de personnes admissibles aux pensions de retraite pour l'âge, le sexe et l'année donnés.

En application du RPC, l'âge d'admissibilité à une pension non réduite est 65 ans. Toutefois, la disposition du RPC sur l'âge de retraite flexible qui est entrée en vigueur en 1987, permet à une personne d'opter pour une pension de retraite réduite dès l'âge de 60 ans (et une pension augmentée après l'âge de 65 ans). Cette disposition a eu pour effet d'abaisser l'âge moyen auquel la pension est demandée. En 1986, l'âge moyen de demande de la pension de retraite était de 65,2 ans comparativement à 62,7 ans pendant la décennie terminée en 2019.

Depuis 2012, les taux de demande de prestations de retraite à 60 ans ont progressivement diminué. Pour les cohortes atteignant l'âge de 60 ans en 2019 (avant la pandémie), les taux de demande de prestations de retraite étaient de 27,8 % pour les hommes et de 30,3 % pour les femmes. Les taux de demande de prestations de retraite de 2021 pour les hommes sont les plus bas observés depuis 1989, tandis que les taux de 2021 pour les femmes sont les plus bas observés depuis la mise en place de la disposition sur la flexibilité de l'âge de retraite en 1987. Il est actuellement difficile d'évaluer précisément l'ampleur de la contribution de la pandémie de COVID-19 à l'importante baisse des taux de demande de prestations de retraite à 60 ans observés en 2020 et 2021. Cette tendance à la baisse fera l'objet d'un suivi aux fins de la prochaine évaluation du RPC.

L'hypothèse tient compte de la tendance des taux de demande de prestations de retraite à 60 ans observés avant la pandémie tout en accordant une certaine crédibilité aux taux observés en 2020 et 2021. Pour les cohortes atteignant l'âge de 60 ans à compter de 2022, l'hypothèse des taux de demande de prestations de retraite s'établit à 26,0 % pour les hommes et à 28,0 % pour les femmes. Les taux de demande de prestations de retraite à l'âge de 65 ans sont calculés de telle sorte que la somme des taux pour chaque cohorte est de 100 %. Les taux résultants à l'âge de 65 ans sont déterminés comme étant de 42,5 % pour les hommes et de 43,8 % pour les femmes en 2031 et par la suite. En utilisant ces taux, l'âge moyen projeté de demande de prestations de retraite en 2031 est de 63,6 ans pour les hommes et 63,4 ans pour les femmes. Les mêmes taux de demande de prestations de retraite s'appliquent au RPC de base et au RPC supplémentaire.

### 4.4.2 Taux d'incidence de l'invalidité – Prestations d'invalidité et prestations d'invalidité après-retraite

Le taux d'incidence de l'invalidité (selon le sexe) à l'égard des prestations d'invalidité et des prestations d'invalidité après-retraite à n'importe quel âge donné correspond au nombre de nouveaux bénéficiaires de prestations d'invalidité divisé par le nombre total de personnes admissibles à des prestations d'invalidité à l'âge donné. Les taux d'incidence de l'invalidité liés aux prestations d'invalidité sont les mêmes pour le Régime de base et le Régime supplémentaire.

Les taux d'incidence liés aux prestations d'invalidité après-retraite ne s'appliquent qu'au Régime de base, puisque ces prestations ne se rapportent qu'au Régime de base.

Les hypothèses du taux d'incidence de l'invalidité à l'égard des prestations d'invalidité reconnaissent que les taux courants d'incidence de l'invalidité sont sensiblement inférieurs à ceux observés entre le milieu des années 1970 et le milieu des années 1990 pour les hommes, de même qu'au début des années 1980 et entre le début et le milieu des années 1990 pour les femmes. À l'exception des années les plus récentes (2019-2021), les taux d'incidence pour les deux sexes ont été relativement stables depuis la fin des années 1990, en raison des changements administratifs apportés au programme d'invalidité. Une instabilité dans les taux d'incidence qui peut être attribuée à des facteurs administratifs et liés à la COVID-19 a été observée de 2019 à 2021. Cette instabilité ne devrait pas durer et, pour cette raison, les données des années 2019 à 2021 n'ont pas été prises en compte dans l'élaboration des hypothèses ultimes des taux d'incidence de l'invalidité.

Compte tenu de ce qui précède et des données d'expérience au cours de la période 2007-2018, il est supposé que les taux d'incidence à l'égard des prestations d'invalidité augmenteront graduellement entre 2021 et 2026 pour ensuite se maintenir à 2,90 par millier d'hommes admissibles et 3,60 par millier de femmes admissibles.

En ce qui a trait aux prestations d'invalidité après-retraite du RPC de base qui sont entrées en vigueur en 2019, mais qui ne s'appliquent qu'aux bénéficiaires de retraite anticipée (avant l'âge de 65 ans) qui sont devenus invalides, les taux d'incidence selon l'âge et le sexe ont été obtenus au moyen des données de prestations d'invalidité après-retraite pour les années 2019 et 2020, et des données historiques tirées des registres des gains des bénéficiaires de retraite anticipée. Il est supposé qu'en 2026, les taux d'incidence globaux de l'invalidité en ce qui concerne les prestations d'invalidité après-retraite pour les bénéficiaires de la retraite anticipée seront de 10,08 par millier d'hommes admissibles et de 9,06 par millier de femmes admissibles. À mesure que davantage de données seront compilées au sujet des prestations d'invalidité après-retraite, les hypothèses des taux d'incidence pourront être réévaluées aux fins de futurs rapports actuariels.

# 5 Résultats – RPC de base

## 5.1 Aperçu

Les principales observations et constatations en lien avec les projections actuarielles de la situation financière du RPC de base contenues dans le présent rapport sont les suivantes.

- En appliquant le taux de cotisation de 9,9 % prévu par la loi, les cotisations projetées au RPC de base sont plus que suffisantes pour couvrir les dépenses de la période de 2022 à 2025. Par la suite, une partie des revenus de placement doit être utilisée pour combler l'écart entre les cotisations et les dépenses. En 2030, environ 9 % des revenus de placement seront nécessaires pour payer les dépenses. Il est prévu que ce pourcentage augmente lentement pour atteindre 16 % en 2050 et 34 % en 2070, pour demeurer assez stable par la suite.
- En appliquant le taux de cotisation de 9,9 % prévu par la loi, l'actif total du RPC de base devrait diminuer en 2022 en raison de l'environnement économique actuel. L'actif devrait ensuite augmenter au cours de la prochaine période de projection avec une croissance plus importante au cours des premières années de la période. L'actif total devrait passer de 544 milliards de dollars à la fin de 2021 à 499 milliards de dollars à la fin 2022, avant de remonter à 791 milliards de dollars d'ici la fin 2030. L'actif devrait ensuite atteindre 2,2 billions de dollars d'ici 2050, puis 17 billions de dollars d'ici 2100. Le ratio de l'actif aux dépenses de l'année suivante devrait augmenter légèrement, passant de 8,1 à 8,4 entre 2022 et 2030, pour ensuite atteindre 10,7 en 2050, puis 13,2 en 2100.
- En appliquant le taux de cotisation de 9,9 % prévu par la loi, les revenus de placement du Régime de base, qui devraient représenter 32 % des revenus (c.-à-d. les cotisations et les revenus de placement) en 2023, devraient intervenir pour 34 % des revenus en 2030, 42 % des revenus en 2050 et 51 % des revenus d'ici 2100. Cela montre l'importance des revenus de placement comme source de revenus du Régime de base.
- Le taux de cotisation minimal (TCM) pour maintenir le Régime de base est de 9,56 % des gains cotisables pour 2025 à 2033 et de 9,54 % à compter de 2034. Le taux de cotisation de 9,9 % prévu par la loi s'applique aux trois années suivant l'année de l'évaluation, soit à la période d'examen triennal en cours (2022-2024).
- Le TCM englobe deux composantes distinctes. La première, le taux de cotisation de régime permanent, soit le taux le plus bas qui fait en sorte que le ratio projeté de l'actif aux dépenses de l'année suivante du Régime de base demeure généralement constant à long terme, sans tenir compte de la capitalisation intégrale des prestations bonifiées ou nouvelles, est de 9,53 % à compter de 2025. La deuxième composante est le taux de capitalisation intégrale requis pour financer entièrement les modifications apportées au *Régime de pensions du Canada* par la *Loi nº 1 d'exécution du budget de 2018*. Le taux de capitalisation intégrale est de 0,03 % pour 2025 à 2033 et de 0,01 % à compter de 2034.
- En appliquant le TCM, le ratio de l'actif aux dépenses de l'année suivante devrait augmenter légèrement et passer de 8,1 en 2025 à 8,4 en 2034 et être le même cinquante ans plus tard, soit en 2084.

- Le TCM déterminé pour ce rapport est moins élevé que le TCM de 9,72 % à compter de 2034 du 30e rapport actuariel du RPC. Globalement, les résultats sur la période de 2019 à 2021 ont été meilleurs que prévu, ce qui mène à une réduction du TCM. La principale raison pour ceci était le meilleur rendement des placements que ce qui était prévu, ce qui a eu pour effet de faire baisser le TCM de 0,35. Cette réduction est compensée en partie par les changements aux hypothèses de taux de rendement réel pour 2022. Le résultat net de tous les changements depuis le 30e rapport actuariel du RPC est une réduction du TCM de 0,18 point de pourcentage à compter de 2034.
- Globalement, les changements aux hypothèses dans le but de tenir compte des événements subséquents ont provoqué une augmentation du TCM de 0,31. Cette augmentation est principalement attribuable à la réduction du taux de rendement nominal projeté de 2022. La réduction du TCM en lien avec l'expérience de placement de 2019 à 2021 est ainsi compensée en partie par le rendement plus faible qui est prévu en 2022.
- Bien qu'il soit prévu que le taux par répartition augmente au fil du temps, passant de 9,1 % en 2022 à 13,3 % en 2100 en raison du départ à la retraite des membres de la génération du baby-boom et du vieillissement projeté de la population, le taux de cotisation de 9,9 % prévu par la loi est suffisant pour assurer la viabilité financière à long terme du Régime de base. Le taux par répartition correspond au taux qui devrait être payé en l'absence d'actif.
- Le nombre de cotisants au RPC devrait augmenter, passant de 15,2 millions en 2022 à 19,3 millions en 2050, puis à 24,0 millions en 2100. En appliquant le taux de cotisation de 9,9 % prévu par la loi, les cotisations au RPC de base devraient croître, passant de 61 milliards de dollars en 2022 à 177 milliards de dollars en 2050, puis atteindre 929 milliards de dollars en 2100.
- Le nombre de bénéficiaires de prestations de retraite du RPC de base devrait progresser, passant de 6,0 millions en 2022 à 9,9 millions en 2050, puis atteindre 15,3 milliards en 2100.
- Les dépenses totales du Régime de base devraient croître rapidement, pour passer d'environ 56 milliards de dollars en 2022 à 89 milliards de dollars en 2030. Par la suite, les dépenses totales devraient augmenter plus lentement pour atteindre 197 milliards de dollars en 2050 et 1,2 billion de dollars d'ici 2100.

## 5.2 Cotisations

Les cotisations prévues sont obtenues en multipliant le taux de cotisation par le nombre de cotisants et par les gains cotisables moyens. Le taux de cotisation du RPC de base est prévu par la loi et s'établit à 9,9 %. Au 1er janvier 2019, tous les cotisants au RPC de base cotisent également au Régime supplémentaire.

Le tableau 4 indique le nombre prévu de cotisants au RPC, y compris les bénéficiaires de prestations de retraite qui travaillent (c.-à-d. les bénéficiaires actifs), de même que leurs gains cotisables et leurs cotisations aux fins du RPC de base. Le nombre de cotisants qui ne sont pas des bénéficiaires actifs est directement lié aux taux d'activité, lesquels sont appliqués à la population en âge de travailler, et aux taux de création d'emplois. Le nombre de bénéficiaires actifs qui sont des cotisants est obtenu à partir du nombre de bénéficiaires touchant des prestations de retraite. Par conséquent, les hypothèses démographiques, économiques et liées à la retraite influencent largement le niveau projeté des

cotisations. Dans le présent rapport, le nombre de cotisants au RPC devrait augmenter continuellement pendant toute la période de projection, mais à un rythme généralement décroissant, passant d'environ 15,2 millions en 2022 à 16,7 millions en 2030, 19,3 million en 2050, puis à 24,0 millions d'ici 2100. L'augmentation future du nombre de cotisants est freinée par le ralentissement prévu de la croissance de la population en âge de travailler et de la population active.

La hausse des gains cotisables du RPC de base, lesquels sont calculés en soustrayant l'exemption de base de l'année (EBA) des gains ouvrant droit à pension (à concurrence du MGAP), est liée à la progression des gains d'emploi moyens établie selon l'hypothèse d'augmentation annuelle des salaires et est assujettie au gel de l'EBA depuis 1998.

Les cotisations au RPC de base devraient augmenter, passant d'environ 61 milliards de dollars en 2022 à 86 milliards de dollars en 2030, 177 milliards de dollars en 2050, puis continuer de croître par la suite pour atteindre 929 milliards de dollars en 2100, comme l'indique le tableau 4. La projection du MGAP est également présentée; il est supposé que celui-ci progressera en accord avec l'hypothèse d'augmentation de la rémunération hebdomadaire moyenne. Le MGAP pour 2023 est représentatif des données compilées jusqu'en avril 2022 et devrait augmenter, passant de 64 900 $ en 2022 à 82 200 $ en 2030, à 145 600 $ en 2050, puis à 608 200 $ d'ici 2100.

Étant donné que le taux de cotisation prévu par la loi demeure constant à 9,9 % à compter de 2019, les cotisations au RPC de base augmentent au même rythme que le total des gains cotisables au cours de la période de projection.

Tableau 4 Cotisations - RPC de base

| Année | Taux de cotisation (%) | MGAP ($) | Nombre de cotisants (en milliers) | Gains cotisables (millions $) | Cotisations (millions $) |
|---|---|---|---|---|---|
| 2022 | 9,9 | 64 900 | 15 235 | 616 668 | 61 050 |
| 2023 | 9,9 | 66 900 | 15 534 | 648 785 | 64 230 |
| 2024 | 9,9 | 69 200 | 15 751 | 680 189 | 67 339 |
| 2025 | 9,9 | 71 200 | 15 959 | 710 485 | 70 338 |
| 2026 | 9,9 | 73 300 | 16 114 | 739 632 | 73 224 |
| 2027 | 9,9 | 75 400 | 16 264 | 769 230 | 76 154 |
| 2028 | 9,9 | 77 600 | 16 419 | 800 229 | 79 223 |
| 2029 | 9,9 | 79 900 | 16 566 | 832 186 | 82 386 |
| 2030 | 9,9 | 82 200 | 16 708 | 864 552 | 85 591 |
| 2035 | 9,9 | 94 800 | 17 464 | 1 047 401 | 103 693 |
| 2040 | 9,9 | 109 400 | 18 057 | 1 254 280 | 124 174 |
| 2045 | 9,9 | 126 200 | 18 686 | 1 499 428 | 148 443 |
| 2050 | 9,9 | 145 600 | 19 263 | 1 784 712 | 176 687 |
| 2055 | 9,9 | 168 000 | 19 687 | 2 108 096 | 208 701 |
| 2060 | 9,9 | 193 800 | 19 992 | 2 474 655 | 244 991 |
| 2065 | 9,9 | 223 600 | 20 289 | 2 903 032 | 287 400 |
| 2070 | 9,9 | 258 000 | 20 699 | 3 421 988 | 338 777 |
| 2080 | 9,9 | 343 300 | 21 805 | 4 803 930 | 475 589 |
| 2090 | 9,9 | 457 000 | 22 975 | 6 744 599 | 667 715 |
| 2100 | 9,9 | 608 200 | 23 973 | 9 379 076 | 928 529 |

## 5.3 Dépenses

Le nombre prévu de bénéficiaires du RPC de base selon le type de prestations est indiqué au tableau 5, alors que le tableau 6 présente l'information pour les hommes et les femmes séparément. Le nombre de bénéficiaires de prestations de retraite, d'invalidité et de survivant augmente pendant toute la période de projection. Plus particulièrement, le nombre de bénéficiaires de prestations de retraite devrait croître, passant d'approximativement 6,0 millions en 2022 à 7,7 millions d'ici 2030 (soit de 27 %) en raison du vieillissement de la population et du départ à la retraite des membres de la génération du baby-boom. D'ici 2050, le nombre prévu de bénéficiaires de prestations de retraite s'établira à 9,9 millions, puis augmentera jusqu'à 15,3 millions en 2100. Les femmes bénéficiaires de prestations de retraite demeurent plus nombreuses que leurs homologues masculins et, d'ici 2050, il devrait y avoir 17 % plus de femmes que d'hommes bénéficiaires de prestations de retraite, soit 793 000 femmes de plus. D'ici 2100, il devrait y avoir 1,1 million de femmes bénéficiaires de prestations de retraite de plus que d'hommes, soit 15 % de plus. Au cours de la même période de projection, le nombre prévu de bénéficiaires de prestations d'invalidité et de survivant augmente, mais à un rythme moyen plus lent que le nombre de bénéficiaires de prestations de retraite.

Tableau 5 Bénéficiaires - RPC de base [1]
(en milliers)

| Année | Retraite [2],[3],[4],[5] | Invalidité [4],[6] | Survivant [5],[6] | Enfants | Décès [7] |
|---|---|---|---|---|---|
| 2022 | 6 025 | 365 | 1 353 | 221 | 176 |
| 2023 | 6 230 | 363 | 1 377 | 224 | 178 |
| 2024 | 6 444 | 365 | 1 403 | 228 | 184 |
| 2025 | 6 671 | 370 | 1 430 | 234 | 189 |
| 2026 | 6 893 | 375 | 1 458 | 241 | 194 |
| 2027 | 7 093 | 380 | 1 486 | 248 | 200 |
| 2028 | 7 288 | 384 | 1 515 | 254 | 205 |
| 2029 | 7 476 | 388 | 1 545 | 262 | 212 |
| 2030 | 7 651 | 393 | 1 575 | 269 | 218 |
| 2035 | 8 334 | 429 | 1 729 | 301 | 251 |
| 2040 | 8 834 | 476 | 1 874 | 335 | 285 |
| 2045 | 9 300 | 526 | 1 991 | 359 | 312 |
| 2050 | 9 869 | 562 | 2 070 | 368 | 332 |
| 2055 | 10 564 | 583 | 2 116 | 366 | 344 |
| 2060 | 11 353 | 586 | 2 148 | 362 | 350 |
| 2065 | 12 088 | 580 | 2 191 | 363 | 358 |
| 2070 | 12 661 | 594 | 2 261 | 369 | 373 |
| 2080 | 13 551 | 633 | 2 450 | 386 | 418 |
| 2090 | 14 266 | 685 | 2 554 | 394 | 447 |
| 2100 | 15 260 | 709 | 2 545 | 402 | 450 |

(1) En raison des arrondissements, la somme du nombre de bénéficiaires selon le sexe indiqué au tableau 6 peut différer du nombre total de bénéficiaires d'après le tableau 5.
(2) Le nombre indiqué de bénéficiaires de prestations de retraite inclut les bénéficiaires actifs.
(3) Le nombre indiqué de bénéficiaires de prestations de retraite ne tient pas compte du fait que les pensions de retraite peuvent être partagées entre les conjoints.
(4) Un bénéficiaire qui touche à la fois une pension de retraite et une prestation d'invalidité après-retraite est comptabilisé dans chacune de ces deux catégories.
(5) Un bénéficiaire qui touche à la fois une pension de retraite et une prestation de survivant est comptabilisé dans chacune de ces deux catégories.
(6) Un bénéficiaire qui touche à la fois une prestation d'invalidité et une prestation de survivant est comptabilisé dans chacune de ces deux catégories.
(7) Nombre de cotisants décédés pour lequels des successions, personnes ou organisation selon la loi ont droit à la prestation de décès dans l'année donnée.

Tableau 6 Bénéficiaires selon le sexe - RPC de base [1]
(en milliers)

| | Hommes | | | | Femmes | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Année | Retraite[2],[3],[4],[5] | Invalidité[4],[6] | Survivant[5],[6] | Décès[7] | Retraite[2],[3],[4],[5] | Invalidité[4],[6] | Survivant[5],[6] | Décès[7] |
| 2022 | 2 889 | 163 | 278 | 104 | 3 136 | 202 | 1 075 | 73 |
| 2023 | 2 982 | 161 | 287 | 104 | 3 248 | 201 | 1 090 | 74 |
| 2024 | 3 079 | 162 | 297 | 107 | 3 365 | 203 | 1 107 | 77 |
| 2025 | 3 182 | 164 | 306 | 109 | 3 488 | 207 | 1 124 | 80 |
| 2026 | 3 283 | 166 | 315 | 112 | 3 611 | 210 | 1 142 | 82 |
| 2027 | 3 372 | 167 | 325 | 114 | 3 721 | 213 | 1 161 | 85 |
| 2028 | 3 459 | 168 | 334 | 117 | 3 829 | 215 | 1 181 | 89 |
| 2029 | 3 542 | 170 | 344 | 120 | 3 934 | 219 | 1 201 | 92 |
| 2030 | 3 619 | 171 | 353 | 123 | 4 033 | 221 | 1 222 | 95 |
| 2035 | 3 904 | 186 | 396 | 138 | 4 430 | 244 | 1 333 | 113 |
| 2040 | 4 097 | 205 | 430 | 152 | 4 738 | 271 | 1 444 | 132 |
| 2045 | 4 281 | 227 | 453 | 164 | 5 019 | 299 | 1 537 | 149 |
| 2050 | 4 538 | 243 | 466 | 171 | 5 331 | 319 | 1 604 | 161 |
| 2055 | 4 878 | 252 | 473 | 176 | 5 686 | 331 | 1 643 | 168 |
| 2060 | 5 279 | 252 | 482 | 178 | 6 074 | 334 | 1 666 | 172 |
| 2065 | 5 646 | 247 | 495 | 183 | 6 442 | 333 | 1 695 | 175 |
| 2070 | 5 911 | 253 | 512 | 191 | 6 750 | 341 | 1 749 | 182 |
| 2080 | 6 296 | 270 | 538 | 214 | 7 255 | 363 | 1 912 | 204 |
| 2090 | 6 610 | 293 | 540 | 227 | 7 655 | 392 | 2 014 | 220 |
| 2100 | 7 090 | 303 | 536 | 227 | 8 170 | 406 | 2 009 | 223 |

(1) En raison des arrondissements, la somme du nombre de bénéficiaires selon le sexe indiqué au tableau 6 peut différer du nombre total de bénéficiaires d'après le tableau 5.
(2) Le nombre indiqué de bénéficiaires de prestations de retraite inclut les bénéficiaires actifs.
(3) Le nombre indiqué de bénéficiaires de prestations de retraite ne tient pas compte du fait que les pensions de retraite peuvent être partagées entre les conjoints.
(4) Un bénéficiaire qui touche à la fois une pension de retraite et une prestation d'invalidité après-retraite est comptabilisé dans chacune de ces deux catégories.
(5) Un bénéficiaire qui touche à la fois une pension de retraite et une prestation de survivant est comptabilisé dans chacune de ces deux catégories.
(6) Un bénéficiaire qui touche à la fois une prestation d'invalidité et une prestation de survivant est comptabilisé dans chacune de ces deux catégories.
(7) Nombre de cotisants décédés pour lequels des successions, personnes ou organisation selon la loi ont droit à la prestation de décès dans l'année donnée.

Le tableau 7 indique le montant prévu des dépenses du RPC de base selon le type. Les dépenses totales du Régime de base devraient augmenter rapidement, pour passer d'environ 56 milliards de dollars en 2022 à 89 milliards de dollars en 2030. Par la suite, les dépenses totales devraient augmenter plus lentement pour atteindre 197 milliards de dollars en 2050, puis 1,2 billon de dollars en 2100. Le tableau 8 présente les mêmes renseignements, mais en dollars constants de 2022.

Le tableau 9 présente les dépenses prévues du RPC de base en pourcentage des gains cotisables. Ces pourcentages correspondent aux taux par répartition. Un taux par répartition correspond au taux de cotisation qui devrait être versé pour couvrir les dépenses en l'absence d'actif. Bien qu'il soit prévu que le taux par répartition total augmente de façon soutenue, passant d'environ 9,1 % en 2022 à 13,3 % d'ici la fin de la période de projection, le taux de cotisation de 9,9 % prévu par la loi est suffisant pour assurer la viabilité financière du RPC de base au cours de la période de projection.

Tableau 7 Dépenses - RPC de base
(millions $)

| Année | Retraite [1] | Invalidité [2] | Survivant | Enfants | Décès | Charges d'exploitation [3] | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 2022 | 44 846 | 4 397 | 4 975 | 571 | 440 | 775 | 56 005 |
| 2023 | 49 774 | 4 650 | 5 338 | 617 | 445 | 768 | 61 592 |
| 2024 | 53 281 | 4 768 | 5 514 | 648 | 459 | 756 | 65 425 |
| 2025 | 56 821 | 4 891 | 5 679 | 680 | 472 | 787 | 69 330 |
| 2026 | 60 460 | 5 034 | 5 845 | 715 | 485 | 817 | 73 356 |
| 2027 | 63 978 | 5 186 | 6 013 | 750 | 499 | 847 | 77 273 |
| 2028 | 67 526 | 5 335 | 6 197 | 787 | 513 | 879 | 81 237 |
| 2029 | 71 148 | 5 504 | 6 400 | 825 | 528 | 912 | 85 318 |
| 2030 | 74 802 | 5 694 | 6 623 | 865 | 544 | 945 | 89 472 |
| 2031 | 78 441 | 5 918 | 6 866 | 906 | 559 | 979 | 93 670 |
| 2032 | 82 040 | 6 172 | 7 129 | 946 | 575 | 1 015 | 97 877 |
| 2033 | 85 635 | 6 443 | 7 409 | 986 | 592 | 1 052 | 102 118 |
| 2034 | 89 272 | 6 729 | 7 707 | 1 029 | 609 | 1 091 | 106 436 |
| 2035 | 92 973 | 7 028 | 8 023 | 1 074 | 626 | 1 130 | 110 853 |
| 2036 | 96 745 | 7 338 | 8 355 | 1 120 | 643 | 1 169 | 115 370 |
| 2037 | 100 557 | 7 678 | 8 704 | 1 169 | 660 | 1 210 | 119 977 |
| 2038 | 104 408 | 8 043 | 9 067 | 1 221 | 677 | 1 252 | 124 669 |
| 2039 | 108 332 | 8 438 | 9 446 | 1 272 | 694 | 1 296 | 129 478 |
| 2040 | 112 382 | 8 843 | 9 839 | 1 323 | 711 | 1 341 | 134 439 |
| 2041 | 116 578 | 9 269 | 10 244 | 1 374 | 726 | 1 387 | 139 577 |
| 2042 | 120 925 | 9 707 | 10 658 | 1 423 | 740 | 1 436 | 144 889 |
| 2043 | 125 452 | 10 163 | 11 081 | 1 471 | 754 | 1 487 | 150 409 |
| 2044 | 130 197 | 10 627 | 11 515 | 1 520 | 768 | 1 540 | 156 167 |
| 2045 | 135 200 | 11 098 | 11 957 | 1 568 | 780 | 1 595 | 162 197 |
| 2046 | 140 488 | 11 570 | 12 404 | 1 613 | 791 | 1 651 | 168 516 |
| 2047 | 146 085 | 12 040 | 12 856 | 1 652 | 801 | 1 709 | 175 143 |
| 2048 | 152 016 | 12 511 | 13 312 | 1 690 | 811 | 1 768 | 182 108 |
| 2049 | 158 300 | 12 985 | 13 772 | 1 728 | 820 | 1 830 | 189 435 |
| 2050 | 164 967 | 13 462 | 14 237 | 1 765 | 829 | 1 892 | 197 151 |
| 2051 | 172 035 | 13 939 | 14 704 | 1 800 | 836 | 1 956 | 205 269 |
| 2052 | 179 500 | 14 423 | 15 171 | 1 834 | 842 | 2 021 | 213 791 |
| 2053 | 187 371 | 14 907 | 15 641 | 1 867 | 848 | 2 088 | 222 722 |
| 2054 | 195 698 | 15 381 | 16 115 | 1 900 | 853 | 2 156 | 232 103 |
| 2055 | 204 541 | 15 835 | 16 594 | 1 933 | 858 | 2 226 | 241 987 |
| 2060 | 255 758 | 18 027 | 19 116 | 2 112 | 874 | 2 602 | 298 489 |
| 2065 | 317 002 | 20 269 | 22 144 | 2 339 | 894 | 3 038 | 365 685 |
| 2070 | 385 069 | 23 475 | 26 057 | 2 631 | 931 | 3 562 | 441 724 |
| 2075 | 461 732 | 27 477 | 31 097 | 2 972 | 985 | 4 203 | 528 466 |
| 2080 | 549 340 | 32 208 | 37 189 | 3 350 | 1 043 | 4 971 | 628 102 |
| 2085 | 649 803 | 38 098 | 44 038 | 3 750 | 1 089 | 5 882 | 742 661 |
| 2090 | 771 028 | 44 855 | 51 349 | 4 169 | 1 116 | 6 950 | 879 465 |
| 2095 | 921 488 | 51 845 | 59 097 | 4 634 | 1 122 | 8 188 | 1 046 375 |
| 2100 | 1 103 304 | 59 859 | 67 667 | 5 180 | 1 123 | 9 634 | 1 246 767 |

(1) Les dépenses liées à la retraite comprennent celles relatives aux prestations après-retraite des bénéficiaires actifs.
(2) Les dépenses liées à l'invalidité comprennent celles relatives aux prestations d'invalidité après-retraite des bénéficiaires des prestations de retraite qui sont invalides.
(3) Les charges d'exploitation du Régime ne comprennent pas celles de l'OIRPC, qui sont comptabilisées séparément dans l'hypothèse des dépenses d'investissement.

Tableau 8 Dépenses - RPC de base [1]
(millions de dollars constants de 2022)

| Année | Retraite [2] | Invalidité [3] | Survivant | Enfants | Décès | Charges d'exploitation [4] | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 2022 | 44 846 | 4 397 | 4 975 | 571 | 440 | 775 | 56 005 |
| 2023 | 48 324 | 4 515 | 5 182 | 599 | 432 | 746 | 59 798 |
| 2024 | 50 468 | 4 516 | 5 223 | 613 | 435 | 716 | 61 970 |
| 2025 | 52 637 | 4 531 | 5 260 | 630 | 437 | 729 | 64 224 |
| 2026 | 54 909 | 4 572 | 5 309 | 650 | 440 | 742 | 66 621 |
| 2027 | 56 965 | 4 617 | 5 354 | 668 | 444 | 754 | 68 803 |
| 2028 | 58 945 | 4 657 | 5 410 | 687 | 448 | 767 | 70 914 |
| 2029 | 60 889 | 4 710 | 5 477 | 706 | 452 | 780 | 73 015 |
| 2030 | 62 760 | 4 777 | 5 557 | 726 | 456 | 793 | 75 069 |
| 2031 | 64 523 | 4 868 | 5 648 | 745 | 460 | 805 | 77 050 |
| 2032 | 66 161 | 4 977 | 5 749 | 763 | 464 | 819 | 78 932 |
| 2033 | 67 706 | 5 094 | 5 858 | 780 | 468 | 832 | 80 738 |
| 2034 | 69 197 | 5 216 | 5 974 | 797 | 472 | 845 | 82 502 |
| 2035 | 70 653 | 5 341 | 6 097 | 816 | 476 | 859 | 84 241 |
| 2036 | 72 078 | 5 467 | 6 225 | 835 | 479 | 871 | 85 954 |
| 2037 | 73 449 | 5 608 | 6 357 | 854 | 482 | 884 | 87 634 |
| 2038 | 74 766 | 5 760 | 6 493 | 874 | 485 | 897 | 89 275 |
| 2039 | 76 056 | 5 924 | 6 632 | 893 | 488 | 910 | 90 901 |
| 2040 | 77 352 | 6 087 | 6 772 | 911 | 489 | 923 | 92 534 |
| 2041 | 78 666 | 6 254 | 6 912 | 927 | 490 | 936 | 94 186 |
| 2042 | 80 000 | 6 422 | 7 051 | 941 | 490 | 950 | 95 853 |
| 2043 | 81 368 | 6 592 | 7 187 | 954 | 489 | 965 | 97 554 |
| 2044 | 82 789 | 6 758 | 7 322 | 966 | 488 | 979 | 99 303 |
| 2045 | 84 284 | 6 919 | 7 454 | 977 | 486 | 994 | 101 115 |
| 2046 | 85 864 | 7 072 | 7 581 | 986 | 483 | 1 009 | 102 995 |
| 2047 | 87 534 | 7 215 | 7 703 | 990 | 480 | 1 024 | 104 946 |
| 2048 | 89 302 | 7 349 | 7 820 | 993 | 477 | 1 039 | 106 979 |
| 2049 | 91 170 | 7 479 | 7 932 | 995 | 473 | 1 054 | 109 102 |
| 2050 | 93 147 | 7 601 | 8 039 | 996 | 468 | 1 068 | 111 319 |
| 2051 | 95 233 | 7 716 | 8 139 | 996 | 463 | 1 083 | 113 631 |
| 2052 | 97 417 | 7 827 | 8 234 | 995 | 457 | 1 097 | 116 027 |
| 2053 | 99 695 | 7 932 | 8 322 | 993 | 451 | 1 111 | 118 504 |
| 2054 | 102 084 | 8 023 | 8 406 | 991 | 445 | 1 125 | 121 074 |
| 2055 | 104 605 | 8 098 | 8 487 | 989 | 439 | 1 138 | 123 755 |
| 2060 | 118 468 | 8 350 | 8 855 | 978 | 405 | 1 205 | 138 261 |
| 2065 | 132 994 | 8 503 | 9 290 | 981 | 375 | 1 274 | 153 418 |
| 2070 | 146 321 | 8 920 | 9 901 | 1 000 | 354 | 1 353 | 167 849 |
| 2075 | 158 912 | 9 457 | 10 703 | 1 023 | 339 | 1 447 | 181 880 |
| 2080 | 171 241 | 10 040 | 11 593 | 1 044 | 325 | 1 550 | 195 793 |
| 2085 | 183 463 | 10 756 | 12 433 | 1 059 | 307 | 1 661 | 209 679 |
| 2090 | 197 167 | 11 470 | 13 131 | 1 066 | 285 | 1 777 | 224 897 |
| 2095 | 213 429 | 12 008 | 13 688 | 1 073 | 260 | 1 896 | 242 354 |
| 2100 | 231 450 | 12 557 | 14 195 | 1 087 | 236 | 2 021 | 261 546 |

(1) Pour une année donnée, la valeur en dollars constants de 2022 équivaut à la valeur correspondante en dollars courants divisée par l'indice cumulatif des prix prévu à compter de 2022 dans les projections.
(2) Les dépenses liées à la retraite comprennent celles relatives aux prestations après-retraite des bénéficiaires actifs.
(3) Les dépenses liées à l'invalidité comprennent celles relatives aux prestations d'invalidité après-retraite des bénéficiaires de prestations de retraite qui sont invalides.
(4) Les charges d'exploitation du Régime ne comprennent pas celles de l'OIRPC, qui sont comptabilisées séparément dans l'hypothèse des dépenses d'investissement.

Tableau 9 Dépenses en pourcentage des gains cotisables - RPC de base
(taux par répartition) (%)

| Année | Retraite [1] | Invalidité [2] | Survivant | Enfants | Décès | Charges d'exploitation [3] | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 2022 | 7,27 | 0,71 | 0,81 | 0,09 | 0,07 | 0,13 | 9,08 |
| 2023 | 7,67 | 0,72 | 0,82 | 0,10 | 0,07 | 0,12 | 9,49 |
| 2024 | 7,83 | 0,70 | 0,81 | 0,10 | 0,07 | 0,11 | 9,62 |
| 2025 | 8,00 | 0,69 | 0,80 | 0,10 | 0,07 | 0,11 | 9,76 |
| 2026 | 8,17 | 0,68 | 0,79 | 0,10 | 0,07 | 0,11 | 9,92 |
| 2027 | 8,32 | 0,67 | 0,78 | 0,10 | 0,06 | 0,11 | 10,05 |
| 2028 | 8,44 | 0,67 | 0,77 | 0,10 | 0,06 | 0,11 | 10,15 |
| 2029 | 8,55 | 0,66 | 0,77 | 0,10 | 0,06 | 0,11 | 10,25 |
| 2030 | 8,65 | 0,66 | 0,77 | 0,10 | 0,06 | 0,11 | 10,35 |
| 2031 | 8,73 | 0,66 | 0,76 | 0,10 | 0,06 | 0,11 | 10,43 |
| 2032 | 8,79 | 0,66 | 0,76 | 0,10 | 0,06 | 0,11 | 10,49 |
| 2033 | 8,83 | 0,66 | 0,76 | 0,10 | 0,06 | 0,11 | 10,53 |
| 2034 | 8,86 | 0,67 | 0,76 | 0,10 | 0,06 | 0,11 | 10,56 |
| 2035 | 8,88 | 0,67 | 0,77 | 0,10 | 0,06 | 0,11 | 10,58 |
| 2036 | 8,91 | 0,68 | 0,77 | 0,10 | 0,06 | 0,11 | 10,63 |
| 2037 | 8,93 | 0,68 | 0,77 | 0,10 | 0,06 | 0,11 | 10,66 |
| 2038 | 8,94 | 0,69 | 0,78 | 0,10 | 0,06 | 0,11 | 10,68 |
| 2039 | 8,95 | 0,70 | 0,78 | 0,11 | 0,06 | 0,11 | 10,70 |
| 2040 | 8,96 | 0,71 | 0,78 | 0,11 | 0,06 | 0,11 | 10,72 |
| 2041 | 8,97 | 0,71 | 0,79 | 0,11 | 0,06 | 0,11 | 10,74 |
| 2042 | 8,98 | 0,72 | 0,79 | 0,11 | 0,05 | 0,11 | 10,76 |
| 2043 | 8,98 | 0,73 | 0,79 | 0,11 | 0,05 | 0,11 | 10,77 |
| 2044 | 9,00 | 0,73 | 0,80 | 0,11 | 0,05 | 0,11 | 10,79 |
| 2045 | 9,02 | 0,74 | 0,80 | 0,10 | 0,05 | 0,11 | 10,82 |
| 2046 | 9,04 | 0,74 | 0,80 | 0,10 | 0,05 | 0,11 | 10,85 |
| 2047 | 9,08 | 0,75 | 0,80 | 0,10 | 0,05 | 0,11 | 10,89 |
| 2048 | 9,12 | 0,75 | 0,80 | 0,10 | 0,05 | 0,11 | 10,93 |
| 2049 | 9,18 | 0,75 | 0,80 | 0,10 | 0,05 | 0,11 | 10,98 |
| 2050 | 9,24 | 0,75 | 0,80 | 0,10 | 0,05 | 0,11 | 11,05 |
| 2051 | 9,32 | 0,76 | 0,80 | 0,10 | 0,05 | 0,11 | 11,12 |
| 2052 | 9,40 | 0,76 | 0,79 | 0,10 | 0,04 | 0,11 | 11,19 |
| 2053 | 9,49 | 0,75 | 0,79 | 0,09 | 0,04 | 0,11 | 11,28 |
| 2054 | 9,59 | 0,75 | 0,79 | 0,09 | 0,04 | 0,11 | 11,37 |
| 2055 | 9,70 | 0,75 | 0,79 | 0,09 | 0,04 | 0,11 | 11,48 |
| 2060 | 10,34 | 0,73 | 0,77 | 0,09 | 0,04 | 0,11 | 12,06 |
| 2065 | 10,92 | 0,70 | 0,76 | 0,08 | 0,03 | 0,10 | 12,60 |
| 2070 | 11,25 | 0,69 | 0,76 | 0,08 | 0,03 | 0,10 | 12,91 |
| 2075 | 11,40 | 0,68 | 0,77 | 0,07 | 0,02 | 0,10 | 13,04 |
| 2080 | 11,44 | 0,67 | 0,77 | 0,07 | 0,02 | 0,10 | 13,07 |
| 2085 | 11,40 | 0,67 | 0,77 | 0,07 | 0,02 | 0,10 | 13,03 |
| 2090 | 11,43 | 0,67 | 0,76 | 0,06 | 0,02 | 0,10 | 13,04 |
| 2095 | 11,58 | 0,65 | 0,74 | 0,06 | 0,01 | 0,10 | 13,15 |
| 2100 | 11,76 | 0,64 | 0,72 | 0,06 | 0,01 | 0,10 | 13,29 |

(1) Les dépenses liées à la retraite comprennent celles relatives aux prestations après-retraite des bénéficiaires actifs.
(2) Les dépenses liées à l'invalidité comprennent celles relatives aux prestations d'invalidité après-retraite des bénéficiaires des prestations de retraite qui sont invalides.
(3) Les charges d'exploitation du Régime ne comprennent pas celles de l'OIRPC, qui sont comptabilisées séparément dans l'hypothèse des dépenses d'investissement.

## 5.4 Projections financières selon le taux de cotisation prévu par la loi

### 5.4.1 Valeur marchande de l'actif au 31 décembre 2021

Avant 2001, l'actif du RPC était présenté en fonction de sa valeur au coût parce qu'il se limitait habituellement à des placements à court terme et à des obligations avec une échéance de 20 ans non négociables sous forme de prêts aux provinces. Avec la création de l'OIRPC en 1997, les flux de trésorerie excédentaires (les cotisations moins les dépenses du Régime) non requis pour le versement des prestations sont investis sur les marchés financiers depuis 1999. Comme c'est habituellement le cas pour les régimes de retraite privés, cet actif est évalué sur une base de valeur marchande. La valeur marchande de l'actif du RPC de base était de 544 milliards de dollars au 31 décembre 2021.

### 5.4.2 Situation financière projetée

Le tableau 10 fait état des résultats historiques du RPC de base, tandis que le tableau 11 et le tableau 12 présentent la situation financière projetée du Régime de base d'après le taux de cotisation de 9,9 % prévu par la loi en dollars courants et en dollars constants de 2022, respectivement. La situation financière projetée du RPC de base selon le taux de cotisation minimal de 9,56 % pour les années 2025 à 2033 et de 9,54 % à compter de 2034 est abordée à la section 5.5 ci-après.

Selon les projections, l'actif du RPC de base diminuera en 2022 en raison du repli du marché observé en première moitié de 2022 et de la poursuite prévue de la volatilité pour le reste de 2022. Il devrait ensuite poursuivre sa croissance tout au long de la période de projection. Comme l'indique le tableau 10, il était de 544 milliards de dollars en date du 31 décembre 2021. Comme l'indique le tableau 11, l'actif du RPC de base devrait augmenter, passant à 791 milliards de dollars en 2030, puis à 2,2 billions de dollars en 2050, et finalement à 17 billions de dollars d'ici 2100.

Malgré la volatilité et les rendements inférieurs pour les premières années des projections, les résultats quant aux placements pour la période 2018 à 2021 font que l'actif du RPC de base est plus élevé que selon les projections du rapport actuariel triennal précédent (le 30e rapport actuariel du RPC au 31 décembre 2018).

Tableau 10 Résultats historiques - RPC de base

| Année | Taux par répartition[1] (%) | Taux de cotisation (%) | Cotisations (millions $) | Dépenses (millions $) | Flux de trésorie nets (millions $) | Revenus de placement nets [2] (millions $) | Actif au 31 déc. [3] (millions $) | Rendement [2] (%) | Ratio actif/dépenses |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1966 | 0,05 | 3,6 | 531 | 8 | 523 | 2 | 525 | 0,7 | 52,5 |
| 1970 | 0,45 | 3,6 | 773 | 97 | 676 | 193 | 3 596 | 6,2 | 24,1 |
| 1975 | 1,42 | 3,6 | 1 426 | 561 | 865 | 607 | 9 359 | 7,2 | 11,5 |
| 1980 | 2,72 | 3,6 | 2 604 | 1 965 | 639 | 1 466 | 18 433 | 8,7 | 7,6 |
| 1985 | 4,31 | 3,6 | 4 032 | 4 826 | (794) | 3 113 | 31 130 | 10,8 | 5,7 |
| 1986 | 4,20 | 3,6 | 4 721 | 5 503 | (782) | 3 395 | 33 743 | 10,9 | 4,7 |
| 1987 | 5,02 | 3,8 | 5 393 | 7 130 | (1 737) | 3 654 | 35 660 | 10,9 | 4,3 |
| 1988 | 5,41 | 4,0 | 6 113 | 8 272 | (2 159) | 3 886 | 37 387 | 11,0 | 4,0 |
| 1989 | 5,89 | 4,2 | 6 694 | 9 391 | (2 697) | 4 162 | 38 852 | 11,3 | 3,7 |
| 1990 | 5,82 | 4,4 | 7 889 | 10 438 | (2 549) | 4 386 | 40 689 | 11,4 | 3,5 |
| 1991 | 6,31 | 4,6 | 8 396 | 11 518 | (3 122) | 4 476 | 42 043 | 11,2 | 3,2 |
| 1992 | 7,07 | 4,8 | 8 883 | 13 076 | (4 193) | 4 497 | 42 347 | 11,0 | 3,0 |
| 1993 | 7,79 | 5,0 | 9 166 | 14 273 | (5 107) | 4 480 | 41 720 | 10,9 | 2,7 |
| 1994 | 8,33 | 5,2 | 9 585 | 15 362 | (5 777) | 4 403 | 40 346 | 11,0 | 2,5 |
| 1995 | 7,91 | 5,4 | 10 911 | 15 986 | (5 075) | 4 412 | 39 683 | 11,3 | 2,4 |
| 1996 | 8,71 | 5,6 | 10 757 | 16 723 | (5 966) | 4 177 | 37 894 | 11,0 | 2,2 |
| 1997 | 8,67 | 6,0 | 12 165 | 17 570 | (5 405) | 3 971 | 36 460 | 10,8 | 2,0 |
| 1998 | 8,11 | 6,4 | 14 473 | 18 338 | (3 865) | 3 938 | 36 535 | 10,9 | 1,9 |
| 1999 | 8,23 | 7,0 | 16 052 | 18 877 | (2 825) | 764 | 42 783 | 1,7 | 2,2 |
| 2000 | 7,69 | 7,8 | 19 977 | 19 683 | 294 | 4 446 | 47 523 | 9,9 | 2,3 |
| 2001 | 7,85 | 8,6 | 22 469 | 20 515 | 1 954 | 3 154 | 52 631 | 6,2 | 2,4 |
| 2002 | 8,16 | 9,4 | 24 955 | 21 666 | 3 289 | 187 | 56 107 | 0,3 | 2,5 |
| 2003 | 8,19 | 9,9 | 27 454 | 22 716 | 4 738 | 6 769 | 67 614 | 11,1 | 2,8 |
| 2004 | 8,29 | 9,9 | 28 459 | 23 833 | 4 626 | 6 475 | 78 715 | 8,9 | 3,2 |
| 2005 | 8,37 | 9,9 | 29 539 | 24 976 | 4 563 | 11 083 | 94 361 | 13,2 | 3,6 |
| 2006 | 8,33 | 9,9 | 31 000 | 26 080 | 4 920 | 14 300 | 113 581 | 14,4 | 4,1 |
| 2007 | 8,15 | 9,9 | 33 621 | 27 691 | 5 930 | 3 269 | 122 780 | 2,7 | 4,2 |
| 2008 | 8,03 | 9,9 | 36 053 | 29 259 | 6 794 | (18 350) | 111 224 | -14,2 | 3,6 |
| 2009 | 8,16 | 9,9 | 37 492 | 30 901 | 6 591 | 9 021 | 126 836 | 7,6 | 4,0 |
| 2010 | 8,83 | 9,9 | 35 885 | 32 023 | 3 862 | 11 804 | 142 502 | 8,9 | 4,2 |
| 2011 | 8,73 | 9,9 | 38 202 | 33 691 | 4 511 | 8 057 | 155 070 | 5,4 | 4,3 |
| 2012 | 8,84 | 9,9 | 40 682 | 36 321 | 4 361 | 15 664 | 175 095 | 9,7 | 4,7 |
| 2013 | 8,73 | 9,9 | 42 632 | 37 575 | 5 057 | 23 887 | 204 039 | 13,2 | 5,3 |
| 2014 | 8,70 | 9,9 | 44 181 | 38 808 | 5 373 | 32 136 | 241 548 | 15,2 | 5,9 |
| 2015 | 8,79 | 9,9 | 46 026 | 40 883 | 5 143 | 38 667 | 285 358 | 15,6 | 6,7 |
| 2016 | 9,06 | 9,9 | 46 492 | 42 561 | 3 931 | 12 244 | 301 533 | 4,2 | 6,8 |
| 2017 | 9,17 | 9,9 | 48 139 | 44 596 | 3 543 | 35 257 | 340 333 | 11,4 | 7,3 |
| 2018 | 9,30 | 9,9 | 49 594 | 46 591 | 3 003 | 28 364 | 371 700 | 8,2 | 7,6 |
| 2019 | 9,27 | 9,9 | 52 166 | 48 844 | 3 322 | 47 041 | 422 063 | 12,4 | 8,2 |
| 2020 | 9,62 | 9,9 | 52 833 | 51 322 | 1 511 | 51 320 | 474 894 | 12,0 | 9,0 |
| 2021 | 9,46 | 9,9 | 55 535 | 53 045 | 2 490 | 66 341 | 543 725 | 13,8 | 9,7 |

(1) Les taux par répartition des années 2020 et 2021 ont été influencés par l'incidence de la COVID-19 sur les cotisations et les dépenses
(2) Les taux de rendements et les revenus de placement sont nets de toutes les dépenses d'investissement de l'OIRPC à compter de 1999
(3) De 1966 à 1998, les actifs sont établis sur la base des coûts, tandis que de 1999 à 2018, ils sont présentés à leur valeur marchande. Si l'actif avait été évalué à la valeur marchande à la fin de 1998, il aurait été de 44 864 millions de dollars au lieu de 36 535 millions de dollars.

Tableau 11 Projections financières - RPC de base, taux de cotisation de 9,9 % prévu par la loi

| Année | Taux par répartition (%) | Taux de cotisation (%) | Gains cotisables (millions $) | Cotisations (millions $) | Dépenses (millions $) | Flux de trésorerie nets (millions $) | Revenus de placement nets [1] (millions $) | Actif au 31 déc. (millions $) | Rendement net [1] (%) | Ratio actif/dépenses |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 2022 | 9,08 | 9,9 | 616 668 | 61 050 | 56 005 | 5 045 | (49 808) | 498 962 | (9,02) | 8,1 |
| 2023 | 9,49 | 9,9 | 648 785 | 64 230 | 61 592 | 2 638 | 29 938 | 531 538 | 5,91 | 8,1 |
| 2024 | 9,62 | 9,9 | 680 189 | 67 339 | 65 425 | 1 914 | 31 994 | 565 445 | 5,93 | 8,2 |
| 2025 | 9,76 | 9,9 | 710 485 | 70 338 | 69 330 | 1 008 | 33 776 | 600 229 | 5,90 | 8,2 |
| 2026 | 9,92 | 9,9 | 739 632 | 73 224 | 73 356 | (132) | 35 854 | 635 950 | 5,90 | 8,2 |
| 2027 | 10,05 | 9,9 | 769 230 | 76 154 | 77 273 | (1 119) | 38 111 | 672 942 | 5,93 | 8,3 |
| 2028 | 10,15 | 9,9 | 800 229 | 79 223 | 81 237 | (2 015) | 39 924 | 710 851 | 5,87 | 8,3 |
| 2029 | 10,25 | 9,9 | 832 186 | 82 386 | 85 318 | (2 931) | 42 343 | 750 262 | 5,90 | 8,4 |
| 2030 | 10,35 | 9,9 | 864 552 | 85 591 | 89 472 | (3 882) | 44 822 | 791 202 | 5,92 | 8,4 |
| 2031 | 10,43 | 9,9 | 898 197 | 88 922 | 93 670 | (4 748) | 46 868 | 833 322 | 5,87 | 8,5 |
| 2032 | 10,49 | 9,9 | 933 295 | 92 396 | 97 877 | (5 480) | 49 567 | 877 408 | 5,90 | 8,6 |
| 2033 | 10,53 | 9,9 | 969 910 | 96 021 | 102 118 | (6 097) | 53 397 | 924 709 | 6,04 | 8,7 |
| 2034 | 10,56 | 9,9 | 1 007 917 | 99 784 | 106 436 | (6 652) | 56 231 | 974 287 | 6,04 | 8,8 |
| 2035 | 10,58 | 9,9 | 1 047 401 | 103 693 | 110 853 | (7 161) | 59 198 | 1 026 325 | 6,03 | 8,9 |
| 2036 | 10,63 | 9,9 | 1 085 658 | 107 480 | 115 370 | (7 890) | 62 310 | 1 080 745 | 6,03 | 9,0 |
| 2037 | 10,66 | 9,9 | 1 125 623 | 111 437 | 119 977 | (8 540) | 65 575 | 1 137 780 | 6,03 | 9,1 |
| 2038 | 10,68 | 9,9 | 1 167 224 | 115 555 | 124 669 | (9 114) | 69 002 | 1 197 668 | 6,03 | 9,2 |
| 2039 | 10,70 | 9,9 | 1 210 287 | 119 818 | 129 478 | (9 660) | 72 592 | 1 260 600 | 6,02 | 9,4 |
| 2040 | 10,72 | 9,9 | 1 254 280 | 124 174 | 134 439 | (10 266) | 76 391 | 1 326 725 | 6,02 | 9,5 |
| 2041 | 10,74 | 9,9 | 1 299 423 | 128 643 | 139 577 | (10 934) | 80 378 | 1 396 170 | 6,02 | 9,6 |
| 2042 | 10,76 | 9,9 | 1 346 635 | 133 317 | 144 889 | (11 572) | 84 570 | 1 469 168 | 6,02 | 9,8 |
| 2043 | 10.77 | 9.9 | 1 396 342 | 138 238 | 150 409 | (12 171) | 88 998 | 1 545 994 | 6.02 | 9.9 |
| 2044 | 10,79 | 9,9 | 1 446 964 | 143 249 | 156 167 | (12 918) | 93 638 | 1 626 714 | 6,02 | 10,0 |
| 2045 | 10,82 | 9,9 | 1 499 428 | 148 443 | 162 197 | (13 753) | 98 509 | 1 711 470 | 6,02 | 10,2 |
| 2046 | 10,85 | 9,9 | 1 553 431 | 153 790 | 168 516 | (14 727) | 103 620 | 1 800 363 | 6,02 | 10,3 |
| 2047 | 10,89 | 9,9 | 1 608 638 | 159 255 | 175 143 | (15 888) | 108 975 | 1 893 450 | 6,02 | 10,4 |
| 2048 | 10,93 | 9,9 | 1 666 000 | 164 934 | 182 108 | (17 174) | 114 581 | 1 990 858 | 6,02 | 10,5 |
| 2049 | 10,98 | 9,9 | 1 724 766 | 170 752 | 189 435 | (18 683) | 120 443 | 2 092 618 | 6,02 | 10,6 |
| 2050 | 11,05 | 9,9 | 1 784 712 | 176 687 | 197 151 | (20 464) | 126 560 | 2 198 713 | 6,02 | 10,7 |
| 2051 | 11,12 | 9,9 | 1 846 030 | 182 757 | 205 269 | (22 512) | 132 931 | 2 309 132 | 6,02 | 10,8 |
| 2052 | 11,19 | 9,9 | 1 909 767 | 189 067 | 213 791 | (24 724) | 139 560 | 2 423 968 | 6,02 | 10,9 |
| 2053 | 11,28 | 9,9 | 1 974 826 | 195 508 | 222 722 | (27 214) | 146 449 | 2 543 202 | 6,02 | 11,0 |
| 2054 | 11,37 | 9,9 | 2 040 986 | 202 058 | 232 103 | (30 046) | 153 593 | 2 666 750 | 6,02 | 11,0 |
| 2055 | 11,48 | 9,9 | 2 108 096 | 208 701 | 241 987 | (33 286) | 160 987 | 2 794 451 | 6,02 | 11,1 |
| 2060 | 12,06 | 9,9 | 2 474 655 | 244 991 | 298 489 | (53 498) | 201 589 | 3 494 394 | 6,02 | 11,2 |
| 2065 | 12,60 | 9,9 | 2 903 032 | 287 400 | 365 685 | (78 285) | 248 302 | 4 298 794 | 6,02 | 11,3 |
| 2070 | 12,91 | 9,9 | 3 421 988 | 338 777 | 441 724 | (102 947) | 302 454 | 5 233 283 | 6,02 | 11,4 |
| 2075 | 13,04 | 9,9 | 4 051 490 | 401 097 | 528 466 | (127 369) | 366 783 | 6 345 944 | 6,02 | 11,6 |
| 2080 | 13,07 | 9,9 | 4 803 930 | 475 589 | 628 102 | (152 513) | 444 660 | 7 695 451 | 6,02 | 11,8 |
| 2085 | 13,03 | 9,9 | 5 697 857 | 564 088 | 742 661 | (178 573) | 540 461 | 9 358 546 | 6,02 | 12,2 |
| 2090 | 13,04 | 9,9 | 6 744 599 | 667 715 | 879 465 | (211 750) | 659 172 | 11 419 461 | 6,02 | 12,5 |
| 2095 | 13,15 | 9,9 | 7 958 860 | 787 927 | 1 046 375 | (258 447) | 804 984 | 13 948 338 | 6,02 | 12,9 |
| 2100 | 13,29 | 9,9 | 9 379 076 | 928 529 | 1 246 767 | (318 238) | 982 413 | 17 024 497 | 6,02 | 13,2 |

(1) Les taux de rendement et les revenus de placement sont nets de toutes les dépenses d'investissement.

**Tableau 12 Projections financières - RPC de base, taux de cotisation de 9,9 % prévu par la loi [1]**
(millions de dollars constants de 2022)

| Année | Taux par répartition (%) | Taux de cotisation (%) | Gains cotisables (millions $) | Cotisations (millions $) | Dépenses (millions $) | Flux de trésorerie nets (millions $) | Revenus de placement nets [2] (millions $) | Actif au 31 déc. (millions $) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 2022 | 9,08 | 9,9 | 616 668 | 61 050 | 56 005 | 5 045 | (49 808) | 498 962 |
| 2023 | 9,49 | 9,9 | 629 888 | 62 359 | 59 798 | 2 561 | 29 066 | 516 056 |
| 2024 | 9,62 | 9,9 | 644 270 | 63 783 | 61 970 | 1 813 | 30 304 | 535 587 |
| 2025 | 9,76 | 9,9 | 658 158 | 65 158 | 64 224 | 934 | 31 288 | 556 023 |
| 2026 | 9,92 | 9,9 | 671 724 | 66 501 | 66 621 | (120) | 32 562 | 577 562 |
| 2027 | 10,05 | 9,9 | 684 907 | 67 806 | 68 803 | (997) | 33 933 | 599 174 |
| 2028 | 10,15 | 9,9 | 698 537 | 69 155 | 70 914 | (1 759) | 34 850 | 620 517 |
| 2029 | 10,25 | 9,9 | 712 189 | 70 507 | 73 015 | (2 509) | 36 237 | 642 078 |
| 2030 | 10,35 | 9,9 | 725 380 | 71 813 | 75 069 | (3 257) | 37 607 | 663 838 |
| 2031 | 10,43 | 9,9 | 738 833 | 73 144 | 77 050 | (3 906) | 38 552 | 685 468 |
| 2032 | 10,49 | 9,9 | 752 651 | 74 512 | 78 932 | (4 420) | 39 973 | 707 581 |
| 2033 | 10,53 | 9,9 | 766 842 | 75 917 | 80 738 | (4 820) | 42 218 | 731 104 |
| 2034 | 10,56 | 9,9 | 781 266 | 77 345 | 82 502 | (5 157) | 43 586 | 755 198 |
| 2035 | 10,58 | 9,9 | 795 952 | 78 799 | 84 241 | (5 442) | 44 987 | 779 935 |
| 2036 | 10,63 | 9,9 | 808 848 | 80 076 | 85 954 | (5 878) | 46 423 | 805 187 |
| 2037 | 10,66 | 9,9 | 822 179 | 81 396 | 87 634 | (6 238) | 47 897 | 831 059 |
| 2038 | 10,68 | 9,9 | 835 848 | 82 749 | 89 275 | (6 526) | 49 412 | 857 649 |
| 2039 | 10,70 | 9,9 | 849 692 | 84 119 | 90 901 | (6 782) | 50 964 | 885 015 |
| 2040 | 10,72 | 9,9 | 863 311 | 85 468 | 92 534 | (7 066) | 52 579 | 913 175 |
| 2041 | 10,74 | 9,9 | 876 846 | 86 808 | 94 186 | (7 378) | 54 239 | 942 130 |
| 2042 | 10,76 | 9,9 | 890 887 | 88 198 | 95 853 | (7 655) | 55 948 | 971 950 |
| 2043 | 10,77 | 9,9 | 905 658 | 89 660 | 97 554 | (7 894) | 57 723 | 1 002 722 |
| 2044 | 10,79 | 9,9 | 920 089 | 91 089 | 99 303 | (8 214) | 59 542 | 1 034 388 |
| 2045 | 10,82 | 9,9 | 934 755 | 92 541 | 101 115 | (8 574) | 61 411 | 1 066 944 |
| 2046 | 10,85 | 9,9 | 949 432 | 93 994 | 102 995 | (9 001) | 63 331 | 1 100 353 |
| 2047 | 10,89 | 9,9 | 963 896 | 95 426 | 104 946 | (9 520) | 65 298 | 1 134 555 |
| 2048 | 10,93 | 9,9 | 978 694 | 96 891 | 106 979 | (10 089) | 67 311 | 1 169 531 |
| 2049 | 10,98 | 9,9 | 993 349 | 98 342 | 109 102 | (10 760) | 69 367 | 1 205 206 |
| 2050 | 11,05 | 9,9 | 1 007 719 | 99 764 | 111 319 | (11 555) | 71 461 | 1 241 480 |
| 2051 | 11,12 | 9,9 | 1 021 904 | 101 168 | 113 631 | (12 462) | 73 587 | 1 278 262 |
| 2052 | 11,19 | 9,9 | 1 036 457 | 102 609 | 116 027 | (13 418) | 75 741 | 1 315 521 |
| 2053 | 11,28 | 9,9 | 1 050 751 | 104 024 | 118 504 | (14 480) | 77 921 | 1 353 168 |
| 2054 | 11,37 | 9,9 | 1 064 659 | 105 401 | 121 074 | (15 673) | 80 120 | 1 391 082 |
| 2055 | 11,48 | 9,9 | 1 078 104 | 106 732 | 123 755 | (17 023) | 82 331 | 1 429 114 |
| 2060 | 12,06 | 9,9 | 1 146 263 | 113 480 | 138 261 | (24 781) | 93 376 | 1 618 607 |
| 2065 | 12,60 | 9,9 | 1 217 925 | 120 575 | 153 418 | (32 843) | 104 172 | 1 803 497 |
| 2070 | 12,91 | 9,9 | 1 300 308 | 128 731 | 167 849 | (39 118) | 114 928 | 1 988 575 |
| 2075 | 13,04 | 9,9 | 1 394 382 | 138 044 | 181 880 | (43 836) | 126 234 | 2 184 053 |
| 2080 | 13,07 | 9,9 | 1 497 486 | 148 251 | 195 793 | (47 541) | 138 610 | 2 398 834 |
| 2085 | 13,03 | 9,9 | 1 608 706 | 159 262 | 209 679 | (50 417) | 152 591 | 2 642 249 |
| 2090 | 13,04 | 9,9 | 1 724 728 | 170 748 | 224 897 | (54 149) | 168 563 | 2 920 183 |
| 2095 | 13,15 | 9,9 | 1 843 378 | 182 494 | 242 354 | (59 860) | 186 445 | 3 230 621 |
| 2100 | 13,29 | 9,9 | 1 967 536 | 194 786 | 261 546 | (66 760) | 206 090 | 3 571 388 |

(1) Pour une année donnée, la valeur en dollars constants de 2022 équivaut à la valeur correspondante en dollars courants divisée par l'indice cumulatif des prix prévu à compter de 2022 dans les projections.
(2) Les revenus de placement sont nets de toutes les dépenses d'investissement.

Les projections pour la période de 2022 à 2025 montrent que les cotisations excéderont les dépenses du RPC de base. Par la suite, une portion réduite mais croissante du revenu de placement sera requise pour combler le manque à gagner. C'est ainsi que le total des revenus (cotisations et revenu de placement) demeure supérieur aux dépenses, mais dans une proportion moindre à long terme, ce qui ralentit la progression de l'actif.

Le graphique 1 indique les revenus et les dépenses historiques et projetés du RPC de base pour la période de 2000 à 2050, en dollars constants de 2022.

Le tableau 13 indique de façon plus détaillée les sources de revenus nécessaires pour couvrir les dépenses; plusieurs observations en découlent.

- À compter de 2026, une portion du revenu de placement est requise pour financer les sorties de trésorerie nettes. Selon les projections, en 2050, il faudra consacrer 16 % du revenu de placement au règlement des dépenses.
- Toujours selon les projections, le revenu de placement devrait intervenir pour 32 % du revenu en 2023 et pour 42 % du revenu en 2050. Cela démontre clairement l'importance du revenu de placement comme source de revenus du Régime de base.

Graphique 1 Revenus et dépenses - RPC de base, Taux de cotisation de 9,9 % prévu par la loi (milliards de dollars constants de 2022)

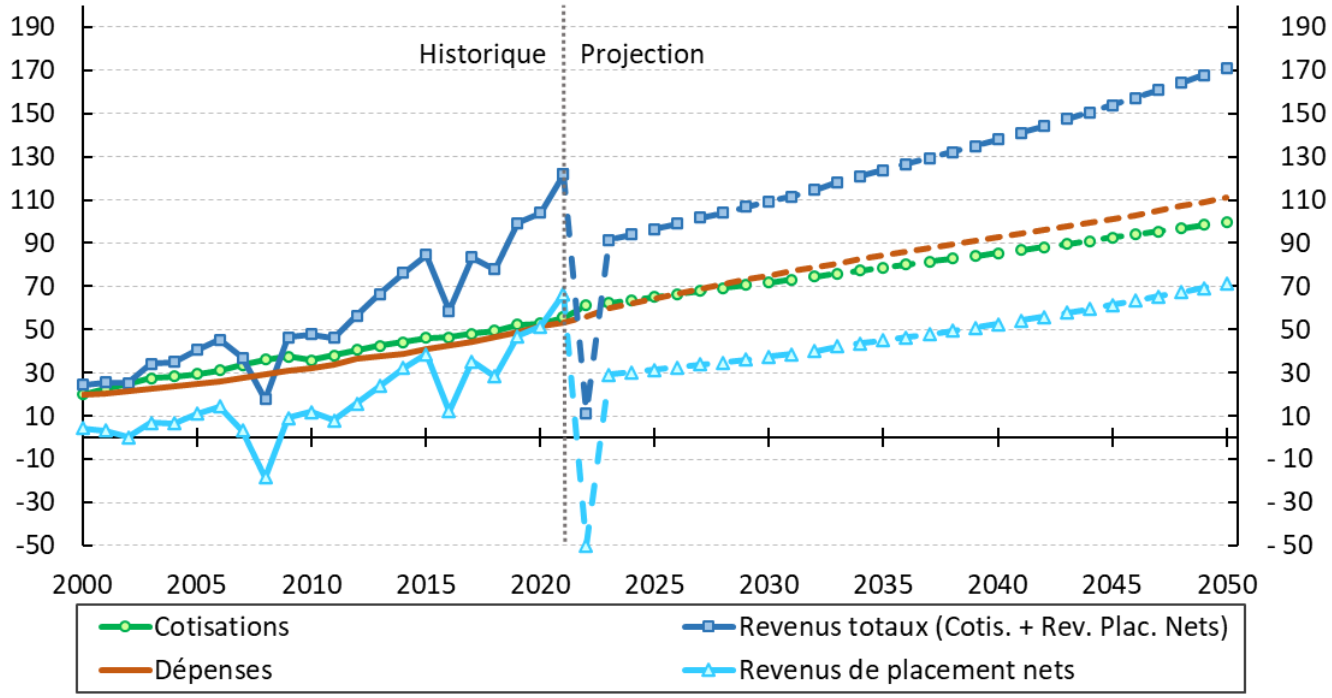


Tableau 13 Source des revenus et financement des dépenses - RPC de base, taux de cotisation de 9,9 % prévu par la loi
(millions $)

| Année | Cotisations | Revenus de placement nets [1] | Revenus totaux | Revenus de placement nets en % des revenus totaux (%) | Dépenses | Dépenses en % des revenus totaux (%) | Flux de trésorerie nets (Cotisations moins dépenses) | % des revenus de placement nets nécessaires pour payer les dépenses (%) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 2022 | 61 050 | (49 808) | 11 242 | (443,0) | 56 005 | 498,2 | 5 045 | 0,0 |
| 2023 | 64 230 | 29 938 | 94 168 | 31,8 | 61 592 | 65,4 | 2 638 | 0,0 |
| 2024 | 67 339 | 31 994 | 99 332 | 32,2 | 65 425 | 65,9 | 1 914 | 0,0 |
| 2025 | 70 338 | 33 776 | 104 114 | 32,4 | 69 330 | 66,6 | 1 008 | 0,0 |
| 2026 | 73 224 | 35 854 | 109 077 | 32,9 | 73 356 | 67,3 | (132) | 0,4 |
| 2027 | 76 154 | 38 111 | 114 264 | 33,4 | 77 273 | 67,6 | (1 119) | 2,9 |
| 2028 | 79 223 | 39 924 | 119 146 | 33,5 | 81 237 | 68,2 | (2 015) | 5,0 |
| 2029 | 82 386 | 42 343 | 124 729 | 33,9 | 85 318 | 68,4 | (2 931) | 6,9 |
| 2030 | 85 591 | 44 822 | 130 413 | 34,4 | 89 472 | 68,6 | (3 882) | 8,7 |
| 2031 | 88 922 | 46 868 | 135 789 | 34,5 | 93 670 | 69,0 | (4 748) | 10,1 |
| 2032 | 92 396 | 49 567 | 141 963 | 34,9 | 97 877 | 68,9 | (5 480) | 11,1 |
| 2033 | 96 021 | 53 397 | 149 418 | 35,7 | 102 118 | 68,3 | (6 097) | 11,4 |
| 2034 | 99 784 | 56 231 | 156 014 | 36,0 | 106 436 | 68,2 | (6 652) | 11,8 |
| 2035 | 103 693 | 59 198 | 162 891 | 36,3 | 110 853 | 68,1 | (7 161) | 12,1 |
| 2036 | 107 480 | 62 310 | 169 791 | 36,7 | 115 370 | 67,9 | (7 890) | 12,7 |
| 2037 | 111 437 | 65 575 | 177 012 | 37,0 | 119 977 | 67,8 | (8 540) | 13,0 |
| 2038 | 115 555 | 69 002 | 184 557 | 37,4 | 124 669 | 67,6 | (9 114) | 13,2 |
| 2039 | 119 818 | 72 592 | 192 410 | 37,7 | 129 478 | 67,3 | (9 660) | 13,3 |
| 2040 | 124 174 | 76 391 | 200 564 | 38,1 | 134 439 | 67,0 | (10 266) | 13,4 |
| 2041 | 128 643 | 80 378 | 209 021 | 38,5 | 139 577 | 66,8 | (10 934) | 13,6 |
| 2042 | 133 317 | 84 570 | 217 887 | 38,8 | 144 889 | 66,5 | (11 572) | 13,7 |
| 2043 | 138 238 | 88 998 | 227 235 | 39,2 | 150 409 | 66,2 | (12 171) | 13,7 |
| 2044 | 143 249 | 93 638 | 236 888 | 39,5 | 156 167 | 65,9 | (12 918) | 13,8 |
| 2045 | 148 443 | 98 509 | 246 952 | 39,9 | 162 197 | 65,7 | (13 753) | 14,0 |
| 2046 | 153 790 | 103 620 | 257 409 | 40,3 | 168 516 | 65,5 | (14 727) | 14,2 |
| 2047 | 159 255 | 108 975 | 268 230 | 40,6 | 175 143 | 65,3 | (15 888) | 14,6 |
| 2048 | 164 934 | 114 581 | 279 515 | 41,0 | 182 108 | 65,2 | (17 174) | 15,0 |
| 2049 | 170 752 | 120 443 | 291 195 | 41,4 | 189 435 | 65,1 | (18 683) | 15,5 |
| 2050 | 176 687 | 126 560 | 303 246 | 41,7 | 197 151 | 65,0 | (20 464) | 16,2 |
| 2051 | 182 757 | 132 931 | 315 688 | 42,1 | 205 269 | 65,0 | (22 512) | 16,9 |
| 2052 | 189 067 | 139 560 | 328 627 | 42,5 | 213 791 | 65,1 | (24 724) | 17,7 |
| 2053 | 195 508 | 146 449 | 341 956 | 42,8 | 222 722 | 65,1 | (27 214) | 18,6 |
| 2054 | 202 058 | 153 593 | 355 651 | 43,2 | 232 103 | 65,3 | (30 046) | 19,6 |
| 2055 | 208 701 | 160 987 | 369 688 | 43,5 | 241 987 | 65,5 | (33 286) | 20,7 |
| 2060 | 244 991 | 201 589 | 446 580 | 45,1 | 298 489 | 66,8 | (53 498) | 26,5 |
| 2065 | 287 400 | 248 302 | 535 702 | 46,4 | 365 685 | 68,3 | (78 285) | 31,5 |
| 2070 | 338 777 | 302 454 | 641 230 | 47,2 | 441 724 | 68,9 | (102 947) | 34,0 |
| 2075 | 401 097 | 366 783 | 767 880 | 47,8 | 528 466 | 68,8 | (127 369) | 34,7 |
| 2080 | 475 589 | 444 660 | 920 249 | 48,3 | 628 102 | 68,3 | (152 513) | 34,3 |
| 2085 | 564 088 | 540 461 | 1 104 549 | 48,9 | 742 661 | 67,2 | (178 573) | 33,0 |
| 2090 | 667 715 | 659 172 | 1 326 887 | 49,7 | 879 465 | 66,3 | (211 750) | 32,1 |
| 2095 | 787 927 | 804 984 | 1 592 911 | 50,5 | 1 046 375 | 65,7 | (258 447) | 32,1 |
| 2100 | 928 529 | 982 413 | 1 910 942 | 51,4 | 1 246 767 | 65,2 | (318 238) | 32,4 |

(1) Les revenus de placement sont nets de toutes les dépenses d'investissement.

## 5.5 Projections financières avec le taux de cotisation minimal

Les résultats présentés au tableau 14 reposent sur les hypothèses fondées sur la meilleure estimation mais utilisent le TCM de 9,56 % pour 2025 à 2033 et de 9,54 % par la suite au lieu du taux de cotisation prévu par la loi de 9,9 % à compter de 2022. Les projections financières du Régime de base en appliquant le taux prévu par la loi de 9,9 % ont été présentées au tableau 11. En appliquant le TCM, le ratio de l'actif aux dépenses de l'année suivante devrait augmenter légèrement, et passer de 8,1 en 2025 à 8,4 en 2034 et être le même cinquante ans plus tard, soit en 2084.

Dans le cas où le TCM, tel que déterminé par un rapport actuariel, dépasse le taux prévu par la loi, les dispositions sur les taux insuffisants figurant dans la loi donneraient lieu à des ajustements du taux de cotisation du Régime de base prévu par la loi et à une possible indexation des prestations en cours de versement si les gouvernements fédéral et provinciaux ne formulent aucune recommandation pour relever le taux prévu par la loi ou pour le maintenir. Pour le présent 31e rapport actuariel du RPC, le TCM est inférieur au taux de cotisation de 9,9 % prévu par la loi, de sorte que les dispositions sur les taux insuffisants ne s'appliquent pas. Par conséquent, en l'absence de mesures spécifiques de la part des gouvernements fédéral et provinciaux, le taux de cotisation prévu par la loi sera maintenu à 9,9 % à compter de 2022.

Tableau 14 Projections financières - RPC de base, taux de cotisation minimal de 9,56 % pour 2025-2033, 9,54 % pour 2034+

| Année | Taux par répartition (%) | Taux de cotisation (%) | Gains cotisables (millions $) | Cotisations (millions $) | Dépenses (millions $) | Flux de trésorerie nets (millions $) | Revenus de placement nets [1] (millions $) | Actif au 31 déc. (millions $) | Ratio actif/dépenses |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 2022 | 9,08 | 9,90 | 616 668 | 61 050 | 56 005 | 5 045 | (49 808) | 498 962 | 8,1 |
| 2023 | 9,49 | 9,90 | 648 785 | 64 230 | 61 592 | 2 638 | 29 938 | 531 538 | 8,1 |
| 2024 | 9,62 | 9,90 | 680 189 | 67 339 | 65 425 | 1 914 | 31 994 | 565 445 | 8,2 |
| 2025 | 9,76 | 9,56 | 710 485 | 67 922 | 69 330 | (1 408) | 33 697 | 597 735 | 8,1 |
| 2026 | 9,92 | 9,56 | 739 632 | 70 709 | 73 356 | (2 647) | 35 625 | 630 713 | 8,2 |
| 2027 | 10,05 | 9,56 | 769 230 | 73 538 | 77 273 | (3 735) | 37 716 | 664 694 | 8,2 |
| 2028 | 10,15 | 9,56 | 800 229 | 76 502 | 81 237 | (4 735) | 39 353 | 699 312 | 8,2 |
| 2029 | 10,25 | 9,56 | 832 186 | 79 557 | 85 318 | (5 761) | 41 572 | 735 124 | 8,2 |
| 2030 | 10,35 | 9,56 | 864 552 | 82 651 | 89 472 | (6 821) | 43 833 | 772 136 | 8,2 |
| 2031 | 10,43 | 9,56 | 898 197 | 85 868 | 93 670 | (7 802) | 45 653 | 809 987 | 8,3 |
| 2032 | 10,49 | 9,56 | 933 295 | 89 223 | 97 877 | (8 654) | 48 091 | 849 424 | 8,3 |
| 2033 | 10,53 | 9,56 | 969 910 | 92 723 | 102 118 | (9 394) | 51 601 | 891 631 | 8,4 |
| 2034 | 10,56 | 9,54 | 1 007 917 | 96 155 | 106 436 | (10 281) | 54 117 | 935 467 | 8,4 |
| 2035 | 10,58 | 9,54 | 1 047 401 | 99 922 | 110 853 | (10 931) | 56 734 | 981 270 | 8,5 |
| 2036 | 10,63 | 9,54 | 1 085 658 | 103 572 | 115 370 | (11 798) | 59 466 | 1 028 938 | 8,6 |
| 2037 | 10,66 | 9,54 | 1 125 623 | 107 384 | 119 977 | (12 592) | 62 319 | 1 078 665 | 8,7 |
| 2038 | 10,68 | 9,54 | 1 167 224 | 111 353 | 124 669 | (13 316) | 65 301 | 1 130 650 | 8,7 |
| 2039 | 10,70 | 9,54 | 1 210 287 | 115 461 | 129 478 | (14 017) | 68 410 | 1 185 043 | 8,8 |
| 2040 | 10,72 | 9,54 | 1 254 280 | 119 658 | 134 439 | (14 781) | 71 689 | 1 241 951 | 8,9 |
| 2041 | 10,74 | 9,54 | 1 299 423 | 123 965 | 139 577 | (15 612) | 75 116 | 1 301 456 | 9,0 |
| 2042 | 10,76 | 9,54 | 1 346 635 | 128 469 | 144 889 | (16 420) | 78 703 | 1 363 739 | 9,1 |
| 2043 | 10,77 | 9,54 | 1 396 342 | 133 211 | 150 409 | (17 198) | 82 480 | 1 429 020 | 9,2 |
| 2044 | 10,79 | 9,54 | 1 446 964 | 138 040 | 156 167 | (18 127) | 86 419 | 1 497 312 | 9,2 |
| 2045 | 10,82 | 9,54 | 1 499 428 | 143 045 | 162 197 | (19 151) | 90 534 | 1 568 695 | 9,3 |
| 2046 | 10,85 | 9,54 | 1 553 431 | 148 197 | 168 516 | (20 319) | 94 833 | 1 643 209 | 9,4 |
| 2047 | 10,89 | 9,54 | 1 608 638 | 153 464 | 175 143 | (21 679) | 99 316 | 1 720 846 | 9,4 |
| 2048 | 10,93 | 9,54 | 1 666 000 | 158 936 | 182 108 | (23 171) | 103 984 | 1 801 659 | 9,5 |
| 2049 | 10,98 | 9,54 | 1 724 766 | 164 543 | 189 435 | (24 892) | 108 840 | 1 885 607 | 9,6 |
| 2050 | 11,05 | 9,54 | 1 784 712 | 170 262 | 197 151 | (26 889) | 113 876 | 1 972 593 | 9,6 |
| 2051 | 11,12 | 9,54 | 1 846 030 | 176 111 | 205 269 | (29 158) | 119 089 | 2 062 524 | 9,6 |
| 2052 | 11,19 | 9,54 | 1 909 767 | 182 192 | 213 791 | (31 599) | 124 476 | 2 155 401 | 9,7 |
| 2053 | 11,28 | 9,54 | 1 974 826 | 188 398 | 222 722 | (34 324) | 130 034 | 2 251 112 | 9,7 |
| 2054 | 11,37 | 9,54 | 2 040 986 | 194 710 | 232 103 | (37 393) | 135 754 | 2 349 473 | 9,7 |
| 2055 | 11,48 | 9,54 | 2 108 096 | 201 112 | 241 987 | (40 875) | 141 622 | 2 450 220 | 9,7 |
| 2060 | 12,06 | 9,54 | 2 474 655 | 236 082 | 298 489 | (62 407) | 172 854 | 2 984 644 | 9,6 |
| 2065 | 12,60 | 9,54 | 2 903 032 | 276 949 | 365 685 | (88 736) | 206 531 | 3 558 899 | 9,4 |
| 2070 | 12,91 | 9,54 | 3 421 988 | 326 458 | 441 724 | (115 266) | 242 642 | 4 175 026 | 9,1 |
| 2075 | 13,04 | 9,54 | 4 051 490 | 386 512 | 528 466 | (141 954) | 282 104 | 4 848 978 | 8,9 |
| 2080 | 13,07 | 9,54 | 4 803 930 | 458 295 | 628 102 | (169 807) | 325 822 | 5 596 049 | 8,6 |
| 2084 | 13,04 | 9,54 | 5 506 585 | 525 328 | 718 260 | (192 931) | 364 577 | 6 258 813 | 8,4 |
| 2085 | 13,03 | 9,54 | 5 697 857 | 543 576 | 742 661 | (199 085) | 374 859 | 6 434 587 | 8,4 |
| 2090 | 13,04 | 9,54 | 6 744 599 | 643 435 | 879 465 | (236 030) | 429 733 | 7 370 234 | 8,1 |
| 2095 | 13,15 | 9,54 | 7 958 860 | 759 275 | 1 046 375 | (287 099) | 488 645 | 8 367 616 | 7,7 |
| 2100 | 13,29 | 9,54 | 9 379 076 | 894 764 | 1 246 767 | (352 003) | 548 051 | 9 364 140 | 7,3 |

(1) Les revenus de placement sont nets de toutes les dépenses d'investissement.

Le tableau 15 indique la progression du TCM au fil du temps selon les hypothèses fondées sur la meilleure estimation du présent rapport.

Comme l'indique le tableau 15, le TCM est relativement stable au cours des périodes considérées. Si les hypothèses basées sur la meilleure estimation du présent rapport se réalisent, le TCM augmentera de 0,01 % à 0,05 % dans chacun des quatre prochains rapports et demeurera inférieur au taux de cotisation de 9,9 % prévu par la loi. Ainsi, le taux de cotisation actuellement prévu par la loi devrait être viable pour les rapports subséquents tant que les hypothèses basées sur la meilleure estimation demeurent les mêmes et que les résultats du Régime de base ne s'écartent pas trop des hypothèses.

Tableau 15 Progression du taux de cotisation minimal au fil du temps - RPC de base

| Année de l'évaluation [1] | Années cibles du taux de régime permanent [2] | Ratio A/D cible du taux de régime permanent [3] | Taux de cotisation de régime permanent [4] | Taux de capitalisation intégrale [5] | | Taux de cotisation minimal (TCM) [6] | | Taux par répartition moyen pour la période entre les années cibles |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | Avant 2034 | 2034 et plus | Avant 2034 | 2034 et plus | |
| 2021 | 2034 et 2084 | 8,5 | 9,53 % | 0,03 % | 0,01 % | 9,56 % | 9,54 % | 11,9 |
| 2024 | 2037 et 2087 | 8,8 | 9,54 % | 0,03 % | 0,01 % | 9,57 % | 9,55 % | 12,0 |
| 2027 | 2040 et 2090 | 9,2 | 9,56 % | 0,02 % | 0,01 % | 9,58 % | 9,57 % | 12,2 |
| 2030 | 2043 et 2093 | 9,6 | 9,60 % | s.o. | s.o. [7] | s.o. | 9,60 % | 12,3 |
| 2033 | 2046 et 2096 | 10,0 | 9,62 % | s.o. | s.o. | s.o. | 9,62 % | 12,5 |

(1) Les rapports sont préparés au 31 décembre de l'année de l'évaluation.

(2) Les années cibles correspondent au début et à la fin de l'intervalle de 50 ans utilisé pour déterminer le taux de cotisation de régime permanent. Ce taux correspond au plus bas taux qui garantit le même ratio actif/dépenses (A/D) pour les deux années cibles. Pour une période d'examen triennal du Régime en particulier, les années cibles sont 13 et 63 ans après l'année de l'évaluation. Pour le présent rapport, l'année de l'évaluation étant 2021, les années cibles sont 2034 et 2084.

(3) Le ratio A/D cible pour le taux de cotisation de régime permanent correspond au ratio obtenu pour les années cibles utilisées pour déterminer le taux de cotisation de régime permanent correspondant. Si les ratios des années cibles ne concordent pas exactement, le ratio présenté se rapporte à la première année cible.

(4) Le taux de cotisation de régime permanent déterminé pour une évaluation prend effet après la période d'examen triennal. Donc, pour l'évaluation courante au 31 décembre 2021, la période d'examen triennal est 2022 à 2024, et le taux de cotisation de régime permanent s'applique à compter de 2025.

(5) Le taux de capitalisation intégrale en ce qui concerne les modifications au *Régime de pensions du Canada* qui introduisent ou bonifient les prestations, est déterminé par une évaluation de sorte que le taux prend effet après la période d'examen triennal ou à la date de prise d'effet des modifications, selon le plus tardif de ces deux événements. Pour l'évaluation courante, le taux de capitalisation intégrale se rapporte aux modifications à la loi en vertu de la *Loi d'exécution du budget de 2018, nº 1* et le taux s'applique à compter de 2025. Les taux de capitalisation intégrale avant 2034 présentés dans le tableau diminuent au fil du temps en raison de l'arrondissement des taux tel que prévu par les règlements.Le taux de cotisation minimal est égal à la somme du taux de cotisation de

(6) régime permanent arrondi et du taux de capitalisation intégrale arrondi.Le taux de capitalisation intégrale pour l'évaluation de 2030 s'applique à compter de

(7) 2034 et comprend donc uniquement le taux permanent, le taux temporaire ne s'appliquant plus étant donné que l'amortissement des améliorations aux prestations liées à la *Loi d'exécution du budget de 2018, nº 1* pour la participation antérieure au Régime se termine en 2033. Le taux de cotisation permanent s'établit à 0,01 %, ce qui est inférieur au seuil minimal de 0,02 % établi
dans les règlements. Le taux est donc réputé égal à 0 %. Les améliorations aux prestations liées à la *Loi d'exécution du budget de 2018, nº 1* pour la participation future au Régime sont donc financées entièrement par le taux de cotisation de régime permanent, et le TCM à compter de 2034 est égal au taux de cotisation de régime permanent.

# 6 Résultats – RPC supplémentaire

## 6.1 Aperçu

Voici les principales observations et constatations liées aux projections actuarielles de la situation financière du RPC supplémentaire contenues dans le présent rapport.

- Compte tenu du premier taux de cotisation supplémentaire prévu par la loi de 2,0 % à compter de 2023 et du deuxième taux de cotisation supplémentaire prévu par la loi de 8,0 % à compter de 2024, les cotisations devraient être supérieures aux dépenses jusqu'en 2057 inclusivement. Par la suite, une partie des revenus de placement est nécessaire pour combler la différence entre les cotisations et les dépenses.
- Compte tenu du premier taux de cotisation supplémentaire prévu par la loi de 2,0 % à compter de 2023 et du deuxième taux de cotisation supplémentaire prévu par la loi de 8,0 % à compter de 2024, l'actif total devrait croître rapidement au cours des premières décennies puisque les cotisations projetées excèderont les dépenses. L'actif du RPC supplémentaire devrait passer de 11 milliards de dollars à la fin de 2021 à 200 milliards de dollars d'ici 2030, à 1,4 billion de dollars d'ici 2050, et à 12 billions de dollars d'ici 2100. Le ratio de l'actif aux dépenses de l'année suivante devrait augmenter rapidement jusqu'en 2026 et décroître par la suite, pour atteindre un niveau d'environ 26 d'ici 2080 et demeurer près de ce niveau jusqu'en 2100.
- Vu l'approche de financement du Régime supplémentaire, au fil de son évolution, le revenu de placement deviendra la principale source de revenus de ce dernier. Avec le premier taux de cotisation supplémentaire prévu par la loi de 2,0 % à compter de 2023 et le deuxième taux de cotisation supplémentaire prévu par la loi de 8,0 % à compter de 2024, le revenu de placement projeté comptera pour près de 50 % des revenus (cotisations et revenu de placement) du RPC supplémentaire d'ici 2040. Cette proportion devrait continuer d'augmenter et atteindre environ 61 % des revenus d'ici 2050 et 73 % des revenus d'ici 2100.
- Le premier taux de cotisation minimal supplémentaire (PTCMS) applicable aux gains ouvrant droit à pension compris entre l'EBA et le MGAP est de 1,97 % à compter de 2025. Le deuxième taux de cotisation minimal supplémentaire (DTCMS) applicable aux gains ouvrant droit à pension supérieurs au MGAP à concurrence du MSGAP est de 7,88 % à compter de 2025.
- Avec le PTCMS de 1,97 % et le DTCMS de 7,88 % à compter de 2025, l'actif de groupe ouvert du Régime supplémentaire représente 105 % du passif actuariel de groupe ouvert au 31 décembre 2021, et le ratio de l'actif investi aux dépenses se stabilise à un niveau de 24 pour les années cibles 2088 et 2098.
- Les TCMS déterminés pour ce rapport sont légèrement inférieurs à ceux de 1,98 % et de 7,92 % déterminés dans le 30e rapport actuariel du RPC, en raison des résultats observés sur la période de 2019 à 2021 ainsi que des changements aux hypothèses.
- Le nombre de cotisants au RPC supplémentaire est le même que pour le Régime de base puisqu'un particulier ne peut cotiser au Régime supplémentaire sans cotiser également au

RPC de base. Avec le premier taux de cotisation supplémentaire prévu par la loi de 2,0 % et le deuxième taux de cotisation supplémentaire prévu par la loi de 8,0 %, les cotisations supplémentaires devraient augmenter et passer de 9,3 milliards de dollars en 2022 à 22 milliards de dollars en 2030 puis à 45 milliards de dollars en 2050, et à 237 milliards de dollars en 2100.

- Le nombre de bénéficiaires de prestations de retraite supplémentaires devrait croître, passant de 0,8 million à 1,7 million en 2025 puis à 8,9 millions en 2050, et continuer d'augmenter par la suite.
- Le total des dépenses du RPC supplémentaire devrait augmenter de façon soutenue au fil du temps à mesure que ce dernier parviendra à maturité et que les particuliers acquerront des prestations. Le total projeté des dépenses du Régime supplémentaire passera d'environ 287 millions de dollars en 2022 à 2,0 milliards de dollars en 2030, 29 milliards de dollars en 2050 et 446 milliards de dollars en 2100.

## 6.2 Cotisations

Les cotisations supplémentaires projetées sont le produit des taux de cotisation supplémentaires, du nombre de cotisants et des premiers et deuxièmes gains cotisables supplémentaires moyens. Les premier et deuxième taux de cotisation supplémentaires du RPC supplémentaire sont prévus par la loi et s'établissent à 2,0 % à compter de 2023 et à 8,0 % à compter de 2024, respectivement. Le premier taux de cotisation supplémentaire est instauré progressivement entre 2019 et 2023 comme suit : 0,3 %, 0,6 %, 1,0 %, 1,5 % et 2,0 %. Le second palier du RPC supplémentaire prend effet à compter de 2024.

Le tableau 16 indique le nombre prévu de cotisants au Régime supplémentaire, y compris les bénéficiaires de prestations de retraite qui touchent des prestations de retraite et qui travaillent (bénéficiaires actifs), leurs gains cotisables supplémentaires et leurs cotisations supplémentaires.

Puisque tous les cotisants au RPC supplémentaire cotisent également au Régime de base, le nombre de cotisants au Régime supplémentaire est lié aux mêmes taux d'activité appliqués à la population en âge de travailler et aux mêmes taux de création d'emplois que pour le RPC de base. Le nombre de bénéficiaires actifs qui cotisent provient du nombre de personnes touchant des prestations de retraite.

Les gains cotisables supplémentaires se rapportant au premier palier du RPC supplémentaire sont identiques aux gains cotisables du Régime de base (gains ouvrant droit à pension compris entre l'EBA et le MGAP). Ainsi, les premiers gains cotisables supplémentaires projetés figurant au tableau 16 sont les mêmes que les gains cotisables projetés du RPC de base présentés au tableau 4.

Les deuxièmes gains cotisables supplémentaires se rapportant aux gains ouvrant droit à pension supérieurs au MGAP à concurrence du MSGAP reposent sur l'hypothèse d'augmentation annuelle des salaires et sur la proportion présumée de particuliers ayant des gains ouvrant droit à pension compris entre le MGAP et le MSGAP.

Comme l'indique le tableau 16, le total des cotisations au RPC supplémentaire devrait atteindre 9,3 milliards de dollars en 2022 pour ensuite grimper à près de 13 milliards de dollars en 2023 après la mise en œuvre progressive du premier taux de cotisation supplémentaire. Selon les projections, le total des cotisations supplémentaires atteindra 18 milliards de dollars d'ici 2025, une fois le RPC supplémentaire entièrement en place et continuera ensuite de progresser pour atteindre 22 milliards de dollars en 2030, 45 milliards de dollars en 2050 et 237 milliards de dollars en 2100.

La projection des MGAP et MSGAP est également présentée. Ces derniers sont présumés croître selon l'hypothèse d'augmentation de la rémunération hebdomadaire moyenne. Le MSGAP s'établit à 107 % du MGAP en 2024 et à 114 % du MGAP à compter de 2025 (arrondi à la baisse au 100 $ le plus près). Le MGAP de 2023 tient compte des données réelles jusqu'à avril 2022. Selon les projections, le MSGAP s'établira d'abord à 74 000 $ en 2024 et atteindra 93 700 $ en 2030,  165 900 $ en 2050 et 693 300 $ en 2100.

Après la période de mise en œuvre en 2025, les premières et deuxièmes cotisations du RPC supplémentaire augmentent au même rythme que les premiers et deuxièmes gains cotisables supplémentaires, respectivement, tout au long de la période de projection. Cette augmentation se reflète dans le total projeté des cotisations supplémentaires.

Tableau 16 Cotisations - RPC supplémentaire

| Année | Premier taux de cotisation suppl. (%) | Deuxième taux de cotisation suppl. (%) | MGAP ($) | MSGAP ($) | Nombre de cotisants (en milliers) | Premiers gains cotisables suppl. (millions $) | Deuxièmes gains cotisables suppl. (millions $) | Cotisations suppl. (millions $) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 2022 | 1,5 | – | 64 900 | – | 15 235 | 616 668 | – | 9 250 |
| 2023 | 2,0 | – | 66 900 | – | 15 534 | 648 785 | – | 12 976 |
| 2024 | 2,0 | 8,0 | 69 200 | 74 000 | 15 751 | 680 189 | 24 669 | 15 577 |
| 2025 | 2,0 | 8,0 | 71 200 | 81 100 | 15 959 | 710 485 | 49 554 | 18 174 |
| 2026 | 2,0 | 8,0 | 73 300 | 83 500 | 16 114 | 739 632 | 51 488 | 18 912 |
| 2027 | 2,0 | 8,0 | 75 400 | 85 900 | 16 264 | 769 230 | 53 505 | 19 665 |
| 2028 | 2,0 | 8,0 | 77 600 | 88 400 | 16 419 | 800 229 | 55 539 | 20 448 |
| 2029 | 2,0 | 8,0 | 79 900 | 91 000 | 16 566 | 832 186 | 57 535 | 21 247 |
| 2030 | 2,0 | 8,0 | 82 200 | 93 700 | 16 708 | 864 552 | 60 075 | 22 097 |
| 2035 | 2,0 | 8,0 | 94 800 | 108 000 | 17 464 | 1 047 401 | 71 771 | 26 690 |
| 2040 | 2,0 | 8,0 | 109 400 | 124 700 | 18 057 | 1 254 280 | 85 518 | 31 927 |
| 2045 | 2,0 | 8,0 | 126 200 | 143 800 | 18 686 | 1 499 428 | 101 433 | 38 103 |
| 2050 | 2,0 | 8,0 | 145 600 | 165 900 | 19 263 | 1 784 712 | 120 070 | 45 300 |
| 2055 | 2,0 | 8,0 | 168 000 | 191 500 | 19 687 | 2 108 096 | 141 425 | 53 476 |
| 2060 | 2,0 | 8,0 | 193 800 | 220 900 | 19 992 | 2 474 655 | 165 270 | 62 715 |
| 2065 | 2,0 | 8,0 | 223 600 | 254 900 | 20 289 | 2 903 032 | 193 282 | 73 523 |
| 2070 | 2,0 | 8,0 | 258 000 | 294 100 | 20 699 | 3 421 988 | 226 782 | 86 582 |
| 2080 | 2,0 | 8,0 | 343 300 | 391 300 | 21 805 | 4 803 930 | 316 670 | 121 412 |
| 2090 | 2,0 | 8,0 | 457 000 | 520 900 | 22 975 | 6 744 599 | 442 520 | 170 294 |
| 2100 | 2,0 | 8,0 | 608 200 | 693 300 | 23 973 | 9 379 076 | 614 085 | 236 708 |

## 6.3 Dépenses

Le RPC supplémentaire ne prévoit que des prestations liées aux gains. Il n'y a pas de composante à montant uniforme pour les prestations d'invalidité et de survivant supplémentaires, ni de prestations uniformes supplémentaires de décès ou pour enfants.

Le nombre projeté de bénéficiaires du Régime supplémentaire selon le type de prestations est indiqué au tableau 17, alors que le tableau 18 présente l'information pour les hommes et les femmes bénéficiaires séparément. Le nombre de bénéficiaires de prestations de retraite supplémentaires progresse au fil du temps à mesure qu'augmente celui des cotisants qui atteignent l'âge de 60 ans (l'âge de la retraite le plus bas) ou plus avec au moins une cotisation valide au RPC supplémentaire. Le nombre total projeté de bénéficiaires de prestations de retraite touchant des prestations de retraite supplémentaires devrait passer d'environ 819 000 en 2022 à 3,2 millions en 2030, 8,9 millions en 2050 et 15,3 millions en 2100.

Le nombre total de bénéficiaires de prestations d'invalidité et de survivant touchant des prestations supplémentaires progresse aussi au fil du temps. Puisque l'admissibilité à ces prestations est harmonisée entre le RPC de base et le Régime supplémentaire, tous les nouveaux

bénéficiaires de prestations d'invalidité et de survivant du RPC de base sont également admissibles à des prestations supplémentaires tant que ces personnes (dans le cas des prestations d'invalidité) et leur conjoint décédé (dans le cas des prestations de survivant) ont versé au moins une cotisation au Régime supplémentaire. Selon les projections, le nombre total de bénéficiaires de prestations d'invalidité touchant des prestations supplémentaires passera d'environ 85 000 en 2022 à 258 000 en 2030, 546 000 en 2050 et 698 000 en 2100. Le nombre total de bénéficiaires de prestations de survivant recevant des prestations supplémentaires devrait passer d'environ 85 000 en 2022 à 362 000 en 2030, 1,6 million en 2050 et 2,5 millions en 2100.

Tableau 17 Bénéficiaires - RPC supplémentaire [1]
(en milliers)

| Année | Retraite [2],[3],[4] | Invalidité [5] | Survivant [4],[5] |
|---|---|---|---|
| 2022 | 819 | 85 | 85 |
| 2023 | 1 088 | 107 | 111 |
| 2024 | 1 373 | 130 | 140 |
| 2025 | 1 674 | 153 | 171 |
| 2026 | 1 979 | 177 | 205 |
| 2027 | 2 274 | 199 | 240 |
| 2028 | 2 571 | 220 | 278 |
| 2029 | 2 870 | 239 | 319 |
| 2030 | 3 174 | 258 | 362 |
| 2035 | 4 737 | 351 | 628 |
| 2040 | 6 219 | 432 | 952 |
| 2045 | 7 607 | 500 | 1 296 |
| 2050 | 8 926 | 546 | 1 601 |
| 2055 | 10 125 | 571 | 1 833 |
| 2060 | 11 189 | 575 | 1 996 |
| 2065 | 12 042 | 571 | 2 120 |
| 2070 | 12 652 | 585 | 2 232 |
| 2080 | 13 551 | 623 | 2 446 |
| 2090 | 14 266 | 674 | 2 554 |
| 2100 | 15 260 | 698 | 2 545 |

(1) En raison des arrondissements, la somme du nombre de bénéficiaires selon le sexe indiqué au tableau 18 peut différer du nombre total de bénéficiaires d'après le tableau 17.
(2) Le nombre indiqué de bénéficiaires de prestations de retraite inclut les bénéficiaires actifs.
(3) Le nombre indiqué de bénéficiaires de prestations de retraite ne tient pas compte du fait que les pensions de retraite (de base et supplémentaire) peuvent être partagées entre les conjoints.
(4) Un bénéficiaire qui touche à la fois une pension de retraite et une prestation de survivant est comptabilisé dans chacune de ces deux catégories.
(5) Un bénéficiaire qui touche à la fois une prestation d'invalidité et une prestation de survivant est comptabilisé dans chacune de ces deux catégories.

Tableau 18 Bénéficiaires selon le sexe - RPC supplémentaire [1]
(en milliers)

| | Hommes | | | Femmes | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Année | Retraite[2],[3],[4] | Invalidité[5] | Survivant[4],[5] | Retraite[2],[3],[4] | Invalidité[5] | Survivant[4],[5] |
| 2022 | 427 | 41 | 27 | 392 | 44 | 58 |
| 2023 | 566 | 51 | 36 | 522 | 55 | 75 |
| 2024 | 712 | 62 | 45 | 661 | 68 | 95 |
| 2025 | 866 | 73 | 55 | 809 | 81 | 116 |
| 2026 | 1 020 | 83 | 66 | 960 | 94 | 139 |
| 2027 | 1 168 | 93 | 77 | 1 106 | 106 | 163 |
| 2028 | 1 316 | 102 | 89 | 1 255 | 118 | 189 |
| 2029 | 1 464 | 111 | 101 | 1 406 | 129 | 217 |
| 2030 | 1 613 | 118 | 114 | 1 561 | 140 | 248 |
| 2035 | 2 351 | 155 | 191 | 2 386 | 195 | 437 |
| 2040 | 3 021 | 188 | 272 | 3 198 | 244 | 680 |
| 2045 | 3 629 | 217 | 344 | 3 978 | 284 | 952 |
| 2050 | 4 205 | 236 | 398 | 4 720 | 310 | 1 203 |
| 2055 | 4 740 | 246 | 437 | 5 385 | 325 | 1 396 |
| 2060 | 5 234 | 246 | 464 | 5 955 | 329 | 1 532 |
| 2065 | 5 636 | 242 | 488 | 6 407 | 329 | 1 632 |
| 2070 | 5 909 | 248 | 509 | 6 743 | 337 | 1 723 |
| 2080 | 6 296 | 265 | 537 | 7 255 | 358 | 1 909 |
| 2090 | 6 610 | 287 | 540 | 7 655 | 387 | 2 014 |
| 2100 | 7 090 | 297 | 536 | 8 170 | 401 | 2 009 |

(1) En raison des arrondissements, la somme du nombre de bénéficiaires selon le sexe indiqué au tableau 18 peut différer du nombre total de bénéficiaires d'après le tableau 17.
(2) Le nombre indiqué de bénéficiaires de prestations de retraite inclut les bénéficiaires actifs.
(3) Le nombre indiqué de bénéficiaires de prestations de retraite ne tient pas compte du fait que les pensions de retraite (de base et supplémentaire) peuvent être partagées entre les conjoints.
(4) Un bénéficiaire qui touche à la fois une pension de retraite et une prestation de survivant est comptabilisé dans chacune de ces deux catégories.
(5) Un bénéficiaire qui touche à la fois une prestation d'invalidité et une prestation de survivant est comptabilisé dans chacune de ces deux catégories.

Le tableau 19 indique les dépenses projetées du RPC supplémentaire selon le type. Les dépenses au titre des prestations supplémentaires sont faibles au cours des premières années du Régime supplémentaire à mesure que les prestations supplémentaires sont acquises. Comme des prestations supplémentaires plus élevées devront être versées à un plus grand nombre de bénéficiaires, les dépenses supplémentaires projetées augmenteront pour atteindre 2,0 milliard de dollars en 2030, 29 milliards de dollars en 2050 et 446 milliards de dollars en 2100. Le tableau 20 présente les mêmes renseignements mais en dollars constants de 2022.

Tableau 19 Dépenses - RPC supplémentaire
(millions $)

| Année | Retraite [1] | Invalidité | Survivant | Charges d'exploitation [2] | Total |
|---|---|---|---|---|---|
| 2022 | 60 | 2 | 1 | 224 | 287 |
| 2023 | 119 | 5 | 2 | 252 | 377 |
| 2024 | 209 | 10 | 3 | 279 | 502 |
| 2025 | 325 | 18 | 5 | 291 | 640 |
| 2026 | 473 | 29 | 8 | 302 | 813 |
| 2027 | 659 | 44 | 13 | 313 | 1 030 |
| 2028 | 890 | 63 | 18 | 325 | 1 297 |
| 2029 | 1 166 | 86 | 25 | 337 | 1 615 |
| 2030 | 1 485 | 113 | 34 | 349 | 1 982 |
| 2031 | 1 853 | 143 | 45 | 362 | 2 403 |
| 2032 | 2 276 | 178 | 58 | 375 | 2 888 |
| 2033 | 2 765 | 217 | 73 | 389 | 3 444 |
| 2034 | 3 324 | 261 | 92 | 403 | 4 080 |
| 2035 | 3 951 | 310 | 114 | 418 | 4 792 |
| 2036 | 4 646 | 362 | 139 | 432 | 5 580 |
| 2037 | 5 413 | 420 | 168 | 447 | 6 448 |
| 2038 | 6 254 | 482 | 201 | 463 | 7 400 |
| 2039 | 7 178 | 550 | 240 | 479 | 8 446 |
| 2040 | 8 196 | 623 | 283 | 496 | 9 598 |
| 2041 | 9 319 | 701 | 333 | 513 | 10 866 |
| 2042 | 10 555 | 784 | 388 | 531 | 12 258 |
| 2043 | 11 913 | 872 | 451 | 550 | 13 786 |
| 2044 | 13 407 | 965 | 521 | 570 | 15 463 |
| 2045 | 15 051 | 1 062 | 601 | 590 | 17 303 |
| 2046 | 16 857 | 1 163 | 689 | 610 | 19 319 |
| 2047 | 18 836 | 1 267 | 786 | 632 | 21 521 |
| 2048 | 20 999 | 1 374 | 895 | 654 | 23 922 |
| 2049 | 23 358 | 1 486 | 1 015 | 677 | 26 535 |
| 2050 | 25 924 | 1 600 | 1 146 | 700 | 29 370 |
| 2051 | 28 713 | 1 715 | 1 291 | 723 | 32 442 |
| 2052 | 31 728 | 1 832 | 1 448 | 748 | 35 756 |
| 2053 | 34 977 | 1 949 | 1 620 | 772 | 39 318 |
| 2054 | 38 477 | 2 066 | 1 806 | 798 | 43 147 |
| 2055 | 42 250 | 2 180 | 2 008 | 823 | 47 261 |
| 2060 | 65 031 | 2 692 | 3 265 | 962 | 71 950 |
| 2065 | 92 923 | 3 111 | 5 000 | 1 124 | 102 158 |
| 2070 | 123 272 | 3 647 | 7 294 | 1 317 | 135 530 |
| 2075 | 156 308 | 4 349 | 10 202 | 1 555 | 172 414 |
| 2080 | 192 714 | 5 191 | 13 702 | 1 839 | 213 446 |
| 2085 | 232 804 | 6 267 | 17 642 | 2 176 | 258 889 |
| 2090 | 279 137 | 7 529 | 21 786 | 2 570 | 311 022 |
| 2095 | 335 014 | 8 842 | 25 964 | 3 029 | 372 848 |
| 2100 | 401 761 | 10 353 | 30 283 | 3 563 | 445 961 |

(1) Les dépenses liées à la retraite comprennent celles relatives aux prestations après-retraite des bénéficiaires actifs.

(2) Les charges d'exploitation du Régime ne comprennent pas celles de l'OIRPC, qui sont comptabilisées séparément dans l'hypothèse des dépenses d'investissement.

**Tableau 20 Dépenses - RPC supplémentaire [1]**
(millions de dollars constants de 2022)

| Année | Retraite [2] | Invalidité | Survivant | Charges d'exploitation [3] | Total |
|---|---|---|---|---|---|
| 2022 | 60 | 2 | 1 | 224 | 287 |
| 2023 | 116 | 5 | 2 | 245 | 366 |
| 2024 | 198 | 9 | 3 | 264 | 475 |
| 2025 | 301 | 17 | 5 | 270 | 593 |
| 2026 | 430 | 26 | 7 | 274 | 738 |
| 2027 | 587 | 39 | 12 | 279 | 917 |
| 2028 | 777 | 55 | 16 | 284 | 1 132 |
| 2029 | 998 | 74 | 21 | 288 | 1 382 |
| 2030 | 1 246 | 95 | 29 | 293 | 1 663 |
| 2031 | 1 524 | 118 | 37 | 298 | 1 977 |
| 2032 | 1 835 | 144 | 47 | 302 | 2 329 |
| 2033 | 2 186 | 172 | 58 | 308 | 2 723 |
| 2034 | 2 577 | 202 | 71 | 312 | 3 163 |
| 2035 | 3 002 | 236 | 87 | 318 | 3 642 |
| 2036 | 3 461 | 270 | 104 | 322 | 4 157 |
| 2037 | 3 954 | 307 | 123 | 326 | 4 710 |
| 2038 | 4 478 | 345 | 144 | 332 | 5 299 |
| 2039 | 5 039 | 386 | 168 | 336 | 5 930 |
| 2040 | 5 641 | 429 | 195 | 341 | 6 606 |
| 2041 | 6 288 | 473 | 225 | 346 | 7 332 |
| 2042 | 6 983 | 519 | 257 | 351 | 8 109 |
| 2043 | 7 727 | 566 | 293 | 357 | 8 942 |
| 2044 | 8 525 | 614 | 331 | 362 | 9 833 |
| 2045 | 9 383 | 662 | 375 | 368 | 10 787 |
| 2046 | 10 303 | 711 | 421 | 373 | 11 807 |
| 2047 | 11 287 | 759 | 471 | 379 | 12 895 |
| 2048 | 12 336 | 807 | 526 | 384 | 14 053 |
| 2049 | 13 453 | 856 | 585 | 390 | 15 282 |
| 2050 | 14 638 | 903 | 647 | 395 | 16 583 |
| 2051 | 15 895 | 949 | 715 | 400 | 17 959 |
| 2052 | 17 219 | 994 | 786 | 406 | 19 405 |
| 2053 | 18 610 | 1 037 | 862 | 411 | 20 920 |
| 2054 | 20 071 | 1 078 | 942 | 416 | 22 507 |
| 2055 | 21 607 | 1 115 | 1 027 | 421 | 24 170 |
| 2060 | 30 122 | 1 247 | 1 512 | 446 | 33 327 |
| 2065 | 38 984 | 1 305 | 2 098 | 472 | 42 859 |
| 2070 | 46 842 | 1 386 | 2 772 | 500 | 51 500 |
| 2075 | 53 796 | 1 497 | 3 511 | 535 | 59 339 |
| 2080 | 60 073 | 1 618 | 4 271 | 573 | 66 536 |
| 2085 | 65 729 | 1 769 | 4 981 | 614 | 73 094 |
| 2090 | 71 381 | 1 925 | 5 571 | 657 | 79 534 |
| 2095 | 77 594 | 2 048 | 6 014 | 702 | 86 357 |
| 2100 | 84 281 | 2 172 | 6 353 | 747 | 93 553 |

(1) Pour une année donnée, la valeur en dollars constants de 2022 équivaut à la valeur correspondante en dollars courants divisée par l'indice cumulatif des prix prévu à compter de 2022 dans les projections.
(2) Les dépenses liées à la retraite comprennent celles relatives aux prestations après-retraite des bénéficiaires actifs.
(3) Les charges d'exploitation du Régime ne comprennent pas celles de l'OIRPC, qui sont comptabilisées séparément dans l'hypothèse des dépenses d'investissement.

## 6.4 Projections financières selon les taux de cotisation supplémentaires prévus par la loi

Le tableau 21 et le tableau 22 présentent la situation financière projetée du RPC supplémentaire à l'aide des premier et deuxième taux de cotisation supplémentaires prévus par la loi de 2,0 % et de 8,0 % en dollars courants et en dollars constants de 2022, respectivement. Les résultats historiques jusqu'au 31 décembre 2021 y sont également présentés. La situation financière du RPC supplémentaire projetée à l'aide du PTCMS de 1,97 % et du DTCMS de 7,88 % est abordée à la section 6.5 ci-après.

La valeur marchande de l'actif du RPC supplémentaire est de 11 milliards de dollars au 31 décembre 2021. Selon les projections, les actifs du RPC supplémentaire devraient diminuer en 2022 en raison du repli des marchés financiers observé en première moitié de 2022 et de la poursuite prévue de la volatilité pour le reste de 2022.

Compte tenu des taux de cotisation supplémentaires prévus par la loi, les cotisations supplémentaires devraient être plus élevées que les dépenses supplémentaires jusqu'en 2057 inclusivement. Au cours de cette période, l'actif supplémentaire projeté devrait ainsi croître rapidement, passant de 11 milliards de dollars à la fin de 2021 à 200 milliards de dollars en 2030, 1,4 billion de dollars en 2050 et 12 billions de dollars en 2100.

Une comparaison avec le tableau 11 permet de constater que l'actif projeté du RPC supplémentaire équivaut à 62 % de celui du Régime de base d'ici 2050, et que ce pourcentage continuera d'augmenter pour atteindre 70 % d'ici 2100.

Tableau 21 Résultats historiques et projections financières - RPC supplémentaire, premier et deuxième taux de cotisation supplémentaires de 2,0 % et de 8,0 % prévus par la loi

| Année | Premier / deuxième taux de cotisation suppl. (1) (%) | Premiers gains cotisables suppl. (millions $) | Deuxièmes gains cotisables suppl. (millions $) | Cotisations (millions $) | Dépenses (millions $) | Flux de trésorerie nets (millions $) | Revenus de placement nets (2) (millions $) | Actif au 31 déc. (millions $) | Rendement net (2) (%) | Ratio actif/dépenses |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Résultats historiques:** | | | | | | | | | | |
| 2019 | 0,3 | 533 626 | 0 | 1 601 | 130 | 1 471 | 62 | 1 533 | 5,61 | 8,1 |
| 2020 | 0,6 | 532 930 | 0 | 3 198 | 189 | 3 009 | 370 | 4 912 | 10,84 | 24,5 |
| 2021 | 1,0 | 568 840 | 0 | 5 688 | 201 | 5 488 | 645 | 11 045 | 4,75 | 38,5 |
| **Projections:** | | | | | | | | | | |
| 2022 | 1,5 | 616 668 | 0 | 9 250 | 287 | 8 963 | (1 249) | 18 758 | (7,72) | 49,7 |
| 2023 | 2,0 | 648 785 | 0 | 12 976 | 377 | 12 598 | 1 256 | 32 612 | 4,87 | 65,0 |
| 2024 | 2,0 / 8,0 | 680 189 | 24 669 | 15 577 | 502 | 15 076 | 2 042 | 49 730 | 4,98 | 77,8 |
| 2025 | 2,0 / 8,0 | 710 485 | 49 554 | 18 174 | 640 | 17 534 | 3 011 | 70 275 | 5,06 | 86,5 |
| 2026 | 2,0 / 8,0 | 739 632 | 51 488 | 18 912 | 813 | 18 099 | 4 131 | 92 505 | 5,14 | 89,8 |
| 2027 | 2,0 / 8,0 | 769 230 | 53 505 | 19 665 | 1 030 | 18 635 | 5 337 | 116 477 | 5,19 | 89,8 |
| 2028 | 2,0 / 8,0 | 800 229 | 55 539 | 20 448 | 1 297 | 19 151 | 6 601 | 142 229 | 5,19 | 88,0 |
| 2029 | 2,0 / 8,0 | 832 186 | 57 535 | 21 247 | 1 615 | 19 631 | 8 024 | 169 884 | 5,24 | 85,7 |
| 2030 | 2,0 / 8,0 | 864 552 | 60 075 | 22 097 | 1 982 | 20 115 | 9 564 | 199 564 | 5,28 | 83,0 |
| 2031 | 2,0 / 8,0 | 898 197 | 62 116 | 22 933 | 2 403 | 20 530 | 11 154 | 231 248 | 5,28 | 80,1 |
| 2032 | 2,0 / 8,0 | 933 295 | 64 289 | 23 809 | 2 888 | 20 921 | 12 944 | 265 113 | 5,32 | 77,0 |
| 2033 | 2,0 / 8,0 | 969 910 | 66 948 | 24 754 | 3 444 | 21 310 | 15 586 | 302 008 | 5,62 | 74,0 |
| 2034 | 2,0 / 8,0 | 1 007 917 | 69 114 | 25 687 | 4 080 | 21 608 | 17 673 | 341 289 | 5,62 | 71,2 |
| 2035 | 2,0 / 8,0 | 1 047 401 | 71 771 | 26 690 | 4 792 | 21 898 | 19 894 | 383 080 | 5,62 | 68,7 |
| 2036 | 2,0 / 8,0 | 1 085 658 | 74 256 | 27 654 | 5 580 | 22 074 | 22 253 | 427 407 | 5,62 | 66,3 |
| 2037 | 2,0 / 8,0 | 1 125 623 | 76 918 | 28 666 | 6 448 | 22 218 | 24 755 | 474 379 | 5,62 | 64,1 |
| 2038 | 2,0 / 8,0 | 1 167 224 | 79 614 | 29 714 | 7 400 | 22 313 | 27 403 | 524 096 | 5,62 | 62,0 |
| 2039 | 2,0 / 8,0 | 1 210 287 | 82 306 | 30 790 | 8 446 | 22 344 | 30 205 | 576 645 | 5,62 | 60,1 |
| 2040 | 2,0 / 8,0 | 1 254 280 | 85 518 | 31 927 | 9 598 | 22 329 | 33 165 | 632 139 | 5,62 | 58,2 |
| 2041 | 2,0 / 8,0 | 1 299 423 | 88 221 | 33 046 | 10 866 | 22 180 | 36 287 | 690 606 | 5,62 | 56,3 |
| 2042 | 2,0 / 8,0 | 1 346 635 | 91 652 | 34 265 | 12 258 | 22 007 | 39 577 | 752 190 | 5,62 | 54,6 |
| 2043 | 2,0 / 8,0 | 1 396 342 | 94 507 | 35 487 | 13 786 | 21 701 | 43 038 | 816 929 | 5,62 | 52,8 |
| 2044 | 2,0 / 8,0 | 1 446 964 | 98 023 | 36 781 | 15 463 | 21 318 | 46 675 | 884 922 | 5,62 | 51,1 |
| 2045 | 2,0 / 8,0 | 1 499 428 | 101 433 | 38 103 | 17 303 | 20 800 | 50 491 | 956 213 | 5,62 | 49,5 |
| 2046 | 2,0 / 8,0 | 1 553 431 | 104 868 | 39 458 | 19 319 | 20 139 | 54 490 | 1 030 842 | 5,62 | 47,9 |
| 2047 | 2,0 / 8,0 | 1 608 638 | 108 996 | 40 892 | 21 521 | 19 371 | 58 674 | 1 108 886 | 5,62 | 46,4 |
| 2048 | 2,0 / 8,0 | 1 666 000 | 112 501 | 42 320 | 23 922 | 18 398 | 63 044 | 1 190 329 | 5,62 | 44,9 |
| 2049 | 2,0 / 8,0 | 1 724 766 | 116 552 | 43 819 | 26 535 | 17 285 | 67 603 | 1 275 216 | 5,62 | 43,4 |
| 2050 | 2,0 / 8,0 | 1 784 712 | 120 070 | 45 300 | 29 370 | 15 930 | 72 349 | 1 363 494 | 5,62 | 42,0 |
| 2051 | 2,0 / 8,0 | 1 846 030 | 124 142 | 46 852 | 32 442 | 14 410 | 77 281 | 1 455 185 | 5,62 | 40,7 |
| 2052 | 2,0 / 8,0 | 1 909 767 | 128 148 | 48 447 | 35 756 | 12 692 | 82 401 | 1 550 278 | 5,62 | 39,4 |
| 2053 | 2,0 / 8,0 | 1 974 826 | 132 729 | 50 115 | 39 318 | 10 797 | 87 708 | 1 648 783 | 5,62 | 38,2 |
| 2054 | 2,0 / 8,0 | 2 040 986 | 136 795 | 51 763 | 43 147 | 8 617 | 93 199 | 1 750 598 | 5,62 | 37,0 |
| 2055 | 2,0 / 8,0 | 2 108 096 | 141 425 | 53 476 | 47 261 | 6 215 | 98 871 | 1 855 685 | 5,62 | 35,9 |
| 2060 | 2,0 / 8,0 | 2 474 655 | 165 270 | 62 715 | 71 950 | (9 235) | 129 839 | 2 428 147 | 5,62 | 31,3 |
| 2065 | 2,0 / 8,0 | 2 903 032 | 193 282 | 73 523 | 102 158 | (28 635) | 165 027 | 3 077 591 | 5,62 | 28,3 |
| 2070 | 2,0 / 8,0 | 3 421 988 | 226 782 | 86 582 | 135 530 | (48 948) | 205 013 | 3 816 454 | 5,62 | 26,8 |
| 2075 | 2,0 / 8,0 | 4 051 490 | 267 639 | 102 441 | 172 414 | (69 973) | 251 121 | 4 669 652 | 5,62 | 25,9 |
| 2080 | 2,0 / 8,0 | 4 803 930 | 316 670 | 121 412 | 213 446 | (92 034) | 304 991 | 5 667 826 | 5,62 | 25,5 |
| 2085 | 2,0 / 8,0 | 5 697 857 | 374 669 | 143 931 | 258 889 | (114 958) | 368 765 | 6 851 257 | 5,62 | 25,5 |
| 2090 | 2,0 / 8,0 | 6 744 599 | 442 520 | 170 294 | 311 022 | (140 728) | 445 078 | 8 268 331 | 5,62 | 25,6 |
| 2095 | 2,0 / 8,0 | 7 958 860 | 522 020 | 200 939 | 372 848 | (171 909) | 536 555 | 9 966 936 | 5,62 | 25,8 |
| 2100 | 2,0 / 8,0 | 9 379 076 | 614 085 | 236 708 | 445 961 | (209 252) | 646 104 | 12 001 190 | 5,62 | 26,0 |

(1) Le deuxième taux de cotisation supplémentaire prévu par la loi s'applique à compter de 2024.
(2) Le taux de rendement et les revenus de placement sont nets de toutes les dépenses d'investissement.

Tableau 22 Projections financières - RPC supplémentaire, premier et deuxième taux de cotisation supplémentaires de 2,0 % et de 8,0 % prévus par la loi (millions de dollars constants de 2022) (1)

| Année | Premier / deuxième taux de cotisation suppl. (2) (%) | Premiers gains cotisables suppl. (millions $) | Deuxièmes gains cotisables suppl. (millions $) | Cotisations (millions $) | Dépenses (millions $) | Flux de trésorerie nets (millions $) | Revenus de placement nets (3) (millions $) | Actif au 31 déc. (millions $) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 2022 | 1,5 | 616 668 | 0 | 9 250 | 287 | 8 963 | (1 249) | 18 758 |
| 2023 | 2,0 | 629 888 | 0 | 12 598 | 366 | 12 231 | 1 219 | 31 662 |
| 2024 | 2,0 / 8,0 | 644 270 | 23 366 | 14 755 | 475 | 14 280 | 1 934 | 47 104 |
| 2025 | 2,0 / 8,0 | 658 158 | 45 904 | 16 836 | 592 | 16 243 | 2 789 | 65 099 |
| 2026 | 2,0 / 8,0 | 671 724 | 46 761 | 17 175 | 738 | 16 437 | 3 752 | 84 012 |
| 2027 | 2,0 / 8,0 | 684 907 | 47 640 | 17 509 | 917 | 16 592 | 4 752 | 103 709 |
| 2028 | 2,0 / 8,0 | 698 537 | 48 481 | 17 849 | 1 132 | 16 717 | 5 762 | 124 155 |
| 2029 | 2,0 / 8,0 | 712 189 | 49 239 | 18 183 | 1 383 | 16 800 | 6 867 | 145 388 |
| 2030 | 2,0 / 8,0 | 725 380 | 50 404 | 18 540 | 1 663 | 16 877 | 8 025 | 167 439 |
| 2031 | 2,0 / 8,0 | 738 833 | 51 095 | 18 864 | 1 977 | 16 888 | 9 175 | 190 218 |
| 2032 | 2,0 / 8,0 | 752 651 | 51 845 | 19 201 | 2 329 | 16 872 | 10 438 | 213 799 |
| 2033 | 2,0 / 8,0 | 766 842 | 52 931 | 19 571 | 2 723 | 16 848 | 12 323 | 238 777 |
| 2034 | 2,0 / 8,0 | 781 266 | 53 573 | 19 911 | 3 163 | 16 749 | 13 699 | 264 543 |
| 2035 | 2,0 / 8,0 | 795 952 | 54 541 | 20 282 | 3 642 | 16 641 | 15 118 | 291 114 |
| 2036 | 2,0 / 8,0 | 808 848 | 55 323 | 20 603 | 4 157 | 16 446 | 16 579 | 318 431 |
| 2037 | 2,0 / 8,0 | 822 179 | 56 183 | 20 938 | 4 710 | 16 228 | 18 081 | 346 497 |
| 2038 | 2,0 / 8,0 | 835 848 | 57 011 | 21 278 | 5 299 | 15 978 | 19 624 | 375 305 |
| 2039 | 2,0 / 8,0 | 849 692 | 57 783 | 21 617 | 5 930 | 15 687 | 21 206 | 404 838 |
| 2040 | 2,0 / 8,0 | 863 311 | 58 861 | 21 975 | 6 607 | 15 369 | 22 827 | 435 096 |
| 2041 | 2,0 / 8,0 | 876 846 | 59 531 | 22 299 | 7 332 | 14 967 | 24 487 | 466 019 |
| 2042 | 2,0 / 8,0 | 890 887 | 60 634 | 22 668 | 8 110 | 14 559 | 26 183 | 497 623 |
| 2043 | 2,0 / 8,0 | 905 658 | 61 296 | 23 017 | 8 941 | 14 075 | 27 914 | 529 855 |
| 2044 | 2,0 / 8,0 | 920 089 | 62 330 | 23 388 | 9 833 | 13 556 | 29 679 | 562 700 |
| 2045 | 2,0 / 8,0 | 934 755 | 63 234 | 23 754 | 10 787 | 12 967 | 31 477 | 596 111 |
| 2046 | 2,0 / 8,0 | 949 432 | 64 094 | 24 116 | 11 808 | 12 309 | 33 303 | 630 034 |
| 2047 | 2,0 / 8,0 | 963 896 | 65 310 | 24 503 | 12 896 | 11 607 | 35 157 | 664 445 |
| 2048 | 2,0 / 8,0 | 978 694 | 66 089 | 24 861 | 14 053 | 10 808 | 37 035 | 699 260 |
| 2049 | 2,0 / 8,0 | 993 349 | 67 126 | 25 237 | 15 282 | 9 955 | 38 935 | 734 438 |
| 2050 | 2,0 / 8,0 | 1 007 719 | 67 796 | 25 578 | 16 584 | 8 994 | 40 851 | 769 883 |
| 2051 | 2,0 / 8,0 | 1 021 904 | 68 721 | 25 936 | 17 959 | 7 977 | 42 780 | 805 544 |
| 2052 | 2,0 / 8,0 | 1 036 457 | 69 548 | 26 293 | 19 405 | 6 888 | 44 720 | 841 357 |
| 2053 | 2,0 / 8,0 | 1 050 751 | 70 621 | 26 665 | 20 920 | 5 745 | 46 667 | 877 272 |
| 2054 | 2,0 / 8,0 | 1 064 659 | 71 358 | 27 002 | 22 507 | 4 495 | 48 616 | 913 182 |
| 2055 | 2,0 / 8,0 | 1 078 104 | 72 326 | 27 348 | 24 170 | 3 178 | 50 564 | 949 018 |
| 2060 | 2,0 / 8,0 | 1 146 263 | 76 553 | 29 050 | 33 327 | (4 278) | 60 142 | 1 124 720 |
| 2065 | 2,0 / 8,0 | 1 217 925 | 81 089 | 30 846 | 42 859 | (12 013) | 69 235 | 1 291 159 |
| 2070 | 2,0 / 8,0 | 1 300 308 | 86 174 | 32 900 | 51 500 | (18 599) | 77 902 | 1 450 200 |
| 2075 | 2,0 / 8,0 | 1 394 382 | 92 112 | 35 257 | 59 339 | (24 082) | 86 427 | 1 607 132 |
| 2080 | 2,0 / 8,0 | 1 497 486 | 98 713 | 37 847 | 66 536 | (28 689) | 95 072 | 1 766 781 |
| 2085 | 2,0 / 8,0 | 1 608 706 | 105 782 | 40 637 | 73 094 | (32 457) | 104 115 | 1 934 352 |
| 2090 | 2,0 / 8,0 | 1 724 728 | 113 161 | 43 547 | 79 534 | (35 987) | 113 815 | 2 114 376 |
| 2095 | 2,0 / 8,0 | 1 843 378 | 120 907 | 46 540 | 86 357 | (39 816) | 124 273 | 2 308 475 |
| 2100 | 2,0 / 8,0 | 1 967 536 | 128 822 | 49 657 | 93 553 | (43 897) | 135 539 | 2 517 602 |

(1) Pour une année donnée, la valeur en dollars constants de 2022 équivaut à la valeur correspondante en dollars courants divisée par l'indice cumulatif des prix prévu à compter de 2022 dans les projections.
(2) Le deuxième taux de cotisation supplémentaire prévu par la loi s'applique à compter de 2024.
(3) Les revenus de placement sont nets de toutes les dépenses d'investissement.

Le graphique 2 présente une projections des revenus et dépenses du RPC supplémentaire pour la période de 2022 à 2072, en dollars constants de 2022.

Le tableau 23 fait état des sources de revenus (cotisations et revenu de placement) nécessaires pour couvrir les dépenses supplémentaires. Avec la progression de l'actif supplémentaire, l'importance du revenu de placement s'accroît rapidement. D'ici 2080, le revenu de placement projeté représentera environ 72 % des revenus du RPC supplémentaire. L'importance du revenu de placement comme source de revenus est directement liée à l'approche de financement du Régime supplémentaire.

Le recours marqué du RPC supplémentaire au revenu de placement comme source de revenus fait que les taux de cotisation supplémentaires sont beaucoup plus sensibles au contexte des marchés financiers que dans le cas du Régime de base. La sensibilité du RPC de base et du Régime supplémentaire aux résultats de placement est abordée à l'Annexe E du présent rapport.

Le tableau 23 montre également les dépenses supplémentaires projetées en pourcentage dutotal des revenus supplémentaires. Selon les projections, ce pourcentage devrait augmenter à mesure que le Régime supplémentaire parvient à maturité, passant d'environ 4 % en 2022 à 10 % en 2035. Il continue ensuite de croître, mais plus lentement, et se stabilise à près de 51 % en 2086.

Graphique 2 Revenus et dépenses - RPC supplémentaire, Taux de cotisation supplémentaire de 2,0 % et de 8,0 % prévus par la loi

(milliards de dollars constants de 2022)

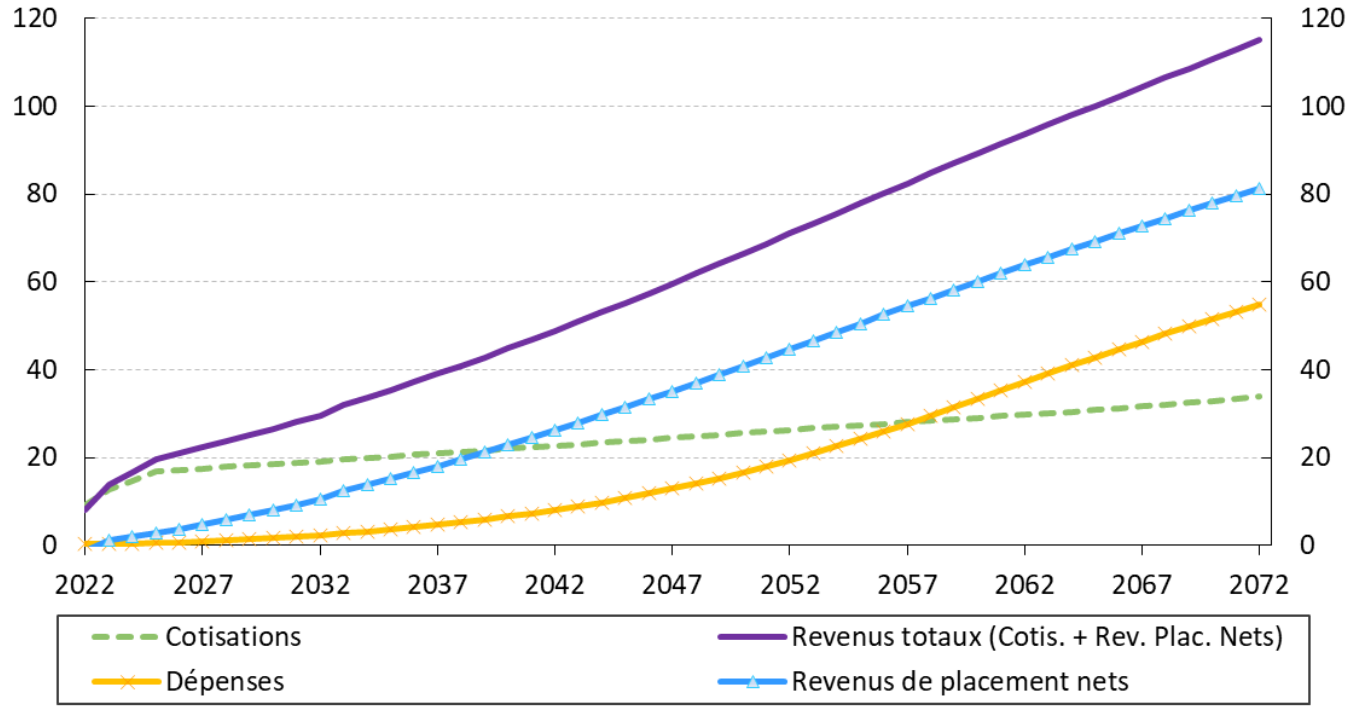


Tableau 23 Source des revenus - RPC supplémentaire, premier et deuxième taux de cotisation supplémentaires de 2,0 % et de 8,0 % prévus par la loi
(millions $)

| Année | Cotisations | Revenus de placement nets [1] | Revenus totaux | Revenus de placement nets en % des revenus (%) | Dépenses | Dépenses en % des revenus (%) | Flux de trésorerie nets (Cotisations moins dépenses) | % des revenus de placement nets nécessaires pour payer les dépenses (%) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 2022 | 9 250 | (1 249) | 8 001 | (15,6) | 287 | 3,6 | 8 963 | 0,0 |
| 2023 | 12 976 | 1 256 | 14 231 | 8,8 | 377 | 2,7 | 12 598 | 0,0 |
| 2024 | 15 577 | 2 042 | 17 619 | 11,6 | 502 | 2,8 | 15 076 | 0,0 |
| 2025 | 18 174 | 3 011 | 21 185 | 14,2 | 640 | 3,0 | 17 534 | 0,0 |
| 2026 | 18 912 | 4 131 | 23 043 | 17,9 | 813 | 3,5 | 18 099 | 0,0 |
| 2027 | 19 665 | 5 337 | 25 002 | 21,3 | 1 030 | 4,1 | 18 635 | 0,0 |
| 2028 | 20 448 | 6 601 | 27 049 | 24,4 | 1 297 | 4,8 | 19 151 | 0,0 |
| 2029 | 21 247 | 8 024 | 29 271 | 27,4 | 1 615 | 5,5 | 19 631 | 0,0 |
| 2030 | 22 097 | 9 564 | 31 661 | 30,2 | 1 982 | 6,3 | 20 115 | 0,0 |
| 2031 | 22 933 | 11 154 | 34 087 | 32,7 | 2 403 | 7,0 | 20 530 | 0,0 |
| 2032 | 23 809 | 12 944 | 36 753 | 35,2 | 2 888 | 7,9 | 20 921 | 0,0 |
| 2033 | 24 754 | 15 586 | 40 340 | 38,6 | 3 444 | 8,5 | 21 310 | 0,0 |
| 2034 | 25 687 | 17 673 | 43 360 | 40,8 | 4 080 | 9,4 | 21 608 | 0,0 |
| 2035 | 26 690 | 19 894 | 46 584 | 42,7 | 4 792 | 10,3 | 21 898 | 0,0 |
| 2036 | 27 654 | 22 253 | 49 907 | 44,6 | 5 580 | 11,2 | 22 074 | 0,0 |
| 2037 | 28 666 | 24 755 | 53 420 | 46,3 | 6 448 | 12,1 | 22 218 | 0,0 |
| 2038 | 29 714 | 27 403 | 57 117 | 48,0 | 7 400 | 13,0 | 22 313 | 0,0 |
| 2039 | 30 790 | 30 205 | 60 995 | 49,5 | 8 446 | 13,8 | 22 344 | 0,0 |
| 2040 | 31 927 | 33 165 | 65 092 | 51,0 | 9 598 | 14,7 | 22 329 | 0,0 |
| 2041 | 33 046 | 36 287 | 69 334 | 52,3 | 10 866 | 15,7 | 22 180 | 0,0 |
| 2042 | 34 265 | 39 577 | 73 842 | 53,6 | 12 258 | 16,6 | 22 007 | 0,0 |
| 2043 | 35 487 | 43 038 | 78 525 | 54,8 | 13 786 | 17,6 | 21 701 | 0,0 |
| 2044 | 36 781 | 46 675 | 83 456 | 55,9 | 15 463 | 18,5 | 21 318 | 0,0 |
| 2045 | 38 103 | 50 491 | 88 594 | 57,0 | 17 303 | 19,5 | 20 800 | 0,0 |
| 2046 | 39 458 | 54 490 | 93 948 | 58,0 | 19 319 | 20,6 | 20 139 | 0,0 |
| 2047 | 40 892 | 58 674 | 99 566 | 58,9 | 21 521 | 21,6 | 19 371 | 0,0 |
| 2048 | 42 320 | 63 044 | 105 364 | 59,8 | 23 922 | 22,7 | 18 398 | 0,0 |
| 2049 | 43 819 | 67 603 | 111 422 | 60,7 | 26 535 | 23,8 | 17 285 | 0,0 |
| 2050 | 45 300 | 72 349 | 117 648 | 61,5 | 29 370 | 25,0 | 15 930 | 0,0 |
| 2051 | 46 852 | 77 281 | 124 133 | 62,3 | 32 442 | 26,1 | 14 410 | 0,0 |
| 2052 | 48 447 | 82 401 | 130 848 | 63,0 | 35 756 | 27,3 | 12 692 | 0,0 |
| 2053 | 50 115 | 87 708 | 137 823 | 63,6 | 39 318 | 28,5 | 10 797 | 0,0 |
| 2054 | 51 763 | 93 199 | 144 962 | 64,3 | 43 147 | 29,8 | 8 617 | 0,0 |
| 2055 | 53 476 | 98 871 | 152 347 | 64,9 | 47 261 | 31,0 | 6 215 | 0,0 |
| 2060 | 62 715 | 129 839 | 192 554 | 67,4 | 71 950 | 37,4 | (9 235) | 7,1 |
| 2065 | 73 523 | 165 027 | 238 550 | 69,2 | 102 158 | 42,8 | (28 635) | 17,4 |
| 2070 | 86 582 | 205 013 | 291 596 | 70,3 | 135 530 | 46,5 | (48 948) | 23,9 |
| 2075 | 102 441 | 251 121 | 353 561 | 71,0 | 172 414 | 48,8 | (69 973) | 27,9 |
| 2080 | 121 412 | 304 991 | 426 403 | 71,5 | 213 446 | 50,1 | (92 034) | 30,2 |
| 2085 | 143 931 | 368 765 | 512 696 | 71,9 | 258 889 | 50,5 | (114 958) | 31,2 |
| 2090 | 170 294 | 445 078 | 615 371 | 72,3 | 311 022 | 50,5 | (140 728) | 31,6 |
| 2095 | 200 939 | 536 555 | 737 494 | 72,8 | 372 848 | 50,6 | (171 909) | 32,0 |
| 2100 | 236 708 | 646 104 | 882 813 | 73,2 | 445 961 | 50,5 | (209 252) | 32,4 |

(1) Les revenus de placement sont nets de toutes les dépenses d'investissement.

## 6.5 Projections financières avec les taux de cotisation minimaux supplémentaires

Les résultats présentés au tableau 24 reposent sur les hypothèses fondées sur la meilleure estimation, mais utilisent le PTCMS de 1,97 % à compter de 2025 et le DTCMS de 7,88 % à compter de 2025 plutôt que les premier et deuxième taux de cotisation supplémentaires prévus par la loi de 2,0 % et 8,0 %, respectivement. Les projections financières du Régime supplémentaire selon les taux prévus par la loi ont été présentées au tableau 21. Sur la base des TCMS, l'actif de groupe ouvert du Régime supplémentaire représente 105 % du passif actuariel de groupe ouvert au 31 décembre 2021, et le ratio des actifs aux dépenses se stabilise à une valeur de 24 pour les années cibles 2088 et 2098.

Le tableau 25 indique la progression des TCMS au fil du temps selon les hypothèses fondées surla meilleure estimation du présent rapport. Comme l'indique le tableau 25, si les hypothèses fondées sur la meilleure estimation du présent rapport se réalisent, le PTCMS et le DTCMS demeureront à environ 1,97 % et 7,88 % respectivement pour chacun des quatre prochains rapports, ces taux étant inférieurs mais très rapprochés des taux de cotisation supplémentaires prévus par la loi de 2,0 % et de 8,0 %. Par conséquent, selon les projections, les taux de cotisation supplémentaires prévus par la loi en vigueur seront suffisants aux fins des rapports suivants pourvu que les hypothèses fondées sur la meilleure estimation restent inchangées et que les résultats du Régime supplémentaire ne s'écartent pas de façon importante des hypothèses.

Si les TCMS déterminés aux termes d'un rapport actuariel du RPC devaient s'écarter dans une certaine mesure de leurs taux supplémentaires respectifs prévus par la loi et si les ministres fédéral et provinciaux des Finances devaient ne pas s'entendre sur la manière de combler cet écart, certaines dispositions du *Règlement sur la viabilité du régime de pensions supplémentaire du Canada* seraient déclenchées. L'écart des taux est quantifié dans le Règlement pour ce qui est de son ampleur (le nombre absolu de points de base d'écart entre les TCMS et les taux prévus par la loi) et de sa durée. En pareil cas, des ajustements seraient apportés aux prestations actuelles et futures, et peut-être aux taux de cotisation. Aux fin du présent 31e rapport actuariel du RPC, les TCMS ne s'écartent pas de façon importante des taux prévus par la loi, de sorte que les dispositions de défaut du Règlement ne s'appliquent pas. Par conséquent, en l'absence de mesures spécifiques de la part des gouvernements fédéral et provinciaux, les taux de cotisation supplémentaires prévus par la loi sont maintenus.

Tableau 24 Projections financières - RPC supplémentaire, premier et deuxième taux de cotisation minimaux de 1,97 % et de 7,88 %

| Année | Premier / deuxième taux de cotisation suppl. (1) (%) | Premiers gains cotisables suppl. (millions $) | Deuxièmes gains cotisables suppl. (millions $) | Cotisations (millions $) | Dépenses (millions $) | Flux de trésorerie nets (millions $) | Revenus de placement nets (2) (millions $) | Actif au 31 déc. (millions $) | Ratio actif/dépenses |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 2022 | 1,50 | 616 668 | 0 | 9 250 | 287 | 8 963 | (1 249) | 18 758 | 49,7 |
| 2023 | 2,00 | 648 785 | 0 | 12 976 | 377 | 12 598 | 1 256 | 32 612 | 65,0 |
| 2024 | 2,00 / 8,00 | 680 189 | 24 669 | 15 577 | 502 | 15 076 | 2 042 | 49 730 | 77,8 |
| 2025 | 1,97 / 7,88 | 710 485 | 49 554 | 17 901 | 640 | 17 262 | 3 003 | 69 995 | 86,1 |
| 2026 | 1,97 / 7,88 | 739 632 | 51 488 | 18 628 | 813 | 17 815 | 4 109 | 91 918 | 89,3 |
| 2027 | 1,97 / 7,88 | 769 230 | 53 505 | 19 370 | 1 030 | 18 340 | 5 298 | 115 557 | 89,1 |
| 2028 | 1,97 / 7,88 | 800 229 | 55 539 | 20 141 | 1 297 | 18 844 | 6 545 | 140 946 | 87,2 |
| 2029 | 1,97 / 7,88 | 832 186 | 57 535 | 20 928 | 1 615 | 19 312 | 7 948 | 168 206 | 84,9 |
| 2030 | 1,97 / 7,88 | 864 552 | 60 075 | 21 766 | 1 982 | 19 784 | 9 466 | 197 455 | 82,2 |
| 2031 | 1,97 / 7,88 | 898 197 | 62 116 | 22 589 | 2 403 | 20 186 | 11 032 | 228 674 | 79,2 |
| 2032 | 1,97 / 7,88 | 933 295 | 64 289 | 23 452 | 2 888 | 20 564 | 12 796 | 262 034 | 76,1 |
| 2033 | 1,97 / 7,88 | 969 910 | 66 948 | 24 383 | 3 444 | 20 938 | 15 401 | 298 374 | 73,1 |
| 2034 | 1,97 / 7,88 | 1 007 917 | 69 114 | 25 302 | 4 080 | 21 222 | 17 456 | 337 053 | 70,3 |
| 2035 | 1,97 / 7,88 | 1 047 401 | 71 771 | 26 289 | 4 792 | 21 497 | 19 643 | 378 193 | 67,8 |
| 2036 | 1,97 / 7,88 | 1 085 658 | 74 256 | 27 239 | 5 580 | 21 659 | 21 966 | 421 818 | 65,4 |
| 2037 | 1,97 / 7,88 | 1 125 623 | 76 918 | 28 236 | 6 448 | 21 788 | 24 427 | 468 032 | 63,2 |
| 2038 | 1,97 / 7,88 | 1 167 224 | 79 614 | 29 268 | 7 400 | 21 867 | 27 033 | 516 933 | 61,2 |
| 2039 | 1,97 / 7,88 | 1 210 287 | 82 306 | 30 328 | 8 446 | 21 882 | 29 788 | 568 603 | 59,2 |
| 2040 | 1,97 / 7,88 | 1 254 280 | 85 518 | 31 448 | 9 598 | 21 850 | 32 698 | 623 151 | 57,3 |
| 2041 | 1,97 / 7,88 | 1 299 423 | 88 221 | 32 550 | 10 866 | 21 684 | 35 767 | 680 602 | 55,5 |
| 2042 | 1,97 / 7,88 | 1 346 635 | 91 652 | 33 751 | 12 258 | 21 493 | 38 998 | 741 093 | 53,8 |
| 2043 | 1,97 / 7,88 | 1 396 342 | 94 507 | 34 955 | 13 786 | 21 169 | 42 397 | 804 659 | 52,0 |
| 2044 | 1,97 / 7,88 | 1 446 964 | 98 023 | 36 229 | 15 463 | 20 766 | 45 968 | 871 393 | 50,4 |
| 2045 | 1,97 / 7,88 | 1 499 428 | 101 433 | 37 532 | 17 303 | 20 229 | 49 713 | 941 335 | 48,7 |
| 2046 | 1,97 / 7,88 | 1 553 431 | 104 868 | 38 866 | 19 319 | 19 547 | 53 635 | 1 014 517 | 47,1 |
| 2047 | 1,97 / 7,88 | 1 608 638 | 108 996 | 40 279 | 21 521 | 18 758 | 57 737 | 1 091 011 | 45,6 |
| 2048 | 1,97 / 7,88 | 1 666 000 | 112 501 | 41 685 | 23 922 | 17 763 | 62 020 | 1 170 794 | 44,1 |
| 2049 | 1,97 / 7,88 | 1 724 766 | 116 552 | 43 162 | 26 535 | 16 628 | 66 484 | 1 253 906 | 42,7 |
| 2050 | 1,97 / 7,88 | 1 784 712 | 120 070 | 44 620 | 29 370 | 15 250 | 71 129 | 1 340 286 | 41,3 |
| 2051 | 1,97 / 7,88 | 1 846 030 | 124 142 | 46 149 | 32 442 | 13 707 | 75 955 | 1 429 947 | 40,0 |
| 2052 | 1,97 / 7,88 | 1 909 767 | 128 148 | 47 720 | 35 756 | 11 965 | 80 960 | 1 522 872 | 38,7 |
| 2053 | 1,97 / 7,88 | 1 974 826 | 132 729 | 49 363 | 39 318 | 10 045 | 86 144 | 1 619 060 | 37,5 |
| 2054 | 1,97 / 7,88 | 2 040 986 | 136 795 | 50 987 | 43 147 | 7 840 | 91 504 | 1 718 405 | 36,4 |
| 2055 | 1,97 / 7,88 | 2 108 096 | 141 425 | 52 674 | 47 261 | 5 413 | 97 037 | 1 820 854 | 35,2 |
| 2060 | 1,97 / 7,88 | 2 474 655 | 165 270 | 61 774 | 71 950 | (10 176) | 127 154 | 2 377 281 | 30,6 |
| 2065 | 1,97 / 7,88 | 2 903 032 | 193 282 | 72 420 | 102 158 | (29 738) | 161 178 | 3 004 773 | 27,7 |
| 2070 | 1,97 / 7,88 | 3 421 988 | 226 782 | 85 284 | 135 530 | (50 246) | 199 577 | 3 713 739 | 26,0 |
| 2075 | 1,97 / 7,88 | 4 051 490 | 267 639 | 100 904 | 172 414 | (71 510) | 243 531 | 4 526 368 | 25,1 |
| 2080 | 1,97 / 7,88 | 4 803 930 | 316 670 | 119 591 | 213 446 | (93 855) | 294 488 | 5 469 686 | 24,6 |
| 2085 | 1,97 / 7,88 | 5 697 857 | 374 669 | 141 772 | 258 889 | (117 117) | 354 336 | 6 579 194 | 24,5 |
| 2088 | 1,97 / 7,88 | 6 307 071 | 414 388 | 156 903 | 289 120 | (132 217) | 395 475 | 7 342 365 | 24,5 |
| 2090 | 1,97 / 7,88 | 6 744 599 | 442 520 | 167 739 | 311 022 | (143 283) | 425 372 | 7 896 954 | 24,5 |
| 2095 | 1,97 / 7,88 | 7 958 860 | 522 020 | 197 925 | 372 848 | (174 923) | 509 780 | 9 462 519 | 24,5 |
| 2098 | 1,97 / 7,88 | 8 781 992 | 575 494 | 218 354 | 415 281 | (196 927) | 567 782 | 10 538 204 | 24,5 |
| 2100 | 1,97 / 7,88 | 9 379 076 | 614 085 | 233 158 | 445 961 | (212 803) | 609 879 | 11 318 995 | 24,5 |

(1) Le deuxième taux de cotisation minimal supplémentaire s'applique à compter de 2024.
(2) Les revenus de placement sont nets de toutes les dépenses d'investissement.

Tableau 25 Progression des taux de cotisation supplémentaires minimaux au fil du temps

| Année de l'évaluation (1) | Années cibles (2) | Ratio A/D cible (3) | Taux de cotisation minimaux supplémentaires | Années pour lesquelles les taux de cotisation minimaux supplémentaires s'appliquent (4) | % de l'actif par rapport au passif actuariel sur la base d'un groupe ouvert (5) |
|---|---|---|---|---|---|
| 2021 | 2088 et 2098 | 24,5 | 1,97 %/7,88 % | 2025+ | 105,2 % |
| 2024 | 2088 et 2098 | 24,5 | 1,97 %/7,88 % | 2028+ | 104,9 % |
| 2027 | 2088 et 2098 | 24,5 | 1,97 %/7,88 % | 2031+ | 104,7 % |
| 2030 | 2088 et 2098 | 24,6 | 1,96 %/7,84 % | 2034+ | 104,1 % |
| 2033 | 2088 et 2098 | 24,6 | 1,96 %/7,84 % | 2037+ | 104,2 % |

(1) Les rapports sont préparés au 31 décembre de l'année de l'évaluation.
(2) Les années cibles correspondent au début et la fin de l'intervalle de 10 ans qui est utilisé pour déterminer les PTCMS et DTCMS. Ces taux sont les plus bas taux qui garantissent le même ratio actif/dépenses (A/D) pour les deux années cibles. Pour une période d'examen triennal donnée du RPC, les années cibles sont 53 et 63 années après l'année de l'évaluation, mais ne peuvent être avant 2088 et 2098. Les TCMS doivent aussi rencontrer les exigences de pleine capitalisation décrites à la note (5) ici-bas.
(3) Le ratio A/D cible est le ratio obtenu dans les années cibles liées à la détermination des TCMS correspondants.
(4) Le premier taux de cotisation supplémentaire prévu par la loi s'applique à la période d'examen triennal courante de 2022 à 2024. De façon générale, les premier et deuxième taux de cotisation supplémentaires prévus par la loi s'appliquent à chaque période d'examen triennal suivant l'année de l'évaluation.
(5) Les TCMS doivent satisfaire à la condition que la valeur actualisée des dépenses supplémentaires soit égale à l'actif supplémentaire projetéet à la valeur actualisée des cotisations supplémentaires projetées. En d'autre mots, l'actif total doit être égal à 100 % du passif actuariel du RPC supplémentaire. Tel qu'indiqué dans le tableau, cette condition est remplie au cours des évaluations successives selon les hypothèsesbasées sur la meilleure estimation de ce rapport.

# 7 Conciliation avec les rapports précédents

## 7.1 RPC de base

### 7.1.1 Introduction

Les résultats figurant dans le présent rapport diffèrent de ceux qui avaient été prévus précédemment pour diverses raisons. Les écarts entre les résultats observés entre 2019 et 2021 et ceux projetés dans le 30e rapport actuariel du RPC sont examinés à la section 7.1.2 ci-après. Puisque les résultats historiques constituent le point de départ des projections établies dans le présent rapport, les écarts historiques entre les projections et les résultats réels influencent également les projections. Les répercussions des résultats depuis la dernière évaluation triennale du Régime de base (c.-à-d. la mise à jour des résultats de la période 2019-2021) et des modifications des hypothèses et de la méthode sur le taux de cotisation minimal du RPC de base sont abordées à la section 7.1.3. Les conciliations détaillées du taux de cotisation minimal projeté sont présentées à l'Annexe D.

### 7.1.2 Mise à jour des résultats – 31 décembre 2018 au 31 décembre 2021

Les principaux éléments de l'évolution de l'actif du RPC de base entre le 31 décembre 2018 et le 31 décembre 2021 sont résumés au tableau 26.

Entre 2019 et 2021, les cotisations ont été assez comparables aux projections.

Pendant cette période, les dépenses ont été inférieures de 3,4 milliards de dollars aux projections. La différence entre les dépenses réelles et celles prévues est principalement attribuable aux prestations de retraite (taux de demande de prestations de retraite à 60 ans moindres que prévu), aux prestations d'invalidité (taux d'incidence de l'invalidité moindres que prévu), et aux prestations de survivant. Les détails selon le type de dépense figurent au tableau 27.

En raison de la forte performance des placements au cours de la période (taux de rendement annuel moyen nominal de 12,7 % par rapport à la prévision de 5,2 %), les revenus de placement de l'actif du RPC de base ont été supérieurs de 103 milliards de dollars aux prévisions.

C'est ainsi que l'actif du RPC de base au 31 décembre 2021 est supérieur d'environ 106 milliards de dollars que les projections contenues dans le 30e rapport actuariel du RPC.

**Tableau 26 La variation de l'actif - du 31 décembre 2018 au 31 décembre 2021 - RPC de base [1]**
(comptabilité d'exercice, millions $)

| | Réel | Prévu [2] | Écart: Réel – Prévu |
|---|---|---|---|
| Actif au 31 décembre 2018 | 371 700 | 371 700 | - |
| + Cotisations | 160 534 | 161 101 | (567) |
| - Dépenses | 153 211 | 156 565 | (3 354) |
| + Revenus de placement | 164 701 | 61 801 | 102 900 |
| Variation de l'actif | 172 024 | 66 337 | 105 687 |
| Actif au 31 décembre 2021 | 543 725 | 438 037 | 105 687 |

(1) Les chiffres ayant été arrondis, la somme des composantes peut être différente des totaux indiqués.
(2) Les prévisions au titre des cotisations, des dépenses et des revenus de placement correspondent aux projections du 30e rapport actuariel du RPC au 31 décembre 2018.

**Tableau 27 Sommaire des dépenses – 2019 à 2021 – RPC de base [1]**
(millions $)

| | Réel[2] | Prévu [3] | Écart Réel – Prévu |
|---|---|---|---|
| Retraite | 121 016 | 123 434 | (2 418) |
| Invalidité | 13 083 | 13 491 | (408) |
| Survivants | 14 334 | 14 703 | (369) |
| Enfants | 1 588 | 1 664 | (76) |
| Décès | 1 251 | 1 224 | 27 |
| Charges d'exploitation | 1 939 | 2 049 | (110) |
| Dépenses totales | 153 211 | 156 565 | (3 354) |

(1) Les chiffres ayant été arrondis, la somme des composantes peut être différente des totaux indiqués.
(2) Les montants réels des dépenses en prestations comprennent un ajustement aux paiements excédentaires totaux de 310 millions de dollars.
(3) Les prévisions au titre des dépenses correspondent aux projections du 30e rapport actuariel du RPC au 31 décembre 2018.

### 7.1.3 Variation du taux de cotisation minimal

Le tableau 28 présente les principaux éléments de la variation du TCM du Régime de base depuis le 30e rapport actuariel du RPC et fait état d'un recul global du taux.

Dans l'ensemble, les résultats pour la période de 2019 à 2021 ont été meilleurs que prévu, principalement en raison des résultats de placement supérieurs aux attentes, qui ont eu pour effet d'abaisser le TCM de 0,35 point de pourcentages. Les modifications apportées aux hypothèses démographiques ont aussi eu pour effet d'abaisser le TCM. Toutefois, ces réductions du TCM sont compensées en partie par des modifications aux hypothèses de prestations, aux hypothèses économiques et aux hypothèses de placement.

Les impacts sur le TCM résultant des changements d'hypothèses incluent l'événement subséquent divulgué à la section 2.3. Dans l'ensemble, les modifications aux hypothèses visant à tenir compte de l'événement subséquent ont mené à une augmentation du TCM de 0,31 point de pourcentages. Cette augmentation s'explique en grande partie par les réductions du taux de

rendement nominal prévu pour 2022. La réduction du TCM de 0,35 point de pourcentages attribuable aux résultats de placement pour 2019-2021 est ainsi partiellement compensée par des rendements prévus inférieurs pour 2022.

Une conciliation plus détaillée des variations du TCM est présentée au tableau 107 de l'Annexe D du présent rapport.

Tableau 28 Conciliation du taux de cotisation minimal [1]
(% des gains cotisables)

| | Taux de régime permanent | Taux de capitalisation intégrale [2] | | TCM | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | 2025-2033 | 2034+ | 2025-2033 | 2034+ |
| **30e rapport actuariel du RPC - après arrondissement** | **9,71** | **0,04** | **0,01** | **9,75** | **9,72** |
| **30e rapport actuariel du RPC - avant arrondissement** | **9,708** | **0,035** | **0,007** | **9,743** | **9,715** |
| Amélioration des méthodes | 0,048 | (0,001) | (0,001) | 0,046 | 0,046 |
| Résultats (2019 à 2021) | (0,544) | (0,005) | (0,001) | (0,550) | (0,545) |
| Modifications des hypothèses démographiques | (0,121) | 0,002 | 0,001 | (0,119) | (0,120) |
| Modifications des hypothèses de prestations | 0,016 | 0,003 | 0,002 | 0,019 | 0,018 |
| Modifications des hypothèses économiques | 0,064 | 0,001 | 0,001 | 0,066 | 0,065 |
| Modifications des hypothèses sur les placements | 0,373 | 0,001 | 0,000 | 0,373 | 0,373 |
| Modifications des hypothèses autres | (0,009) | 0,001 | 0,000 | (0,008) | (0,009) |
| Nouvelle cible de capitalisation de 2031-2081 à 2034-2084 | (0,009) | (0,002) | 0,000 | (0,011) | (0,008) |
| **Taux avant arrondissement** | **9,526** | **0,035** | **0,009** | **9,560** | **9,535** |
| **Taux arrondi selon le Règlement de 2021 sur le calcul des taux de cotisation** | **9,53** | **0,03** | **0,01** | **9,56** | **9,54** |
| **31e rapport actuariel du RPC** | **9,53** | **0,03** | **0,01** | **9,56** | **9,54** |

(1) Les chiffres ayant été arrondis, la somme des composantes peut être différente des totaux indiqués.
(2) En vertu de la *Loi nº 1 d'exécution du budget de 2018,* les modifications au *Régime de pensions du Canada* sont applicables depuis le 1er janvier 2019. Les taux de capitalisation intégraux se rapportant à ces modifications ont été établis pour le 30e rapport actuariel du RPC.

## 7.2 RPC supplémentaire

### 7.2.1 Introduction

Les résultats figurant dans le présent rapport diffèrent de ceux qui avaient été prévus précédemment pour diverses raisons. Les écarts entre les résultats réels pour la période de 2019 à 2021 et ceux projetés dans le 30e rapport actuariel du RPC sont examinés à la section 7.2.2 ci-après. Puisque les résultats antérieurs constituent le point de départ des projections énoncées dans ce rapport, ces différences antérieures entre les résultats réels et résultats projetés pour la période de 2019 à 2021 se répercutent sur les projections. L'incidence des résultats depuis la dernière évaluation triennale du Régime supplémentaire et les modifications des hypothèses et de la méthodologie visant les premier et deuxième taux de cotisation minimaux supplémentaires du RPC sont abordées à la section 7.2.3. Des conciliations détaillées des taux de cotisation minimaux supplémentaires figurent à l'Annexe D.

### 7.2.2 Mise à jour des résultats – 1er janvier 2019 au 31 décembre 2021

Les principaux éléments de l'évolution de l'actif du RPC supplémentaire entre le 1er janvier 2019, date de déploiement du Régime supplémentaire, et le 31 décembre 2021 sont résumés au tableau 29.

Les cotisations de la période de 2019 à 2021 étaient assez comparables aux prévisions.

Comme le Régime supplémentaire a été déployé il y a peu de temps, les processus d'administration des prestations n'ont pas encore été finalisés. Ainsi, seuls des résultats partiels sur les dépenses reliées aux prestations étaient disponibles au moment de la préparation de ce rapport actuariel du RPC. Les charges d'exploitation pour la période de 2019 à 2021 ont été supérieures de 256 millions de dollars aux prévisions.

En raison du rendement élevé des placements sur cette période (taux de rendement nominal annuel moyen réel de 7,1 % en comparaison avec le 2,6 % prévu), les revenus de placement sur l'actif du RPC supplémentaire ont été supérieurs de 657 millions de dollars aux prévisions.

Au 31 décembre 2021, l'actif du RPC supplémentaire qui en résulte était supérieur de 459 millions de dollars aux prévisions du 30e rapport actuariel du RPC.

Tableau 29 La variation de l'actif - du 1 janvier 2019 au 31 décembre 2021 - RPC supplémentaire (1)
(comptabilité d'exercice, millions $)

| | Réel | Prévu (2) | Écart: Réel – Prévu |
|---|---|---|---|
| Actif au 1 janvier 2019 | 0 | 0 | - |
| + Cotisations | 10 487 | 10 451 | 36 |
| - Dépenses | 520 | 286 | 234 |
| + Revenus de placement | 1 078 | 421 | 657 |
| Variation de l'actif | 11 045 | 10 586 | 459 |
| Actif au 31 décembre 2021 | 11 045 | 10 586 | 459 |

(1) Les chiffres ayant été arrondis, la somme des composantes peut être différente des totaux indiqués.
(2) Les prévisions au titre des cotisations, des dépenses et des revenus de placement correspondent aux projections du 30e rapport actuariel du RPC au 31 décembre 2018.

### 7.2.3 Variation des taux de cotisation minimaux supplémentaires

Le tableau 30 présente les principaux éléments de la variation des premier et deuxième taux de cotisation minimaux supplémentaires (PTCMS et DTCMS) depuis le 30e rapport actuariel du RPC et démontre une baisse globale des taux.

Les résultats économiques et les résultats de placement ont eu pour effet d'abaisser les TCMS. Les changements apportés aux hypothèses démographiques, aux hypothèses économiques et aux hypothèses de placement ont aussi eu pour effet d'abaisser les TCMS. Toutefois, ces diminutions de taux sont compensées en partie par des changements à d'autres hypothèses (p. ex., charges d'exploitation). Le résultat net de tous les changements depuis le 30e rapport actuariel du RPC est une réduction du PTCMS de 0,01 point de pourcentage et une réduction correspondante du DTCMS de 0,04 point de pourcentage.

Les impacts sur les TCMS résultant des changements d'hypothèses incluent l'événement subséquent divulgué à la section 2.3. Dans l'ensemble, les modifications aux hypothèses visant à tenir compte de l'événement subséquent ont mené à une diminution du PTCMS et du DTCMS de moins de 0,005 point de pourcentage et 0,02 point de pourcentage respectivement.Une conciliation plus détaillée de la variation des TCMS est présentée au tableau 108 de l'Annexe D du présent rapport.

Tableau 30 Conciliation des taux de cotisation minimaux supplémentaires [1]
(% des gains cotisables supplémentaires)

| | Premier taux de cotisation supplémentaire | Deuxième taux de cotisation supplémentaire |
|---|---|---|
| **30e rapport actuariel du RPC - après arrondissement** | **1,98** | **7,92** |
| **30e rapport actuariel du RPC - avant arrondissement** | **1,977** | **7,907** |
| Amélioration des méthodes | 0,027 | 0,108 |
| Résultats (2019 à 2021) | (0,006) | (0,025) |
| Modifications des hypothèses démographiques | (0,010) | (0,038) |
| Modifications des hypothèses de prestations | 0,004 | 0,014 |
| Modifications des hypothèses économiques | (0,025) | (0,099) |
| Modifications des hypothèses sur les placements | (0,016) | (0,062) |
| Modifications des hypothèses autres | 0,019 | 0,075 |
| **Taux avant arrondissement** | **1,970** | **7,879** |
| **Taux arrondis selon le Règlement de 2021 sur le calcul des taux de cotisation** | **1,97** | **7,88** |
| **31e rapport actuariel du RPC** | **1,97** | **7,88** |

(1) Les chiffres ayant été arrondis, la somme des composantes peut être différente des totaux indiqués.

# 8 Opinion actuarielle

À notre avis, compte tenu du fait que ce 31e rapport actuariel du Régime de pensions du Canada au 31 décembre 2021 a été préparé conformément aux dispositions du *Régime de pensions du Canada* :

- les données sur lesquelles l'évaluation s'appuie sont suffisantes et fiables aux fins du rapport;
- les hypothèses utilisées sont, à la fois individuellement et dans leur ensemble, raisonnables et appropriées aux fins du rapport;
- les méthodes utilisées sont appropriées aux fins du rapport.

D'après les résultats de la présente évaluation, nous attestons que :

- le taux de cotisation minimal requis pour financer le RPC de base est de 9,56 % pour les années 2025 à 2033 et de 9,54 % à compter de 2034;
- les taux de cotisation minimaux supplémentaires faisant en sorte que les cotisations projetées, de concert avec le revenu de placement projeté, suffisent à couvrir entièrement les dépenses projetées du RPC supplémentaire sont les suivants :
  - Premier taux de cotisation minimal supplémentaire : 1,97 % à compter de 2025;
  - Deuxième taux de cotisation minimal supplémentaire : 7,88 % à compter de 2025.
- les dispositions sur les taux insuffisants du *Régime de pensions du Canada* et les dispositions du *Règlement sur la viabilité du Régime de pensions du Canada supplémentaire* ne s'appliquent pas. Par conséquent, en l'absence de mesures précises des gouvernements fédéral et provinciaux, les taux de cotisation prévus par la loi seront maintenus pour le RPC de base et le RPC supplémentaire.

Le présent rapport a été préparé, et nos opinions exprimés, conformément à la pratique actuarielle reconnue au Canada, et plus particulièrement, aux normes de la section générale et aux normes applicables aux programmes de sécurité sociale des normes de pratique de l'Institut canadien des actuaires.

À la date de signature du présent rapport, nous n'avons pris connaissance d'aucun événement, autre que ceux qui sont pris en compte à la section 2.3 du présent rapport, qui aurait un impact important sur les situations financières du RPC de base ou du RPC supplémentaire au 31 décembre 2021.

Assia Billig, FICA, FSA
Actuaire en chef

Christine Dunnigan, FICA, FSA
Actuaire principale

Michel Montambeault, FICA, FSA
Actuaire principal

Ottawa, Canada
14 novembre 2022

# Annexe A - Sommaire des dispositions du Régime

## A.1 Introduction

Le *Régime de pensions du Canada* (RPC) est entré en vigueur le 1er janvier 1966 et a depuis été modifié à maintes reprises. Le 1er janvier 2019, le RPC est bonifié, de telle sorte qu'il comprend dorénavant deux volets : le Régime de base et le Régime supplémentaire.

Les changements les plus récemment apportés au *Régime de pensions du Canada* sont les suivants.

La *Loi no 1 d'exécution du budget de 2019,* qui a reçu la sanction royale le 21 juin 2019, modifie la loi sur le RPC pour éliminer, à compter du 1er janvier 2020, la nécessité de faire une demande de prestations de retraite dès l'âge de 70 ans. Cette modification a représenté un événement subséquent aux fins du 30e rapport actuariel du RPC puisque l'actuaire en chef en a été informée entre la date d'évaluation et la date du rapport. Or, la modification avait été prise en compte dans le 30e rapport actuariel du RPC, car il avait été jugé qu'elle avait une incidence réelle sur la situation financière du RPC.

Les règlements sur les taux de cotisation du RPC et la viabilité financière du Régime supplémentaire, plus précisément le *Règlement de 2021 sur le calcul des taux de cotisation* ainsi que le *Règlement sur la viabilité du régime de pensions supplémentaire du Canada* ont reçu le consentement formel des provinces. Ces règlements ont été initialement proposés en 2018 et ont été pris en compte pour le 30e rapport actuariel du RPC. Les deux règlements sont entrés en vigueur le 1er février 2021.

La *Loi no 1 d'exécution du budget de 2022*, qui a reçu la sanction royale le 23 juin 2022, apporte des modifications techniques concernant l'admissibilité à la prestation d'invalidité après-retraite dans le RPC de base et la détermination de dispositions supplémentaires du RPC en vertu de la loi sur le RPC[1]. Les modifications traduisent l'intention originale de la prestation et des dispositions; elles ont donc été prises en compte dans les projections des rapports actuariels précédents du RPC.

Ce 31e rapport actuariel du RPC tient compte de toutes les modifications et de tous les règlements précités.

La présente annexe comprend le sommaire des dispositions du Régime, incluant les modifications. En cas d'incohérence avec le présent sommaire, les mesures législatives prévalent.

## A.2 Participation

Le RPC englobe presque tous les membres de la population active du Canada, incluant les salariés et les travailleurs autonomes âgés de 18 à 70 ans qui ont un revenu d'emploi, à l'exception des personnes assujetties au Régime de rentes du Québec (RRQ). Les principales exceptions incluent

[1] Les modifications sont en attente de l'approbation des provinces.

les personnes dont le revenu annuel est inférieur à 3 500 $ (l'exemption de base de l'année définie ci-après), les membres de certains groupes religieux et les personnes exerçant d'autres « emplois exceptés » au sens du Régime. À noter que le RPC s'adresse à tous les membres des Forces canadiennes et de la Gendarmerie royale du Canada, y compris ceux qui résident au Québec. Les personnes à qui une prestation d'invalidité du RPC est payable ne sont pas tenues de cotiser.

## A.3 Définitions

### A.3.1 RPC de base et supplémentaire

Le RPC de base (ou « Régime de base ») s'entend du volet du RPC autre que celui visant le RPC supplémentaire. Avant le 1er janvier 2019, le RPC n'était constitué que du Régime de base.

Le RPC supplémentaire (ou « Régime supplémentaire ») désigne la bonification du RPC instaurée par la *Loi modifiant le Régime de pensions du Canada*, la *Loi sur l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada* et la *Loi de l'impôt sur le revenu*. Le RPC supplémentaire a été mis en œuvre le 1er janvier 2019. Il comporte deux paliers (premier et deuxième), et les premier et deuxième taux de cotisation supplémentaires et gains ouvrant droit à pension sur lesquels les cotisations sont calculées seront progressivement instaurés sur la période de sept ans de 2019 à 2025 décrite ci après.

Depuis le 1er janvier 2019, le RPC englobe les Régimes de base et supplémentaire.

### A.3.2 Maximum des gains annuels ouvrant droit à pension (MGAP) et Maximum supplémentaire des gains annuels ouvrant droit à pension (MSGAP)

Le MGAP pour une année civile est la limite à concurrence de laquelle les gains d'emploi et ceux tirés du travail autonome sont assujettis au taux de cotisation du RPC de base et au premier taux de cotisation supplémentaire du RPC supplémentaire. Le MGAP croît chaque année selon l'augmentation en pourcentage, au 30 juin de l'année précédente, de la moyenne pour une période de 12 mois de la rémunération hebdomadaire moyenne pour l'ensemble des industries au Canada (telle que publiée par Statistique Canada). Si le montant ainsi obtenu n'est pas un multiple de 100 $, le multiple de 100 $ le plus près au-dessous du montant calculé est utilisé. Le MGAP est de 64 900 $ en 2022.

Le MSGAP pour une année civile est la limite à concurrence de laquelle les gains d'emploi et ceux tirés du travail autonome sont assujettis au deuxième taux de cotisation supplémentaire au-delà du MGAP aux fins du Régime supplémentaire. Le MSGAP sera instauré en 2024. Il sera fixé à 107 % du MGAP en 2024, puis à 114 % du MGAP à compter de 2025. Le MSGAP augmentera donc parallèlement au MGAP après 2025. Si le montant du MSGAP ainsi obtenu n'est pas un multiple de 100 $, le multiple de 100 $ le plus près au-dessous du montant calculé est utilisé.

Selon les projections du présent rapport, en 2025, le MGAP sera de 71 200 $ et le MSGAP, de 81 100 $.

### A.3.3 Exemption de base de l'année (EBA)

L'EBA pour une année civile représente le seuil des gains d'emploi requis pour cotiser au Régime. De même, il n'y a pas de cotisations à l'égard des gains à concurrence de l'EBA. L'EBA pour 2022 est de 3 500 $.

### A.3.4 Période cotisable et périodes cotisables supplémentaires du RPC

La période cotisable se rapporte au RPC de base et correspond au nombre de mois compris entre le 18e anniversaire, ou le 1er janvier 1966 si le cotisant atteint l'âge de 18 ans avant cette date, et le mois du décès du cotisant, le mois précédant celui au cours duquel le cotisant atteint 70 ans ou le mois précédant celui au cours duquel sa rente de retraite du RPC débute, selon la première éventualité. Sont exclus de cette période les mois au cours desquels le cotisant a reçu une prestation d'invalidité du RPC ou du RRQ (y compris le délai de carence de trois mois) et les mois pendant lesquels le cotisant a un enfant admissible de moins de sept ans tout en ayant des gains annuels inférieurs à l'EBA. La période cotisable exclut les périodes à compter du 1er janvier 2012 pendant lesquelles les bénéficiaires cotisent tout en touchant une pension de retraite.

La première période cotisable supplémentaire à l'égard du RPC supplémentaire correspond au nombre de mois compris entre le 1er janvier 2019 ou le moment où le cotisant atteint l'âge de 18 ans, selon le plus tardif de ces deux événements, et le premier des mois suivants à survenir : le mois du décès du cotisant; le mois précédant celui au cours duquel la pension de retraite commence; et le mois précédant celui au cours duquel le cotisant atteint l'âge de 70 ans.

La deuxième période cotisable supplémentaire à l'égard du RPC supplémentaire correspond au nombre de mois compris entre le 1er janvier 2024 ou le moment où le cotisant atteint l'âge de 18 ans, selon le plus tardif de ces deux événements, et le premier des mois suivants à survenir : le mois du décès du cotisant; le mois précédant celui au cours duquel la pension de retraite commence; et le mois précédant celui au cours duquel le cotisant atteint l'âge de 70 ans.

### A.3.5 Indice de pension

L'indice de pension d'une année civile donnée équivaut à la moyenne de l'indice des prix à la consommation pour la période de 12 mois terminée le 31 octobre de l'année précédente. Toutefois, l'indice de pension d'une année ne peut pas être inférieur à celui de l'année précédente.

## A.4 Taux de cotisation et taux de cotisation supplémentaires du RPC

S'agissant du RPC de base, de 1966 à 1986, le taux de cotisation annuel applicable aux gains cotisables était fixé à 1,8 % pour les salariés (et un montant égal pour leurs employeurs) et à 3,6 % à l'égard des gains pour un travailleur autonome. Ce taux de cotisation combiné salarié-employeur de 3,6 % a été majoré de 0,2 point de pourcentage par année entre 1987 et 1996 pour atteindre 5,6 % à la dernière année de cette période. Le taux de cotisation combiné salarié-employeur pour la période comprise entre 1997 et 2003 a augmenté progressivement pour atteindre 9,9 % en 2003, avec aucune hausse ultérieure prévue par la suite.

Le premier taux de cotisation supplémentaire du RPC supplémentaire s'applique aux gains compris entre l'EBA et le MGAP. Le premier taux de cotisation supplémentaire combiné salarié-employeur est en cours d'instauration progressive sur cinq ans (entre 2019 et 2023) et sera de 2,0 % à compter de 2023. La progression du premier taux de cotisation supplémentaire pendant la période de mise en œuvre entre 2019 et 2023 est présentée au tableau 31.

Le deuxième taux de cotisation supplémentaire du RPC supplémentaire s'applique aux gains compris entre le MGAP et le MSGAP; il s'appliquera à compter de 2024. Le deuxième taux de cotisation supplémentaire combiné salarié-employeur est égal à 8,0 % à compter de 2024.

Les salariés et les employeurs assument à parts égales le taux de cotisation de base et les premier et deuxième taux de cotisation supplémentaires du RPC, alors que les travailleurs autonomes sont assujettis aux taux intégraux.

Le tableau 31 indique les taux de cotisation prévus par la loi du RPC.

**Tableau 31 Taux de cotisation prévus par la loi**
(travailleurs autonomes et combinés employeur-salarié) (%)

| | Gains ouvrant droit à pension entre l'EBA et le MGAP | | Gains ouvrant droit à pension entre le MGAP et le MSGAP |
|---|---|---|---|
| Année | Taux de cotisation de base | Premier taux de cotisation supplémentaire | Deuxième taux de cotisation supplémentaire |
| 2003-2018 | 9,9 | – | – |
| 2019 | 9,9 | 0,3 | – |
| 2020 | 9,9 | 0,6 | – |
| 2021 | 9,9 | 1,0 | – |
| 2022 | 9,9 | 1,5 | – |
| 2023 | 9,9 | 2,0 | – |
| 2024+ | 9,9 | 2,0 | 8,0 |

La loi concernant le RPC autorise les ministres des Finances fédéral et provinciaux à modifier par règlement les taux de cotisation du Régime dans le cadre d'un examen triennal. Cependant, les majorations annuelles des taux de cotisation ne peuvent dépasser 0,2 point de pourcentage, sans quoi une mesure législative s'impose.

Dans le cas du Régime de base, si un rapport actuariel triennal du RPC devait prévoir un taux de cotisation minimal supérieur au taux prévu par la loi et que les ministres des Finances ne font aucune recommandation concernant l'augmentation ou le maintien du taux prévu par la loi, les dispositions du *Régime de pensions du Canada* concernant les taux insuffisants s'appliqueraient. Le taux de cotisation du RPC de base serait alors majoré progressivement et l'indexation des prestations en cours de paiement pourrait être temporairement suspendue.

Dans le cas du Régime supplémentaire, si un rapport actuariel triennal du RPC devait prévoir que les taux de cotisation minimaux supplémentaires s'écartent dans une certaine mesure de leurs taux prévus par la loi respectifs et que les ministres des Finances fédéral et provinciaux n'en viennent à aucun accord sur la manière de remédier à cet écart, le règlement sur la viabilité du RPC supplémentaire régirait les mesures à prendre, c'est-à-dire modifier les prestations et peut-être les taux de cotisation supplémentaires. Le règlement portant sur la viabilité du RPC supplémentaire, soit le *Règlement sur la viabilité du régime de pensions supplémentaire du Canada,* est entré en vigueur le 1er février 2021.

## A.5 Pension de retraite

### A.5.1 Critères d'admissibilité

Une personne de 60 ans ou plus devient admissible à une pension de retraite du RPC de base si elle a versé des cotisations pendant au moins une année civile. De plus, un particulier doit présenter une demande de pension de retraite pour la recevoir. Toutefois, depuis le 1er janvier 2020, l'obligation de présenter une demande de pension de retraite ne s'applique plus à une personne admissible âgée de 70 ans ou plus qui touche une autre prestation du RPC, du programme de la SV ou d'un régime provincial et/ou qui a produit une déclaration de revenus relativement à l'année précédant celle au cours de laquelle on envisagera d'accorder la dispense.

Avant 2012, le critère de cessation d'emploi s'appliquait pour qu'une pension de retraite soit payable avant l'âge de 65 ans. Ce critère exigeait que les personnes qui présentaient une demande de pension de retraite anticipée du RPC (avant l'âge de 65 ans) cessent de travailler ou réduisent considérablement leurs gains au cours du mois du début du versement de la pension ainsi que le mois précédent. Ces personnes pouvaient retourner au travail ou augmenter leurs gains dans le mois suivant le début du versement de la pension sans que cela n'affecte leur admissibilité ou le montant de leur pension. Par contre, il n'était plus possible de cotiser au RPC après avoir commencé à recevoir une pension de retraite. Il n'y avait aucun critère de cessation d'emploi à compter de 65 ans.

Depuis le 1er janvier 2012, le critère de cessation d'emploi ne s'applique plus et les personnes de moins de 65 ans qui choisissent de continuer à travailler au Canada ailleurs qu'au Québec, tout en recevant une pension de retraite du RPC ou du RRQ, sont tenues, ainsi que leurs employeurs, de cotiser au RPC. Les bénéficiaires actifs âgés de 65 ans et plus ont l'option de continuer à cotiser au Régime et s'ils le font, leurs employeurs doivent également cotiser. Les cotisations des bénéficiaires actifs servent à leur offrir une prestation après-retraite du RPC de base et du Régime

supplémentaire et n'ont aucune incidence sur l'admissibilité aux autres prestations du RPC, sauf pour les prestations d'invalidité après-retraite. À compter de 70 ans, il n'est plus permis de cotiser au Régime.

Les critères d'admissibilité aux prestations de retraite du Régime supplémentaire sont ceux du RPC de base. Autrement dit, un cotisant est réputé être admissible aux prestations de retraite du RPC supplémentaire s'il est admissible à celles du Régime de base.

### A.5.2 Montant de la pension

Le montant initial de la pension de retraite mensuelle payable à un cotisant en vertu du RPC est égal à la somme de ses prestations de retraite payables aux termes des Régimes de base et supplémentaire.

#### RPC de base

Le montant initial de la pension de retraite mensuelle payable à un cotisant du Régime de base repose sur l'historique complet de ses gains ouvrant droit à pension au cours de la période cotisable. La pension de retraite du Régime de base correspond à 25 % de la moyenne du MGAP de l'année de la retraite et des quatre années précédentes, soit la moyenne du maximum des gains ouvrant droit à pension (MMGP), ajustée pour tenir compte des gains ouvrant droit à pension du cotisant. À cette fin, les gains ouvrant droit à pension du cotisant à l'égard d'un mois donné sont indexés du ratio de la MMGP de l'année de la retraite au MGAP de l'année du mois donné.

Certaines périodes comportant de faibles gains ouvrant droit à pension peuvent être exclues pour le calcul de la pension, notamment en raison du versement de la pension qui commence après 65 ans, d'une invalidité, de soins à un enfant de moins de sept ans et de la disposition générale d'exclusion.

La disposition générale d'exclusion permet d'exclure un certain nombre d'années de gains faibles ou nuls dans le calcul de la pension de retraite. Par exemple, si un particulier avait commencé à recevoir sa pension de retraite à l'âge de 65 ans en 2022, cette disposition permettait de retrancher 17 % des mois au cours desquels les gains ont été les plus faibles (jusqu'à un maximum d'environ huit ans) pour le calcul des prestations. La disposition générale d'exclusion était de 15 % entre 1966 et 2011, de 16 % en 2012 et 2013, et elle est de 17 % depuis 2014. Ainsi, le nombre maximum d'années de gains faibles ou nuls pouvant être exclues du calcul de la pension de retraite des cotisants qui touchent leurs prestations à 65 ans est passé d'environ sept à huit ans. Le pourcentage d'exclusion effectivement appliqué est basé sur l'année au cours de laquelle débute la pension. L'augmentation de la disposition générale d'exclusion accroît la pension de retraite ainsi que les prestations d'invalidité et de survivant du RPC, puisque ces prestations sont déterminées en fonction de la pension de retraite.

La prestation de retraite maximale payable en vertu du RPC de base à 65 ans en 2022 est de 14 925 $ par année, soit 1 243,75 $ par mois.

## Régime supplémentaire

Les prestations de retraite supplémentaires du RPC sont calculées en fonction des premiers et deuxièmes gains mensuels supplémentaires ouvrant droit à pension. Les premiers gains mensuels supplémentaires ouvrant droit à pension équivalent au total des gains mensuels ajustés ouvrant droit à pension à concurrence du MGAP pour la période de 480 mois les mieux rémunérés de la première période cotisable supplémentaire (ou le nombre de mois de la première période cotisable supplémentaire s'il est moindre), divisé par 480. De même, les deuxièmes gains supplémentaires ouvrant droit à pension équivalent au total des gains mensuels ajustés ouvrant droit à pension compris entre le MGAP et le MSGAP pour la période de 480 mois les mieux rémunérés de la deuxième période cotisable supplémentaire (ou le nombre de mois de la deuxième période cotisable supplémentaire s'il est moindre), divisé par 480. Les calculs qui précèdent permettent d'acquérir chaque mois 1/480e de la prestation totale.

Les prestations de retraite mensuelles supplémentaires correspondent à la somme de 8,33 % des premiers gains mensuels supplémentaires ouvrant droit à pension et de 33,33 % des deuxièmes gains mensuels supplémentaires ouvrant droit à pension.

Les gains ouvrant droit à pension utilisés pour calculer les prestations de retraite supplémentaires sont rajustés en fonction de la date de retraite comme dans le cas du RPC de base, c'est-à-dire qu'ils sont indexés du ratio du MMGP au MGAP tel que décrit ci-dessus. De plus, afin de tenir compte du fait que les premiers taux de cotisation supplémentaires sont plus bas pendant les quatre premières années de la période de mise en œuvre (soit entre 2019 et 2022), les premiers gains mensuels supplémentaires ouvrant droit à pension sont multipliés par 0,15 en 2019, par 0,30 en 2020, par 0,50 en 2021 et par 0,75 en 2022.

Contrairement au RPC de base, le Régime supplémentaire ne comporte pas de dispositions d'exclusion. Le RPC supplémentaire renferme toutefois des dispositions « d'attribution d'un montant » afin de protéger les prestations supplémentaires contre des périodes de faibles gains ouvrant droit à pension attribuables à une invalidité ou au soin d'un enfant âgé de moins de sept ans.

Plus précisément, pour un particulier qui devient invalide après le 1er janvier 2019, un revenu sera attribué pour les périodes d'invalidité au cours desquelles les gains seront faibles ou nuls aux fins du calcul des prestations de retraite (et de survivant) du RPC supplémentaire. Le montant de l'attribution sera égal à 70 % des gains moyens du particulier au cours des six années précédant le début de l'invalidité.

Le montant de l'attribution des gains pour l'invalidité est calculé selon le nombre de mois de gains après 2018 et avant le début de l'invalidité. Toutefois, si la période est plus courte que 72 mois (six ans), l'attribution sera calculée d'après le nombre réel de mois de gains après 2018 et avant le début de l'invalidité.

Pour les parents d'enfants de moins de sept ans à compter du 1er janvier 2019, un montant sera attribué pour les périodes pendant lesquelles les parents prennent soin d'un enfant et au cours

desquelles leurs gains sont faibles ou nuls à compter du 1er janvier 2019 aux fins du calcul des prestations du RPC supplémentaire. Le montant de l'attribution est égal aux gains moyens du parent au cours des cinq années précédant la naissance ou l'adoption de l'enfant si ce montant est supérieur à ses gains réels au cours de la période pendant laquelle l'enfant n'avait pas encore sept ans.

Le montant de l'attribution des gains pour élever des enfants est calculé selon le nombre de mois de gains après 2018 et avant la naissance ou l'adoption d'un enfant. Toutefois, si la période est plus courte que 60 mois (cinq ans), l'attribution sera calculée d'après le nombre réel de mois de gains, mais pas moins de 36 mois. S'il y a moins de 36 mois de gains, l'attribution est calculée à l'aide de gains correspondant à 40 % du MGAP pour le nombre de mois manquants par rapport au minimum de 36 mois.

Les prestations de retraite du RPC supplémentaire seront basses au cours des premières années de Régime supplémentaire en raison des taux d'acquisition moindres au cours de la période de mise en œuvre et du nombre réduit d'années de cotisations. Les cotisations versées au fil du temps au RPC supplémentaire permettent aux particuliers d'acquérir des prestations supplémentaires partielles. Les prestations supplémentaires de retraite sont complètement acquises après avoir cotisé pendant environ 40 ans.

La prestation de retraite supplémentaire maximale à l'âge de 65 ans en janvier 2022 est de 118,08 $ par année, ou 9,84 $ par mois, et devrait augmenter avec le temps. Les prestations de retraite du RPC supplémentaire sont initialement faibles au cours des premières années du régime supplémentaire en raison des taux d'accumulation plus faibles au cours de la période d'introduction progressive et du peu d'années de cotisations.

Les prestations de retraite supplémentaires maximales sont projetées au tableau 32. Un particulier dont les gains ouvrant droit à pension sont au moins égaux au MSGAP et qui a cotisé au Régime supplémentaire pendant au moins 40 ans à compter de 2025 ou après toucherait la prestation de retraite supplémentaire maximale payable de 7 759 $ par année, soit 647 $ par mois, en dollars ajustés des salaires de 2022[1]. Le tableau 32 tient compte de la période de mise en œuvre du Régime supplémentaire de 2019 à 2025. La prestation de retraite maximale du Régime supplémentaire représente une hausse de 52 % par rapport à la prestation de retraite maximale du RPC de base.

[1] Pour une année donnée, la valeur en dollars ajustés des salaires de 2022 équivaut à la valeur correspondante en dollars courants, divisée par l'augmentation cumulative prévue des salaires nominaux depuis 2022.

**Tableau 32 Projection des prestations de retraite maximales du RPC supplémentaire**

Gains ouvrant droit à pension supérieurs ou égaux au MGAP avant 2024, et au MSGAP à compter de 2024
Tous les montants sont en dollars ajustés des salaires de 2022
Prestation de retraite maximale du RPC de base en 2022 : 14 925 $ par année (1 243,75 $ par mois)

| Début de la rente de retraite à 65 ans au 1er janvier | Nombre d'années de cotisations au RPC supplémentaire [1] | Prestation de retraite du RPC supplémentaire | |
|---|---|---|---|
| Année | | Mensuelle | Annuelle |
| 2024 | 5 | 28 $ | 336 $ |
| 2029 | 10 | 106 $ | 1 271 $ |
| 2044 | 25 | 348 $ | 4 180 $ |
| 2065 | 46 [2] | 647 $ | 7 759 $ |

(1) Toutes les années à compter de 2019 jusqu'à l'année précédant la retraite.
(2) 40 années de cotisations au maximum.

### A.5.3 Ajustement à la pension de retraite anticipée ou ajournée

La pension de retraite du RPC fait l'objet d'un ajustement de la pension selon l'année et l'âge du cotisant au début du versement de la pension de retraite. Puisque la pension de retraite mensuelle initiale correspond à la somme des prestations de retraite en vertu des Régimes de base et supplémentaire, cet ajustement est appliqué à la prestation de retraite de chacun de ces volets.

La prestation de retraite est ajustée en permanence à la hausse ou à la baisse au moyen d'un facteur pour chaque mois respectivement avant et après l'âge de 65 ans et l'âge auquel débute le versement de la pension ou 70 ans, selon la première éventualité. Avant 2011, le facteur d'ajustement était de 0,5 % par mois, que le versement de la pension débute avant ou après 65 ans. Ce facteur a été changé en 2011. Pour les cotisants touchant des prestations de retraite anticipée (avant 65 ans), le facteur d'ajustement a augmenté progressivement pour atteindre 0,6 % par mois au cours de la période de cinq ans comprise entre 2012 et 2016. Pour ceux dont le versement de la pension débute après 65 ans, le facteur est passé progressivement à 0,7 % par mois au cours de la période de trois ans comprise entre 2011 et 2013. Le tableau 33 indique les facteurs d'ajustement de la pension du RPC prévus par la loi.

**Tableau 33 Facteurs législatifs d'ajustment de la pension** (pourcentages)

| Date de prise d'effet | Facteur d'ajustement mensuel à la baisse avant 65 ans | Facteur d'ajustement mensuel à la hausse après 65 ans |
|---|---|---|
| Avant 2011 | 0,50 | 0,50 |
| 1er janvier 2011 | 0,50 | 0,57 |
| 1er janvier 2012 | 0,52 | 0,64 |
| 1er janvier 2013 | 0,54 | 0,70 |
| 1er janvier 2014 | 0,56 | 0,70 |
| 1er janvier 2015 | 0,58 | 0,70 |
| 1er janvier 2016 | 0,60 | 0,70 |

Le facteur d'ajustement de la pension à la baisse de 0,6 % par mois applicable à compter de 2016 se traduit par une réduction de 36 % de la pension dont le versement débute à 60 ans. Le facteur d'ajustement à la hausse de 0,7 % par mois applicable à compter de 2013 se traduit par une augmentation de 42 % de la pension dont le versement débute à 70 ans.

En vertu du paragraphe 115(1,11) du *Régime de pensions du Canada*, l'actuaire en chef calcule les facteurs d'ajustement de la pension et les précise à chaque troisième rapport actuariel triennal du RPC à compter du rapport actuariel du RPC au 31 décembre 2015. S'il l'estime nécessaire, l'actuaire en chef peut également préciser ces facteurs dans tout rapport actuariel supplémentaire du RPC après 2015.

En vertu de la législation, le premier rapport actuariel du RPC à préciser les facteurs d'ajustement de la pension était le 27e rapport actuariel du RPC au 31 décembre 2015, qui a été déposé à la Chambre des communes le 27 septembre 2016. La méthode utilisée dans le calcul des facteurs est décrite dans le document *Facteurs d'ajustement actuariel du Régime de pensions du Canada tels que précisés dans le 27e rapport actuariel du Régime de pensions du Canada au 31 décembre 2015 – Étude actuarielle no 18,* publié par le BAC en avril 2017. Les facteurs d'ajustement des pensions sont revus à chaque évaluation actuarielle triennale. Conformément à la loi régissant le RPC, les facteurs sont précisés dans un rapport actuariel triennal sur trois, ou plus fréquemment si l'actuaire en chef le juge nécessaire. Les facteurs d'ajustement des pensions seront précisés dans le prochain rapport actuariel du RPC au 31 décembre 2024.

### A.5.4 Bénéficiaires actifs – Prestation après-retraite

Avant 2012, les particuliers qui touchaient une pension de retraite du RPC et retournaient ensuite au travail (c.-à-d. les bénéficiaires actifs) ne cotisaient pas, et donc leur pension du RPC ne continuait pas à s'accumuler. Depuis le 1er janvier 2012, les particuliers âgés de moins de 65 ans qui touchent une pension de retraite du RPC ou du RRQ alors qu'ils travaillent au Canada ailleurs qu'au Québec doivent cotiser au RPC – une mesure qui s'applique également à leurs employeurs. Les bénéficiaires actifs âgés de 65 à 69 ans ne sont pas tenus de cotiser, mais peuvent le faire s'ils le désirent. Les employeurs de ces bénéficiaires actifs qui ont choisi de cotiser doivent également cotiser.

Les cotisations payées par les bénéficiaires actifs donnent droit à une prestation après-retraite dont le montant total est égal à la somme des prestations de retraite acquises pendant la retraite en vertu des Régimes de base et supplémentaire.

La prestation après-retraite est acquise au taux de 1/40e de la pension de retraite maximale par année de cotisation après la retraite et est ajustée en fonction du niveau de gains applicable et de l'âge du cotisant.

Pour le RPC de base comme pour le Régime supplémentaire, les cotisations versées par les bénéficiaires actifs pour acquérir des prestations après-retraite n'ont pas d'incidence sur l'admissibilité aux autres prestations du RPC, à l'exception de la prestation d'invalidité

après-retraite décrite ci-après. Les gains ouvrant droit à pension et les gains supplémentaires ouvrant droit à pension des bénéficiaires actifs ne sont pas admissibles au partage des droits.

Un cotisant est admissible à la prestation après-retraite à compter de l'année suivant l'année durant laquelle il a cotisé au Régime, et plusieurs prestations après-retraite peuvent s'accumuler au fil du temps. Le montant total combiné de la pension de retraite et de la prestation après-retraite peut être supérieur au montant maximal pouvant être versé au titre du RPC ou du RRQ. Tout comme pour la pension de retraite du RPC, la prestation après-retraite est versée à vie au participant.

Pour un bénéficiaire actif qui a commencé à toucher sa pension de retraite à 64 ans, les prestations après-retraite maximales à 65 ans sont respectivement de 31,09 $ et de 5,17 par mois avec le RPC de base et supplémentaire à partir de janvier 2022. Cela représente une prestation après-retraite totale de 453,12 $ par année, soit 36,26 $ par mois.

## A.6 Prestation d'invalidité

### A.6.1 Critères d'admissibilité

Une personne est dite invalide si elle est atteinte d'une invalidité physique ou mentale grave et prolongée. L'invalidité est grave si elle rend la personne régulièrement incapable de détenir une occupation véritablement rémunératrice. L'invalidité est prolongée si elle doit vraisemblablement durer indéfiniment ou entraîner vraisemblablement le décès.

Une personne qui devient invalide avant son 65e anniversaire et qui ne touche pas une pension de retraite du RPC est admissible à une pension d'invalidité si, au moment du début de son invalidité, elle avait déjà cotisé pendant au moins quatre des six dernières années civiles comprises, en tout ou en partie, dans sa période cotisable. Les cotisations doivent porter sur des gains qui ne sont pas inférieurs à 10 % du MGAP arrondi, le cas échéant, au multiple inférieur précédent de 100 $. Depuis 2008, les cotisants ayant versé des cotisations au Régime pendant au moins 25 ans satisfont aux exigences d'admissibilité s'ils ont versé des cotisations au cours de trois des six dernières années.

Les critères d'admissibilité à la pension d'invalidité du Régime supplémentaire sont ceux du RPC de base. Autrement dit, un cotisant est réputé être admissible à la pension d'invalidité du RPC supplémentaire s'il est admissible à celle du Régime de base.

### A.6.2 Montant de la prestation

Le montant initial de la prestation d'invalidité mensuelle payable correspond à la somme des prestations d'invalidité payables en vertu des Régimes de base et supplémentaire.

Le montant initial de la pension d'invalidité mensuelle payable en vertu du RPC de base correspond à la somme d'un montant uniforme (524,64 $ par mois en 2022), basé uniquement sur l'année au cours de laquelle la prestation est payable, et d'un montant calculé en fonction des

gains qui correspond à 75 % de la pension de retraite qui serait payable en vertu du Régime de base au début de l'invalidité en supposant que la période cotisable prenait fin à cette date et qu'aucun ajustement de la pension n'était appliqué.

Le montant initial de la pension d'invalidité mensuelle payable en vertu du Régime supplémentaire est fondé uniquement sur les gains et correspond à 75 % de la pension de retraite supplémentaire qui serait payable au début de l'invalidité en supposant que les première et deuxième périodes cotisables prenaient fin à cette date et qu'aucun ajustement de la pension n'était appliqué.

La conversion automatique d'une pension d'invalidité du RPC en une pension de retraite au 65e anniversaire est basée sur les gains ouvrant droit à pension de base et supplémentaires au début de l'invalidité, indexée en fonction des prix jusqu'au 65e anniversaire. En d'autres termes, l'indexation entre le début de l'invalidité et le 65e anniversaire, qui détermine le taux initial de la pension de retraite du RPC, est liée à l'augmentation des prix plutôt qu'à l'augmentation des salaires.

Les pensions d'invalidité maximales mensuelles du Régime de base et supplémentaire à partir de janvier 2022 sont respectivement de 1 457,45 $ et de 7,38 $, pour un total de 1 464,83 $ par mois ou de 17 577,96 $ pour l'année.

Le montant des prestations d'invalidité supplémentaires du RPC est d'abord bas au cours des premières années du Régime supplémentaire en raison des taux d'acquisition moindres pendant la période de mise en œuvre et du nombre réduit d'années de cotisations. Le montant projeté des prestations d'invalidité maximales du RPC supplémentaire, en dollars ajustés des salaires de 2022, est indiqué au tableau 34. Le tableau tient compte de la période de mise en œuvre du Régime supplémentaire de 2019 à 2025. La prestation d'invalidité maximale supplémentaire payable est de 5 819 $ par année, soit 485 $ par mois, en dollars ajustés des salaires de 2022.

**Tableau 34 Projection des prestations d'invalidité maximales du RPC supplémentaire**

Gains ouvrant droit à pension avant l'invalidité supérieurs ou égaux au MGAP avant 2024 et au MSGAP à compter de 2024
Tous les montants sont en dollars ajustés des salaires de 2022

| Au 1er janvier | Nombre d'années de cotisations au RPC supplémentaire (1) | Prestation d'invalidité du RPC supplémentaire | |
|---|---|---|---|
| Année | | Mensuelle | Annuelle |
| 2024 | 5 | 21 $ | 252 $ |
| 2029 | 10 | 79 $ | 953 $ |
| 2044 | 25 | 261 $ | 3 135 $ |
| 2065+ | 46 (2) | 485 $ | 5 819 $ |

(1) Toutes les années à compter de 2019 jusqu'à l'année précédant la retraite.
(2) 40 années de cotisations au maximum.

### A.6.3 Prestation d'invalidité après-retraite (RPC de base seulement)

Avant 2019, les bénéficiaires de la pension de retraite du RPC de base qui étaient déclarés invalides après le début du versement de leur pension de retraite ne pouvaient toucher la pension d'invalidité du RPC, même s'ils étaient âgés de moins de 65 ans et respectaient par ailleurs les critères d'admissibilité. À compter du 1er janvier 2019, une prestation d'invalidité après-retraite égale au montant uniforme de la pension d'invalidité (524,64 $ par mois en 2022) sera payable en vertu du Régime de base aux bénéficiaires d'une pension de retraite qui sont déclarés invalides avant d'avoir 65 ans. Les cotisations versées par les bénéficiaires actifs au titre des prestations après-retraite sont utilisées pour établir l'admissibilité à la prestation d'invalidité après-retraite. Les bénéficiaires admissibles touchent la prestation d'invalidité après-retraite en plus de la rente de retraite, et les enfants à charge des retraités invalides reçoivent des prestations pour enfants.

La prestation d'invalidité après-retraite ne relève que du RPC de base. Aucune prestation d'invalidité après-retraite supplémentaire n'est payable en vertu du Régime supplémentaire.

## A.7 Pension de survivant

### A.7.1 Critères d'admissibilité

Une personne qui était mariée à un cotisant ou qui était son conjoint de fait au moment du décès du cotisant est considérée comme un survivant du cotisant décédé. Le survivant a droit à une pension de survivant si les conditions suivantes sont réunies à la date du décès du cotisant :

- Le cotisant décédé doit avoir cotisé durant le moindre (i) de dix années civiles ou (ii) du tiers du nombre total d'années comprises intégralement ou partiellement dans sa période cotisable, mais durant au moins trois années.
- Si le conjoint survivant est le conjoint séparé du cotisant décédé, le cotisant ne devait cohabiter avec aucun conjoint de fait au moment du décès. Si le conjoint survivant est le conjoint de fait du cotisant décédé, ceux-ci doivent avoir cohabité pendant au moins un an immédiatement avant le décès du cotisant. Si le cotisant décédé et son conjoint de fait sont du même sexe, le décès du cotisant doit être survenu le 17 avril 1985 ou après.
- Avant 2019, le conjoint ou conjoint de fait survivant devait avoir des enfants à charge, être invalide ou être âgé d'au moins 35 ans. À compter du 1er janvier 2019, ces conditions ne s'appliquent plus.

Les critères d'admissibilité à la pension de survivant du RPC supplémentaire sont ceux du Régime de base. Autrement dit, une personne est admissible à une pension de survivant du RPC supplémentaire si elle est admissible à la pension de survivant du RPC de base.

### A.7.2 Montant de la pension

Le montant initial de la pension de survivant mensuelle payable en vertu du RPC est égal à la somme des prestations de survivant payables aux termes des Régimes de base et supplémentaire.

Avant 2019, les survivants non invalides qui n'avaient pas d'enfant à charge voyaient leur pension de survivant amputée de 10 % pour chaque année comprise entre l'âge du survivant au moment du décès du cotisant et 45 ans. Cette réduction demeurait en vigueur jusqu'à ce que le survivant atteigne l'âge de 65 ans et que la pension de survivant soit alors recalculée. Cela signifie que les survivants âgés de moins de 35 ans au moment du décès du cotisant qui n'étaient pas invalides et n'avaient pas d'enfant à charge étaient privés d'une pension de survivant jusqu'à l'âge de 65 ans.

À compter du 1er janvier 2019, les réductions à la pension de survivant ne s'appliquent plus pour les survivants âgés de moins de 45 ans au moment du décès du cotisant qui ne sont pas invalides ou qui n'ont pas d'enfant à charge. Le conjoint ou conjoint de fait survivant de tout cotisant au RPC qui a versé des cotisations suffisantes touchera une pension de survivant non réduite.

Le montant de la pension de survivant diffère selon que le survivant est âgé de moins ou de plus de 65 ans, tel que décrit ci-après. Peu importe l'âge, les prestations de survivant supplémentaires seront peu élevées au cours des premières années du RPC supplémentaire en raison des taux d'acquisition moindres pendant la période de mise en œuvre et du nombre réduit d'années de cotisations supplémentaires précédant le décès du cotisant.

#### A.7.2.1 Nouveau survivant âgé de moins de 65 ans

La pension de survivant mensuelle initiale payable jusqu'au 65e anniversaire du conjoint ou du conjoint de fait survivant correspond à la somme de la pension uniforme payable du RPC de base et des pensions liées aux gains payables des Régimes de base et supplémentaire. Il n'y a pas de pension uniforme au titre du Régime supplémentaire.

Le montant de la pension de survivant uniforme du RPC de base dépend uniquement de l'année pendant laquelle elle est payable (204,69 $ par mois en 2022).

Les pensions liées aux gains qui sont payables en vertu des Régimes de base et supplémentaire ne dépendent au départ que de l'historique des gains ouvrant droit à pension et des gains ouvrant droit à pension supplémentaires du cotisant, respectivement, à la date de son décès. La pension de survivant initiale liée aux gains correspond à 37,5 % de la pension de retraite du cotisant décédé s'il recevait une pension, ou de la pension de retraite qui lui aurait été payable si sa période cotisable et ses périodes cotisables supplémentaires avaient pris fin au moment de son décès. Dans un cas comme dans l'autre, aucun ajustement de la pension ne s'appliquerait.

Le montant maximal de la pension de survivant liée aux gains du RPC de base et supplémentaire pour les nouveaux survivants âgés de moins de 65 ans est respectivement de 466,41 $ et de 3,69 $ à partir de janvier 2022. En tout et en tenant compte du montant forfaitaire du RPC de

base, la pension maximale de survivant du RPC en janvier 2022 pour les nouveaux survivants âgés de moins de 65 ans est de 8 097,48 $ par année, soit 674,79 $ par mois.

Dans le RPC supplémentaire, la pension de survivant est initialement peu élevée au cours des premières années du Régime, en raison des taux d'accumulation moins élevés pendant les premières années et du peu d'années de cotisations. Le montant projeté des prestations de survivant maximales du RPC supplémentaire en dollars ajustés des salaires de 2022 est indiqué au tableau 35. Le tableau tient compte de la période de mise en œuvre du Régime supplémentaire de 2019 à 2025. La pension de survivant supplémentaire maximale payable aux survivants âgés de moins de 65 ans est de 2 910 $ par année, soit 243 $ par mois, en dollars ajustés des salaires de 2022.

**Tableau 35 Projection des prestations de survivant maximales du RPC supplémentaire, survivant âgé de moins de 65 ans**

Gains antérieurs du cotisant décédé supérieurs ou égaux au MGAP avant 2024 et au MSGAP à compter de 2024
Tous les montants sont en dollars ajustés des salaires de 2022

| Au 1er janvier | Nombre d'années de cotisations antérieures du cotisant décédé au RPC supplémentaire [1] | Prestation de survivant du RPC supplémentaire | |
|---|---|---|---|
| Année | | Mensuelle | Annuelle |
| 2024 | 5 | 11 $ | 126 $ |
| 2029 | 10 | 40 $ | 477 $ |
| 2044 | 25 | 131 $ | 1 568 $ |
| 2065+ | 46 [2] | 243 $ | 2 910 $ |

(1) Toutes les années à compter de 2019.
(2) 40 années de cotisations au maximum.

### A.7.2.2 Survivant âgé de 65 ans ou plus

À son 65e anniversaire, ou au début de son veuvage s'il survient à un âge plus avancé, un conjoint ou un conjoint de fait survivant admissible a droit à une pension de survivant mensuelle représentant 60 % de la pension de retraite du cotisant décédé s'il recevait une pension, ou de la pension de retraite qui lui aurait été payable si sa période cotisable et ses périodes cotisables supplémentaires avaient pris fin au moment de son décès. Dans un cas comme dans l'autre, aucun ajustement actuariel de la pension n'est applicable.

Le montant maximal de la pension de survivant du RPC de base et supplémentaire payable en janvier 2022 pour les survivants âgés de 65 ans ou plus est respectivement de 746,25 $ et de 5,90 $ par mois, pour un total de 752.15 $ soit 9 025,80 $ pour l'année.

Comme pour les pensions de survivant pour les survivants de moins de 65 ans, les pensions de survivants pour ceux âgés de 65 ans et plus sont initialement peu élevées au cours des premières années du Régime en raison des plus faibles taux d'accumulation pendant les premières années et du peu d'années de cotisation. Le montant projeté des prestations de survivant maximales du RPC supplémentaire en dollars ajustés des salaires de 2022 est indiqué au tableau 36. Le tableau tient compte de la période de mise en œuvre du Régime supplémentaire de 2019 à 2025. La

pension de survivant supplémentaire maximale payable aux survivants âgés de 65 ans ou plus est de 4 655 $ par année, soit 388 $ par mois, en dollars ajustés des salaires de 2022.

**Tableau 36 Projection des prestations de survivant maximales du RPC supplémentaire, survivant âgé de 65 ans ou plus**

Gains antérieurs du cotisant décédé supérieurs ou égaux au MGAP avant 2024 et au MSGAP à compter de 2024
Tous les montants sont en dollars ajustés des salaires de 2022

| Au 1er janvier | Nombre d'années de cotisations antérieures du cotisant décédé au RPC supplémentaire [1] | Prestation de survivant du RPC supplémentaire | |
|---|---|---|---|
| Année | | Mensuelle | Annuelle |
| 2024 | 5 | 17 $ | 201 $ |
| 2029 | 10 | 64 $ | 762 $ |
| 2044 | 25 | 209 $ | 2 508 $ |
| 2065+ | 46 [2] | 388 $ | 4 655 $ |

(1) Toutes les années à compter de 2019.
(2) 40 années de cotisations au maximum.

## A.8 Prestation de décès (RPC de base seulement)

Un montant forfaitaire est payable à la succession d'un cotisant décédé si les règles d'admissibilité à une prestation de survivant sont satisfaites. Avant 2019, le montant de la prestation de décès correspondait à six fois le montant mensuel de la pension de retraite du RPC de base cumulée ou payable au cours de l'année du décès, sans aucun ajustement actuariel de la pension, limité à un montant égal à dix pour cent du MGAP pour les années avant 1998, et à 2 500 $ par la suite. Au 1er janvier 2019, la prestation de décès correspond au montant forfaitaire de 2 500 $.

La prestation de décès se rapporte uniquement au RPC de base. Il n'y a pas de prestation de décès en vertu du Régime supplémentaire.

## A.9 Prestation pour enfants (RPC de base seulement)

Chaque enfant âgé de moins de 18 ans, ou de 18 à 25 ans s'il fréquente à temps plein un établissement d'enseignement, qui est à la charge d'un cotisant admissible à une pension d'invalidité du RPC (qu'il s'agisse de la pension d'invalidité ou de la pension d'invalidité après-retraite) ou qui était à la charge d'un cotisant décédé satisfaisant les règles d'admissibilité à une pension de survivant a droit à une prestation mensuelle uniforme (264,53 $ en 2022). De plus, un enfant peut toucher simultanément plus d'une prestation pour enfants.

La prestation pour enfants se rapporte uniquement au RPC de base. Il n'y a pas de prestation pour enfants en vertu du RPC supplémentaire.

## A.10 Prestations combinées

Les règles sur les prestations combinées du RPC visant le paiement simultané de prestations d'invalidité et de survivant ou de prestations de retraite et de survivant sont complexes et exigent de calculer et de comparer divers montants.

Dans le cas des prestations combinées en vertu du RPC de base, s'il y a deux composantes uniformes, le bénéficiaire reçoit le montant le plus élevé. Dans le cas des composantes liées aux gains, le bénéficiaire touche la plus élevée et 60 % de la composante moins élevée. De plus, le total des composantes liées aux gains combinées est limité au montant maximal de la pension de retraite à 65 ans dans le cas de prestations combinées survivant et retraite et au montant maximal d'une prestation d'invalidité dans le cas de prestations combinées survivant et invalidité. Dans le cas des prestations combinées de survivant et de retraite lorsque la pension de retraite commence à être versée avant 65 ans, le montant final de la prestation de retraite est soumis à un ajustement actuariel.

Les prestations combinées en vertu du RPC supplémentaire suivent les mêmes règles que pour le Régime de base, sauf qu'aucune prestation uniforme n'est payable et que les limites visant les montants liés aux gains ne s'appliquent pas.

## A.11 Ajustement pour inflation

Toutes les prestations mensuelles en vertu du RPC sont indexées annuellement en fonction de l'inflation mesurée par l'indice de pension. Le 1er janvier de chaque année civile, le montant des prestations est multiplié par le ratio de l'indice de pension applicable à cette année civile à l'indice de pension de l'année précédente. Comme l'indice de pension pour une année est au moins égal à celui de l'année précédente, les prestations demeurent inchangées ou augmentent d'une année à l'autre.

## A.12 Partage des droits ouvrant droit à pension

Les gains ouvrant droit à pension et les gains ouvrant droit à pension supplémentaires peuvent être partagés entre les conjoints au moment du divorce ou de la séparation (union légale ou de fait) à l'égard de chacun des mois au cours desquels les conjoints ont cohabité. Les gains ouvrant droit à pension en vertu du RPC de base servent à établir l'admissibilité aux prestations du RPC, et tant les gains ouvrant droit à pension que les gains ouvrant droit à pension supplémentaires entrent dans le calcul du montant des prestations.

Les cotisants peuvent bénéficier d'un partage des droits même après le remariage. Cependant, les gains ouvrant droit à pension et les gains ouvrant droit à pension supplémentaires ne peuvent être partagés à l'égard d'une année au cours de laquelle la somme des gains attribués aux ex-conjoints est inférieure à deux fois l'EBA. Le partage des gains ouvrant droit à pension ne s'applique pas à une période de cohabitation pendant laquelle un ex-conjoint ou ex-conjoint de fait recevait une pension de retraite du RPC.

## A.13 Partage de la pension

Les conjoints en union légale ou de fait qui cohabitent peuvent volontairement, à la demande de l'un d'eux, partager les pensions de retraite du RPC selon le nombre d'années durant lesquelles ils ont cohabité. Cette règle s'applique à condition que les deux conjoints aient au moins l'âge minimum requis pour toucher une pension de retraite. Les pensions peuvent être partagées même si un seul des conjoints a cotisé au RPC. Le partage cesse à la date de séparation, de divorce ou de décès.

# Annexe B - Données, hypothèses et méthodologie

## B.1 Introduction et contexte

La présente section décrit les données, hypothèses et méthodes qui sous-tendent les projections financières de la section « Résultats » du présent rapport.

Les flux de trésorerie futurs des Régimes de base et supplémentaire sont projetés sur une longue période, soit plus de 75 ans, et dépendent d'hypothèses comme la fécondité, la mortalité, la migration, les taux d'activité de la population active, la création d'emplois, le taux de chômage, l'inflation, les gains d'emploi et les rendements des placements. Ces hypothèses constituent la base des projections des revenus et dépenses futurs des deux volets du RPC.

Au fil des ans, l'écart cumulatif entre les revenus tirés des cotisations et des placements et les dépenses des Régimes de base et supplémentaire génère l'actif cumulatif respectif. Le ratio de l'actif à la fin de l'année aux dépenses de l'année suivante (le ratio A/D) est ensuite calculé pour chacun des volets du RPC.

Dans le cas du Régime de base, le ratio A/D sert à déterminer le taux de cotisation de régime permanent, qui représente le taux de cotisation le plus faible qui permet de stabiliser à long terme le ratio. Le taux de cotisation de régime permanent est ainsi calculé avant de tenir compte des exigences de capitalisation intégrale des prestations nouvelles ou bonifiées. Le taux de capitalisation intégrale des prestations nouvelles ou bonifiées est déterminé sans tenir compte du taux de régime permanent. Il est ajouté à ce dernier pour calculer le taux de cotisation minimal.

Pour le RPC supplémentaire, le ratio A/D combiné à un taux de capitalisation de 100 % sur la base d'un groupe ouvert sert à établir les premier et deuxième taux de cotisation minimaux supplémentaires et toute exigence de capitalisation intégrale permanente des prestations nouvelles ou bonifiées. Les hausses temporaires des taux de cotisation minimaux supplémentaires pour amortir entièrement tous les coûts antérieurs résultant des prestations nouvelles ou bonifiées seraient déterminées séparément.

Bien que les hypothèses démographiques, économiques et de placement représentent les meilleures estimations de l'actuaire en chef, la situation financière subséquente future des Régimes de base et supplémentaire qui est présentée dans le présent rapport doit être interprétée avec prudence. Cette information n'est pas destinée à être utilisée comme des prédictions, mais plutôt comme des projections de la situation financière future des Régimes de base et supplémentaire.

Les revenus et dépenses futurs du RPC dépendent de nombreux facteurs économiques. Il importe de définir chaque hypothèse économique dans le cadre d'une perspective économique globale à long terme. Aux fins du présent rapport, il est présumé qu'une croissance modérée et durable de l'économie canadienne sera maintenue tout au long de la période de projection malgré les perspectives actuelles incertaines pour les principales économies.

L'examen actuariel du RPC comprend la projection de ses revenus et dépenses sur une longue période. Même si le meilleur jugement concernant les tendances économiques futures est utilisé, il demeure difficile d'anticiper tous les changements économiques qui pourraient survenir au cours de la période de projection. Il existe toujours un élément d'incertitude.

La pandémie de COVID-19 a eu de profondes répercussions sur les marchés du travail en 2020 et en 2021 en raison des mesures sanitaires et des mesures de confinement. D'importantes pertes d'emplois et des taux de chômage élevés ont également été observés. Toutefois, à la fin de 2021, les principales mesures des marchés du travail avaient rebondi, revenant aux niveaux antérieurs à la pandémie dans la plupart des secteurs de l'économie. Une incertitude à court terme découlant de la pandémie touche d'autres variables comme la mortalité, la migration et les salaires.

Le marché des capitaux a connu un rendement solide tout au long de 2021 après un repli initial lié à la pandémie à la fin de l'exercice 2019-2020. Cependant, des perturbations importantes l'ont secoué en 2022, lesquelles sont probablement attribuables à l'intensification du conflit en Ukraine. De plus, l'incertitude liée au taux d'inflation élevé en raison des perturbations de l'offre et de la demande causées par la pandémie a été exacerbée par le conflit en Ukraine. Compte tenu de ses incidences importantes sur les projections financières du RPC, l'intensification du conflit en Ukraine est considérée comme un événement subséquent qui a été pris en compte aux fins du présent 31e rapport actuariel du RPC.

En outre, le vieillissement prévu de la population et la poursuite du départ à la retraite des membres de la génération du baby-boom au cours des prochaines décennies engendreront certainement d'importants changements socio-économiques. Il se peut que l'évolution de la population en âge de travailler, et surtout de la population active, soit très différente de celle observée jusqu'à maintenant et de ce qui a été présumé aux fins du présent rapport.

D'autres facteurs s'ajoutent à l'incertitude, notamment le calendrier et le rythme de la transition vers une économie verte, le rythme des progrès technologiques et de l'innovation, ainsi que les politiques mondiales en matière de protectionnisme et de mondialisation.

Au fur et à mesure du déroulement de tous ces événements, le contexte économique, démographique et de placement continue de faire l'objet d'une volatilité et à d'une imprévisibilité soutenues. Le BAC continuera à surveiller les tendances actuelles et émergentes et ajustera les hypothèses si nécessaire dans les prochains rapports.

## B.2 Données

Le tableau 37 répertorie les sources de données utilisées pour ce rapport, classées par hypothèses principales. Les dernières années de données sont également répertoriées.

Tableau 37 Sources de données

| Hypothèses principales | Source de données | Dernière année de résultat |
|---|---|---|
| Population [1] | | |
| Fécondité | Statistique Canada, Institut de la statistique du Québec | 2020 |
| Migration | Statistique Canada | 2021 |
| Mortalité | Tables de mortalité de Statistique Canada | 2020 [1] |
| Population initiale | Statistique Canada | 2021 |
| Économique | | |
| IPC | Statistique Canada | 2022 [2] |
| Augmentations du salaire réel | Statistique Canada | 2022 [3] |
| | Registre des gains de EDSC | 2020 |
| Population active (taux d'activité, d'emploi et de chômage) | Statistique Canada | 2021 |
| Gains totaux et gains cotisables | Registre des gains de EDSC | 2020 |
| Cotisations | EDSC | 2020 |
| | Agence du revenu du Canada | 2020 |
| Prestations | Données administratives de EDSC | 2021 |
| Actif et placements | OIRPC | 2022 [4] |
| | Rapport de l'Institut canadien des actuaires sur les statistiques économiques canadiennes 1924-2021 | 2021 |
| Charges d'exploitation | EDSC et OIRPC | 2021 |

(1) Les révisions des tables de mortalité de 1980 à 2019 et les nouvelles tables de mortalité de 2020 publiées par Statistique Canada en janvier 2022 ont été prises en compte.
(2) Les données sur l'inflation publiées par Statistique Canada jusqu'en mai 2022 ont été prises en compte.
(3) Aux fins de projection du MGAP pour 2023, les données jusqu'en avril 2022 ont été prises en compte.
(4) Les résultats financiers de l'OIRPC jusqu'au premier trimestre de l'exercice 2022-2023 (au 30 juin 2022) ont été pris en compte.

En plus des sources de données répertoriées ci-dessus, d'autres sources de données et de référence ont été consultées pour l'élaboration des hypothèses utilisées dans le présent rapport, comme les données sur la mortalité du Royaume-Uni et des États-Unis et diverses prévisions économiques.

## B.3 Hypothèses démographiques

Les données historiques et projetées de la population du Canada excluant le Québec sont utilisées pour calculer les cotisations et les prestations futures des cohortes pertinentes de cotisants et de bénéficiaires du RPC.

Les données sur la population du Canada et du Québec au 1er juillet 2021 sont utilisées comme point de départ. Elles sont par la suite projetées, selon l'âge et le sexe, d'une année à l'autre en ajoutant les naissances et la migration nette et en soustrayant les décès. Les hypothèses de fécondité, mortalité et migration sont appliquées à la population de départ afin de déterminer le nombre annuel de naissances, de décès et de migrants nets. La population pertinente pour le RPC, soit la population du Canada excluant le Québec, s'obtient en soustrayant la population projetée du Québec de celle du Canada.

La population visée par le RPC comprend le Canada excluant le Québec, mais englobe tous les membres des Forces canadiennes (FC) et de la Gendarmerie royale du Canada (GRC).

La démarche utilisée ci-dessus pour déterminer la population du RPC ne tient pas explicitement compte des membres des FC ou de la GRC qui résident au Québec ou à l'extérieur du Canada. Cependant, ce groupe est pris en compte implicitement en calculant le nombre de personnes qui ont des gains d'emploi et le taux de participation au RPC, tel que décrit à la section B.5 de la présente annexe.

### B.3.1 Population initiale au 1er juillet 2021

Les plus récentes estimations de la population de Statistique Canada au 1er juillet 2021 pour le Canada et le Québec, selon l'âge et le sexe, constituent le point de départ des projections démographiques. Ces estimations proviennent du Recensement de 2016. Elles sont ajustées pour répartir le groupe des 100 ans et plus par âge individuel d'après la répartition selon l'âge des bénéficiaires du programme de la Sécurité de la vieillesse âgés de 100 ans et plus.

### B.3.2 Indices de fécondité

Il y a deux variantes de l'indice de fécondité : l'indice total de fécondité et l'indice de fécondité par cohorte. L'indice total de fécondité correspond au nombre moyen d'enfants nés au cours d'une année civile donnée. Plus précisément, il s'agit de la somme des indices de fécondité par groupe d'âge pour les femmes de 15 à 49 ans au cours d'une année civile donnée. Quant à l'indice de fécondité par cohorte, il correspond au nombre moyen d'enfants qu'une femme née au cours d'une année donnée a au cours de sa vie. Il donne une idée des tendances et des variations entre différentes générations au fil du temps.

L'indice total de fécondité au Canada a chuté de façon significative depuis la période du baby-boom, au cours de laquelle il a atteint un sommet d'environ 4,0 enfants par femme à la fin des années 1950. La période du baby-bust (effondrement de la natalité) qui a suivi au milieu des années 1960 a amorcé un recul de l'indice total de fécondité, celui-ci passant à un seuil alors record de 1,6 enfant par femme au milieu des années 1980. L'indice total de fécondité a augmenté légèrement au début des années 1990, mais a ensuite reculé davantage dans l'ensemble pour s'établir à 1,5 à la fin des années 1990. À partir des années 2000, le Canada a été l'un des nombreux pays industrialisés où l'indice total de fécondité a connu une hausse. En 2008, l'indice total de fécondité pour le Canada avait atteint 1,68. Cependant, dans certains pays industrialisés, dont le Canada, l'indice total de fécondité a diminué depuis 2008, ce qui pourrait être causé par le ralentissement économique de 2008, l'incertitude économique persistante ainsi que d'autres facteurs.

L'indice total de fécondité pour le Canada se situait à 1,47 en 2019 et à 1,40 en 2020. La baisse importante en 2020 pourrait être attribuable à un niveau élevé d'incertitude et à la diminution marquée de l'immigration découlant de la pandémie de COVID-19.

Au Québec, la situation a été semblable à celle du Canada. L'indice total de fécondité au Québec, qui était de 4,0 par femme dans les années 1950, a également chuté, mais dans une plus grande mesure, pour atteindre 1,4 au milieu des années 1980. L'indice s'est ensuite légèrement rétabli au début des années 1990 à plus de 1,6 puis a reculé à moins de 1,5 à la fin des années 1990.

L'indice de fécondité pour le Québec a augmenté après la mise en place des centres de la petite enfance du Québec en 1997 et celle du Régime québécois d'assurance parentale (RQAP) en 2006. L'indice a beaucoup augmenté après l'an 2000, atteignant 1,74 en 2008. En 2006, l'indice du Québec a surpassé celui du Canada pour la première fois depuis 1958. Toutefois, tout comme au Canada, l'indice de fécondité au Québec a diminué ces dernières années. L'indice total de fécondité pour le Québec se situait à 1,57 en 2019 et à 1,52 en 2020.

Bien des facteurs, dont les comportements sociaux, les techniques de reproduction et les conditions économiques et environnementales, influent sur les indices de fécondité. Bien que les indices totaux de fécondité aient connu des périodes de croissance au cours des dernières décennies, il est peu probable qu'ils reviennent à leurs niveaux historiques à moins de changements sociétaux importants. Aux fins du présent rapport, il est supposé que l'incertitude économique persistante et la pandémie de COVID-19 ont temporairement réduit l'indice total de fécondité, les couples choisissant d'attendre que la situation s'améliore avant d'avoir leur premier enfant ou pour en avoir d'autres. Ces effets ont été pris en compte de même que les tendances historiques des indices de fécondité par groupe d'âge au cours des 15 dernières années. Compte tenu de l'incertitude entourant l'incidence de la pandémie de COVID-19 sur les indices de fécondité pour l'année 2020, les données de celle-ci ont été exclues de l'analyse aux fins de l'établissement des indices de fécondité pour les années 2021 et suivantes. Les données historiques examinées sont donc tirées de la période de 15 ans terminée en 2019.

En 2021, le gouvernement du Canada a annoncé qu'il collaborerait avec les provinces et les territoires pour établir un plan d'apprentissage et de garde des jeunes enfants pancanadien[1]. Les hypothèses d'indice de fécondité pour le présent 31e rapport actuariel du RPC tiennent compte du plan proposé. À l'instar de ce qui a été observé au Québec après la mise en place du RQAP, le plan pourrait entraîner une augmentation des indices de fécondité pour certains groupes d'âge et a donc été pris en compte dans l'établissement des hypothèses pour le présent rapport. Il est présumé que le plan aura une incidence sur les indices de fécondité au cours des premières années suivant l'adoption du système et que cette incidence se stabilisera ensuite.

Afin de déterminer l'indice total de fécondité ultime pour le Canada, l'indice de fécondité historique pour chaque groupe d'âge a été étudié et projeté séparément. Selon l'analyse historique et les facteurs mentionnés ci-dessus, l'indice total de fécondité pour le Canada à compter de 2029 est réputé s'établir à 1,54 enfant par femme, ce qui est plus bas que l'hypothèse de taux ultime de 1,62 utilisée dans le 30e rapport actuariel du RPC.

Dans le cas du Québec, l'hypothèse a été établie par l'analyse de l'indice de fécondité historique et de l'écart avec l'indice de fécondité du Canada pour chaque groupe d'âge. La mise en place du plan d'apprentissage et de garde des jeunes enfants pancanadien devrait réduire cet écart. Par conséquent, l'écart entre les indices est réputé baisser jusqu'en 2029 pour ensuite demeurer stable. L'indice total de fécondité pour le Québec à compter de 2029 est donc réputé s'établir

[1] Toutes les provinces et tous les territoires ont signé par la suite un accord sur le plan d'apprentissage et de garde des jeunes enfants pancanadien avec le gouvernement fédéral.

à 1,55 enfant par femme, ce qui est plus bas que l'hypothèse de taux ultime de 1,65 utilisée dans le 30e rapport actuariel du RPC.

Même si les indices totaux de fécondité historiques, fondés sur les indices par groupe d'âge, servent à établir les hypothèses pour le futur, il demeure utile et instructif de considérer la progression historique des indices de fécondité par cohorte. Au fil du temps, les indices présumés par groupe d'âge entraînent des indices de fécondité par cohorte qui convergent vers l'hypothèse d'indice total de fécondité, comme l'indique le tableau 38 pour le Canada.

Au Canada comme au Québec, les indices de fécondité par cohorte ont diminué au cours des dernières années. Chez les femmes nées en 1940, qui ont cessé d'être en âge de procréer (c.-à-d. qu'elles ont atteint l'âge de 49 ans) en 1989, les indices par cohorte étaient de 2,69 au Canada et de 2,34 au Québec. Par contre, chez les femmes qui ont cessé d'être en âge de procréer en 2019 (c.-à-d. qu'elles sont nées en 1970), les indices par cohorte étaient de 1,78 au Canada et de 1,74 au Québec.

Tableau 38 Indices de fécondité des cohortes selon l'âge et l'année de naissance
(Canada)

| Année de naissance de la femme (1) | Indices de fécondité annuels selon l'âge et l'année de naissance (par 1 000 femmes) | | | | | | | Indices de fécondité par cohortes par femme (2) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 15-19 | 20-24 | 25-29 | 30-34 | 35-39 | 40-44 | 45-49 | |
| 1940 | 59,7 | 231,6 | 152,6 | 70,5 | 20,3 | 3,1 | 0,1 | 2,69 |
| 1945 | 54,7 | 161,4 | 130,4 | 65,7 | 19,9 | 3,3 | 0,1 | 2,18 |
| 1950 | 45,0 | 118,9 | 126,2 | 67,6 | 23,3 | 4,2 | 0,2 | 1,93 |
| 1955 | 37,4 | 103,7 | 121,1 | 73,6 | 29,0 | 5,2 | 0,2 | 1,85 |
| 1960 | 31,3 | 91,3 | 117,5 | 86,1 | 32,6 | 6,2 | 0,4 | 1,83 |
| 1965 | 26,0 | 76,8 | 121,2 | 84,9 | 36,4 | 7,9 | 0,5 | 1,77 |
| 1970 | 22,7 | 76,5 | 104,7 | 91,3 | 48,5 | 10,6 | 0,8 | 1,78 |
| 1975 | 25,6 | 64,6 | 97,9 | 106,1 | 53,4 | 11,7 | 0,9 | 1,80 |
| 1980 | 20,0 | 54,2 | 101,9 | 107,7 | 57,1 | 13,6 | 1,0 | 1,78 |
| 1985 | 14,9 | 52,6 | 96,3 | 108,0 | 61,0 | 15,6 | 1,0 | 1,75 |
| 1990 | 13,9 | 44,6 | 87,2 | 108,0 | 69,7 | 16,5 | 1,0 | 1,70 |
| 1995 | 12,1 | 37,1 | 78,7 | 115,4 | 73,2 | 16,5 | 1,0 | 1,67 |
| 2000 | 7,8 | 28,5 | 75,6 | 118,3 | 73,2 | 16,5 | 1,0 | 1,60 |
| 2005 | 5,7 | 23,1 | 74,5 | 118,3 | 73,2 | 16,5 | 1,0 | 1,56 |
| 2006 | 5,5 | 22,0 | 74,5 | 118,3 | 73,2 | 16,5 | 1,0 | 1,55 |
| 2007 | 5,3 | 20,9 | 74,5 | 118,3 | 73,2 | 16,5 | 1,0 | 1,55 |
| 2008 | 5,2 | 20,9 | 74,5 | 118,3 | 73,2 | 16,5 | 1,0 | 1,55 |
| 2009 | 5,0 | 20,9 | 74,5 | 118,3 | 73,2 | 16,5 | 1,0 | 1,55 |
| 2010 | 4,8 | 20,9 | 74,5 | 118,3 | 73,2 | 16,5 | 1,0 | 1,55 |
| 2011 | 4,7 | 20,9 | 74,5 | 118,3 | 73,2 | 16,5 | 1,0 | 1,54 |
| 2012+ | 4,5 | 20,9 | 74,5 | 118,3 | 73,2 | 16,5 | 1,0 | 1,54 |

(1) Les années de naissance correspondent au point médian de chaque groupe d'âge. Par exemple, dans la première ligne du tableau, 1940 est l'année de naissance pour les personnes âgées de 17, 22, 27 ans, etc.
(2) Les indices de fécondité sous la ligne pointillée et à droite de celle-ci sont des projections.

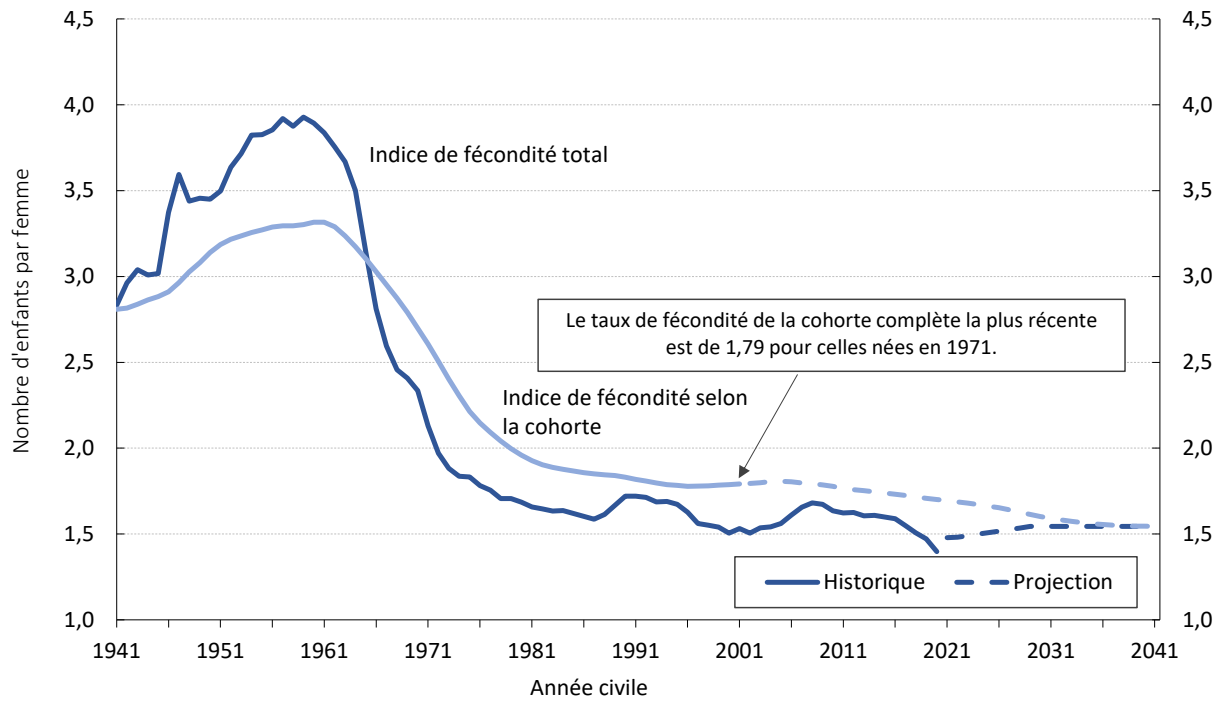
Le tableau 39 ci-après présente les hypothèses d'indices de fécondité pour chaque groupe d'âge et les hypothèses d'indices totaux de fécondité qui en découlent selon l'année civile.

Tableau 39 Indices de fécondité pour le Canada

| Année | Indices de fécondité annuels selon le groupe d'âge (par 1 000 femmes) | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 15-19 | 20-24 | 25-29 | 30-34 | 35-39 | 40-44 | 45-49 | Total |
| 2022 | 5,7 | 28,5 | 78,7 | 108,0 | 61,0 | 13,6 | 0,9 | 1,48 |
| 2023 | 5,5 | 27,4 | 78,0 | 109,5 | 62,8 | 14,0 | 0,9 | 1,49 |
| 2024 | 5,3 | 26,3 | 77,4 | 110,9 | 64,5 | 14,4 | 0,9 | 1,50 |
| 2025 | 5,2 | 25,3 | 76,8 | 112,4 | 66,3 | 14,8 | 0,9 | 1,51 |
| 2026 | 5,0 | 24,2 | 76,2 | 113,9 | 68,0 | 15,2 | 0,9 | 1,52 |
| 2027 | 4,8 | 23,1 | 75,6 | 115,4 | 69,7 | 15,6 | 1,0 | 1,53 |
| 2028 | 4,7 | 22,0 | 75,0 | 116,8 | 71,4 | 16,1 | 1,0 | 1,53 |
| 2029+ | 4,5 | 20,9 | 74,5 | 118,3 | 73,2 | 16,5 | 1,0 | 1,54 |

Le graphique 3 présente les indices total de fécondité et par cohorte historiques et projetés pour le Canada.

Graphique 3 Taux de fécondité total et taux de fécondité par cohortes historiques et projetés pour le Canada (1)




(1) L'indice de fécondité par cohorte est celui d'une femme de 30 ans dans une année civile donnée. Par exemple, l'indice de fécondité par cohorte pour l'année 2016 se rapporte à une femme née en 1986.

Enfin, en se basant sur la moyenne historique des 10, 20 et 30 dernières années, le ratio présumé des naissances de garçons aux naissances de filles est de 1,053, ce qui est le même que pour le 30e rapport actuariel du RPC.

### B.3.3 Mortalité

Aux fins du présent rapport, les taux de mortalité pour 2019 de Statistique Canada (Tables de mortalité, Canada (TMC), 2019) servent de point de départ des projections des taux de mortalité. Selon Statistique Canada, l'espérance de vie à la naissance en 2019 sans améliorations futures présumées de la mortalité (c.-à-d. sans réductions de la mortalité) chez les hommes et les femmes au Canada s'établissait respectivement à 80,3 et à 84,4 années, comparativement à 80,8 et 84,6 années tel que projeté dans le 30e rapport actuariel du RPC. D'après Statistique Canada, l'espérance de vie à l'âge de 65 ans en 2019 était de 19,6 et 22,4 années, contre 20,0 et 22,6 années tel que projeté dans le 30e rapport actuariel du RPC pour les hommes et les femmes, respectivement.

Bien que les TMC 2020 de Statistique Canada aient été publiées en janvier 2022, elles n'ont pas servi de point de départ pour les taux de mortalité ni pour développer les taux d'amélioration de la mortalité au-delà de 2020 étant donné qu'elles reflètent des augmentations importantes découlant des décès liés à la COVID-19. Toutefois, les taux de mortalité et les taux d'amélioration de la mortalité de 2020 reflètent les TMC 2020 de Statistique Canada. En 2020, l'espérance de vie à la naissance (sans améliorations futures de la mortalité) s'établissait à 79,5 pour les hommes et à 84,0 pour les femmes, en baisse de 0,7 et de 0,4 par rapport à 2019 pour les hommes et les femmes, respectivement.

Les taux annuels moyens d'amélioration de la mortalité observés au Canada au cours de la période de 15 ans comprise entre 2004 et 2019 selon l'âge et le sexe ont servi de point de départ afin de projeter les taux annuels d'amélioration de la mortalité à compter de 2021. Les taux d'amélioration selon l'âge et le sexe pour la période de 2021 à 2039 ont été obtenus par interpolation cubique entre :

- les taux d'amélioration de l'année 2019 et
- les hypothèses de taux ultimes d'amélioration décrites ci-après à compter de 2039.

Au Canada, à compter de 2039, les hypothèses de taux annuels ultimes d'amélioration de la mortalité varient uniquement selon l'âge, et non selon le sexe ou l'année civile. Les hypothèses de taux ultimes d'amélioration de la mortalité sont établies au moyen d'une combinaison d'approches rétrospectives et prospectives. L'analyse des données observées au Canada entre 1921 et 2019 a été combinée à une analyse des facteurs possibles d'améliorations futures de la mortalité. Actuellement, les taux d'amélioration de la mortalité des hommes à la plupart des âges sont plus élevés que ceux des femmes, mais ils sont présumés diminuer pour s'établir au même niveau que ceux des femmes à compter de 2039. Il est supposé que les taux d'amélioration de la mortalité pour le Québec seront les mêmes que ceux pour le Canada à compter de 2021.

Le taux ultime pour les deux sexes dans le groupe d'âge de 0 à 89 ans s'établit à 0,8 % par année à compter de 2039 pour le Canada et le Québec. Au-delà de 89 ans, le taux ultime d'amélioration diminue, passant de 0,5 % pour les 90 à 94 ans à 0,2 % pour les 95 ans et plus.

Une fois les taux de mortalité projetés calculés au moyen des hypothèses de taux d'amélioration de la mortalité, des facteurs supplémentaires ont été appliqués aux taux de mortalité pour le Canada et le Québec compte tenu de la hausse supplémentaire des taux de mortalité imputable à la pandémie de COVID-19 et aux répercussions de la crise des opioïdes.

Pour 2021, les facteurs d'ajustement de la mortalité liés à la COVID-19 par groupe d'âge ont été déterminés à l'aide des données sur le nombre de décès découlant de la COVID-19 de Santé Canada et de Statistique Canada. En raison de l'incertitude associée aux effets de la COVID-19 sur la mortalité, ces facteurs d'ajustement ont été éliminés progressivement au cours de la période de deux ans allant de 2022 à 2023. Il est donc présumé que la pandémie aura un effet résiduel sur la mortalité en 2022, suivi d'un rétablissement complet et d'un retour aux taux de mortalité non ajustés projetés pour les années 2023 et suivantes.

Au cours de la dernière décennie, le Canada a été confronté à une augmentation importante du nombre de décès par empoisonnement accidentel à la drogue, et la pandémie de COVID-19 a exacerbé le problème. La surdose d'opioïdes est une cause relativement nouvelle de décès, à titre de sous-catégorie des décès accidentels par empoisonnement à la drogue. Elle est plus répandue dans le groupe d'âge des 25 à 49 ans et chez les hommes. Pour tenir compte de l'incidence de la pandémie sur les décès liés aux opioïdes, les facteurs d'ajustement de la mortalité liés aux opioïdes ont été calculés à l'aide des données de Santé Canada et de Statistique Canada. Ces facteurs d'ajustement de la mortalité ne s'appliquent qu'à l'année 2021 (ils sont présumés s'établir à 0 pour les années 2022 et suivantes). De plus, il est présumé qu'au cours de la prochaine décennie, la crise des opioïdes au Canada se résorbera grâce à plusieurs initiatives gouvernementales visant à accroître la sensibilisation et à réduire l'approvisionnement en opioïdes. Les taux de mortalité projetés des groupes d'âge touchés par la crise des opioïdes sont présumés revenir à leurs niveaux normaux, ce qui devrait entraîner une période de forte croissance des taux d'amélioration de la mortalité.

Le tableau 40 présente les facteurs d'ajustement totaux, c'est-à-dire compte tenu de l'augmentation présumée du nombre de décès liés à la COVID-19 et de décès liés aux opioïdes découlant de la pandémie, qui ont été appliqués aux taux de mortalité pour la période de 2021à 2022. À titre de référence, le tableau présente également les augmentations réelles des taux de mortalité pour 2020. Le tableau 41 présente les ajustements totaux selon l'âge, qui représentent des augmentations des taux de mortalité de 6,0 % en 2020, de 5,5 % en 2021 et de 2,0 %en 2022.

**Tableau 40 % d'augmentation des taux de mortalité**
(2020 historique, 2021-2022 facteurs d'ajustement)

| Groupe d'âge | 2020 | 2021 | 2022 |
|---|---|---|---|
| 0-19 | 1,0 | 1,0 | 0,0 |
| 20-29 | 12,0 | 12,0 | 0,0 |
| 30-39 | 13,0 | 13,0 | 1,0 |
| 40-49 | 8,0 | 8,0 | 1,0 |
| 50-59 | 5,0 | 5,0 | 1,0 |
| 60-69 | 5,0 | 3,0 | 1,0 |
| 70-79 | 4,0 | 4,0 | 2,0 |
| 80+ | 7,0 | 6,0 | 2,0 |
| Total | 6,0 | 5,5 | 2,0 |

Le tableau 41 présente l'historique (2019 et 2020) des taux annuels d'amélioration de la mortalité au Canada, ainsi que les hypothèses pour les taux initiaux ajustés (2021-2022), les taux intermédiaires (2023-2038) et les taux ultimes (à compter de 2039). Les taux d'amélioration de la mortalité indiqués pour 2023-2038 correspondent aux taux moyens pour cette période.

**Tableau 41 Taux prévus annuels d'amélioration de la mortalité au Canada**
(pourcentages)

| | Hommes | | | | | | Femmes | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Âge | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023-2038 [1] | 2039+ | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023-2038 [1] | 2039+ |
| 0 | 1,2 | 4,3 | (3,1) | 2,1 | 1,0 | 0,8 | 1,2 | (2,6) | 3,9 | 2,2 | 1,0 | 0,8 |
| 1-19 | 2,4 | (1,4) | 4,9 | 3,3 | 1,5 | 0,8 | 0,9 | 7,3 | (7,8) | 1,8 | 0,8 | 0,8 |
| 20-39 | (0,6) | (21,5) | 6,7 | 10,7 | 1,3 | 0,8 | (1,0) | (18,3) | 3,8 | 10,5 | 1,2 | 0,8 |
| 40-64 | 1,3 | (13,4) | 9,1 | 5,7 | 1,1 | 0,8 | 1,4 | (5,8) | 2,7 | 5,8 | 1,1 | 0,8 |
| 65-74 | 1,8 | (3,3) | 3,3 | 3,6 | 1,3 | 0,8 | 1,3 | (2,9) | 2,0 | 3,2 | 1,1 | 0,8 |
| 75-84 | 1,8 | (2,0) | 0,6 | 4,5 | 1,3 | 0,8 | 1,1 | (2,9) | 0,3 | 3,9 | 1,1 | 0,8 |
| 85-89 | 1,9 | (2,9) | 0,9 | 5,5 | 1,4 | 0,8 | 1,6 | (3,5) | 0,7 | 5,2 | 1,2 | 0,8 |
| 90-94 | 1,4 | (4,3) | 1,3 | 5,2 | 1,1 | 0,5 | 1,3 | (4,0) | 0,7 | 5,0 | 1,0 | 0,5 |
| 95+ | 0,6 | (1,6) | (2,8) | 4,1 | 0,5 | 0,2 | 0,6 | (2,8) | (1,4) | 4,2 | 0,5 | 0,2 |

(1) Les taux d'amélioration de la mortalité indiqués pour 2023-2038 correspondent aux taux moyens pour ces périodes.

Les taux de mortalité projetés présentés dans le tableau 42 indiquent une baisse constante des taux de mortalité à long terme. Par exemple, le taux de mortalité à 65 ans pour les hommes devrait diminuer, passant d'environ 10 décès par millier en 2022 à 6 par millier d'ici 2075. L'écart des taux de mortalité entre les hommes et les femmes pour la plupart des groupes d'âge devrait également diminuer au cours de la période de projection.

Tableau 42 Taux de mortalité pour le Canada
(décès annuels par 1 000 personnes)

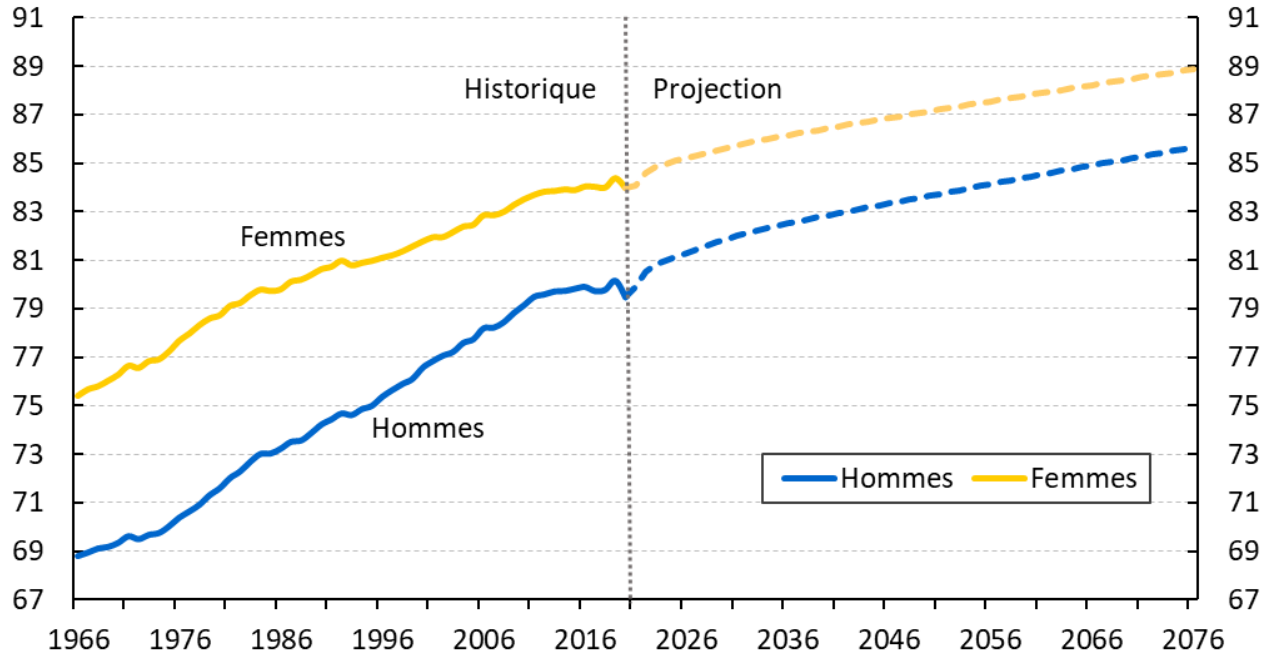
| | Hommes | | | | Femmes | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Âge | 2022 | 2025 | 2050 | 2075 | 2022 | 2025 | 2050 | 2075 |
| 0 | 4,71 | 4,56 | 3,67 | 3,00 | 3,74 | 3,61 | 2,90 | 2,37 |
| 10 | 0,07 | 0,07 | 0,05 | 0,04 | 0,07 | 0,07 | 0,06 | 0,05 |
| 20 | 0,60 | 0,56 | 0,43 | 0,35 | 0,29 | 0,28 | 0,22 | 0,18 |
| 30 | 1,05 | 1,03 | 0,77 | 0,63 | 0,49 | 0,49 | 0,37 | 0,30 |
| 40 | 1,40 | 1,36 | 1,12 | 0,92 | 0,79 | 0,76 | 0,62 | 0,51 |
| 50 | 2,77 | 2,63 | 2,09 | 1,71 | 1,76 | 1,68 | 1,34 | 1,10 |
| 60 | 6,54 | 6,15 | 4,80 | 3,93 | 4,15 | 3,92 | 3,09 | 2,53 |
| 65 | 10,43 | 9,84 | 7,75 | 6,34 | 6,68 | 6,36 | 5,06 | 4,14 |
| 70 | 16,96 | 15,81 | 12,40 | 10,14 | 11,12 | 10,49 | 8,38 | 6,86 |
| 75 | 27,85 | 26,03 | 20,49 | 16,76 | 18,86 | 17,89 | 14,43 | 11,80 |
| 80 | 46,45 | 43,46 | 34,27 | 28,04 | 32,71 | 31,07 | 25,11 | 20,55 |
| 85 | 77,88 | 72,27 | 56,24 | 46,01 | 57,47 | 54,06 | 43,01 | 35,19 |
| 90 | 135,60 | 127,09 | 104,10 | 89,11 | 104,95 | 98,79 | 81,50 | 69,76 |
| 100 | 336,40 | 323,16 | 295,32 | 275,48 | 292,54 | 280,40 | 255,29 | 238,14 |

Le graphique 4 et le graphique 5 présentent l'évolution historique et projetée de l'espérance de vie à la naissance et à 65 ans depuis l'instauration du Régime en 1966, selon les taux de mortalité pour chaque année donnée (sans améliorations futures de la mortalité). Le tableau 43 présente l'espérance de vie projetée pour le Canada à divers âges, pour des années civiles précises, toujours selon les taux de mortalité pour chacune de ces années (sans améliorations futures). Le tableau 44 est semblable au tableau 43, sauf qu'il tient compte de l'amélioration présumée de la mortalité après l'année civile indiquée (avec améliorations futures).

Compte tenu de la tendance à l'augmentation constante de la longévité, le tableau 44 est jugé plus réaliste que le tableau 43, surtout aux âges avancés. Parallèlement, une longue période de projection augmente l'incertitude des résultats présentés dans le tableau 44 pour les âges plus jeunes.

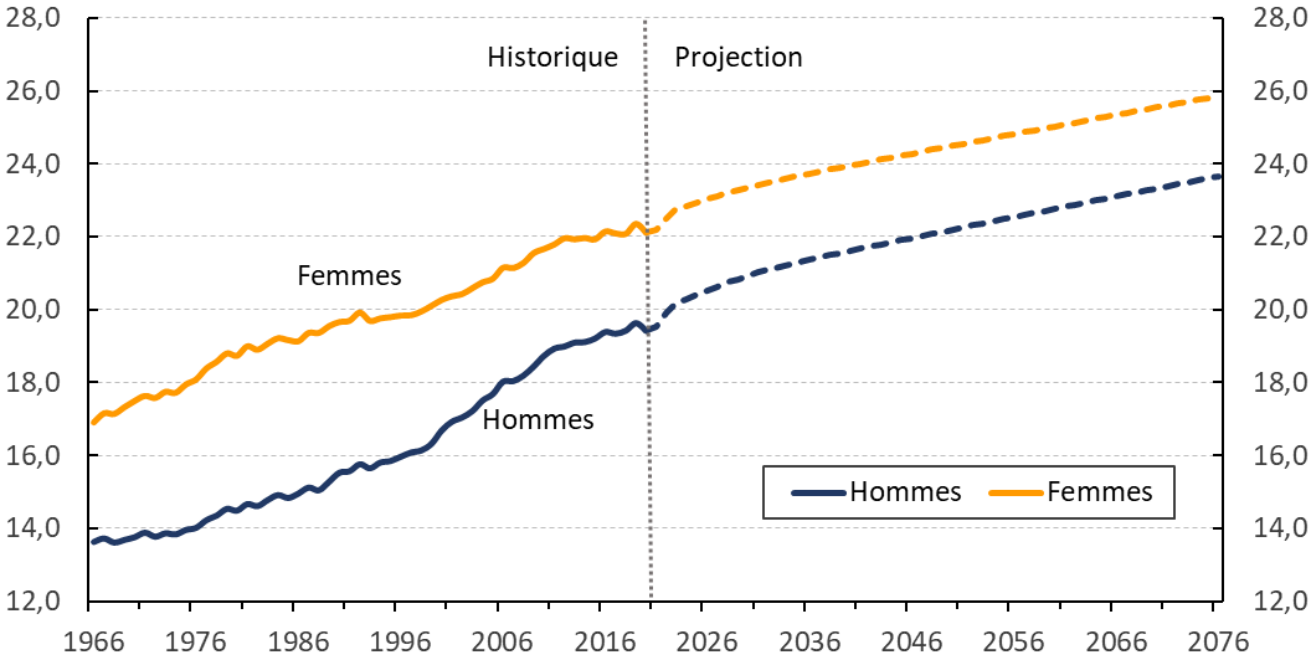
Entre 2022 et 2075, l'espérance de vie à 65 ans au Canada (avec améliorations futures prévues de la mortalité) est présumée passer de 21,3 ans à 24,5 ans pour les hommes, et de 23,8 ans à 26,7 ans pour les femmes, comme l'indique le tableau 44.

Graphique 4 Espérances de vie à la naissance pour le Canada, sans améliorations de la mortalité après l'année indiquée (1)




(1) Espérances de vie par année civile basées sur les taux de mortalité de l'année indiquée.

Graphique 5 Espérances de vie à 65 ans pour le Canada, sans améliorations de la mortalité après l'année indiquée(1)




(1) Espérances de vie par année civile basées sur les taux de mortalité de l'année indiquée.

Tableau 43 Espérances de vie pour le Canada, sans améliorations de mortalité après l'année indiquée (1)

| | Hommes | | | | Femmes | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Âge | 2022 | 2025 | 2050 | 2075 | 2022 | 2025 | 2050 | 2075 |
| 0 | 80,5 | 81,2 | 83,7 | 85,6 | 84,6 | 85,1 | 87,1 | 88,8 |
| 10 | 71,0 | 71,6 | 74,0 | 75,9 | 75,0 | 75,5 | 77,5 | 79,1 |
| 20 | 61,1 | 61,7 | 64,1 | 66,0 | 65,1 | 65,6 | 67,5 | 69,1 |
| 30 | 51,6 | 52,2 | 54,5 | 56,3 | 55,3 | 55,8 | 57,7 | 59,3 |
| 40 | 42,2 | 42,8 | 44,9 | 46,7 | 45,6 | 46,1 | 47,9 | 49,5 |
| 50 | 32,9 | 33,5 | 35,5 | 37,2 | 36,1 | 36,6 | 38,3 | 39,8 |
| 60 | 24,0 | 24,6 | 26,5 | 28,0 | 26,9 | 27,3 | 29,0 | 30,4 |
| 65 | 19,9 | 20,4 | 22,2 | 23,6 | 22,5 | 22,9 | 24,5 | 25,8 |
| 70 | 16,0 | 16,5 | 18,1 | 19,4 | 18,3 | 18,7 | 20,2 | 21,4 |
| 75 | 12,5 | 12,9 | 14,4 | 15,5 | 14,5 | 14,8 | 16,1 | 17,2 |
| 80 | 9,4 | 9,8 | 11,0 | 11,9 | 11,0 | 11,3 | 12,4 | 13,4 |
| 85 | 6,8 | 7,1 | 8,0 | 8,7 | 8,0 | 8,2 | 9,1 | 9,9 |
| 90 | 4,6 | 4,9 | 5,5 | 5,9 | 5,5 | 5,7 | 6,3 | 6,8 |
| 100 | 2,2 | 2,3 | 2,5 | 2,6 | 2,5 | 2,6 | 2,8 | 3,0 |

(1) Espérances de vie par année civile basées sur les taux de mortalité de l'année indiquée.

Tableau 44 Espérances de vie pour le Canada, avec améliorations de mortalité après l'année indiquée (1)

| | Hommes | | | | Femmes | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Âge | 2022 | 2025 | 2050 | 2075 | 2022 | 2025 | 2050 | 2075 |
| 0 | 86,7 | 86,9 | 88,7 | 90,4 | 90,0 | 90,2 | 91,7 | 93,1 |
| 10 | 76,4 | 76,6 | 78,4 | 80,1 | 79,8 | 80,0 | 81,5 | 82,9 |
| 20 | 65,8 | 66,0 | 67,9 | 69,5 | 69,2 | 69,4 | 71,0 | 72,4 |
| 30 | 55,5 | 55,7 | 57,5 | 59,2 | 58,8 | 59,0 | 60,6 | 62,0 |
| 40 | 45,3 | 45,5 | 47,3 | 49,0 | 48,5 | 48,7 | 50,2 | 51,7 |
| 50 | 35,3 | 35,6 | 37,3 | 38,9 | 38,3 | 38,5 | 40,0 | 41,4 |
| 60 | 25,8 | 26,0 | 27,6 | 29,1 | 28,5 | 28,7 | 30,1 | 31,5 |
| 65 | 21,3 | 21,5 | 23,1 | 24,5 | 23,8 | 24,0 | 25,4 | 26,7 |
| 70 | 17,2 | 17,4 | 18,8 | 20,1 | 19,4 | 19,6 | 20,8 | 22,1 |
| 75 | 13,4 | 13,6 | 14,8 | 16,0 | 15,3 | 15,4 | 16,6 | 17,7 |
| 80 | 10,0 | 10,2 | 11,2 | 12,2 | 11,6 | 11,7 | 12,7 | 13,7 |
| 85 | 7,1 | 7,3 | 8,1 | 8,9 | 8,3 | 8,5 | 9,3 | 10,0 |
| 90 | 4,8 | 5,0 | 5,5 | 6,0 | 5,7 | 5,8 | 6,4 | 6,8 |
| 100 | 2,2 | 2,3 | 2,5 | 2,6 | 2,6 | 2,6 | 2,8 | 3,0 |

(1) Espérances de vie par cohorte tenant compte de l'amélioration future présumée de la mortalité pour la population générale. Les résultats diffèrent donc de l'espérance de vie par année civile, qui repose sur les taux de mortalité de l'année indiquée.

### B.3.4 Migration nette

Le taux de migration nette correspond à l'effet net sur la population du nombre d'immigrants moins le nombre total (net) d'émigrants, plus la hausse nette du nombre de résidents non permanents.

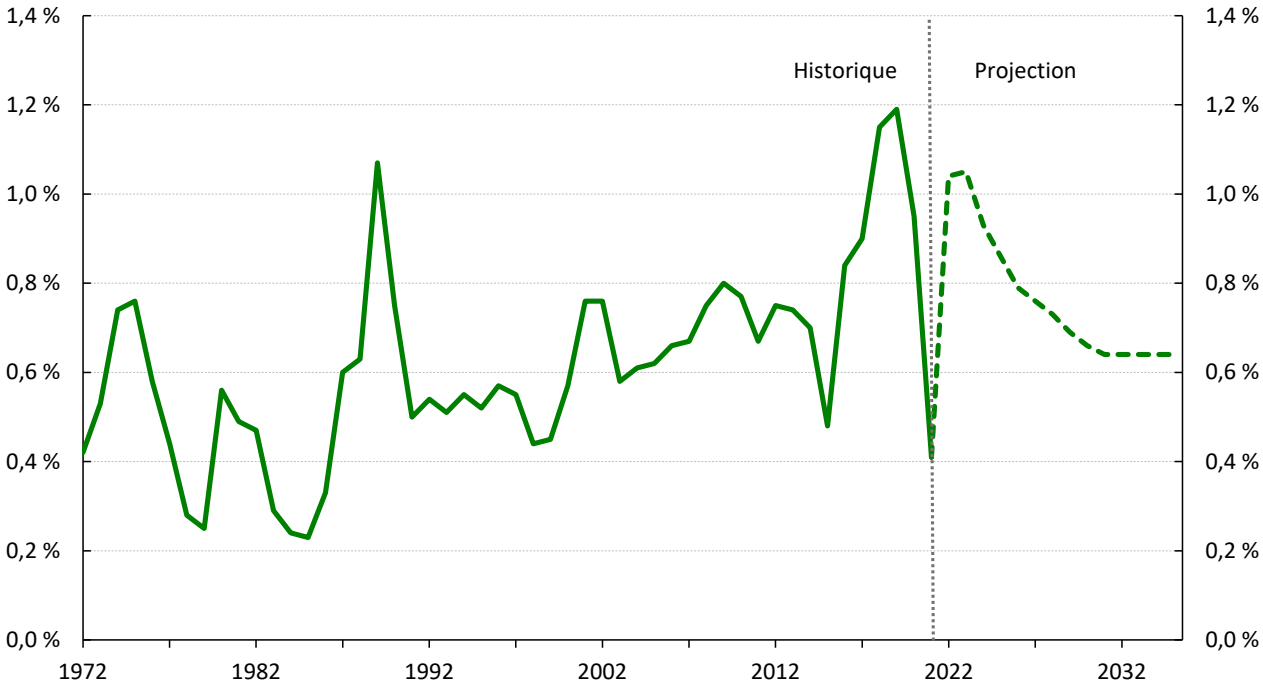
L'immigration et l'émigration sont généralement considérées comme des paramètres volatils de la croissance démographique future, car elles dépendent de plusieurs facteurs démographiques, économiques, sociaux et politiques. Entre 1972 et 2021, l'immigration annuelle au Canada a oscillé entre 84 000 et 323 000, l'émigration annuelle à partir du Canada a fluctué entre 35 000 et 95 000 et le nombre annuel de Canadiens revenant au pays a varié entre 8 000 et 55 000. Les données de 2020 et de 2021 sont particulièrement volatiles par rapport aux données historiques en raison de la pandémie de COVID-19. Elles ont donc été exclues de l'analyse pour établir l'hypothèse du taux de migration nette. Le taux de migration nette pour l'année terminée en juin 2021 s'établit à 0,41 % de la population, soit bien en deçà des niveaux d'avant la pandémie. Dans le Rapport annuel au Parlement de 2020, le gouvernement du Canada a publié des détails sur son Plan des niveaux d'immigration pour 2021-2023. Les nombres cibles de nouveaux résidents permanents sont établis à 401 000 en 2021, à 411 000 en 2023 et à 421 000 en 2023.

Pendant la même période, l'augmentation nette annuelle du nombre de résidents non permanents a varié entre -71 000 et 169 000. Au cours des dernières années, le nombre d'étudiants étrangers et de travailleurs temporaires détenant un permis dans le cadre du Programme de mobilité internationale a augmenté considérablement. Ils représentent les deux plus grands groupes de résidents non permanents, soit plus de la moitié de ceux-ci.

Il est présumé que le nombre de travailleurs temporaires se stabilisera dans l'avenir à mesure que le vieillissement de la population active et les pénuries de main-d'œuvre connexes se feront moins sentir. Il est également prévu que le nombre d'étudiants étrangers se stabilisera au cours des cinq prochaines années. Par conséquent, l'augmentation nette annuelle du nombre de résidents non permanents devrait diminuer graduellement pour atteindre zéro en 2026 et demeurer à ce niveau par la suite.

Le taux réel de migration nette de 2021 (0,41 %) est présumé augmenter pour s'établir à 1,04 % de la population canadienne en 2022, puis à 1,05 % en 2023 et à 0,93 % en 2024. De 2025 à 2031, le taux de migration nette est présumé diminuer graduellement pour être ramené à un niveau ultime de 0,64 %, ce qui correspond au taux moyen observé au cours de la période de dix ans entre 2010 et 2019, abstraction faite de la hausse nette du nombre de résidents non permanents pendant cette période. L'hypothèse du taux de migration nette à court terme est supérieure au taux ultime de 0,64 % en raison des cibles à court terme du gouvernement fédéral et de la baisse graduelle prévue à un niveau de 0 entre 2022 et 2026 en ce qui concerne la hausse nette du nombre de résidents non permanents. Le graphique 6 fait état de la migration nette observée depuis 1972 et des taux projetés.

Graphique 6 Taux de migration nette (Canada)



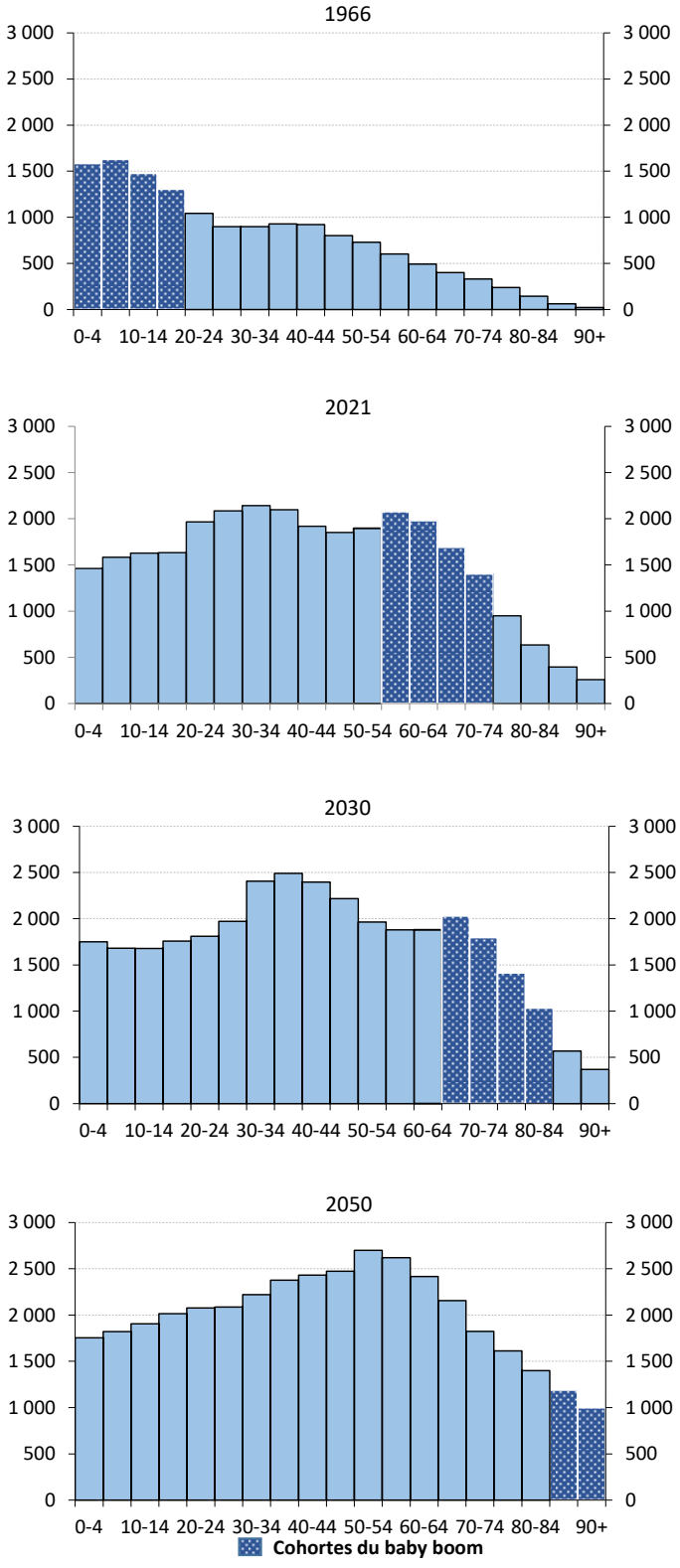

Afin de projeter la population du Québec, les mêmes composantes de la migration (immigration, émigration totale et hausse nette du nombre de résidents non permanents) sont prises en compte. À cela s'ajoute la migration interprovinciale nette pour le Québec. Le taux de migration nette de 2021 de 0,16 % pour le Québec est réputé augmenter graduellement à 0,43 % en 2031 et demeurer à ce niveau par la suite, en supposant une diminution de l'augmentation nette des résidents non permanents à zéro d'ici 2026. Le taux ultime de migration nette pour le Québec de 0,43 % correspond au taux moyen observé au cours des 10 dernières années terminées en 2019, abstraction faite de la hausse nette du nombre de résidents non permanents.

Pour le Canada comme pour le Québec, les répartitions des immigrants, du nombre total d'émigrants et des résidents non permanents, selon l'âge et le sexe, utilisées aux fins des projections démographiques correspondent à la moyenne des données de Statistique Canada au cours de la période de 2010 à 2019.

### B.3.5 La population projetée et ses caractéristiques

Le graphique 7 indique l'évolution historique et projetée de la répartition de la population du Canada excluant le Québec selon l'âge depuis l'instauration du RPC. La forme triangulaire observée pour les années 1960 est devenue plus rectangulaire au fil du temps. Cette tendance devrait se poursuivre et indique une population vieillissante. Ce graphique révèle également une très forte hausse prévue du nombre de personnes de 85 ans et plus au cours des prochaines décennies.

Graphique 7 Répartition de la population du Canada excluant le Québec par âge
(milliers)



La population du Canada au 1er juillet 2021 est de 38,2 millions d'habitants et celle du Canada excluant le Québec, de 29,6 millions d'habitants. Le tableau 45 et le tableau 46 indiquent la population projetée du Canada et du Canada excluant le Québec au 1er juillet pour certains groupes d'âge et certaines années, alors que le graphique 8 illustre l'évolution de la population du Canada excluant le Québec, répartie par groupe d'âge de 0 à 19 ans, de 20 à 64 ans et de 65 ans et plus, entre 1975 et 2100. Le tableau 47 montre les fluctuations des proportions relatives de divers groupes d'âge au Canada excluant le Québec au cours de la période de projection.

La proportion des 65 ans et plus pour le Canada excluant le Québec devrait s'établir à 18,4 % de la population totale en 2022 et augmenter considérablement par la suite pour atteindre 28,4 % en 2100. La proportion des 65 ans et plus en pourcentage des 20 à 64 ans progresse aussi sensiblement pendant cette même période, passant d'une proportion projetée de 30,4 % en 2022 à 53,7 % en 2100. Ce pourcentage affecte le ratio des prestations aux cotisations pour le RPC.

**Tableau 45 Population du Canada selon l'âge**
(en milliers)

| Année | 0-17 | 18-69 | 70+ | 0-19 | 20-64 | 65+ | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 2022 | 7 297 | 26 401 | 5 037 | 8 115 | 23 273 | 7 347 | 38 735 |
| 2023 | 7 391 | 26 616 | 5 240 | 8 226 | 23 400 | 7 621 | 39 247 |
| 2024 | 7 469 | 26 791 | 5 456 | 8 319 | 23 504 | 7 893 | 39 716 |
| 2025 | 7 531 | 26 947 | 5 682 | 8 399 | 23 591 | 8 169 | 40 160 |
| 2026 | 7 578 | 27 093 | 5 908 | 8 467 | 23 667 | 8 445 | 40 579 |
| 2027 | 7 626 | 27 222 | 6 139 | 8 528 | 23 748 | 8 711 | 40 987 |
| 2028 | 7 674 | 27 334 | 6 374 | 8 580 | 23 821 | 8 981 | 41 382 |
| 2029 | 7 728 | 27 428 | 6 606 | 8 631 | 23 892 | 9 239 | 41 762 |
| 2030 | 7 775 | 27 508 | 6 841 | 8 678 | 23 973 | 9 474 | 42 124 |
| 2035 | 7 976 | 27 870 | 7 913 | 8 886 | 24 608 | 10 264 | 43 758 |
| 2040 | 8 204 | 28 505 | 8 465 | 9 100 | 25 289 | 10 784 | 45 173 |
| 2045 | 8 263 | 29 383 | 8 766 | 9 246 | 25 947 | 11 219 | 46 412 |
| 2050 | 8 268 | 30 240 | 9 035 | 9 271 | 26 516 | 11 755 | 47 543 |
| 2055 | 8 343 | 30 837 | 9 460 | 9 335 | 26 911 | 12 394 | 48 640 |
| 2060 | 8 505 | 31 243 | 10 043 | 9 498 | 27 088 | 13 204 | 49 790 |
| 2065 | 8 713 | 31 486 | 10 818 | 9 720 | 27 279 | 14 018 | 51 017 |
| 2070 | 8 923 | 31 773 | 11 566 | 9 947 | 27 781 | 14 534 | 52 262 |
| 2080 | 9 227 | 33 063 | 12 295 | 10 314 | 28 877 | 15 395 | 54 586 |
| 2090 | 9 509 | 34 487 | 12 777 | 10 626 | 30 146 | 16 000 | 56 773 |
| 2100 | 9 917 | 35 754 | 13 541 | 11 068 | 31 153 | 16 991 | 59 212 |

Tableau 46 Population du Canada excluant le Québec selon l'âge
(en milliers)

| Année | 0-17 | 18-69 | 70+ | 0-19 | 20-64 | 65+ | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 2022 | 5 684 | 20 605 | 3 785 | 6 335 | 18 203 | 5 536 | 30 074 |
| 2023 | 5 763 | 20 814 | 3 942 | 6 429 | 18 344 | 5 746 | 30 519 |
| 2024 | 5 835 | 20 994 | 4 108 | 6 510 | 18 471 | 5 957 | 30 937 |
| 2025 | 5 895 | 21 156 | 4 283 | 6 581 | 18 579 | 6 173 | 31 333 |
| 2026 | 5 944 | 21 307 | 4 458 | 6 644 | 18 674 | 6 390 | 31 708 |
| 2027 | 5 996 | 21 442 | 4 636 | 6 705 | 18 768 | 6 600 | 32 073 |
| 2028 | 6 049 | 21 560 | 4 817 | 6 759 | 18 851 | 6 815 | 32 426 |
| 2029 | 6 107 | 21 662 | 4 996 | 6 814 | 18 929 | 7 022 | 32 764 |
| 2030 | 6 159 | 21 748 | 5 180 | 6 866 | 19 012 | 7 209 | 33 087 |
| 2035 | 6 387 | 22 135 | 6 036 | 7 105 | 19 580 | 7 873 | 34 557 |
| 2040 | 6 619 | 22 722 | 6 513 | 7 328 | 20 191 | 8 335 | 35 854 |
| 2045 | 6 679 | 23 529 | 6 800 | 7 474 | 20 836 | 8 699 | 37 008 |
| 2050 | 6 676 | 24 375 | 7 027 | 7 494 | 21 402 | 9 182 | 38 078 |
| 2055 | 6 741 | 24 974 | 7 413 | 7 548 | 21 797 | 9 783 | 39 128 |
| 2060 | 6 901 | 25 373 | 7 956 | 7 706 | 22 020 | 10 504 | 40 229 |
| 2065 | 7 116 | 25 647 | 8 635 | 7 932 | 22 211 | 11 255 | 41 398 |
| 2070 | 7 332 | 25 930 | 9 320 | 8 167 | 22 665 | 11 750 | 42 581 |
| 2080 | 7 632 | 27 165 | 10 001 | 8 531 | 23 763 | 12 505 | 44 799 |
| 2090 | 7 900 | 28 591 | 10 403 | 8 829 | 25 021 | 13 045 | 46 894 |
| 2100 | 8 307 | 29 828 | 11 094 | 9 267 | 25 996 | 13 966 | 49 228 |

Graphique 8 Population du Canada excluant le Québec
(millions)

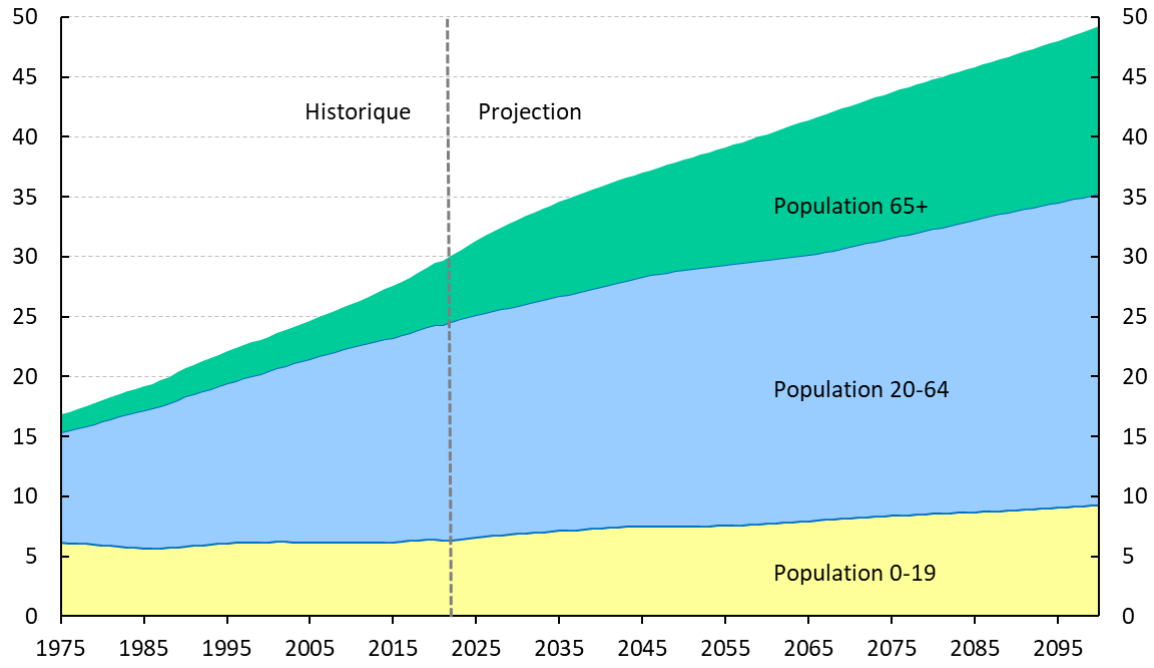


Tableau 47 Analyse de la population du Canada excluant le Québec selon l'âge

| Année | % de la population totale (1) | | | % de la population totale (1) | | | 65 ans et plus en % des 20 à 64 ans |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 0-17 | 18-69 | 70+ | 0-19 | 20-64 | 65+ | |
| 2022 | 18,9 | 68,5 | 12,6 | 21,1 | 60,5 | 18,4 | 30,4 |
| 2023 | 18,9 | 68,2 | 12,9 | 21,1 | 60,1 | 18,8 | 31,3 |
| 2024 | 18,9 | 67,9 | 13,3 | 21,0 | 59,7 | 19,3 | 32,2 |
| 2025 | 18,8 | 67,5 | 13,7 | 21,0 | 59,3 | 19,7 | 33,2 |
| 2026 | 18,7 | 67,2 | 14,1 | 21,0 | 58,9 | 20,2 | 34,2 |
| 2027 | 18,7 | 66,9 | 14,5 | 20,9 | 58,5 | 20,6 | 35,2 |
| 2028 | 18,7 | 66,5 | 14,9 | 20,8 | 58,1 | 21,0 | 36,2 |
| 2029 | 18,6 | 66,1 | 15,2 | 20,8 | 57,8 | 21,4 | 37,1 |
| 2030 | 18,6 | 65,7 | 15,7 | 20,8 | 57,5 | 21,8 | 37,9 |
| 2035 | 18,5 | 64,1 | 17,5 | 20,6 | 56,7 | 22,8 | 40,2 |
| 2040 | 18,5 | 63,4 | 18,2 | 20,4 | 56,3 | 23,2 | 41,3 |
| 2045 | 18,0 | 63,6 | 18,4 | 20,2 | 56,3 | 23,5 | 41,7 |
| 2050 | 17,5 | 64,0 | 18,5 | 19,7 | 56,2 | 24,1 | 42,9 |
| 2055 | 17,2 | 63,8 | 18,9 | 19,3 | 55,7 | 25,0 | 44,9 |
| 2060 | 17,2 | 63,1 | 19,8 | 19,2 | 54,7 | 26,1 | 47,7 |
| 2065 | 17,2 | 62,0 | 20,9 | 19,2 | 53,7 | 27,2 | 50,7 |
| 2070 | 17,2 | 60,9 | 21,9 | 19,2 | 53,2 | 27,6 | 51,8 |
| 2080 | 17,0 | 60,6 | 22,3 | 19,0 | 53,0 | 27,9 | 52,6 |
| 2090 | 16,8 | 61,0 | 22,2 | 18,8 | 53,4 | 27,8 | 52,1 |
| 2100 | 16,9 | 60,6 | 22,5 | 18,8 | 52,8 | 28,4 | 53,7 |

(1) La somme des composantes peut ne pas être égale à 100 % en raison des arrondissements.

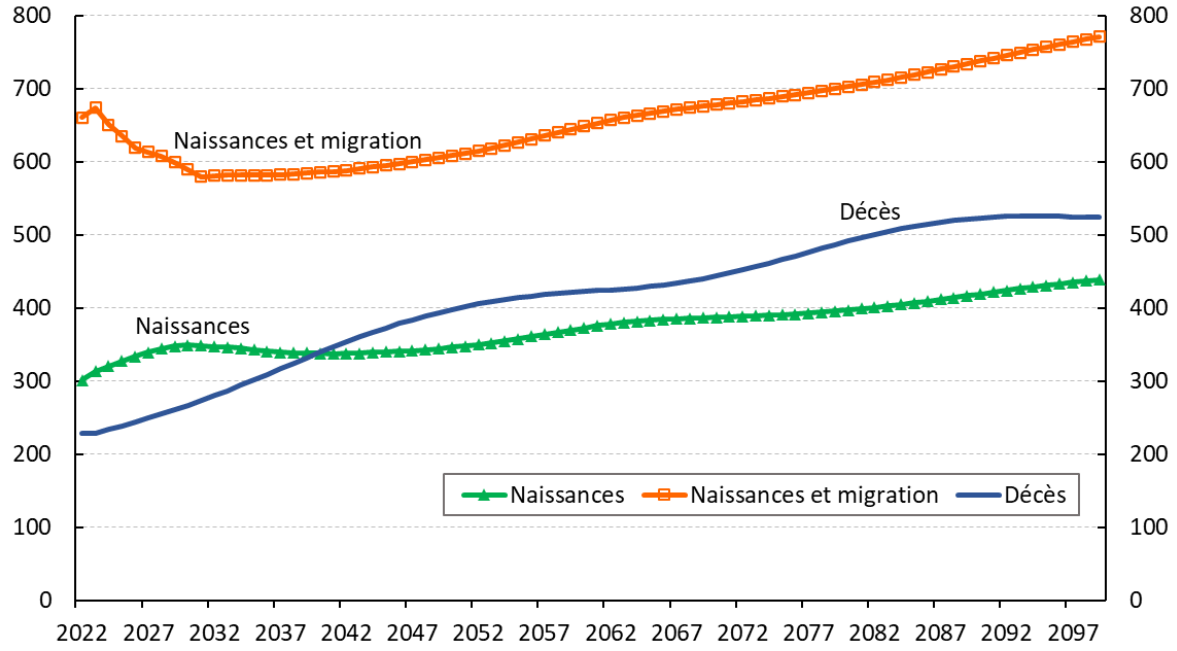
Le tableau 48 montre les composantes de la croissance de la population, soit la somme du nombre prévu de naissances et du niveau de migration nette, réduite du nombre de décèsprojeté au Canada excluant le Québec entre 2022 et 2100, et le graphique 9 présente ces valeurs sous forme de graphique. Pour le Canada excluant le Québec, le nombre de naissances devrait dépasser celui des décès jusqu'en 2039. Par la suite, la migration sera seule responsable de l'augmentation de la population.

En 2022, la population du Canada excluant le Québec devrait augmenter d'environ 1,5 %. La croissance annuelle devrait être ramenée à environ 1,0 % d'ici 2030, 0,6 % d'ici 2045 et 0,5 % d'ici 2075. La population du Canada excluant le Québec devrait atteindre 49,2 millions d'habitants d'ici 2100.

Tableau 48 Naissances, migration nette et décès pour le Canada excluant le Québec
(en milliers)

| Année | Population au 1er juillet | Naissances | Migration nette | Décès | Variation de la population | Variation annuelle en % | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | 20-64 | 65+ | Total |
| | | | | | | (%) | (%) | (%) |
| 2022 | 30 074 | 301 | 359 | 228 | 432 | 1,1 | 3,8 | 1,5 |
| 2023 | 30 519 | 313 | 361 | 229 | 445 | 0,8 | 3,8 | 1,5 |
| 2024 | 30 937 | 320 | 330 | 233 | 417 | 0,7 | 3,7 | 1,4 |
| 2025 | 31 333 | 327 | 308 | 238 | 397 | 0,6 | 3,6 | 1,3 |
| 2026 | 31 708 | 334 | 285 | 244 | 375 | 0,5 | 3,5 | 1,2 |
| 2027 | 32 073 | 339 | 274 | 249 | 365 | 0,5 | 3,3 | 1,1 |
| 2028 | 32 426 | 344 | 263 | 255 | 353 | 0,4 | 3,3 | 1,1 |
| 2029 | 32 764 | 348 | 252 | 261 | 339 | 0,4 | 3,0 | 1,0 |
| 2030 | 33 087 | 349 | 241 | 267 | 323 | 0,4 | 2,7 | 1,0 |
| 2035 | 34 557 | 343 | 239 | 301 | 281 | 0,6 | 1,6 | 0,8 |
| 2040 | 35 854 | 338 | 248 | 339 | 246 | 0,6 | 1,0 | 0,7 |
| 2045 | 37 008 | 340 | 255 | 373 | 222 | 0,6 | 0,9 | 0,6 |
| 2050 | 38 078 | 346 | 262 | 398 | 210 | 0,5 | 1,2 | 0,6 |
| 2055 | 39 128 | 358 | 269 | 414 | 212 | 0,3 | 1,4 | 0,5 |
| 2060 | 40 229 | 373 | 276 | 422 | 226 | 0,1 | 1,5 | 0,6 |
| 2065 | 41 398 | 383 | 283 | 429 | 237 | 0,2 | 1,4 | 0,6 |
| 2070 | 42 581 | 387 | 291 | 444 | 235 | 0,5 | 0,7 | 0,6 |
| 2080 | 44 799 | 397 | 305 | 491 | 211 | 0,5 | 0,5 | 0,5 |
| 2090 | 46 894 | 419 | 319 | 523 | 215 | 0,4 | 0,6 | 0,5 |
| 2100 | 49 228 | 441 | 334 | 524 | 250 | 0,4 | 0,7 | 0,5 |

Graphique 9 Composantes projetées de la croissance de la population du Canada excluant le Québec
(milliers)




## B.4 Projections économiques

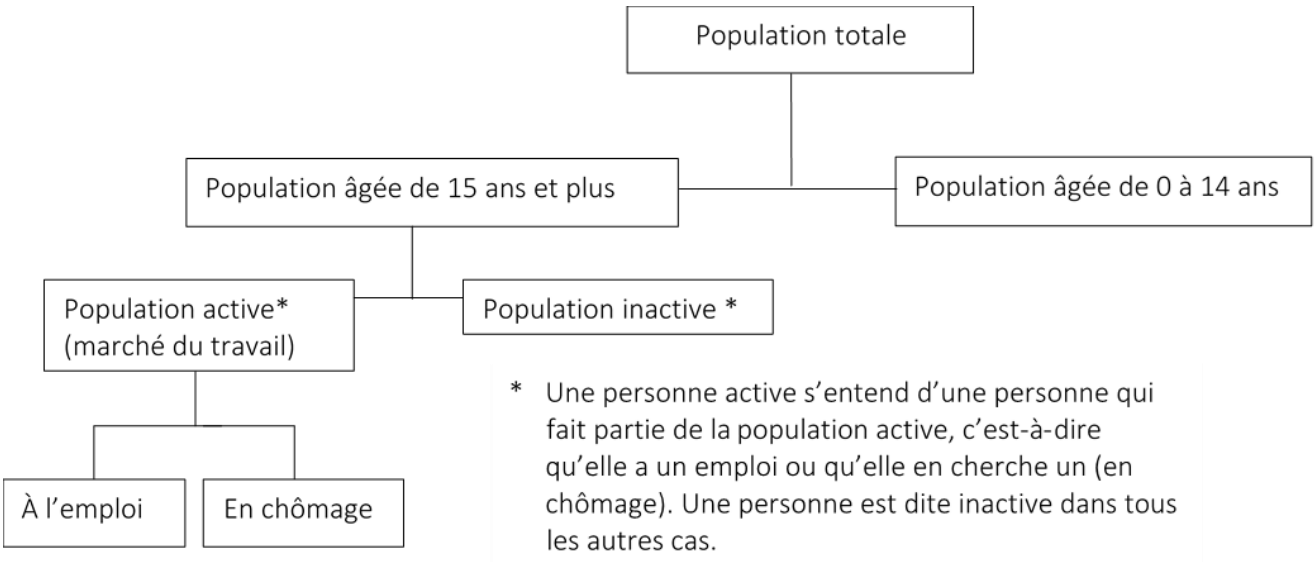
La liste des hypothèses requises pour effectuer les projections des divers indices économiques ainsi que des cotisations et dépenses du RPC est très longue. Les sections qui suivent traitent des plus importantes hypothèses utilisées.

Les perspectives économiques reposent sur l'évolution présumée du marché du travail, c'est-à-dire la participation à la population active, l'emploi, le chômage, l'inflation et l'augmentation des gains d'emploi moyens. Les taux de rendement de l'actif du RPC reflètent les marchés financiers et font partie des hypothèses de placement abordées à la section B.6 de la présente annexe. Tous ces facteurs doivent être envisagés ensemble dans le contexte d'une perspective économique globale.

### B.4.1 Marché du travail

Le graphique 10 indique les principales composantes du marché du travail qui servent à déterminer le nombre de personnes qui ont des gains d'emploi et le nombre de cotisants au RPC selon l'âge, le sexe et l'année civile.

Graphique 10 Composantes du marché du travail




Le nombre de personnes qui ont des gains d'emploi est fondé sur le nombre de personnes à l'emploi et correspond au nombre de personnes qui ont touché des gains d'emploi au cours d'une année civile donnée. Une personne qui a des gains d'emploi devient un cotisant si elle a touché pendant l'année des gains supérieurs à l'exemption de base de l'année (EBA) et est âgée entre 18 et 70 ans.

Les hypothèses concernant la proportion de personnes qui ont des gains d'emploi et les taux de participation au RPC (décrites dans cette section et à la section B.5.1) reposent sur la population active projetée indiquée dans le présent rapport. L'effet projeté des bénéficiaires actifs est pris en compte dans toutes ces hypothèses.

### B.4.1.1 Population active (Canada)

Les tableaux 49 à 51 indiquent l'évolution prévue de la population active et à l'emploi et les taux d'activité de la population active, d'emploi et de chômage correspondants pour le Canada.

**Tableau 49 Populations actives et à l'emploi (Canada, 15 ans et plus)**
(en milliers)

| | Population [1] | | | Population active | | | À l'emploi | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Année | Hommes | Femmes | Total | Hommes | Femmes | Total | Hommes | Femmes | Total |
| 2022 | 15 661 | 16 048 | 31 709 | 10 908 | 9 741 | 20 649 | 10 211 | 9 199 | 19 410 |
| 2023 | 15 879 | 16 274 | 32 153 | 11 025 | 9 860 | 20 885 | 10 356 | 9 339 | 19 695 |
| 2024 | 16 079 | 16 482 | 32 561 | 11 129 | 9 967 | 21 096 | 10 443 | 9 431 | 19 873 |
| 2025 | 16 265 | 16 679 | 32 944 | 11 225 | 10 069 | 21 294 | 10 521 | 9 517 | 20 038 |
| 2026 | 16 435 | 16 862 | 33 297 | 11 313 | 10 166 | 21 479 | 10 592 | 9 598 | 20 190 |
| 2027 | 16 601 | 17 039 | 33 640 | 11 400 | 10 264 | 21 663 | 10 661 | 9 681 | 20 342 |
| 2028 | 16 761 | 17 210 | 33 971 | 11 481 | 10 358 | 21 839 | 10 738 | 9 770 | 20 507 |
| 2029 | 16 913 | 17 374 | 34 287 | 11 560 | 10 449 | 22 009 | 10 812 | 9 855 | 20 667 |
| 2030 | 17 059 | 17 529 | 34 588 | 11 636 | 10 538 | 22 174 | 10 883 | 9 938 | 20 821 |
| 2035 | 17 695 | 18 219 | 35 914 | 12 031 | 11 002 | 23 033 | 11 252 | 10 376 | 21 628 |
| 2040 | 18 287 | 18 860 | 37 147 | 12 356 | 11 291 | 23 647 | 11 556 | 10 649 | 22 205 |
| 2045 | 18 873 | 19 484 | 38 358 | 12 681 | 11 575 | 24 256 | 11 859 | 10 918 | 22 776 |
| 2050 | 19 401 | 20 046 | 39 447 | 12 952 | 11 815 | 24 767 | 12 111 | 11 145 | 23 256 |
| 2055 | 19 875 | 20 539 | 40 414 | 13 139 | 11 993 | 25 132 | 12 286 | 11 313 | 23 599 |
| 2060 | 20 348 | 21 019 | 41 367 | 13 286 | 12 142 | 25 428 | 12 424 | 11 453 | 23 877 |
| 2065 | 20 836 | 21 516 | 42 352 | 13 451 | 12 307 | 25 758 | 12 579 | 11 608 | 24 187 |
| 2070 | 21 333 | 22 031 | 43 364 | 13 681 | 12 516 | 26 196 | 12 794 | 11 804 | 24 599 |
| 2080 | 22 316 | 23 077 | 45 393 | 14 263 | 13 027 | 27 290 | 13 338 | 12 286 | 25 625 |
| 2090 | 23 224 | 24 047 | 47 271 | 14 849 | 13 552 | 28 401 | 13 886 | 12 783 | 26 669 |
| 2100 | 24 227 | 25 052 | 49 279 | 15 402 | 14 039 | 29 440 | 14 404 | 13 240 | 27 644 |

(1) Données ajustées selon la base utilisée par Statistique Canada dans *l'Enquête sur la population active*.

**Tableau 50 Taux d'activité, d'emploi et de chômage (Canada, 15 ans et plus)**
(pourcentages)

| | Taux d'activité de la population active | | | Taux d'emploi | | | Taux de chômage | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Année | Hommes | Femmes | Total | Hommes | Femmes | Total | Hommes | Femmes | Total |
| 2022 | 69,7 | 60,7 | 65,1 | 65,2 | 57,3 | 61,2 | 6,4 | 5,6 | 6,0 |
| 2023 | 69,4 | 60,6 | 65,0 | 65,2 | 57,4 | 61,3 | 6,1 | 5,3 | 5,7 |
| 2024 | 69,2 | 60,5 | 64,8 | 64,9 | 57,2 | 61,0 | 6,2 | 5,4 | 5,8 |
| 2025 | 69,0 | 60,4 | 64,6 | 64,7 | 57,1 | 60,8 | 6,3 | 5,5 | 5,9 |
| 2026 | 68,8 | 60,3 | 64,5 | 64,4 | 56,9 | 60,6 | 6,4 | 5,6 | 6,0 |
| 2027 | 68,7 | 60,2 | 64,4 | 64,2 | 56,8 | 60,5 | 6,5 | 5,7 | 6,1 |
| 2028 | 68,5 | 60,2 | 64,3 | 64,1 | 56,8 | 60,4 | 6,5 | 5,7 | 6,1 |
| 2029 | 68,4 | 60,1 | 64,2 | 63,9 | 56,7 | 60,3 | 6,5 | 5,7 | 6,1 |
| 2030 | 68,2 | 60,1 | 64,1 | 63,8 | 56,7 | 60,2 | 6,5 | 5,7 | 6,1 |
| 2035 | 68,0 | 60,4 | 64,1 | 63,6 | 57,0 | 60,2 | 6,5 | 5,7 | 6,1 |
| 2040 | 67,6 | 59,9 | 63,7 | 63,2 | 56,5 | 59,8 | 6,5 | 5,7 | 6,1 |
| 2045 | 67,2 | 59,4 | 63,2 | 62,8 | 56,0 | 59,4 | 6,5 | 5,7 | 6,1 |
| 2050 | 66,8 | 58,9 | 62,8 | 62,4 | 55,6 | 59,0 | 6,5 | 5,7 | 6,1 |
| 2055 | 66,1 | 58,4 | 62,2 | 61,8 | 55,1 | 58,4 | 6,5 | 5,7 | 6,1 |
| 2060 | 65,3 | 57,8 | 61,5 | 61,1 | 54,5 | 57,7 | 6,5 | 5,7 | 6,1 |
| 2065 | 64,6 | 57,2 | 60,8 | 60,4 | 54,0 | 57,1 | 6,5 | 5,7 | 6,1 |
| 2070 | 64,1 | 56,8 | 60,4 | 60,0 | 53,6 | 56,7 | 6,5 | 5,7 | 6,1 |
| 2080 | 63,9 | 56,4 | 60,1 | 59,8 | 53,2 | 56,5 | 6,5 | 5,7 | 6,1 |
| 2090 | 63,9 | 56,4 | 60,1 | 59,8 | 53,2 | 56,4 | 6,5 | 5,7 | 6,1 |
| 2100 | 63,6 | 56,0 | 59,7 | 59,5 | 52,9 | 56,1 | 6,5 | 5,7 | 6,1 |

**Tableau 51 Taux d'activité de la population active (Canada)**
(pourcentages)

| | Hommes | | | | Femmes | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Groupe d'âge | 2022 | 2025 | 2035 | 2050 | 2022 | 2025 | 2035 | 2050 |
| 15-19 | 48,7 | 49,4 | 52,0 | 52,0 | 51,2 | 51,8 | 54,0 | 54,0 |
| 20-24 | 77,1 | 77,7 | 80,0 | 80,0 | 75,2 | 75,9 | 78,0 | 78,0 |
| 25-29 | 88,8 | 89,6 | 92,0 | 92,0 | 84,4 | 85,5 | 89,0 | 89,0 |
| 30-34 | 92,4 | 92,8 | 94,0 | 94,0 | 84,1 | 84,8 | 87,0 | 87,0 |
| 35-39 | 93,4 | 93,6 | 94,0 | 94,0 | 83,3 | 84,4 | 88,0 | 88,0 |
| 40-44 | 92,8 | 93,1 | 94,0 | 94,0 | 85,0 | 85,9 | 89,0 | 89,0 |
| 45-49 | 92,3 | 92,5 | 93,0 | 93,0 | 85,0 | 86,0 | 89,0 | 89,0 |
| 50-54 | 90,0 | 90,3 | 91,0 | 91,0 | 83,3 | 84,2 | 87,0 | 87,0 |
| 55-59 | 82,4 | 82,7 | 84,0 | 84,0 | 72,3 | 73,1 | 76,0 | 76,0 |
| 60-64 | 64,8 | 65,1 | 66,0 | 66,0 | 51,3 | 51,7 | 53,0 | 53,0 |
| 65-69 | 34,0 | 34,4 | 36,0 | 36,0 | 21,7 | 22,3 | 24,0 | 24,0 |
| 70 et plus | 11,4 | 11,7 | 13,0 | 13,0 | 4,5 | 4,7 | 5,5 | 5,5 |
| 55-69 | 61,7 | 60,9 | 62,6 | 63,7 | 49,4 | 48,8 | 51,5 | 52,3 |
| 55 et plus | 43,0 | 41,2 | 37,9 | 39,7 | 31,4 | 30,0 | 27,7 | 28,7 |
| 18-69 | 80,8 | 81,1 | 83,2 | 82,2 | 72,6 | 73,2 | 76,8 | 75,9 |
| 15 et plus | 69,7 | 69,0 | 68,0 | 66,8 | 60,7 | 60,4 | 60,4 | 58,9 |

Plusieurs tendances sont prises en compte dans l'élaboration des hypothèses ci-dessus, dont certaines sont abordées ci-après.

### Écart entre les taux d'activité de la population active chez les hommes et les femmes

Les taux d'activité globaux observés au Canada (la population active exprimée en pourcentage de la population âgée de 15 ans et plus) de 1976 à 2021 indiquent clairement un rétrécissement de l'écart entre les taux d'activité des hommes et ceux des femmes. Même si l'augmentation des taux d'activité des femmes de 18 à 69 ans a ralenti depuis le milieu des années 2000, ces taux ont augmenté de façon significative au cours des décennies antérieures. Au cours de la dernière décennie, une hausse appréciable des taux d'activité des hommes et des femmes âgés de 55 ans et plus a également été observée.

En 1976, le taux d'activité global de la population active chez les hommes (âgés de 15 ans et plus) était de 78 % contre seulement 46 % pour les femmes, soit un écart de 32 %. Cet écart s'est atténué à 9,0 % en 2021 (taux d'activité de 69,6 % pour les hommes et de 60,6 % pour les femmes), dépassant légèrement son niveau d'avant la pandémie de 8,8 % en 2018 et en 2019. L'écart entre le taux d'activité des hommes et celui des femmes devrait continuer de rétrécir, mais à un rythme plus lent, et atteindre progressivement environ 7,6 % d'ici 2035 (68,0 % pour les hommes et 60,4 % pour les femmes). Une partie de cette réduction découle de l'incidence prévue sur la population active féminine découlant du plan d'apprentissage et de garde des jeunes enfants annoncé par le gouvernement fédéral en 2021. Cette incidence correspond à l'effet historique observé sur la population active féminine au Québec après la mise en place du système de garde d'enfants au Québec en 1997.

### Vieillissement de la population

Étant donné que les taux d'activité commencent à diminuer surtout après l'âge de 50 ans, le vieillissement de la population exercera des pressions à la baisse sur le taux d'activité global de la population active au Canada. Si les taux d'activité courants selon l'âge et le sexe étaient appliqués pendant toute la période de projection, le vieillissement de la population à lui seul ferait diminuer le taux d'activité global du Tableau 50 de 65,1 % en 2021 à 60,3 % en 2050, plutôt qu'à 62,8 % tel que projeté selon les hypothèses basées sur la meilleure estimation.

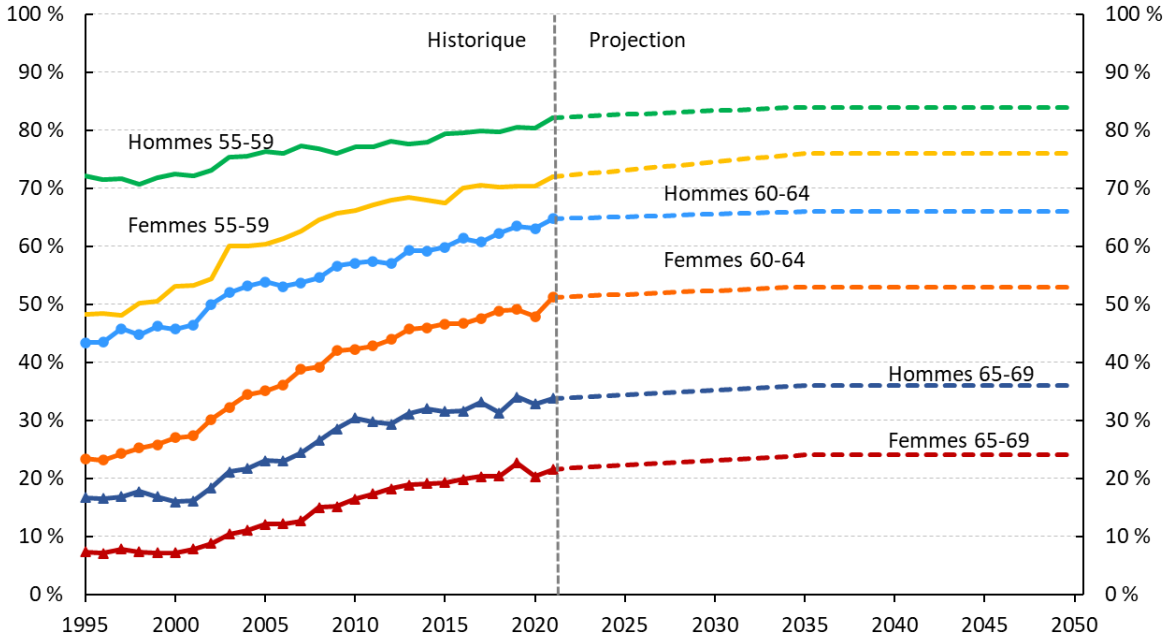
L'une des hypothèses qui sous-tendent le taux d'activité global futur est une hausse des taux d'activité des 55 ans et plus conformément à une tendance soutenue à continuer à retarder le départ à la retraite. Les tendances soutenues en matière d'augmentation de l'accessibilité au travail pour les travailleurs plus âgés (comme les subventions salariales pour l'embauche de travailleurs plus âgés et les régimes de travail flexibles), l'élimination du critère de cessation d'emploi pour recevoir une pension de retraite du RPC avant 65 ans, les augmentations continues projetées de l'espérance de vie et l'insuffisance potentielle des épargnes en vue de la retraite sont présumées encourager les travailleurs plus âgés à retarder leur départ à la retraite et à quitter la population active à un âge plus avancé.

Les taux d'activité des 55 à 59 ans devraient croître, passant de 82,4 % à 84,0 % pour les hommes

et de 72,3 % à 76,0 % pour les femmes entre 2021 et 2050. Au cours de la même période, les taux d'activité des 60 à 64 ans sont réputés passer de 64,8 % à 66,0 % et de 51,3 % à 53,0 % pour les hommes et les femmes respectivement. Finalement, les taux d'activité des 65 à 69 ans sont réputés passer de 34,0 % à 36,0 % et de 21,7 % à 24,0 % pour les hommes et les femmes respectivement.

Le graphique 11 indique les taux d'activité historiques et projetés pour les trois groupes d'âge, 55 à 59 ans, 60 à 64 ans et 65 à 69 ans.

Graphique 11 Taux d'activité de la population active (Canada)




## Pénuries de main-d'œuvre

Malgré la hausse future présumée des taux d'activité des femmes et des travailleurs plus âgés et le recours continu présumé à des travailleurs immigrants qualifiés, la pénurie de main-d'œuvre devrait tout de même persister dans l'avenir étant donné que la croissance de la population en âge de travailler ralentit et que les baby-boomers continuent de partir à la retraite et quittent la population active. Les taux d'activité de tous les groupes d'âge devraient augmenter en raison des possibilités d'emploi intéressantes découlant des pénuries de main-d'œuvre.

Compte tenu de ce qui précède, les taux d'activité des hommes et des femmes devraient augmenter pendant la période de projection par rapport à leurs niveaux de 2021 pour tous les groupes d'âge. Par contre, cette hausse des taux d'activité ne suffit pas à compenser la diminution du taux d'activité global (15 ans et plus) attribuable à l'évolution démographique par suite du vieillissement de la population.

La période de projection utilisée pour projeter les taux d'activité a été divisée en deux sous-périodes : 2022 à 2035 et à compter de 2035. De 2022 à 2035, les taux d'activité projetés sont basés sur l'effet prévu dans le temps des facteurs susmentionnés pour chaque groupe d'âge et sexe. Les taux d'activité demeurent constants à partir de 2035. Cette hypothèse à long terme, combinée à la faible croissance de la population en âge de travailler, se traduit par un taux de croissance de la population active canadienne (soit le marché du travail) d'environ 0,4 % après 2035.

#### B.4.1.2 Emploi (Canada)

Au Canada, le taux annuel moyen de création d'emplois (c.-à-d. l'évolution du nombre de personnes à l'emploi) s'établit à environ 1,5 % depuis 1976. Il a toutefois fluctué au fil des ans. L'hypothèse du taux de création d'emplois est de 2,9 % en 2022 et de 1,5 % en 2023, correspondant à une diminution présumée du taux de chômage, qui devrait passer de 7,5 % en 2021 (taux réel) à 6,0 % en 2022 et à 5,7 % en 2023. Ces taux sont fondés sur les données récentes et sur diverses prévisions économiques, et ils reflètent le rétablissement prévu du marché du travail après la pandémie de COVID-19. Il est également prévu que le taux de création d'emplois pour la période de 2024 à 2027 sera légèrement inférieur au taux de croissance de la population active et ainsi le taux de chômage augmentera lentement, passant de 5,7 % en 2023 à 6,1 % en 2027.

À long terme, il est projeté que le taux de création d'emplois sera le même que le taux de croissance de la population active, soit 0,4 %. Cette projection reflète l'hypothèse ultime pour le taux de chômage de 6,1 % pour les années 2027 et suivantes.

Le tableau 52 indique le nombre projeté de personnes à l'emploi et le taux d'emploi pour les personnes âgées de 18 à 69 ans au Canada.

Tableau 52 Emploi de la population (Canada, 18 à 69 ans)

| | Population | | À l'emploi | | Taux d'emploi | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Année | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes |
| | (en milliers) | | (en milliers) | | (%) | |
| 2022 | 13 241 | 13 161 | 9 768 | 8 874 | 73,8 | 67,4 |
| 2023 | 13 347 | 13 269 | 9 890 | 8 998 | 74,1 | 67,8 |
| 2024 | 13 433 | 13 358 | 9 957 | 9 077 | 74,1 | 68,0 |
| 2025 | 13 508 | 13 439 | 10 017 | 9 152 | 74,2 | 68,1 |
| 2026 | 13 578 | 13 516 | 10 071 | 9 224 | 74,2 | 68,2 |
| 2027 | 13 640 | 13 583 | 10 123 | 9 298 | 74,2 | 68,5 |
| 2028 | 13 692 | 13 642 | 10 182 | 9 378 | 74,4 | 68,7 |
| 2029 | 13 737 | 13 691 | 10 239 | 9 454 | 74,5 | 69,1 |
| 2030 | 13 776 | 13 733 | 10 293 | 9 528 | 74,7 | 69,4 |
| 2035 | 13 950 | 13 919 | 10 579 | 9 923 | 75,8 | 71,3 |
| 2040 | 14 264 | 14 241 | 10 843 | 10 174 | 76,0 | 71,4 |
| 2045 | 14 711 | 14 672 | 11 115 | 10 416 | 75,6 | 71,0 |
| 2050 | 15 144 | 15 096 | 11 353 | 10 633 | 75,0 | 70,4 |
| 2055 | 15 433 | 15 404 | 11 506 | 10 793 | 74,6 | 70,1 |
| 2060 | 15 616 | 15 627 | 11 605 | 10 918 | 74,3 | 69,9 |
| 2065 | 15 708 | 15 778 | 11 708 | 11 051 | 74,5 | 70,0 |
| 2070 | 15 828 | 15 945 | 11 872 | 11 225 | 75,0 | 70,4 |
| 2080 | 16 491 | 16 572 | 12 363 | 11 670 | 75,0 | 70,4 |
| 2090 | 17 211 | 17 276 | 12 879 | 12 144 | 74,8 | 70,3 |
| 2100 | 17 841 | 17 913 | 13 342 | 12 574 | 74,8 | 70,2 |

### B.4.1.3 Marché du travail (Canada excluant le Québec)

Étant donné que le RPC couvre la population active de toutes les provinces sauf le Québec, des hypothèses sur le marché du travail ont été formulées pour le Québec, et les résultats pour le Canada excluant le Québec ont été générés. Le tableau 53 et le tableau 54 indiquent la population active, le nombre de personnes à l'emploi et les taux d'activité de la population active projetés pour le Canada excluant le Québec.

Tableau 53 Populations actives et à l'emploi (Canada excluant le Québec, 15 ans et plus)
(en milliers)

| | Population [1] | | | Population active | | | À l'emploi | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Année | Hommes | Femmes | Total | Hommes | Femmes | Total | Hommes | Femmes | Total |
| 2022 | 12 101 | 12 471 | 24 572 | 8 491 | 7 601 | 16 092 | 7 933 | 7 157 | 15 090 |
| 2023 | 12 287 | 12 668 | 24 955 | 8 600 | 7 714 | 16 314 | 8 064 | 7 288 | 15 353 |
| 2024 | 12 460 | 12 852 | 25 312 | 8 699 | 7 819 | 16 519 | 8 154 | 7 383 | 15 537 |
| 2025 | 12 621 | 13 026 | 25 647 | 8 791 | 7 919 | 16 710 | 8 236 | 7 472 | 15 708 |
| 2026 | 12 769 | 13 186 | 25 955 | 8 876 | 8 012 | 16 888 | 8 310 | 7 556 | 15 866 |
| 2027 | 12 911 | 13 342 | 26 253 | 8 957 | 8 105 | 17 062 | 8 382 | 7 639 | 16 021 |
| 2028 | 13 048 | 13 491 | 26 539 | 9 033 | 8 192 | 17 225 | 8 453 | 7 722 | 16 175 |
| 2029 | 13 178 | 13 633 | 26 811 | 9 105 | 8 277 | 17 382 | 8 521 | 7 801 | 16 322 |
| 2030 | 13 303 | 13 768 | 27 071 | 9 175 | 8 358 | 17 533 | 8 586 | 7 877 | 16 463 |
| 2035 | 13 857 | 14 378 | 28 235 | 9 527 | 8 781 | 18 308 | 8 916 | 8 275 | 17 191 |
| 2040 | 14 391 | 14 958 | 29 349 | 9 829 | 9 052 | 18 881 | 9 198 | 8 531 | 17 729 |
| 2045 | 14 936 | 15 540 | 30 476 | 10 142 | 9 325 | 19 466 | 9 489 | 8 790 | 18 279 |
| 2050 | 15 440 | 16 079 | 31 519 | 10 412 | 9 564 | 19 976 | 9 741 | 9 016 | 18 757 |
| 2055 | 15 894 | 16 557 | 32 452 | 10 606 | 9 745 | 20 351 | 9 923 | 9 187 | 19 110 |
| 2060 | 16 339 | 17 015 | 33 354 | 10 759 | 9 893 | 20 652 | 10 066 | 9 326 | 19 392 |
| 2065 | 16 796 | 17 482 | 34 278 | 10 921 | 10 051 | 20 972 | 10 218 | 9 475 | 19 693 |
| 2070 | 17 263 | 17 966 | 35 229 | 11 138 | 10 252 | 21 391 | 10 422 | 9 664 | 20 086 |
| 2080 | 18 201 | 18 961 | 37 162 | 11 709 | 10 761 | 22 470 | 10 955 | 10 144 | 21 099 |
| 2090 | 19 073 | 19 893 | 38 966 | 12 285 | 11 282 | 23 567 | 11 494 | 10 635 | 22 129 |
| 2100 | 20 024 | 20 849 | 40 873 | 12 819 | 11 754 | 24 573 | 11 994 | 11 080 | 23 074 |

(1) Données ajustées selon la base utilisée par Statistique Canada dans *l'Enquête sur la population active*.

Tableau 54 Taux d'activité de la population active (Canada excluant le Québec)
(pourcentages)

| | Hommes | | | | Femmes | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Groupe d'âge | 2022 | 2025 | 2035 | 2050 | 2022 | 2025 | 2035 | 2050 |
| 15-19 | 46,7 | 47,7 | 51,5 | 51,5 | 49,3 | 50,2 | 53,5 | 53,5 |
| 20-24 | 76,8 | 77,3 | 79,2 | 79,3 | 74,2 | 74,9 | 77,2 | 77,3 |
| 25-29 | 88,8 | 89,5 | 92,0 | 92,0 | 83,9 | 85,0 | 88,7 | 88,8 |
| 30-34 | 92,4 | 92,8 | 94,0 | 94,0 | 83,8 | 84,5 | 86,8 | 86,8 |
| 35-39 | 93,5 | 93,6 | 94,0 | 94,0 | 82,2 | 83,5 | 87,5 | 87,5 |
| 40-44 | 92,6 | 92,9 | 94,0 | 94,0 | 84,0 | 85,2 | 88,8 | 88,8 |
| 45-49 | 92,3 | 92,4 | 93,0 | 93,0 | 84,3 | 85,3 | 88,8 | 88,8 |
| 50-54 | 90,1 | 90,4 | 91,0 | 91,0 | 82,3 | 83,3 | 86,7 | 86,8 |
| 55-59 | 82,3 | 82,7 | 84,0 | 84,0 | 72,0 | 73,1 | 76,6 | 76,5 |
| 60-64 | 65,9 | 66,1 | 66,9 | 66,7 | 53,0 | 53,4 | 54,6 | 54,4 |
| 65-69 | 35,9 | 36,4 | 37,7 | 37,6 | 23,2 | 23,8 | 25,6 | 25,5 |
| 70 ans et plus | 12,0 | 12,4 | 13,6 | 13,6 | 5,1 | 5,3 | 6,0 | 5,9 |
| 55-69 | 62,8 | 62,0 | 63,4 | 64,5 | 50,5 | 50,1 | 52,7 | 53,5 |
| 55 ans et plus | 44,1 | 42,3 | 38,7 | 40,9 | 32,5 | 31,2 | 28,7 | 29,8 |
| 18-69 | 81,1 | 81,4 | 83,5 | 82,4 | 72,4 | 73,2 | 77,1 | 76,0 |
| 15 ans et plus | 70,2 | 69,7 | 68,8 | 67,4 | 60,9 | 60,8 | 61,1 | 59,5 |

### B.4.1.4 Nombre de personnes qui ont des gains d'emploi (Canada excluant le Québec)

Le nombre de personnes qui ont des gains d'emploi au cours d'une année, notamment quiconque ayant touché un gain d'emploi pendant l'année, dépasse toujours le nombre de personnes à l'emploi et se rapproche parfois du nombre de personnes dans la population active, car il comprend toutes les personnes ayant reçu des gains d'emploi à n'importe quel moment dans l'année plutôt qu'une moyenne au cours de l'année du nombre de personnes à l'emploi.

Le nombre projeté de personnes qui ont des gains d'emploi est obtenu au moyen d'une régression basée sur la corrélation historique très forte entre le nombre de personnes à l'emploi et le nombre de personnes qui ont des gains d'emploi entre 1976 et 2019. Le tableau 55 indique le nombre moyen projeté de personnes à l'emploi ainsi que le nombre et la proportion (par rapport à la population) projetés des personnes âgées entre 18 à 69 ans qui ont des gains d'emploi pour le Canada excluant le Québec. La projection du nombre et de la proportion des personnes ayant des gains d'emploi indiquée au tableau 55 porte sur l'ensemble des personnes qui ont des gains d'emploi, incluant celles qui sont bénéficiaires d'une rente de retraite du RPC. L'effet des bénéficiaires d'une rente de retraite du RPC qui ont également des gains d'emploi, c'est-à-dire les bénéficiaires actifs, est abordé plus en détail à la section B.7.6 de la présente annexe.

Tableau 55 Évolution de l'emploi (Canada excluant le Québec, 18 à 69 ans)

| Année | Population | | Nombre de personnes à l'emploi | | Personnes avec gains d'emploi | | Proportion des personnes avec gains d'emploi (par rapport à la population) | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes |
| | (en milliers) | | (en milliers) | | (en milliers) | | (%) | |
| 2022 | 10 301 | 10 304 | 7 591 | 6 900 | 8 475 | 7 853 | 82,3 | 76,2 |
| 2023 | 10 404 | 10 411 | 7 705 | 7 019 | 8 627 | 8 004 | 82,9 | 76,9 |
| 2024 | 10 492 | 10 502 | 7 779 | 7 104 | 8 733 | 8 117 | 83,2 | 77,3 |
| 2025 | 10 570 | 10 586 | 7 846 | 7 184 | 8 830 | 8 223 | 83,5 | 77,7 |
| 2026 | 10 641 | 10 665 | 7 907 | 7 260 | 8 894 | 8 307 | 83,6 | 77,9 |
| 2027 | 10 706 | 10 735 | 7 965 | 7 335 | 8 955 | 8 390 | 83,6 | 78,2 |
| 2028 | 10 762 | 10 798 | 8 021 | 7 411 | 9 016 | 8 473 | 83,8 | 78,5 |
| 2029 | 10 811 | 10 851 | 8 075 | 7 483 | 9 073 | 8 552 | 83,9 | 78,8 |
| 2030 | 10 852 | 10 896 | 8 126 | 7 551 | 9 125 | 8 626 | 84,1 | 79,2 |
| 2035 | 11 038 | 11 096 | 8 385 | 7 912 | 9 392 | 9 015 | 85,1 | 81,2 |
| 2040 | 11 327 | 11 395 | 8 631 | 8 146 | 9 655 | 9 272 | 85,2 | 81,4 |
| 2045 | 11 740 | 11 789 | 8 891 | 8 379 | 9 962 | 9 548 | 84,9 | 81,0 |
| 2050 | 12 169 | 12 206 | 9 131 | 8 595 | 10 253 | 9 812 | 84,3 | 80,4 |
| 2055 | 12 460 | 12 514 | 9 292 | 8 758 | 10 451 | 10 010 | 83,9 | 80,0 |
| 2060 | 12 642 | 12 731 | 9 401 | 8 884 | 10 578 | 10 158 | 83,7 | 79,8 |
| 2065 | 12 756 | 12 891 | 9 506 | 9 013 | 10 686 | 10 298 | 83,8 | 79,9 |
| 2070 | 12 878 | 13 052 | 9 662 | 9 180 | 10 847 | 10 478 | 84,2 | 80,3 |
| 2080 | 13 510 | 13 655 | 10 143 | 9 623 | 11 385 | 10 980 | 84,3 | 80,4 |
| 2090 | 14 227 | 14 363 | 10 655 | 10 095 | 11 966 | 11 525 | 84,1 | 80,2 |
| 2100 | 14 841 | 14 987 | 11 104 | 10 513 | 12 467 | 12 001 | 84,0 | 80,1 |

### B.4.2 Augmentation annuelle des prix (taux d'inflation)

L'hypothèse d'augmentation des prix (taux d'inflation) est nécessaire pour déterminer l'indice de pension pour une année civile donnée. Elle sert également à calculer l'augmentation annuelle des gains d'emploi nominaux moyens, le MGAP, le MSGAP et les taux de rendement nominal des placements.

L'augmentation des prix, mesurée en fonction de l'évolution de l'IPC, tend à fluctuer d'une année à l'autre. Depuis le milieu des années 1950, la tendance a dans l'ensemble été à la hausse jusqu'au début des années 1980, puis dans l'ensemble à la baisse jusqu'à l'adoption des cibles de maîtrise de l'inflation au début des années 1990, moment où l'inflation a commencé à se stabiliser. L'augmentation annuelle moyenne de l'IPC pour les périodes de 50, 20 et 10 ans terminées en 2021 a atteint respectivement 3,9 %, 1,9 % et 1,7 %.

Le 13 décembre 2021, la Banque du Canada et le gouvernement ont renouvelé leur engagement de maintenir l'inflation dans une fourchette de 1 % à 3 % et de cibler un point médian de 2 % jusqu'à la fin de 2026[1]. Ils ont également fait savoir que la Banque utilisera la flexibilité de la

[1] https://www.banqueducanada.ca/2021/12/declaration-commune-du-gouvernement-du-canada-et-de-la-banque-du-canada-concernant-le-renouvellement-du-cadre-de-politique-monetaire/

fourchette de maîtrise de l'inflation de 1 % à 3 % pour rechercher activement le niveau d'emploi durable maximal, dans la mesure où cela lui permettra de garder les attentes d'inflation à moyen terme à 2 %.

Malgré le point médian de 2 % qui est ciblé, l'IPC tend à fluctuer d'une année à l'autre. La pandémie de COVID-19 a eu une incidence sur l'IPC. En 2020, l'IPC n'a progressé que de 0,7 % en raison d'une baisse des dépenses de consommation découlant de diverses mesures et restrictions liées à la pandémie. Cependant, à mesure que la pandémie a évolué et que des restrictions ont été levées, la demande des consommateurs s'est accrue et des problèmes d'approvisionnement ont surgi. Par conséquent, la progression de l'IPC a été de 3,4 % en 2021, son rythme le plus rapide depuis 1991. L'incertitude liée au taux d'inflation élevé en raison des perturbations de l'offre et de la demande causées par la pandémie a été exacerbée par l'intensification du conflit en Ukraine. Aux fins du présent rapport, l'intensification du conflit en Ukraine est considérée comme un événement subséquent.

En raison de l'instabilité économique causée par la pandémie de COVID-19, des répercussions mondiales de la guerre en Ukraine et des problèmes connexes liés à la chaîne d'approvisionnement, le taux d'inflation devrait être supérieur à la cible de 2 % jusqu'en 2025. Les hypothèses d'augmentation des prix sont de 6,9 % en 2022, de 3,0 % en 2023, de 2,5 % en 2024, de 2,25 % en 2025 et de 2,0 % à compter de 2026. Elles sont fondées sur les prévisions à court terme de divers économistes et sur l'attente selon laquelle la Banque du Canada et le gouvernement fédéral continueront de renouveler la cible d'inflation de 2,0 % et sur l'attente selon laquelle la Banque du Canada réussira à maintenir le taux d'inflation au point médian ciblé de 2,0 % à long terme.

### B.4.3 Augmentation du salaire réel

Deux mesures salariales sont utilisées dans le présent rapport : les gains annuels moyens (GAM) et la rémunération hebdomadaire moyenne (RHM). L'hypothèse d'augmentation des GAM sert à projeter les gains d'emploi totaux des cotisants au RPC, tandis que l'augmentation présumée de la RHM sert à majorer le MGAP d'une année à l'autre. L'écart moyen entre les deux mesures a été relativement faible au cours de la période de 1966 à 2019. Toutefois, ces deux mesures ont tendance à croître à des rythmes différents pendant les périodes d'expansion et de ralentissement économique.

#### B.4.3.1 Augmentations à long terme du salaire réel

À long terme, les augmentations des GAM réels et de la RHM réelle sont présumées être les mêmes et sont désignées à titre d'augmentations du salaire réel dans le présent rapport. L'augmentation du salaire réel peut se mesurer en fonction de la différence entre les augmentations du salaire nominal moyen et de l'IPC, le salaire nominal moyen étant alors défini par le montant total des gains nominaux divisé par l'emploi civil total dans l'ensemble de l'économie canadienne.

La relation entre les salaires réels et les marchés du travail et l'économie en général est complexe. En règle générale, les salaires réels font l'objet de pressions à la baisse à mesure que la demande de main-d'œuvre diminue. Par ailleurs, des pressions à la hausse sur les salaires sont attendues si la taille de la population active ne parvient pas à suivre le rythme de croissance de l'économie.

Le tableau 56 présente le lien entre l'augmentation du salaire réel et la croissance de la productivité totale du travail plus la croissance de divers facteurs. Les données pour l'année 2020 n'ont pas été prises en compte en raison de la variabilité des données liées à la pandémie.

Tableau 56 Croissance du salaire réel et des composantes connexes (1)

| | Moyenne 1961-2019 | Moyenne 1990-2019 | Moyenne 2000-2019 | Hypothèse ultime |
|---|---|---|---|---|
| Croissance de la productivité du travail | 1,61 % | 1,19 % | 0,93 % | 1,05 % |
| + Croissance du ratio de rémunération | (0,08) % | (0,15) % | 0,01 % | 0,00 % |
| + Croissance du ratio des gains | (0,17) % | (0,16) % | (0,11) % | (0,05) % |
| + Croissance du nombre moyen d'heures de travail | (0,33) % | (0,17) % | (0,29) % | (0,10) % |
| + Croissance de l'écart de prix | 0,05 % | (0,06) % | 0,04 % | 0,00 % |
| Croissance du salaire réel | 1,07 % | 0,65 % | 0,57 % | 0,90 % |

(1) Les chiffres ayant été arrondis, la somme des composantes peut être différente des totaux indiqués.

La productivité du travail dans le tableau qui précède correspond au ratio du produit intérieur brut (PIB) réel au nombre total d'heures travaillées dans l'économie canadienne. Comme l'indique le tableau 56, la croissance de la productivité du travail a diminué depuis lesannées 1960. Cependant, la productivité à long terme devrait augmenter en raison des pénuries de main-d'œuvre et des progrès technologiques continus. Parallèlement, l'augmentation des taux d'activité des travailleurs plus âgés et le recours à l'immigration pour aider à la croissance future de la main-d'œuvre devraient modérer les pénuries de main-d'œuvre et l'effet connexe sur la productivité.

De plus, la productivité du travail pourrait être touchée par le moment et le rythme de la transition du Canada vers une économie verte. Une grande incertitude plane sur l'effet de cette transition sur la composition de l'économie canadienne, au fur et à mesure que les secteurs à forte intensité carbonique seront potentiellement délaissés au cours des prochaines décennies.

En fonction de ce qui précède, une croissance de la productivité du travail de 1,05 % est présumée à long terme.

Le ratio de rémunération correspond au ratio de la rémunération totale touchée par les travailleurs au PIB nominal, ce qui indique la mesure dans laquelle les variations de la productivité

sont partagées entre le capital et la main-d'œuvre. Ce ratio a diminué en moyenne de 0,08 % par année pendant la période de 58 ans terminée en 2019. Il est prévu qu'il n'y aura pas de changement au ratio de rémunération à long terme.

Le ratio des gains correspond au ratio des gains totaux des travailleurs à la rémunération totale. Les variations du ratio des gains témoignent des modifications apportées à la structure de rémunération offerte aux employés. La diminution historique du ratio des gains de 0,17 % par année de 1961 à 2019 est surtout attribuable à la croissance plus rapide du revenu supplémentaire du travail, par exemple, les cotisations patronales aux régimes de retraite, aux régimes de prestations de maladie, au RPC et au programme d'assurance-emploi, par rapport aux gains. Étant donné qu'une part importante de la baisse historique du ratio des gains peut s'expliquer par la hausse des cotisations au RPC sous l'effet du taux de cotisation qui est passé de 3,6 % en 1986 à 9,9 % en 2003, le ratio des gains ne devrait pas diminuer aussi rapidement que dans le passé. Toutefois, avec le vieillissement de la population, les coûts des régimes de retraite et des programmes de soins de santé devraient continuer d'augmenter dans l'avenir et exercer une pression à la baisse sur le ratio des gains. Il est donc présumé que le ratio des gains à long terme diminuera de 0,05 % par année.

Le nombre moyen d'heures de travail correspond au nombre total d'heures de travail divisé par l'emploi total dans l'économie canadienne. Le nombre moyen d'heures travaillées a diminué entre 1961 et 2019. Dans l'avenir, la hausse soutenue présumée de la productivité et les taux d'activité supérieurs des travailleurs âgés, qui travaillent habituellement moins d'heures, pourraient continuer à exercer une pression négative sur le nombre moyen d'heures de travail. À long terme, il est présumé que le nombre moyen d'heures travaillées diminuera de 0,10 % par année.

Enfin, l'écart de prix ou les « termes d'échange de la main-d'œuvre » correspond au ratio du déflateur du PIB (défini comme étant le ratio du PIB nominal au PIB réel) à l'IPC. Il est impératif de tenir compte de ce ratio, car la productivité du travail s'exprime en termes réels à l'aide du PIB réel tandis que les gains en dollars courants sont convertis en gains réels au moyen de l'IPC. L'écart de prix a augmenté en moyenne de 0,05 % par année entre 1961 et 2019, et est présumé demeurer stable sans modification à long terme.

Selon les explications qui précèdent, le salaire réel devrait augmenter de 0,9 % par année à long terme.

#### B.4.3.2 Augmentations du salaire réel à court terme

Bien que les GAM et la RHM réels sont censés croître au même rythme à long terme, ils ont tendance à croître à des rythmes différents en période de croissance et de ralentissement économiques.

En période de ralentissement économique, la RHM augmente plus rapidement que les GAM, et l'inverse se produit en période de croissance économique. C'est parce qu'en période de ralentissement économique, les personnes à faible revenu perdent leur emploi, ce qui favorise l'augmentation de la RHM (proportionnellement, les personnes à revenu élevé demeurent sur le marché du travail et les gens travaillent moins de semaines pendant l'année). L'inverse est aussi vrai en période de croissance économique, c'est-à-dire que les personnes à faible revenu

intègrent le marché du travail et les gens travaillent plus de semaines pendant l'année.

Selon les informations jusqu'à la fin du mois de juin 2022, les GAM réels devraient diminuer de 2,4 % en 2022 et de 0,1 % en 2023. Ils devraient ensuite augmenter pour connaître une augmentation réelle ultime de 0,9 % en 2026. La croissance négative réelle des GAM dans les premières années de projection s'explique par la dynamique salariale présumée en période de forte inflation découlant de la pandémie de COVID-19 et exarcerbée par l'escalade du conflit en Ukraine, que l'on considère comme un événement subséquent. L'hypothèse d'une augmentation réelle ultime des GAM est établie en tenant compte des tendances passées, de la productivité de la main-d'œuvre et des pénuries de main-d'œuvre, ainsi que d'autres facteurs contributifs. L'hypothèse d'une augmentation réelle ultime combinée à celle d'une augmentation ultime de prix se traduit par une augmentation nominale annuelle présumée de 2,9 % à partir de 2026.

La RHM devrait diminuer de 3,3 % en 2022 et de 0,1 % en 2023. Dans les années à venir, et en suivant la tendance historique qui existe entre l'évolution réelle des GAM et celle de la RHM, la RHM augmentera pour connaître une augmentation réelle ultime de 0,9 % en 2026, soit l'équivalent de l'augmentation réelle ultime des GAM pour la même année.

### B.4.3.3 Sommaire

Le tableau 57 présente les hypothèses au sujet des augmentations annuelles des prix, des GAM réels et des RHM réels.

Tableau 57 Augmentation des prix, des GAM et RHM réels
(en pourcentages)

| Année | Augmentations des prix | Augmentations réelles des gains annuels moyens (GAM) | Augmentations réelles de la rémunération hebdomadaire moyenne (RHM), (MGAP) |
|---|---|---|---|
| 2022 | 6,90 | (2,40) | (3,30) |
| 2023 | 3,00 | (0,10) | (0,10) |
| 2024 | 2,50 | 0,40 | 0,40 |
| 2025 | 2,25 | 0,65 | 0,65 |
| 2026+ | 2,00 | 0,90 | 0,90 |

## B.4.4 Gains annuels moyens, total des gains et gains ouvrant droit à pension

Les gains annuels moyens sont projetés en tenant compte des changements structurels passés et prévus à la démographie et au marché du travail et du rétrécissement de l'écart entre les gains d'emploi moyens des femmes et ceux des hommes. Dans le cadre de ces projections, les gains annuels moyens des bénéficiaires actifs sont également pris en compte. Le ratio des gains d'emploi moyens des femmes à ceux des hommes était d'environ 48 % en 1966 et 79 % en 2019. Ce ratio devrait augmenter à 87 % d'ici 2050. Le tableau 58 indique les gains annuels moyens projetés par groupe d'âge et par sexe pour certaines années.

Tableau 58 Gains annuels moyens (Canada excluant le Québec, 18 à 69 ans)
(en dollars)

| | Hommes | | | Femmes | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Groupe d'âge | 2022 | 2025 | 2050 | 2022 | 2025 | 2050 |
| 20-24 | 28 844 | 31 372 | 62 089 | 23 168 | 25 359 | 51 816 |
| 25-29 | 47 880 | 51 694 | 102 162 | 39 661 | 43 200 | 90 330 |
| 30-34 | 59 805 | 64 383 | 126 451 | 45 928 | 50 186 | 106 976 |
| 35-39 | 65 016 | 69 986 | 137 292 | 50 383 | 55 078 | 117 484 |
| 40-44 | 67 857 | 73 083 | 143 502 | 54 550 | 59 584 | 126 144 |
| 45-49 | 69 087 | 74 447 | 145 975 | 55 927 | 61 068 | 128 915 |
| 50-54 | 67 653 | 73 043 | 143 178 | 55 028 | 60 018 | 126 401 |
| 55-59 | 62 875 | 67 512 | 132 685 | 50 474 | 55 487 | 116 963 |
| 60-64 | 54 073 | 58 429 | 114 042 | 41 524 | 45 987 | 98 623 |
| 65-69 | 38 633 | 42 872 | 84 567 | 28 459 | 31 126 | 68 963 |
| Tous les âges | 55 850 | 60 553 | 119 711 | 44 606 | 48 953 | 104 580 |

Le total des gains est obtenu en multipliant les gains moyens par le nombre de personnes qui ont des gains d'emploi. Le tableau 59 indique la projection des gains moyens et du nombre de personnes qui ont des gains d'emploi selon le sexe, du total des gains qui en résulte et du pourcentage d'augmentation annuelle du total des gains pour le Canada excluant le Québec. L'importante hausse du total des gains de 8,3 % en 2022 s'explique par l'anticipation d'une croissance de l'emploi et d'une forte hausse des salaires nominaux après les deux premières années de la pandémie de COVID-19. L'augmentation annuelle du total des gains devrait atteindre la valeur ultime d'environ 3,4 %. Cette hausse nominale comprend un taux ultime d'inflation de 2,0 %, un taux d'augmentation des salaires réels de 0,9 % et un taux de croissance de la population à l'empoi âgée de 18 à 69 ans de 0,5 %.

Tableau 59 Total des gains (Canada excluant le Québec, 18 à 69 ans)

| Année | Gains annuels moyens | | Personnes qui ont des gains d'emploi | | Total des gains | Augmentation annuelle du total des gains |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes | | |
| | ($) | ($) | (en milliers) | (en milliers) | (millions $) | (%) |
| 2022 | 55 850 | 44 606 | 8 475 | 7 853 | 823 656 | 8,3 |
| 2023 | 57 374 | 46 011 | 8 627 | 8 004 | 863 211 | 4,8 |
| 2024 | 58 945 | 47 456 | 8 733 | 8 117 | 899 943 | 4,3 |
| 2025 | 60 553 | 48 953 | 8 830 | 8 223 | 937 262 | 4,1 |
| 2026 | 62 212 | 50 494 | 8 894 | 8 307 | 972 783 | 3,8 |
| 2027 | 63 917 | 52 084 | 8 955 | 8 390 | 1 009 361 | 3,8 |
| 2028 | 65 669 | 53 722 | 9 016 | 8 473 | 1 047 268 | 3,8 |
| 2029 | 67 466 | 55 413 | 9 073 | 8 552 | 1 085 983 | 3,7 |
| 2030 | 69 313 | 57 154 | 9 125 | 8 626 | 1 125 534 | 3,6 |
| 2035 | 79 367 | 66 667 | 9 392 | 9 015 | 1 346 437 | 3,6 |
| 2040 | 90 949 | 77 553 | 9 655 | 9 272 | 1 597 232 | 3,5 |
| 2045 | 104 305 | 90 100 | 9 962 | 9 548 | 1 899 381 | 3,5 |
| 2050 | 119 711 | 104 580 | 10 253 | 9 812 | 2 253 547 | 3,4 |
| 2055 | 137 533 | 121 256 | 10 451 | 10 010 | 2 651 238 | 3,2 |
| 2060 | 158 118 | 140 483 | 10 578 | 10 158 | 3 099 531 | 3,1 |
| 2065 | 181 895 | 162 645 | 10 686 | 10 298 | 3 618 653 | 3,1 |
| 2070 | 209 339 | 188 185 | 10 847 | 10 478 | 4 242 605 | 3,3 |
| 2080 | 277 903 | 251 176 | 11 385 | 10 980 | 5 921 931 | 3,4 |
| 2090 | 369 452 | 334 704 | 11 966 | 11 525 | 8 278 334 | 3,4 |
| 2100 | 491 216 | 445 970 | 12 467 | 12 001 | 11 475 969 | 3,3 |

Les gains moyens ouvrant droit à pension selon l'âge, le sexe et l'année civile correspondent à la moyenne de la portion des gains d'emploi individuels au-dessous du MGAP pour une cohorte de personnes gagnant un revenu supérieur à l'EBA. Les gains moyens ouvrant droit à pension sont déterminés par les gains moyens annuels ainsi que la répartition des salariés et des gains. Dans le cas du RPC supplémentaire, la méthode qui précède est employée, mais la moyenne de la portion des gains d'emploi individuels qui est utilisée est à concurrence du MSGAP.

Pour 2022, le MGAP et l'EBA sont respectivement de 64 900 $ et de 3 500 $. Le MSGAP représente 107 % du MGAP en 2024 (74 000 $ selon les projections du présent rapport), et 114 % du MGAP en 2025 (81 100 $ selon les projections du présent rapport) et après, conformément au RPC. Le MGAP et le MSGAP sont bonifiés chaque année en fonction des traitements et salaires hebdomadaires moyens de l'ensemble des industries au Canada (publiés par Statistique Canada). Les gains ouvrant droit à pension moyens selon l'âge et le sexe pour certaines années à concurrence du MGAP et du MSGAP figurent respectivement au tableau 60 et au tableau 61.

Tableau 60 Moyenne des gains ouvrant droit à pension à concurrence du MGAP (Canada excluant le Québec)
(en dollars)

| | Hommes | | | Femmes | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Groupe d'âge | 2022 | 2025 | 2050 | 2022 | 2025 | 2050 |
| 20-24 | 29 672 | 32 146 | 61 826 | 24 879 | 27 052 | 53 076 |
| 25-29 | 42 933 | 46 564 | 91 715 | 38 227 | 41 557 | 83 955 |
| 30-34 | 48 749 | 52 971 | 105 071 | 41 568 | 45 322 | 92 381 |
| 35-39 | 50 739 | 55 196 | 109 847 | 43 698 | 47 691 | 97 328 |
| 40-44 | 51 731 | 56 322 | 112 346 | 45 704 | 49 903 | 101 766 |
| 45-49 | 52 044 | 56 672 | 113 058 | 46 430 | 50 705 | 103 435 |
| 50-54 | 51 566 | 56 175 | 111 864 | 46 138 | 50 354 | 102 521 |
| 55-59 | 49 421 | 53 694 | 106 313 | 43 811 | 47 955 | 97 087 |
| 60-64 | 46 072 | 49 989 | 97 482 | 39 815 | 43 619 | 87 908 |
| 65-69 | 41 908 | 45 652 | 88 625 | 34 830 | 37 657 | 76 391 |
| Tous les âges | 46 121 | 50 309 | 99 541 | 40 334 | 44 114 | 89 768 |
| MGAP | 64 900 | 71 200 | 145 600 | 64 900 | 71 200 | 145 600 |
| Tous les âges / MGAP | 0,71 | 0,71 | 0,68 | 0,62 | 0,62 | 0,62 |

Tableau 61 Moyenne des gains ouvrant droit à pension à concurrence du MSGAP (Canada excluant le Québec)
(en dollars)

| | Hommes | | | Femmes | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Groupe d'âge | 2022 | 2025 | 2050 | 2022 | 2025 | 2050 |
| 20-24 | - | 32 811 | 63 004 | - | 27 326 | 53 617 |
| 25-29 | - | 48 987 | 96 221 | - | 43 125 | 87 277 |
| 30-34 | - | 56 841 | 112 417 | - | 47 718 | 97 577 |
| 35-39 | - | 59 704 | 118 505 | - | 50 581 | 103 520 |
| 40-44 | - | 61 169 | 121 733 | - | 53 158 | 108 648 |
| 45-49 | - | 61 636 | 122 679 | - | 54 042 | 110 474 |
| 50-54 | - | 60 979 | 121 133 | - | 53 554 | 109 274 |
| 55-59 | - | 57 987 | 114 547 | - | 50 776 | 103 039 |
| 60-64 | - | 53 792 | 104 659 | - | 45 919 | 92 781 |
| 65-69 | - | 49 196 | 95 407 | - | 39 525 | 80 336 |
| Tous les âges | - | 54 027 | 106 730 | - | 46 508 | 94 919 |
| MSGAP | - | 81 100 | 165 900 | - | 81 100 | 165 900 |
| Tous les âges / MSGAP | - | 0,67 | 0,64 | - | 0,57 | 0,57 |

Les ratios des gains ouvrant droit à pension moyens des hommes et des femmes en pourcentage du MGAP et du MSGAP diminuent lentement au fil du temps. Cela s'explique par le gel de l'EBA, qui fait progressivement en sorte que de moins en moins de travailleurs sont exemptés de la participation au RPC. Ceci a pour effet d'accroître le nombre de personnes qui ont de faibles gains et qui participent au RPC. Le ratio diminue au fil des ans pour les hommes, principalement en raison de cet effet de l'EBA. Le ratio baisse aussi pour les femmes, mais dans une moindre

mesure, ce qui fait en sorte qu'il est relativement stable, l'effet de l'EBA étant en grande partie compensé par la hausse des gains ouvrant droit à pension moyens.

## B.5 Cotisations

Les cotisations sont obtenues en multipliant le nombre de cotisants par les gains cotisables moyens et par le taux de cotisation. Elles sont déterminées distinctement pour les Régimes de base et supplémentaire, en tenant compte des différents gains cotisables (depuis 2024) et des différents taux de cotisation des deux volets du RPC. Le nombre de cotisants demeure le même, puisqu'un cotisant au Régime supplémentaire cotise nécessairement au Régime de base.

### B.5.1 Taux de participation au RPC

Pour être considérée comme cotisant au RPC au cours d'une année civile donnée, une personne doit avoir des gains d'emploi supérieurs à l'EBA. Les taux de participation au RPC (relatifs à la population[1]) sont donc déterminés en multipliant la proportion de la population touchant des gains d'emploi par la proportion de la population touchant des gains d'emploi supérieurs à l'EBA. Cette deuxième proportion est établie pour chaque âge, sexe et année civile en exprimant l'EBA en pourcentage des gains d'emploi moyens et en utilisant les répartitions des personnes qui ont des gains d'emplois et de leurs gains. Le taux de participation au RPC est ajusté pour tenir compte des bénéficiaires actifs. Le tableau 62 indique les taux de participation au RPC des hommes et des femmes pour certains groupes d'âge et certaines années.

Tableau 62 Taux de participation au RPC selon le groupe d'âge
(en pourcentages)

| | Hommes | | | Femmes | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Groupe d'âge | 2022 | 2025 | 2050 | 2022 | 2025 | 2050 |
| 20-24 | 79,2 | 82,0 | 85,1 | 77,3 | 79,9 | 84,3 |
| 25-29 | 87,0 | 87,7 | 92,5 | 83,4 | 84,6 | 91,2 |
| 30-34 | 89,0 | 90,3 | 92,4 | 82,0 | 83,5 | 88,2 |
| 35-39 | 88,0 | 90,1 | 91,8 | 79,5 | 82,0 | 87,6 |
| 40-44 | 88,2 | 88,1 | 89,9 | 80,1 | 81,9 | 87,3 |
| 45-49 | 85,9 | 87,7 | 89,4 | 79,9 | 82,1 | 87,3 |
| 50-54 | 84,2 | 85,3 | 86,9 | 79,0 | 81,0 | 86,0 |
| 55-59 | 77,2 | 79,6 | 81,7 | 69,7 | 71,9 | 76,7 |
| 60-64 | 61,5 | 63,5 | 66,8 | 51,0 | 52,4 | 56,5 |
| 65-69 | 28,9 | 30,4 | 33,4 | 19,5 | 20,6 | 23,6 |
| Tous les âges | 77,4 | 78,8 | 81,1 | 70,5 | 72,1 | 76,9 |

### B.5.2 Gains cotisables moyens

Les gains cotisables moyens, qui incluent les gains cotisables des bénéficiaires actifs, sont déterminés selon l'âge, le sexe et l'année en soustrayant l'EBA des gains ouvrant droit à pension moyens indiqués au tableau 60 et au tableau 61. Les gains cotisables moyens ainsi obtenus selon

[1] Population du Canada excluant le Québec.

le groupe d'âge et le sexe pour certaines années à concurrence du MGAP et du MSGAP sont présentés respectivement au tableau 63 et au tableau 64.

Tableau 63 Gains cotisables moyens pour les gains ouvrant droit à pension à concurrence du MGAP
(en dollars)

| | Hommes | | | Femmes | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Groupe d'âge | 2022 | 2025 | 2050 | 2022 | 2025 | 2050 |
| 20-24 | 26 172 | 28 646 | 58 326 | 21 379 | 23 552 | 49 576 |
| 25-29 | 39 433 | 43 064 | 88 215 | 34 727 | 38 057 | 80 455 |
| 30-34 | 45 249 | 49 471 | 101 571 | 38 068 | 41 822 | 88 881 |
| 35-39 | 47 239 | 51 696 | 106 347 | 40 198 | 44 191 | 93 828 |
| 40-44 | 48 231 | 52 822 | 108 846 | 42 204 | 46 403 | 98 266 |
| 45-49 | 48 544 | 53 172 | 109 558 | 42 930 | 47 205 | 99 935 |
| 50-54 | 48 066 | 52 675 | 108 364 | 42 638 | 46 854 | 99 021 |
| 55-59 | 45 921 | 50 194 | 102 813 | 40 311 | 44 455 | 93 587 |
| 60-64 | 42 572 | 46 489 | 93 982 | 36 315 | 40 119 | 84 408 |
| 65-69 | 38 408 | 42 152 | 85 125 | 31 330 | 34 157 | 72 891 |
| Tous les âges | 42 621 | 46 809 | 96 041 | 36 834 | 40 614 | 86 268 |
| MGAP | 64 900 | 71 200 | 145 600 | 64 900 | 71 200 | 145 600 |

Tableau 64 Gains cotisables moyens pour les gains ouvrant droit à pension à concurrence du MSGAP
(en dollars)

| | Hommes | | | Femmes | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Groupe d'âge | 2022 | 2025 | 2050 | 2022 | 2025 | 2050 |
| 20-24 | – | 29 311 | 59 504 | – | 23 826 | 50 117 |
| 25-29 | – | 45 487 | 92 721 | – | 39 625 | 83 777 |
| 30-34 | – | 53 341 | 108 917 | – | 44 218 | 94 077 |
| 35-39 | – | 56 204 | 115 005 | – | 47 081 | 100 020 |
| 40-44 | – | 57 669 | 118 233 | – | 49 658 | 105 148 |
| 45-49 | – | 58 136 | 119 179 | – | 50 542 | 106 974 |
| 50-54 | – | 57 479 | 117 633 | – | 50 054 | 105 774 |
| 55-59 | – | 54 487 | 111 047 | – | 47 276 | 99 539 |
| 60-64 | – | 50 292 | 101 159 | – | 42 419 | 89 281 |
| 65-69 | – | 45 696 | 91 907 | – | 36 025 | 76 836 |
| Tous les âges | – | 50 527 | 103 230 | – | 43 008 | 91 419 |
| MSGAP | – | 81 100 | 165 900 | – | 81 100 | 165 900 |

### B.5.3 Total des gains cotisables

Les gains cotisables pour une combinaison âge-sexe-année donnée correspondent au produit du taux de participation au RPC, des gains cotisables moyens et de la population pour cette combinaison. Le total des gains cotisables pour une année donnée correspond à la somme des gains cotisables pour chaque combinaison âge-sexe de cette année.

Les gains cotisables totaux sont ensuite ajustés à la hausse pour tenir compte de la fraction non remboursable des cotisations patronales, généralement attribuable par rapport (1) aux employés ayant eu plus d'un employeur pendant l'année et (2) aux employés dont les gains sont inférieurs à l'EBA au cours d'une année donnée incluant ceux qui ne travaillent que pendant une partie de l'année. Le montant des cotisations patronales non remboursables augmente le total des cotisations au RPC, ce qui se traduit par des gains cotisables sous-jacents plus élevés. Par conséquent, les gains cotisables ne sont ajustés que pour déterminer le bon montant des cotisations, et non pour déterminer les prestations.

Le registre des gains de Service Canada, les statistiques sur les cotisants contenues dans *Le livre sur les statistiques du RPC et de la SV 2021* publié par EDSC et des renseignements de l'Agence du revenu du Canada sur les remboursements de cotisations au RPC de base ont été utilisés afin de projeter l'ajustement des gains cotisables à concurrence du MGAP et du MSGAP. L'ajustement projeté des gains à concurrence du MGAP est de 1,54 % en 2022 et recule à 1,49 % au cours de la période de projection pour tenir compte du gel de l'EBA à 3 500 $. L'ajustement projeté des gains à concurrence du MSGAP est de 1,50 % en 2024 et recule à 1,43 % au cours de la période de projection pour tenir compte également du gel de l'EBA à 3 500 $.

Les cotisations annuelles sont obtenues en multipliant les gains cotisables ajustés par les taux de cotisation prévus par la loi. Dans le cas du Régime de base, le taux de cotisation prévu par la loi est de 9,9 % depuis 2003. Pour ce qui est du Régime supplémentaire, le premier taux de cotisation supplémentaire prévu par la loi est de 2,0 % à compter de 2023 (avec période de mise en œuvre débutant en 2019) et le deuxième taux de cotisation supplémentaire prévu par la loi est de 8,0 % à compter de 2024. Le tableau 65 et le tableau 66 présentent des renseignements surles gains cotisables ajustés totaux pour les gains ouvrant droit à pension à concurrence du MGAP et du MSGAP respectivement. L'importante hausse du total des gains cotisables ajustés de 9,4 % en 2022 s'explique par l'anticipation d'une croissance de l'emploi et d'une forte hausse des salaires nominaux après les deux premières années de la pandémie de COVID-19.

Tableau 65 Total des gains cotisables ajustés pour les gains ouvrant droit à pension à concurrence du MGAP

| Année | Gains cotisables moyens non ajustés | | MGAP | Cotisants | | Total des gains cotisables ajustés | Augmentation annuelle du total des gains cotisables ajustés |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Hommes | Femmes | | Hommes | Femmes | | |
| | ($) | ($) | ($) | (milliers) | (milliers) | (millions $) | (%) |
| 2022 | 42 621 | 36 834 | 64 900 | 7 975 | 7 261 | 616 668 | 9,4 |
| 2023 | 43 956 | 38 040 | 66 900 | 8 124 | 7 410 | 648 785 | 5,2 |
| 2024 | 45 435 | 39 357 | 69 200 | 8 229 | 7 522 | 680 189 | 4,8 |
| 2025 | 46 809 | 40 614 | 71 200 | 8 328 | 7 632 | 710 485 | 4,5 |
| 2026 | 48 237 | 41 915 | 73 300 | 8 394 | 7 720 | 739 632 | 4,1 |
| 2027 | 49 671 | 43 237 | 75 400 | 8 458 | 7 806 | 769 230 | 4,0 |
| 2028 | 51 155 | 44 604 | 77 600 | 8 524 | 7 895 | 800 229 | 4,0 |
| 2029 | 52 691 | 46 023 | 79 900 | 8 586 | 7 980 | 832 186 | 4,0 |
| 2030 | 54 237 | 47 461 | 82 200 | 8 646 | 8 062 | 864 552 | 3,9 |
| 2035 | 62 655 | 55 306 | 94 800 | 8 963 | 8 501 | 1 047 401 | 3,9 |
| 2040 | 72 359 | 64 290 | 109 400 | 9 256 | 8 801 | 1 254 280 | 3,6 |
| 2045 | 83 366 | 74 508 | 126 200 | 9 579 | 9 107 | 1 499 428 | 3,6 |
| 2050 | 96 041 | 86 268 | 145 600 | 9 872 | 9 390 | 1 784 712 | 3,5 |
| 2055 | 110 817 | 99 919 | 168 000 | 10 076 | 9 610 | 2 108 096 | 3,3 |
| 2060 | 127 943 | 115 699 | 193 800 | 10 212 | 9 780 | 2 474 655 | 3,2 |
| 2065 | 147 760 | 133 916 | 223 600 | 10 342 | 9 947 | 2 903 032 | 3,2 |
| 2070 | 170 574 | 154 910 | 258 000 | 10 539 | 10 160 | 3 421 988 | 3,4 |
| 2080 | 227 074 | 206 683 | 343 300 | 11 106 | 10 699 | 4 803 930 | 3,5 |
| 2090 | 302 482 | 275 498 | 457 000 | 11 705 | 11 270 | 6 744 599 | 3,4 |
| 2100 | 403 048 | 367 285 | 608 200 | 12 213 | 11 760 | 9 379 076 | 3,3 |

Tableau 66 Total des gains cotisables ajustés pour les gains ouvrant droit à pension à concurrence du MSGAP

| Année [1] | Gains cotisables moyens non ajustés | | MSGAP | Cotisants | | Total des gains cotisables ajustés | Augmentation annuelle du total des gains cotisables ajustés |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Hommes | Femmes | | Hommes | Femmes | | |
| | ($) | ($) | ($) | (milliers) | (milliers) | (millions $) | (%) |
| 2024 | 47 318 | 40 579 | 74 000 | 8 229 | 7 522 | 704 857 | s.o. |
| 2025 | 50 527 | 43 008 | 81 100 | 8 328 | 7 632 | 760 039 | 7,8 |
| 2026 | 52 057 | 44 388 | 83 500 | 8 394 | 7 720 | 791 120 | 4,1 |
| 2027 | 53 597 | 45 792 | 85 900 | 8 458 | 7 806 | 822 735 | 4,0 |
| 2028 | 55 186 | 47 241 | 88 400 | 8 524 | 7 895 | 855 768 | 4,0 |
| 2029 | 56 824 | 48 739 | 91 000 | 8 586 | 7 980 | 889 721 | 4,0 |
| 2030 | 58 509 | 50 283 | 93 700 | 8 646 | 8 062 | 924 626 | 3,9 |
| 2035 | 67 503 | 58 584 | 108 000 | 8 963 | 8 501 | 1 119 173 | 3,9 |
| 2040 | 77 903 | 68 116 | 124 700 | 9 256 | 8 801 | 1 339 798 | 3,7 |
| 2045 | 89 672 | 78 945 | 143 800 | 9 579 | 9 107 | 1 600 861 | 3,6 |
| 2050 | 103 230 | 91 419 | 165 900 | 9 872 | 9 390 | 1 904 782 | 3,4 |
| 2055 | 119 058 | 105 906 | 191 500 | 10 076 | 9 610 | 2 249 521 | 3,3 |
| 2060 | 137 386 | 122 638 | 220 900 | 10 212 | 9 780 | 2 639 925 | 3,2 |
| 2065 | 158 604 | 141 959 | 254 900 | 10 342 | 9 947 | 3 096 314 | 3,2 |
| 2070 | 183 008 | 164 205 | 294 100 | 10 539 | 10 160 | 3 648 770 | 3,4 |
| 2080 | 243 502 | 219 059 | 391 300 | 11 106 | 10 699 | 5 120 600 | 3,5 |
| 2090 | 324 241 | 291 943 | 520 900 | 11 705 | 11 270 | 7 187 118 | 3,4 |
| 2100 | 431 955 | 389 190 | 693 300 | 12 213 | 11 760 | 9 993 162 | 3,3 |

(1) Les années présentées débutent en 2024 puisque le MSGAP n'est applicable qu'à partir de cette année.

## B.6 Hypothèses de placement

L'actif total du RPC à la fin d'une année donnée au cours de la période de projection est déterminé en additionnant l'actif total à la fin de l'année précédente, les revenus de placement projetés et les revenus tirés des cotisations pour l'année donnée, puis en soustrayant les prestations et les charges d'exploitation de l'année donnée.

### B.6.1 Actif net au 31 décembre 2021

La valeur marchande réelle de l'actif du RPC de base au 31 décembre 2021 s'élevait à 544 $ milliards de dollars selon la comptabilité d'exercice. Il s'agit de la somme du Compte du RPC (108 $ millions de dollars) et de l'actif investi par l'OIRPC (540 $ milliards de dollars) pour un total de 540 $ milliards de dollars avant ajustement par les montants à recevoir moins les montants à payer.

La valeur marchande réelle de l'actif du RPC supplémentaire au 31 décembre 2021 s'élevait à 11 $ milliards de dollars selon la comptabilité d'exercice. Il s'agit de la somme du Compte du RPC supplémentaire (19 $ millions de dollars) et de l'actif investi par l'OIRPC (11 $ milliards de dollars) pour un total de 11 $ milliards de dollars avant ajustement par les montants à recevoir moins les

montants à payer.

Le Compte du RPC et le Compte du RPC supplémentaire ont été établis à l'égard du Régime de base et du Régime supplémentaire pour enregistrer les cotisations, les intérêts, les pensions, les autres prestations et les charges d'exploitation. Il enregistre également les montants transférés à l'OIRPC et reçus de celui-ci. Les montants à recevoir comprennent les cotisations dues, mais non encore déposées dans le Compte du RPC, les trop-payés de prestations et les transferts nets entre le RPC et le RRQ pour les cotisants aux deux régimes. Les montants à payer comprennent les charges d'exploitation, les pensions et autres prestations, ainsi que les montants dus à l'Agence du revenu du Canada (ARC). Les prestations et les charges d'exploitation sont décrites en détail dans les sections B.7 et B.8 de cette annexe, respectivement.

Le tableau 67 présente une conciliation de l'actif du RPC de base et du RPC supplémentaire au31 décembre 2021.

Tableau 67 Actif net au 31 décembre 2021
(millions $)

| | RPC de base | RPC supplémentaire |
|---|---|---|
| Compte du RPC | 108 | 19 |
| Actif investi par l'OIRPC | 539 682 | 10 693 |
| Sous-total du Compte du RPC et de l'actif investi par l'OIRPC | 539 790 | 10 713 |
| Plus montants à recevoir | | |
| Cotisations | 4 241 | 335 |
| Prestations payées en trop | 105 | 8 |
| Montants à recouvrer du RRQ | 105 | 8 |
| Moins montants à payer | 517 | 19 |
| Actif net du RPC | 543 725 | 11 045 |

## B.6.2 Stratégie de placement et structure à deux fonds

L'OIRPC investit les fonds conformément à sa propre politique de placement. Aux fins du présent 31e rapport actuariel du RPC, l'actif investi du RPC a été regroupé en trois grandes catégories :

- les actions, tant de sociétés ouvertes que de sociétés fermées;
- les titres à revenu fixe, y compris ceux à revenu fixe nominal (obligations négociables et non négociables), les instruments de crédit et la trésorerie;
- les actifs réels.

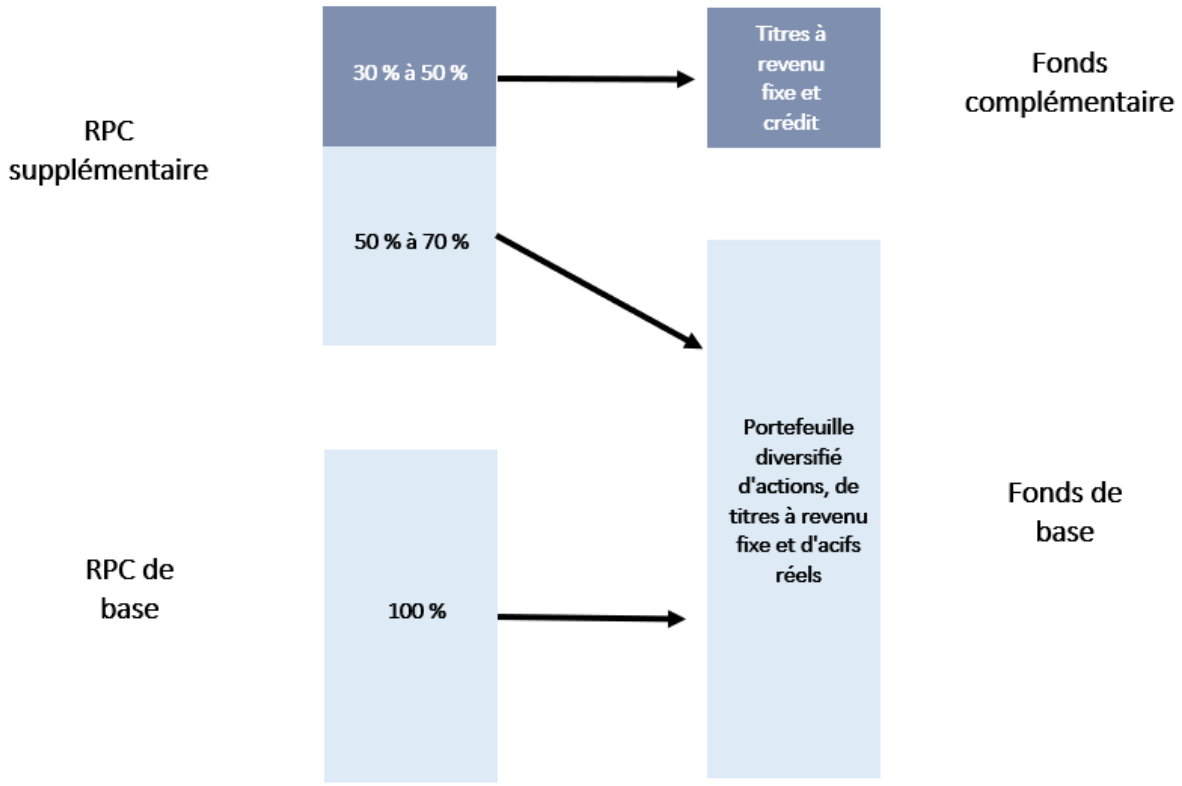
La stratégie de placement de l'OIRPC repose sur un portefeuille à deux catégories d'actifs appelé « portefeuille de référence ». Ce portefeuille établit le niveau de risque que l'OIRPC est disposé à prendre conformément à son mandat. Ce portefeuille de référence comporte un indice de

référence des actions mondiales et un indice de référence des obligations nominales des gouvernements canadiens. Plus la part des actions est élevée, plus le risque connexe est élevé.

Conscient des natures distinctes du RPC de base et du RPC supplémentaire, l'OIRPC a approuvé deux portefeuilles de référence différents pour chaque volet du Régime. La composition du portefeuille de référence applicable au RPC de base au 31 décembre 2021 est maintenue à 85 % d'actions mondiales et à 15 % d'obligations nominales du gouvernement du Canada, alors que le portefeuille de référence du RPC supplémentaire est constitué au 31 décembre 2021 à 55 % d'actions mondiales et à 45 % d'obligations nominales du gouvernement du Canada. Dans le rapport précédent, le portefeuille de référence du RPC supplémentaire était constitué à 50 % d'actions mondiales et à 50 % d'obligations nominales du gouvernement du Canada.

Pour investir les fonds du RPC de base et du RPC supplémentaire en fonction de leurs portefeuilles de référence respectifs, l'OIRPC a mis au point une structure à deux fonds de placement. L'actif sous gestion réel du RPC de base au 31 décembre 2021 constitue le fonds dit« de base » et est investi conformément à la politique de placement du RPC de base. L'actif du RPC supplémentaire est investi dans deux fonds : le fonds de base et le fonds complémentaire. Ce dernier est composé uniquement de titres à revenu fixe et d'instruments de crédit. La part de l'actif du RPC supplémentaire investi dans le fonds de base et le fonds complémentaire est déterminée de façon que le niveau de risque global du RPC supplémentaire soit conforme à son portefeuille de référence. Le graphique 12 illustre la structure à deux fonds de placement de l'actif investi du RPC.

Graphique 12 Structure à deux fonds de placement de l'OIRPC




L'OIRPC diversifie les fonds détenus, et donc les sources de rendement, tout en respectant le niveau de risque de ses portefeuilles de référence. C'est ainsi que l'actif du RPC de base et du RPC supplémentaire est investi dans plusieurs types d'actifs. Les portefeuilles prenant en compte cette diversification sont qualifiés de stratégiques. L'OIRPC utilise les portefeuilles stratégiques pour exprimer son objectif à long terme de répartition de l'actif par catégorie et par région géographique. Dans son rapport annuel de 2021, l'OIRPC a déclaré vouloir continuer d'accroître son exposition aux marchés émergents dans le cadre de sa stratégie 2025[1]. Cette intention est reflétée dans l'ensemble des hypothèses présentées dans cette section.

Au 31 décembre 2021, l'actif du RPC de base était composé de 55 % d'actions, de 23 % de titres à revenu fixe et de 22 % d'actifs réels, tandis que celui du RPC supplémentaire était composé de 36 % d'actions, de 50 % de titres à revenu fixe et de 14 % d'actifs réels. Le tableau 68 départage l'actif réel sous gestion de l'OIRPC entre les catégories d'actifs mentionnées au début de la présente section, qui correspondent à celles du portefeuille stratégique.

[1] Message du président; rapport annuel de l'OIRPC, 2021.

Tableau 68 Composition initiale de l'actif du RPC de base et supplémentaire au 31 décembre 2021
(pourcentages)

| Régime | Actions | | Titres à revenu fixe | | | | Actifs réels |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Actions de sociétés ouvertes | Actions de sociétés fermées | Obligations négociables | Obligations non négociables | Crédit | Trésorerie [1] | |
| de base | 29 | 26 | 19 | 4 | 16 | (16) | 22 |
| supplémentaire | 19 | 17 | 50 | 0 | 10 | (10) | 15 |

(1) Une pondération négative à la trésorerie constitue un levier financier. Cela signifie que des fonds sont empruntés pour accroître les sommes investies dans d'autres catégories d'actifs.

### B.6.3 Revenus de placement

En général, les revenus de placement provenant d'un actif en particulier du portefeuille correspondent au produit de la valeur marchande de cet actif et du taux de rendement nominal projeté (obtenu en additionnant le taux de rendement réel projeté applicable, décrit à la section B.6.4 ci-après, et le taux d'inflation projeté).

Les revenus de placement du RPC sont basés sur le taux de rendement réel présumé pour chaque type d'actif, l'inflation projetée et la composition projetée de l'actif et des flux de trésorerie. En outre, le taux de rendement réel présumé au niveau du portefeuille inclut une provision pour rééquilibrage et diversification (voir section B.6.5). Les revenus de placement sont aussi ajustés à la baisse pour tenir compte des dépenses d'investissement (dont il est question à la section B.6.6).

### B.6.4 Taux de rendement réel

Les taux de rendement réel sont nécessaires afin de projeter les revenus de placement. Ils sont présumés pour chaque année de la période de projection et pour chacune des principales catégories d'actifs dans lesquelles l'actif du RPC est investi. Tous les taux de rendement réel figurant dans la présente section sont indiqués avant réduction des dépenses d'investissement présumées.

Les taux de rendement réel ont été établis en fonction des rendements historiques (exprimés en dollars canadiens) ajustés à la hausse ou à la baisse pour tenir compte des attentes qui diffèrent du passé. Les données des marchés publics et les indices de référence personnalisés préparés par l'OIRPC ont été utilisés pour analyser l'expérience historique.

Les fluctuations futures dans la valeur des devises affecteront les taux de rendement réel au cours de la période de projection et généreront des gains et des pertes. Cependant, comme la période de projection est de 75 ans, ces gains et pertes devraient s'équilibrer avec le temps. Il est donc présumé que les fluctuations des devises n'influeront pas sur les taux de rendement réel.

L'escalade du conflit en Ukraine a lourdement ébranlé les marchés financiers. Dans le but de contrôler la montée de l'inflation qui découle de la pandémie de COVID-19 et excarcerbée par

l'escalade du conflit en Ukraine, la Banque du Canada a, depuis le début de 2022 (au 13 juillet), augmenté son taux directeur de 225 points de base, une hausse ayant eu une incidence sur le rendement des placements à revenu fixe. En outre, en première moitié de 2022, les indices boursiers ont dégringolé dans le monde entier et dans tous les secteurs d'activités.

Ce rapport considérant l'escalade du conflit en Ukraine comme un événement subséquent, les taux de rendement prévus ont été ajustés en conséquence. Plus précisément, pour 2022, le rendement nominal devrait être de -9,0 % pour le RPC de base et de -7,7 % pour le RPC supplémentaire. En termes réels, on parle pour 2022 d'un rendement prévu de -15,9 % pour le RPC de base et de -14,6 % pour le RPC supplémentaire. Ces rendements correspondent aux résultats réels de l'OIRPC jusqu'au 30 juin 2022 et révèlent une incertitude persistante pour le reste de l'année. En outre, les rendements des titres à revenu fixe au-delà de 2022 reposent sur une révision de la trajectoire des taux d'intérêt tenant compte de la forte augmentation des taux survenue en première moitié de 2022.

### B.6.4.1 Titres à revenu fixe

Au 31 décembre 2021, l'OIRPC avait investi 23 % de son portefeuille du RPC dans des titres à revenu fixe comprenant des titres à revenu fixe nominal, des instruments de crédit et la trésorerie. Les titres à revenu fixe nominal du fonds de base peuvent également être scindés entre un portefeuille d'obligations non négociables composé d'obligations à échéances diverses, représentant des prêts aux provinces, et un portefeuille d'obligations négociables composé d'obligations fédérales et provinciales intérieures ainsi que d'obligations souveraines étrangères. À compter du 1er janvier 2019, l'OIRPC a commencé à investir une partie des cotisations au RPC supplémentaire dans un fonds complémentaire composé de titres à revenu fixe et d'instruments de crédit.

#### Titres canadiens à revenu fixe

Le taux d'argent frais correspond au taux de rendement nominal (taux d'intérêt) des obligations du gouvernement canadien de plus de 10 ans; il est établi pour chaque année de la période de projection. Le rendement réel des obligations fédérales de plus de 10 ans correspond au taux d'argent frais, déduction faite du taux d'inflation présumé. Le rendement réel des obligations fédérales canadiennes à long terme au 31 décembre 2021 est d'environ -1,68 % et devrait augmenter progressivement pour atteindre 2,0 % d'ici 2033 et s'y maintenir.

Les taux de rendement réel des obligations provinciales à long terme ainsi que des obligations fédérales et provinciales à échéance plus courte (moyen et court terme) reposent sur le rendement réel des obligations fédérales à long terme ajusté en fonction des écarts historiques au cours des 20 dernières années. Les écarts initiaux par rapport au taux de rendement réel des obligations fédérales à long terme s'appuient sur ceux en vigueur le 31 décembre 2021 et traduisent la conjoncture économique. Comme le rendement des obligations (taux d'intérêt) fédérales à long terme devrait augmenter entre 2022 et 2033 et ne devrait se stabiliser qu'à la fin de 2033, le rendement des obligations est inférieur pour les dix premières années de la période de projection.

Pour le fonds de base, les rendements sont établis en fonction du rendement des obligations fédérales canadiennes universelles. Ce rendement devrait se traduire par un portefeuille diversifié d'obligations fédérales canadiennes. En appliquant les rendements fédéraux à long, moyen et court terme énoncés précédemment, pondérés par les valeurs de marché de l'indice universel des titres à revenu fixe canadiens au 31 décembre 2021, l'échéance moyenne est de 8,0 ans pour les obligations fédérales canadiennes universelles et le rendement réel ultime qui en découle est de 1,3 %.

### Portefeuille d'obligations non négociables et taux de renouvellement (prêts aux provinces, fonds de base)

À la fin de 2021, le portefeuille d'obligations non négociables représentait 4 % de l'actif total du RPC. Les provinces peuvent renouveler, à leur échéance, les obligations achetées avant les modifications apportées au RPC en 1997 (qui sont entrées en vigueur le 1er janvier 1998) pour une période supplémentaire de 20 ans. Plutôt que d'exercer le droit de renouvellement prévu par la loi, l'OIRPC a conclu des ententes avec les provinces, selon lesquelles celles-ci peuvent rembourser leurs obligations et faire en sorte que l'OIRPC achète simultanément une ou plusieurs obligations de remplacement pour une durée d'au moins cinq ans, le capital ne dépassant pas celui du titre arrivé à échéance et pour des durées successives totales d'un maximum de 30 ans. Au cours de la période de 20 ans entre 2002 et 2021, 89 % des obligations provinciales pouvant être renouvelées l'ont été à l'échéance ou avant. La proportion d'obligations renouvelées grimpe à 100 % en tenant compte de la période de cinq ans entre 2017 et 2021. Étant donné ces observations, il est supposé que le taux de renouvellement sera de 99 % à compter de 2022. La dernière obligation non négociable devrait venir à échéance en 2049.

Sur la base de l'expérience moyenne, à court, moyen et long terme, de l'écart entre les rendements annuels des obligations fédérales et provinciales, des perspectives actuelles de l'économie et des données sur les renouvellements depuis 2000, un écart par rapport au rendement des obligations fédérales à long terme a été déterminé pour chaque province. Les écarts initiaux pour les obligations assujetties à un renouvellement correspondent aux écarts réels sur le marché à la fin de 2021 pour les obligations provinciales émises par la province visée. Les écarts ultimes, utilisés à compter de 2033, correspondent aux écarts moyens observés au cours de la période de 2000 à 2021 (abstraction faite de la crise financière mondiale de 2008-2009) pour les obligations provinciales émises par la province visée. L'écart moyen pondéré à long terme pour l'ensemble des provinces est d'environ 70 points de base. Par conséquent, les obligations provinciales assujetties à un renouvellement devraient connaître un rendement réel annuel ultime d'environ 2,7 % à compter de 2033.

Le taux de rendement réel du portefeuille d'obligations non négociables est calculé en tenant compte des remboursements de coupons effectués au cours de l'année et des fluctuations de la valeur marchande du portefeuille attribuables à la variation des taux de rendement présumés et de l'échéance de chaque obligation. Les coupons payés et les valeurs de rachat des obligations à échéance sont présumés être réinvestis dans le portefeuille d'obligations négociables.

### Portefeuille d'obligations négociables (fonds de base)

À mesure que le portefeuille d'obligations non négociables viendra à échéance au cours des trois prochaines décennies, il est supposé que le produit sera réinvesti dans des obligations négociables et que le portefeuille d'obligations négociables sera composé principalement d'obligations souveraines étrangères (marchés développés et émergents). La composition du portefeuille d'obligations de marchés développés et émergents concorde avec les renseignements fournis par l'OIRPC. Depuis le dernier rapport (30e rapport actuariel du RPC), les obligations de sociétés détenues par l'OIRPC sont réputées faire partie de la catégorie d'actifs des instruments de crédit (question abordée dans la section ultérieure).

Le rendement des obligations souveraines de marchés développés est établi sur la base de différents rendements souverains projetés pour la zone euro, les États-Unis et le Royaume-Uni. Ce rendement est obtenu en ajoutant un écart négatif de 20 points de base aux rendements projetés des obligations fédérales canadiennes universelles. Le rendement réel ultime des obligations souveraines de marchés développés devrait être de 1,1 %.

Le rendement des obligations souveraines de marchés émergents devrait correspondre à différents rendements à long terme prévus en monnaie locale pour les économies émergentes du Brésil, de la Chine, de l'Inde, de l'Indonésie et du Mexique. Ce rendement devrait être supérieur de 160 points de base à celui des obligations fédérales canadiennes universelles, assurant au portefeuille d'obligations souveraines de marchés émergents un rendement ultime de 2,9 %.

Le taux de rendement réel ultime du portefeuille d'obligations négociables du fonds de base devrait être de 1,3 % avant les dépenses d'investissement. Les taux de rendement réel du portefeuille d'obligations négociables du fonds de base devraient être inférieurs au cours des premières années de la période de projection en raison de l'accroissement prévu des taux d'intérêt.

### Portefeuille d'obligations négociables (fonds complémentaire)

Le fonds complémentaire devrait être principalement composé de titres à revenu fixe et d'instruments de crédit canadiens, de sorte que la combinaison d'actifs du fonds de base et du fonds complémentaire produise le profil de risque souhaité pour le RPC supplémentaire. Aux fins de ce rapport, les titres canadiens à revenu fixe devraient intégrer un portefeuille diversifié d'obligations canadiennes fédérales et provinciales.

La composition initiale de ce portefeuille est estimée à partir des états financiers de l'OIRPC au 31 décembre 2021. Il est supposé que l'OIRPC achètera diverses obligations fédérales et provinciales dans des proportions conformes à sa stratégie de placement. Il est donc supposé que la composition applicable des obligations à compter de 2022 sera la même qu'au 31 décembre 2021, soit 70 % d'obligations fédérales et 30 % d'obligations provinciales.

Les échéances moyennes présumées des obligations fédérales et provinciales sont déterminées en fonction des obligations détenues par l'OIRPC au 31 décembre 2021 et sont réputées

demeurer constantes pendant toute la période de projection. L'échéance globale est fixée à 9,4 ans pour les obligations fédérales complémentaires et à 14,8 ans pour les obligations provinciales complémentaires.

Le taux de rendement réel ultime des obligations négociables du fonds complémentaire devrait être de 1,8 %. Comme dans le cas du portefeuille d'obligations négociables du fonds de base, les taux de rendement réel du fonds complémentaire devraient être inférieurs au cours des premières années de la période de projection en raison de l'accroissement prévu des taux d'intérêt.

### Instruments de crédit (fonds de base et fonds complémentaire)

La catégorie d'actifs des instruments de crédit comprend des placements dans des obligations de sociétés, des titres de créance privés et des titres de créances immobilières privés. Dans le rapport précédent, le fonds complémentaire était composé uniquement de titres canadiens à revenu fixe. Toutefois, l'OIRPC y a depuis intégré les instruments de crédit. À la fin de 2021, près de 16 % de l'actif net du RPC de base et 10 % de l'actif net du RPC supplémentaire de l'OIRPC étaient investis dans cette catégorie d'actifs.

Aux fins du présent rapport, le taux de rendement réel prévu des instruments de crédit devrait correspondre au rendement d'un portefeuille diversifié d'obligations de sociétés, ajusté pour tenir compte des caractéristiques du risque associées aux titres effectivement détenus par l'OIRPC. Les instruments de crédit du fonds complémentaire constituent uniquement des titres canadiens, tandis que ceux du fonds de base prévoient une exposition à d'autres marchés développés et émergents. En outre, les instruments de crédit du fonds de base prévoient une exposition accrue supposée aux marchés développés et émergents.

Pour le fonds de base, les rendements du portefeuille diversifié d'obligations de sociétés sont établis sur la base des rendements projetés des titres de sociétés américaines. Le taux de rendement réel ultime de la catégorie d'actifs des instruments de crédit du fonds de base devrait être de 2,2 % à partir de 2033. Le taux de rendement réel ultime de la catégorie d'actifs des instruments de crédit du fonds complémentaire devrait être de 2,9 %. Ce rendement est supérieur à celui du fonds de base, pour tenir compte de sa composition exclusive de titres canadiens ainsi que de ses différentes caractéristiques de risque.

Les taux de rendement réel du portefeuille d'instruments de crédit devraient, tant pour le fonds de base que pour le fonds complémentaire, être inférieurs au cours des premières années de la période de projection en raison de l'accroissement prévu des taux d'intérêt.

### Compte du RPC, Compte du RPC supplémentaire et trésorerie

Le Compte du RPC fait partie des comptes du Canada afin de comptabiliser les opérations du Régime de base et les montants transférés à l'OIRPC et par celui-ci à l'égard du RPC de base. Le solde du Compte du RPC sert de compte de transfert et n'est investi que dans des titres à court terme.

À l'instar du Compte du RPC, le Compte du RPC supplémentaire est un compte de transfert qui permet de comptabiliser les opérations du Régime supplémentaire et les montants transférés à l'OIRPC et par celui-ci à l'égard du RPC supplémentaire.

L'OIRPC utilise un levier financier dans le cadre de sa stratégie de placement. Dans le contexte de la gestion de portefeuille, le levier financier consiste à emprunter des fonds pour investir dans d'autres actifs en s'attendant à ce que les coûts d'emprunt soient inférieurs au rendement des actifs achetés. Au 31 décembre 2021, la dette externe et l'obligation de financement de l'OIRPC représentaient près de 16 % de son actif net. Comme ce fut le cas dans le rapport précédent, ce rapport comptabilise clairement le montant utilisé comme levier dans la composition de l'actif. Le coût d'emprunt associé au levier financier est réputé correspondre au taux de rendement réel de la trésorerie. L'hypothèse du taux de rendement réel initial de la trésorerie est faible, ce qui traduit le contexte actuel, et une transition en douceur est prévue entre le taux initial et le taux ultime de 0,3 % à compter de 2033.

### B.6.4.2 Actions

L'actif du RPC investi dans des actions est actuellement réparti entre des actions de sociétés ouvertes et de sociétés fermées, et entre divers secteurs géographiques. Afin de déterminer les taux de rendement réel de ces placements en actions, les taux de rendement des dividendes, la croissance prévue des économies sous-jacentes et les primes de risque à long terme pour différents facteurs comme la taille, l'échéance et l'emplacement géographique ont été pris en considération. Aucune distinction n'est établie entre les gains en capital, qu'ils soient réalisés ou non. Les indices de référence des actions personnalisés fournis par l'OIRPC ont été pris en compte pour établir les taux de rendement réel des actions.

#### Actions de sociétés ouvertes

Les actions de sociétés ouvertes comprennent des actions cotées en bourse sur les marchés établis et émergents. Divers éléments jouent sur le rendement de placements en actions, notamment les bénéfices, les revenus versés aux actionnaires, la fluctuation de la valeur et, dans le cas de placements non canadiens, les taux de change.

À long terme, les variations de valeur et les fluctuations de devises ne devraient pas avoir d'incidence importante sur le rendement des grands marchés boursiers. Par conséquent, il est présumé que les attentes relatives aux revenus et à la croissance des bénéfices sont suffisantes pour prévoir le rendement futur des actions, y compris les ajustements supplémentaires pour tenir compte du risque lié aux actions à faible capitalisation et aux actions de marchés émergents. Les revenus provenant des rendements des dividendes et des rachats d'actions de marchés développés devrait être de 3,1 %. Ce chiffre est fondé sur les rendements historiques des dividendes et des rachats d'actions de marchés développés, ajustés pour refléter les environnements économiques actuels et prévus. La croissance des bénéfices est représentée par la croissance du PIB par habitant, et devrait faire augmenter le rendement réel global des actions de marchés développés de 0,9 %. Le rendement prévu des actions de marchés développés est donc de 4,0 %. En raison du risque accru lié aux actions à faible capitalisation et aux actions de

marchés émergents, il est présumé que ces actions auront un rendement supplémentaire de 0,2 % et de 1,0 %, respectivement.

Le taux de rendement réel ultime projeté des actions de sociétés ouvertes est de 4,2 %. La trajectoire à court terme est inférieure en raison de l'événement subséquent décrit à la section 2.3.

#### Actions de sociétés fermées

Les actions de sociétés fermées sont moins liquides que celles de sociétés ouvertes, et leur gestion requiert davantage d'expertise. Elles peuvent aussi permettre aux investisseurs institutionnels d'investir plus tôt dans le cycle de développement d'une société, ce qui comporte davantage de risque et un rendement potentiel plus élevé. C'est ainsi que la structure de rendement des actions de sociétés fermées diffère de celle des actions de sociétés ouvertes. Les actions de sociétés fermées devraient générer un rendement supplémentaire en contrepartie du risque d'illiquidité supplémentaire et de la complexité qu'implique la gestion.

De façon générale, les placements privés ont gagné en popularité au cours de la dernière décennie. Cette progression de la demande n'a pas nécessairement entraîné une croissance équivalente de l'offre. Les évaluations sont élevées et d'importants capitaux attendent d'être affectés à des prix intéressants. En raison du nombre croissant d'investisseurs à travers le monde qui se font concurrence sur le marché des placements privés, il est présumé que le rendement supplémentaire lié à l'investissement dans des actions de sociétés fermées par rapport à des actions de sociétés ouvertes sera inférieur aux niveaux historiques.

Le taux de rendement réel ultime projeté des actions de sociétés fermées est de 5,1 %. La trajectoire à court terme est inférieure en raison de l'événement subséquent décrit à la section 2.3.

### B.6.4.3 Actif réel

Les actifs réels comme les biens immobiliers, les infrastructures et les ressources naturelles sont considérés comme partageant certaines caractéristiques des titres à revenu fixe et des actions, en plus de présenter des caractéristiques particulières liées à leur spécificité (comme l'illiquidité). Le taux de rendement réel prévu des actifs réels est donc influencé par ces caractéristiques. Il est également présumé que, ultimement, l'exposition aux marchés émergents de l'actif réel du RPC sera supérieure à celui au 31 décembre 2021.

Le taux de rendement réel ultime projeté des actifs réels est de 4,1 %. La trajectoire à court terme est inférieure en raison de l'événement subséquent décrit à la section 2.3.

### B.6.4.4 Sommaire des taux de rendement réel par catégorie d'actifs

Le tableau 69 résume l'hypothèse des taux de rendement réel selon le type d'actifs pendant toute la période de projection, avant déduction des dépenses d'investissement. Ces taux sont présentés sans provision pour rééquilibrage et diversification (voir section B.6.5). La provision pour rééquilibrage et diversification est exprimée à l'échelle du portefeuille au tableau 70 pour le RPC de base et au tableau 71 pour le RPC supplémentaire.

Il importe de noter que les taux de rendement de la plupart des actifs sont volatils. Les taux de rendement réel présentés au tableau 69 reflètent les tendances et les niveaux de rendements prévus à long terme. Il convient donc de ne pas trop s'attarder aux années individuelles de projection.

Ce rapport considérant l'escalade du conflit en Ukraine comme un événement subséquent, les taux de rendement prévus ont été ajustés en conséquence, conformément à la section B.6.4. Étant donné que le taux de rendement prévu pour 2022 n'était pas décomposé par catégorie d'actifs, l'année 2022 ne figure pas aux tableaux ci-après.

Tableau 69 Taux de rendement réel selon le type d'actifs (avant les dépenses d'investissement et le rééquilibrage et diversification)
(pourcentages)

| | Actions | | Titres à revenu fixe | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Année | Actions de sociétés ouvertes | Actions de sociétés fermées | Obligations négociables (Base) | Obligations négociables (Complémentaire) | Obligations non négociables | Crédit (Base) | Crédit (Complémentaire) | Trésorerie | Actifs réels |
| 2023 | 3,0 | 3,9 | 0,1 | (0,4) | 1,0 | 0,9 | (0,6) | (0,3) | 2,4 |
| 2024 | 3,6 | 4,6 | 0,1 | 0,2 | 1,0 | 1,1 | 0,7 | (0,3) | 2,9 |
| 2025 | 3,9 | 4,9 | 0,2 | 0,5 | 1,4 | 1,3 | 1,4 | (0,3) | 3,3 |
| 2026 | 4,2 | 5,2 | 0,2 | 0,7 | 1,8 | 1,5 | 1,9 | (0,3) | 3,5 |
| 2027 | 4,2 | 5,2 | 0,3 | 0,8 | 1,8 | 1,6 | 2,0 | (0,2) | 3,6 |
| 2028 | 4,2 | 5,2 | 0,4 | 0,9 | 1,8 | 1,7 | 2,1 | (0,1) | 3,6 |
| 2029 | 4,2 | 5,2 | 0,5 | 0,9 | 1,9 | 1,7 | 2,1 | (0,1) | 3,6 |
| 2030 | 4,2 | 5,2 | 0,6 | 1,0 | 2,0 | 1,8 | 2,2 | 0,0 | 3,7 |
| 2035 | 4,2 | 5,1 | 1,3 | 1,8 | 2,0 | 2,2 | 2,9 | 0,3 | 4,1 |
| 2040 | 4,2 | 5,1 | 1,3 | 1,8 | 1,1 | 2,2 | 2,9 | 0,3 | 4,1 |
| 2045+ | 4,2 | 5,1 | 1,3 | 1,8 | 2,2 | 2,2 | 2,9 | 0,3 | 4,1 |

### B.6.5 Composition de l'actif et taux de rendement prévus des portefeuilles

Le présent rapport comporte des projections sur 75 ans. Une hypothèse sur la composition de l'actif à long terme est donc requise, pour le RPC de base comme pour le RPC supplémentaire. À mesure que les actifs du RPC de base parviennent à maturité et que ses participants vieillissent, le ratio cotisants/bénéficiaires devrait diminuer et la part des revenus de placement nécessaire pour couvrir les prestations devrait augmenter. Il est prévu qu'à compter de 2026, les cotisations ne suffiront pas à couvrir toutes les dépenses et une portion du revenu de placement sera requise pour combler la différence. La portion des revenus de placement nécessaire pour couvrir les

dépenses sera d'abord modeste mais devrait augmenter avec le temps pour atteindre environ 16 % en 2050 et 34 % d'ici 2070. L'importance des revenus de placement fiables croîtra donc avec le temps dans le cas du RPC de base.

Le RPC supplémentaire misera encore plus sur le revenu de placement en raison de son approche de financement différente de celle du RPC de base. Les déviations du taux de rendement du portefeuille du RPC supplémentaire devraient avoir une grande incidence sur la viabilité de ce dernier en raison de la dépendance plus forte du Régime supplémentaire au revenu de placement. Compte tenu de la perspective à long terme du présent rapport, il importe de considérer l'ampleur du risque de placement qui convient au RPC de base et au RPC supplémentaire à long terme sachant en quoi chacun des volets est affecté par le rendement des placements.

Pour le RPC de base comme pour le RPC supplémentaire, les taux de rendement réel prévus au niveau du portefeuille incluent une provision pour rééquilibrage et diversification. Cette provision prend en compte l'avantage de rééquilibrer périodiquement un portefeuille diversifié afin de conserver la composition relative souhaitée de l'actif par catégorie d'actifs. Autrement dit, le taux de rendement attendu d'un portefeuille est supérieur à la moyenne pondérée des taux de rendement individuels des catégories d'actifs le composant. L'importance de la provision dépend de la composition de l'actif et des propriétés de risque des catégories d'actifs.

### RPC de base

Il est présumé que le niveau de risque du portefeuille de placement du RPC de base diminuera au fil du temps. Comme pour le portefeuille de référence existant de l'OIRPC pour le RPC de base, le niveau de risque initial devrait équivaloir à celui d'un portefeuille de référence comprenant environ 85 % d'actions et 15 % de titres à revenu fixe. La volatilité du portefeuille initial du RPC de base, mesurée par l'écart type sur un an du rendement, est estimée à 12,4 % par année[1]. Par la suite, il est projeté que la volatilité du taux de rendement du fonds de base baissera graduellement à 10,7 % en 2033, ce qui équivaut à un portefeuille de référence hypothétique composé à près de 70 % d'actions et à 30 % de titres à revenu fixe. Le repli du niveau de risque du portefeuille est présumé se poursuivre par blocs de trois ans, correspondant aux examens triennaux du RPC. La composition projetée de l'actif passe donc de sa composition initiale (actif du RPC de base au 31 décembre 2021) à un portefeuille construit pour afficher le même niveau de risque qu'un portefeuille de référence hypothétique composé à 70 % d'actions et à 30 % de titres à revenu fixe. Le tableau 70 présente la composition projetée de l'actif, la volatilité prévue du portefeuille et le taux de rendement prévu du portefeuille avant déduction des dépenses d'investissement pour le Régime de base.

Comme le niveau de risque du portefeuille est présumé se poursuivre par blocs de trois ans, le taux de rendement réel total du portefeuille n'évoluent pas de façon linéaire. Le taux de rendement réel prévu du portefeuille tend à diminuer chaque fois que le niveau de risque du

[1] Bien que le portefeuille de référence actuel du RPC de base de l'OIRPC soit composé à 85 % d'actions et à 15 % de titres à revenu fixe avec un écart type sur un an estimé à 13,9 %, le portefeuille réel au 31 décembre 2021 correspond à un portefeuille de référence hypothétique composé à 82 % d'actions et à 18 % de titres à revenu fixe avec un écart type sur un an estimé à 12,4 %.

portefeuille recule vers son niveau ultime. Toutefois, les rendements prévus des titres à revenu fixe devraient augmenter progressivement jusqu'à leurs valeurs ultimes une fois que les rendements se seront stabilisés. L'effet net est une tendance généralement à la hausse du taux de rendement réel total du portefeuille avec des ajustements périodiques correspondant à la révision triennale du niveau de risque du portefeuille.

Tableau 70 Composition de l'actif, risque du portefeuille et taux de rendement prévus (avant les dépenses d'investissement)
RPC de base (%)

| | Actions | | Titres à revenu fixe | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Année | Actions de sociétés ouvertes | Actions de sociétés fermées | Obligations négociables | Obligations non négociables | Crédit | Trésorerie | Actifs réels | Volatilité prévue à long terme | Taux de rendement réel total (1),(2) |
| 2022 | 29 | 26 | 19 | 4 | 16 | (16) | 22 | 12,4 | (15,74) |
| 2023 | 29 | 26 | 20 | 3 | 16 | (16) | 22 | 12,2 | 3,09 |
| 2024 | 29 | 26 | 20 | 3 | 16 | (16) | 22 | 12,1 | 3,61 |
| 2025 | 28 | 25 | 20 | 2 | 16 | (13) | 22 | 11,7 | 3,83 |
| 2026 | 28 | 25 | 20 | 2 | 16 | (13) | 22 | 11,6 | 4,08 |
| 2027 | 28 | 25 | 20 | 2 | 16 | (13) | 22 | 11,6 | 4,11 |
| 2028 | 27 | 25 | 19 | 2 | 16 | (10) | 21 | 11,3 | 4,05 |
| 2029 | 27 | 25 | 19 | 1 | 16 | (10) | 21 | 11,3 | 4,08 |
| 2030 | 27 | 25 | 20 | 1 | 16 | (10) | 21 | 11,3 | 4,10 |
| 2035 | 25 | 25 | 18 | 1 | 16 | (5) | 20 | 10,7 | 4,21 |
| 2040 | 25 | 25 | 19 | 0 | 16 | (5) | 20 | 10,7 | 4,20 |
| 2045+ | 25 | 25 | 19 | 0 | 16 | (5) | 20 | 10,7 | 4,20 |

(1) Le taux de rendement réel total présumé est indiqué avant réduction des dépenses d'investissement. Pour calculer le taux de rendement réel total présumé, déduction faite des dépenses d'investissement, il faut soustraire 18 points de base du taux de rendement réel total.
(2) Le taux de rendement réel total présumé inclut une provision pour rééquilibrage et diversification. Au niveau du portefeuille, cette provision est prévue ajouter 0,45 % au taux de rendement annuel sur la période de projection.

## RPC supplémentaire

L'actif du RPC supplémentaire est investi dans le fonds de base et dans le fonds complémentaire. Le tableau 71 présente la composition projetée de l'actif, la volatilité prévue et le taux de rendement réel prévu avant déduction des dépenses d'investissement pour le RPC supplémentaire.

Il est attendu que le fond supplémentaire passe, d'ici 2026, d'un investissement pur en obligations négociables canadiennes à un investissement d'environ 48 % en obligations négociables, le reste étant alloué au crédit.

La part de l'actif du RPC supplémentaire investi dans chacun des fonds est établie de façon à obtenir le niveau de risque souhaité pour le portefeuille de référence du RPC supplémentaire. Pour accroître le risque de portefeuille total du RPC supplémentaire, une pondération plus élevée du fonds de base serait choisie. De même, une composition inférieure dans le fonds de base réduirait le risque total du portefeuille du Régime supplémentaire.

Il est présumé que le niveau de risque du RPC supplémentaire demeurera constant au cours de la

période de projection, à un niveau correspondant au portefeuille de référence existant de l'OIRPC composé à près de 55 % d'actions et à 45 % de titres à revenu fixe avec une volatilité estimée à 7,7 %. Pendant les premières années de la période de projection, ce niveau de risque est obtenu en investissant 65 % de l'actif du RPC supplémentaire dans le fonds de base et les 35 % restants dans le fonds complémentaire. Puisque le niveau de risque des rendements de placement du fonds de base est prévu diminuer graduellement, une plus grande part de l'actif du Régime supplémentaire devrait être attribuée au fonds de base afin de maintenir la volatilité du portefeuille du Régime supplémentaire à 7,7 %. Il est prévu que 68 % de l'actif du RPC supplémentaire sera affecté au fonds de base à compter de 2033.

**Tableau 71 Composition de l'actif, risque du portefeuille et taux de rendement prévus (avant les dépenses d'investissement)**
RPC supplémentaire (%)

| | | Affectation au fonds complémentaire | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| Année | Affectation au fonds de base | Obligations négociables | Crédit[1] | Volatilité prévue à long terme [2],[3] | Taux de rendement réel total |
| 2022 | 65 | 35 | 0 | 7,7 | (14,50) |
| 2023 | 65 | 30 | 4 | 7,8 | 2,00 |
| 2024 | 65 | 26 | 9 | 8,0 | 2,61 |
| 2025 | 66 | 21 | 13 | 8,0 | 2,94 |
| 2030 | 66 | 16 | 17 | 7,9 | 3,41 |
| 2035 | 68 | 15 | 17 | 7,7 | 3,75 |
| 2040 | 68 | 15 | 17 | 7,7 | 3,75 |
| 2045+ | 68 | 15 | 17 | 7,7 | 3,75 |

(1) La fluctuation de la volatilité pendant les années précédant le taux de rendement réel ultime en 2023 est attribuable à la modification de la composition du fonds complémentaire pour inclure des instruments de crédit.
(2) Le taux de rendement réel total présumé est indiqué avant réduction des dépenses d'investissement. Pour calculer le taux de rendement réel total présumé pour toutes les années, il faut soustraire 13 points de base du taux de rendement réel total.
(3) Le taux de rendement réel total présumé inclut une provision pour rééquilibrage et diversification. Au niveau du portefeuille, cette provision est prévue ajouter 0,45 % au taux de rendement annuel sur la période de projection.

### B.6.6 Dépenses d'investissement

Le total des dépenses d'investissement de l'OIRPC se compose des charges d'exploitation, des coûts de transaction et des frais de gestion des placements. Au cours des trois dernières années civiles, le total des dépenses d'investissement représentait en moyenne 0,90 % de l'actif (variation entre 0,84 % et 1,10 %). La majorité de ces dépenses d'investissement sont engagées à la suite de décisions découlant de la gestion active. Compte tenu de l'évolution du total des dépenses d'investissement au cours de la dernière décennie, il est présumé que le total des dépenses d'investissement de l'OIRPC représenteront désormais 0,95 % du fonds de base.

La gestion active vise à générer des rendements excédentaires (après déduction des dépenses de gestion active). Ainsi, les rendements supplémentaires découlant d'un programme de gestion active efficace devraient, à tout le moins, correspondre aux coûts engendrés pour exécuter une gestion active. Aux fins du présent rapport et conformément aux directives concernant

l'établissement des taux d'actualisation fondés sur la meilleure estimation de l'Institut canadien des actuaires, les rendements supplémentaires générés par la gestion active sont présumés être égaux aux dépenses supplémentaires attribuables à la gestion active. Il est présumé que ces dépenses seront égales à la différence entre le total des dépenses d'investissement et les dépenses présumées qui seraient engagées dans une approche de gestion passive des portefeuilles.

Il est prévu que des dépenses d'investissement de 0,18 % seront engagées afin d'assurer une gestion passive du fonds de base. Puisque l'actif du RPC de base est investi uniquement dans le fonds de base, les dépenses d'investissement présumées attribuables à la gestion passive du RPC de base de 0,18 % représentent 994 millions de dollars et 1 592 millions de dollars en 2022 et 2033, respectivement. Les dépenses d'investissement attribuables à la gestion active du RPC de base sont donc de 0,77 %.

Les dépenses d'investissement attribuables à la gestion passive du fonds complémentaire devraient être de 0,03 %. Il est également prévu qu'il n'y a pas de frais de gestion active associés au fonds complémentaire. Les dépenses d'investissement liées au RPC supplémentaire dépendront de la part de la caisse qui sera investie dans le fonds de base comparativement au fonds complémentaire et des dépenses d'investissement liées à chacun de ces fonds. Pour les années 2035 et les suivantes, il est prévu que 68 % de l'actif du Régime supplémentaire est investi dans le fonds de base et 32 % dans le fonds complémentaire. Cette répartition entraîne des frais d'investissement totaux de 0,65 % pour le Régime supplémentaire et les dépenses d'investissement globales attribuables à la gestion passive du RPC supplémentaire devraient être de 0,13 %. Les dépenses d'investissement attribuables à la gestion active du RPC supplémentaire sont donc de 0,52 %.

Les dépenses d'investissement présumées attribuables à la gestion passive du RPC supplémentaire sont de 21 millions de dollars en 2022 et de 360 millions de dollars en 2033.

La section suivante porte sur le taux global de rendement de l'actif du RPC déduction faite des dépenses d'investissement du RPC de base et du RPC supplémentaire.

### B.6.1 Taux de rendement global de l'actif du RPC de base et du RPC supplémentaire

Les taux de rendement de l'actif total du RPC de base et du Régime supplémentaire, basés sur la meilleure estimation, correspondent à la moyenne pondérée des taux de rendement hypothétiques de tous les types d'actifs, en appliquant les pourcentages présumés de la composition de l'actif comme facteurs de pondération. Les taux de rendement basés sur la meilleure estimation sont ensuite ajustés pour intégrer une provision de rééquilibrage et de diversification. Ces taux de rendement basés sur la meilleure estimation sont majorés pour tenir compte des rendements supplémentaires attribuables à la gestion active et réduits pour refléter toutes les dépenses d'investissement. Les taux de rendement nominal prévus correspondent à la somme des niveaux d'inflation prévus et des taux réels. Les taux de rendement nets ultimes sont présentés au tableau 72.

**Tableau 72 Taux de rendement ultime de l'actif du RPC de base et supplémentaire**
(pourcentages)

| | RPC de base | | RPC supplémentaire | |
|---|---|---|---|---|
| | Nominal | Réel | Nominal | Réel |
| Moyenne pondérée des taux de rendement (avant les dépenses d'investissement) | 6,20 | 4,20 | 5,75 | 3,75 |
| Taux de rendement supplémentaire pour la gestion active | 0,77 | 0,77 | 0,52 | 0,52 |
| Moyenne pondérée totale des taux de rendement (avant les dépenses d'investissement) | 6,97 | 4,97 | 6,27 | 4,27 |
| Dépenses d'investissement présumées | | | | |
| Dépenses pour la gestion passive | (0,18) | (0,18) | (0,13) | (0,13) |
| Dépenses supplémentaires pour la gestion active | (0,77) | (0,77) | (0,52) | (0,52) |
| Dépenses d'investissement totales présumées | (0,95) | (0,95) | (0,65) | (0,65) |
| Taux ultime de rendement après les dépenses d'investissement | 6,02 | 4,02 | 5,62 | 3,62 |

Les taux de rendement nominal et réel résultants pour certaines années de projection sont présentés au tableau 73. Le taux de rendement réel annuel moyen projeté au cours des 75 prochaines années est de 3,69 % pour le RPC de base et de 3,27 % pour le RPC supplémentaire.

**Tableau 73 Taux de rendement annuels de l'actif du RPC**
(pourcentage)

| | RPC de base | | RPC supplémentaire | |
|---|---|---|---|---|
| Année | Taux nominal | Taux réel | Taux nominal | Taux réel |
| 2022 | (9,02) | (15,92) | (7,72) | (14,62) |
| 2023 | 5,91 | 2,91 | 4,87 | 1,87 |
| 2024 | 5,93 | 3,43 | 4,98 | 2,48 |
| 2025 | 5,90 | 3,65 | 5,06 | 2,81 |
| 2026 | 5,90 | 3,90 | 5,14 | 3,14 |
| 2040+ | 6,02 | 4,02 | 5,62 | 3,62 |
| Moyenne sur : | | | | |
| 2023-2027[(1)] | 5,91 | 3,56 | 5,05 | 2,70 |
| 2023-2032[(1)] | 5,90 | 3,73 | 5,15 | 2,98 |
| 2022-2096 | 5,79 | 3,69 | 5,37 | 3,27 |

(1) Pour les moyennes sur 5 et 10 ans, l'année 2022 a été exclue car elle crée un biais à la baisse important.

Le taux de rendement réel annuel moyen des placements sur 75 ans (2022 à 2096) est inférieur pour les deux volets du RPC en comparaison avec les moyennes du 30e rapport actuariel du RPC pour la même période. Cette baisse est principalement attribuable à des rendements prévus des titres à revenu fixe sur cette période inférieurs à ceux de l'évaluation précédente et à l'incidence de l'événement subséquent.

Pour le RPC de base, le taux de rendement annuel moyen des placements sur 75 ans (2022 à 2096) est inférieur de 31 points de base à la moyenne de 4,0 % (sur la même période) de l'évaluation triennale précédente.

Pour le RPC supplémentaire, le taux de rendement annuel moyen des placements sur 75 ans (2022 à 2096) est inférieur de 23 points de base à la moyenne de 3,5 % (sur la même période) du 30e rapport actuariel du RPC.

## B.7 Dépenses au titre des prestations

### B.7.1 Prestations payables au 31 décembre 2021 et projection des prestations

Le nombre de bénéficiaires du RPC de base touchant des prestations et le montant de la prestation mensuelle moyenne payable au 31 décembre 2021 figurent au tableau 74.

Tableau 74 Prestations payables au 31 décembre 2021 - RPC de base

| | Nombres de bénéficiaires | | Prestation mensuelle moyenne | |
|---|---|---|---|---|
| Type de prestation | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes |
| | en milliers | | ($) | ($) |
| Retraite | 2 709 | 2 961 | 711 | 518 |
| Prestation après-retraite | 926 | 779 | 47 | 39 |
| Survivant | | | | |
| - Âgé de moins de 65 ans | 49 | 158 | 399 | 464 |
| - Âgé de 65 ans ou plus | 189 | 767 | 134 | 364 |
| Invalidité (1) | 145 | 183 | 1 012 | 937 |

| | Nombres de bénéficiaires | Prestation mensuelle moyenne |
|---|---|---|
| Type de prestation | Hommes et femmes | Hommes et femmes |
| | en milliers | ($) |
| Orphelin | 59 | 258 |
| Enfant d'un cotisant invalide | 76 | 258 |

(1) Les chiffres sur la prestation d'invalidité fournis dans le tableau se rapportent à la rente d'invalidité.

Aux fins du présent rapport, la méthode utilisée pour projeter les prestations futures versées repose sur des projections déterministes fondées sur des données groupées. Le montant des prestations est déterminé en tenant compte de l'entente administrative établie aux paragraphes 58(1) et 58(2) du *Règlement sur le Régime de pensions du Canada* entre le RPC et le RRQ concernant les bénéficiaires qui ont cotisé aux deux régimes.

Les dépenses liées aux prestations de retraite, de survivant et d'invalidité ainsi qu'aux prestations pour enfants pour chaque année suivant l'année du début de la prestation pour un âge, un sexe et une cohorte donnés correspondent au produit obtenu en multipliant :

- les dépenses au titre des prestations dans l'année du début de la prestation (décrites plus loin dans la présente annexe);
- la probabilité de survie entre l'âge au moment du début de la prestation et l'âge atteint;

- les règles sur les prestations de retraite et de survivant combinées et celles sur les prestations d'invalidité et de survivant combinées, le cas échéant;
- l'indice de pension, qui reflète l'ajustement pour l'inflation des prestations le 1er janvier de chaque année suivant l'année du début de la prestation.

Le montant de toutes les prestations payables au cours d'une année civile est ensuite obtenu simplement en additionnant les dépenses annuelles de l'année civile donnée, telles qu'elles sont décrites précédemment, à l'égard de toutes les nouvelles cohortes d'âge et de sexe de l'année donnée et de chacune des années civiles précédentes. Le nombre projeté de bénéficiaires et les montants des dépenses au titre des prestations pour le RPC de base et le RPC supplémentaire sont indiqués dans divers tableaux des sections 5 et 6 de la section Résultats du présent rapport.

Toutes les projections des prestations du RPC de base commencent en 1966 plutôt qu'au début de la période de projection courante (2022) pour les raisons suivantes :

- La méthode d'évaluation peut être validée pour la période historique précédant l'année de l'évaluation (de 1966 à 2021) en comparant les valeurs projetées (cotisations, prestations, bénéficiaires, etc.) aux résultats réels. Les facteurs de calibrage des résultats réels et des résultats historiques projetés ainsi obtenus sont ensuite utilisés pour les futures projections des divers types de prestations. Par exemple, les facteurs de calibrage utilisés pour l'expérience des prestations de retraite pour ceux qui débutent leur pension entre 60 et 65 ans sont de 0,99 et 0,95 pour les hommes et les femmes respectivement.
- La projection des prestations en paiement à la date d'évaluation (31 décembre 2021) est entièrement intégrée à celle des nouvelles prestations après cette date ce qui permet d'assurer l'entière uniformité des résultats passés et futurs.

Même si le Régime supplémentaire a été lancé le 1er janvier 2019, aucune prestation n'a été versée avant le 31 décembre 2021. Par conséquent, aucune prestation supplémentaire n'est en cours de paiement à la date d'évaluation. Les facteurs de calibrage établis pour les prestations du RPC de base sont réputés s'appliquer également à celles du Régime supplémentaire sauf pour les prestations de retraite supplémentaires pour lesquelles la microsimulation a été utilisée pour estimer les facteurs de calibrage. À mesure que les résultats du RPC supplémentaire seront calibrés, des facteurs de calibrage distincts seront déterminés pour ce volet du RPC.

### B.7.2 Taux d'admissibilité aux prestations

Comme l'indique l'Annexe A (Sommaire des dispositions du Régime) du présent rapport, l'admissibilité aux prestations diffère selon le type de prestations. Les règles d'admissibilité à la prestation de survivant sont les mêmes que pour la prestation de décès. Les règles d'admissibilité aux prestations du RPC de base déterminent l'admissibilité aux prestations du RPC supplémentaire.

Les taux d'admissibilité (par rapport à la population du Canada excluant le Québec) aux prestations de retraite, d'invalidité et de décès/survivant sont projetés à l'aide de formules de

régression élaborées pour reproduire de près les taux d'admissibilité historiques observés dans le registre des gains du RPC fourni par EDSC pour la période de 1966 à 2019. Les taux d'admissibilité projetés tiennent compte des règles d'admissibilité régissant chaque type de prestations, des taux de participation au RPC et de la durée de la période cotisable pour les cohortes actuelles et futures de personnes qui ont des gains d'emploi.

Les taux d'admissibilité aux prestations d'invalidité et de survivant établis indiqués ci-dessus doivent être ajustés aux fins du calcul de la portion liée aux gains pour ces deux types de prestations. Le tableau 75 indique les taux d'admissibilité résultants pour les différents types de prestations selon le sexe et l'âge pour certaines années.

Les taux d'admissibilité aux prestations de retraite pour certains âges et certaines années dépassent 100 % parce que certains particuliers ayant cotisé au RPC ont ensuite quitté le pays et aucun autre renseignement sur leur situation n'est disponible. Comme ces particuliers ne sont pas dénombrés dans la population, les taux d'admissibilité aux prestations de retraite peuvent dépasser 100 %.

**Tableau 75 Taux d'admissibilité selon le type de prestations**
(pourcentages)

| Année | Taux d'admissibilité à la pension de retraite à 65 ans | | Taux d'admissibilité à la prestation de survivant à 65 ans/de décès | |
|---|---|---|---|---|
| | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes |
| 2022 | 103,5 | 100,2 | 101,1 | 77,5 |
| 2023 | 103,2 | 100,2 | 101,0 | 78,4 |
| 2024 | 102,9 | 100,2 | 100,8 | 79,1 |
| 2025 | 102,6 | 100,1 | 100,6 | 79,8 |
| 2026 | 102,3 | 100,1 | 100,3 | 80,4 |
| 2027 | 101,9 | 100,0 | 100,0 | 80,9 |
| 2028 | 101,7 | 99,9 | 99,7 | 81,4 |
| 2029 | 101,3 | 99,7 | 99,4 | 81,8 |
| 2030 | 101,0 | 99,5 | 99,2 | 82,1 |
| 2035 | 100,0 | 99,0 | 98,1 | 83,5 |
| 2040 | 100,8 | 100,0 | 97,4 | 84,3 |
| 2045 | 100,7 | 100,1 | 97,0 | 85,0 |
| 2050 | 100,6 | 100,3 | 96,8 | 85,6 |
| 2055 | 102,0 | 101,6 | 96,9 | 86,2 |
| 2060 | 102,4 | 101,9 | 97,3 | 86,7 |
| 2065 | 102,2 | 101,8 | 97,6 | 87,2 |
| 2070 | 103,8 | 103,3 | 98,1 | 87,7 |
| 2080 | 103,4 | 103,1 | 98,7 | 88,3 |
| 2090 | 103,5 | 103,3 | 99,2 | 88,7 |
| 2100 | 103,9 | 103,7 | 99,6 | 89,0 |

| Année | Taux d'admissibilité à la prestation de survivant/ de décès aux âges 20 à 64 ans | | Taux d'admissibilité à la prestation d'invalidité aux âges 20 à 64 ans [1] | | Taux d'admissibilité à la prestation d'invalidité après-retraite aux âges 60 à 64 ans [2] | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes |
| 2022 | 79,9 | 70,8 | 70,7 | 64,0 | 49,8 | 42,6 |
| 2023 | 80,0 | 71,2 | 71,9 | 65,1 | 52,3 | 45,0 |
| 2024 | 81,5 | 72,3 | 73,5 | 66,7 | 54,2 | 46,6 |
| 2025 | 81,9 | 72,9 | 75,4 | 68,6 | 55,3 | 47,4 |
| 2026 | 81,7 | 73,0 | 75,8 | 69,2 | 55,4 | 47,4 |
| 2027 | 81,2 | 73,0 | 75,7 | 69,3 | 56,3 | 47,9 |
| 2028 | 81,5 | 73,4 | 76,5 | 70,1 | 56,6 | 48,1 |
| 2029 | 83,0 | 74,2 | 77,7 | 71,4 | 56,5 | 48,1 |
| 2030 | 83,4 | 74,8 | 78,1 | 72,0 | 56,6 | 48,5 |
| 2035 | 85,0 | 76,5 | 79,3 | 74,1 | 57,5 | 49,5 |
| 2040 | 86,4 | 77,8 | 80,0 | 75,3 | 58,3 | 50,6 |
| 2045 | 87,3 | 78,5 | 79,6 | 75,3 | 58,6 | 51,0 |
| 2050 | 87,9 | 78,8 | 79,3 | 75,1 | 58,5 | 51,1 |
| 2055 | 88,3 | 79,1 | 80,2 | 76,2 | 59,6 | 51,6 |
| 2060 | 88,6 | 79,4 | 80,3 | 76,4 | 59,4 | 51,6 |
| 2065 | 88,9 | 79,8 | 80,9 | 77,0 | 59,5 | 51,7 |
| 2070 | 89,1 | 80,1 | 81,2 | 77,3 | 60,0 | 52,2 |
| 2080 | 89,9 | 80,6 | 81,6 | 77,8 | 60,3 | 52,3 |
| 2090 | 90,5 | 80,9 | 81,6 | 77,8 | 60,5 | 52,6 |
| 2100 | 90,8 | 81,2 | 81,9 | 78,1 | 60,6 | 52,6 |

(1) Il s'agit des taux d'admissibilité à la prestation d'invalidité avant le début de la pension de retraite, c'est-à-dire uniquement pour la pension d'invalidité, à l'exclusion de l'admissibilité à la prestation d'invalidité après-retraite. L'admissibilité à la prestation d'invalidité après-retraite est indiquée séparément dans le tableau.

(2) S'applique seulement au RPC de base.

### B.7.3 Ajustement des taux de participation au RPC et des gains ouvrant droit à pension aux fins du calcul des prestations

L'effet du partage entre conjoints ou conjoints de fait des gains ouvrant droit à pension en cas de divorce ou de séparation est pris en compte en ajustant la projection des taux de participation au RPC et des gains moyens ouvrant droit à pension des conjoints ou conjoints de fait respectifs. Les gains moyens ouvrant droit à pension servant à déterminer le montant initial de la pension de retraite sont également ajustés pour exclure les gains des bénéficiaires actifs. Le tableau 76 présente les taux de participation au RPC ajustés. Les gains moyens ouvrant droit à pension à concurrence du MGAP et du MSGAP aux fins du calcul des prestations figurent respectivement au tableau 77 et au tableau 78.

Tableau 76 Taux de participation au RPC (ajustés aux fins du calcul des prestations) (pourcentages)[1]

| | Hommes | | | Femmes | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Groupe d'âge | 2022 | 2025 | 2050 | 2022 | 2025 | 2050 |
| 20-24 | 80,2 | 82,9 | 85,9 | 79,6 | 82,2 | 85,9 |
| 25-29 | 88,7 | 89,4 | 93,6 | 86,6 | 87,5 | 92,8 |
| 30-34 | 91,0 | 92,1 | 93,9 | 86,3 | 87,5 | 91,0 |
| 35-39 | 90,1 | 91,9 | 93,4 | 84,0 | 86,1 | 90,4 |
| 40-44 | 90,0 | 90,0 | 91,6 | 84,0 | 85,4 | 89,7 |
| 45-49 | 87,7 | 89,3 | 90,9 | 82,9 | 84,8 | 89,2 |
| 50-54 | 85,8 | 86,9 | 88,4 | 81,4 | 83,2 | 87,6 |
| 55-59 | 78,6 | 81,0 | 83,0 | 71,9 | 74,1 | 78,5 |
| 60-64 | 62,6 | 64,6 | 67,9 | 52,6 | 54,1 | 58,2 |
| 65-69 | 28,9 | 30,4 | 33,4 | 19,5 | 20,6 | 23,6 |
| Tous les âges | 78,9 | 80,2 | 82,4 | 73,2 | 74,6 | 78,7 |

(1) Les taux de participation excluent les bénéficiaires actifs.

Tableau 77 Gains moyens ouvrant droit à pension à concurrence du MGAP (ajustés aux fins du calcul des prestations)[1]
(en dollars)

| | Hommes | | | Femmes | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Groupe d'âge | 2022 | 2025 | 2050 | 2022 | 2025 | 2050 |
| 20-24 | 29 068 | 31 555 | 60 907 | 24 512 | 26 716 | 52 679 |
| 25-29 | 41 471 | 45 044 | 89 793 | 37 556 | 40 882 | 83 377 |
| 30-34 | 46 306 | 50 484 | 101 218 | 40 903 | 44 725 | 91 652 |
| 35-39 | 48 215 | 52 709 | 105 966 | 42 797 | 46 944 | 96 387 |
| 40-44 | 49 618 | 54 116 | 108 886 | 44 776 | 48 989 | 100 480 |
| 45-49 | 50 149 | 54 789 | 110 120 | 45 550 | 49 898 | 102 269 |
| 50-54 | 49 978 | 54 559 | 109 262 | 45 368 | 49 618 | 101 374 |
| 55-59 | 47 957 | 52 199 | 103 786 | 42 997 | 47 120 | 95 682 |
| 60-64 | 47 768 | 51 724 | 101 320 | 42 481 | 46 357 | 93 338 |
| 65-69 | 47 674 | 52 403 | 101 551 | 41 780 | 45 879 | 91 405 |
| Tous les âges | 44 867 | 49 073 | 97 911 | 40 035 | 43 907 | 89 733 |
| MGAP | 64 900 | 71 200 | 145 600 | 64 900 | 71 200 | 145 600 |

(1) Les gains moyens ouvrant droit à pension présentés excluent les gains d'emploi des bénéficiaires actifs.

Tableau 78 Gains moyens ouvrant droit à pension à concurrence du MSGAP (ajustés aux fins du calcul des prestations) [1]
(en dollars)

| | Hommes | | | Femmes | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Groupe d'âge | 2022 [2] | 2025 | 2050 | 2022 [2] | 2025 | 2050 |
| 20-24 | – | 32 200 | 62 054 | – | 27 006 | 53 247 |
| 25-29 | – | 47 343 | 94 141 | – | 42 484 | 86 755 |
| 30-34 | – | 54 077 | 108 157 | – | 47 220 | 96 976 |
| 35-39 | – | 56 915 | 114 166 | – | 49 928 | 102 713 |
| 40-44 | – | 58 683 | 117 836 | – | 52 308 | 107 456 |
| 45-49 | – | 59 505 | 119 353 | – | 53 285 | 109 382 |
| 50-54 | – | 59 158 | 118 204 | – | 52 852 | 108 171 |
| 55-59 | – | 56 330 | 111 755 | – | 49 947 | 101 630 |
| 60-64 | – | 55 868 | 109 177 | – | 49 140 | 99 219 |
| 65-69 | – | 57 028 | 110 361 | – | 49 079 | 98 144 |
| Tous les âges | – | 52 673 | 104 957 | – | 46 417 | 95 097 |
| MSGAP | | 81 100 | 165 900 | | 81 100 | 165 900 |

(1) Les gains moyens ouvrant droit à pension présentés excluent les gains d'emploi des bénéficiaires actifs.
(2) Les gains moyens ouvrant droit à pension à concurrence du MSGAP ne sont pas indiqués pour l'année 2022, car le MSGAP n'est applicable qu'à partir de 2024.

### B.7.4 Rente moyenne liée aux gains

#### RPC de base

Afin de déterminer les prestations du RPC de base, le modèle d'évaluation calcule d'abord une rente moyenne liée aux gains pour tous les individus nés au cours d'une année civile donnée, pour chaque sexe et tous les âges pertinents. Cette rente moyenne liée aux gains repose sur quatre composantes clés :

- les gains moyens ouvrant droit à pension, ajustés aux fins du calcul des prestations, par rapport au MGAP;
- le taux de participation au RPC moyen, ajusté aux fins du calcul des prestations;
- 25 % de la MMGP pour l'année atteinte;
- le nombre d'années de la période cotisable écoulée à l'âge atteint.

La rente moyenne liée aux gains du RPC de base est ensuite ajustée davantage pour tenir compte de certaines dispositions du Régime de pensions du Canada le cas échéant :

- Exclusion relative à l'invalidité : la période cotisable fait abstraction de la période au cours de laquelle un particulier a reçu une pension d'invalidité du RPC;
- Disposition relative à l'éducation des enfants (exclusion) : la période cotisable fait abstraction de la période au cours de laquelle un particulier prenait soin d'un enfant âgé de moins de 7 ans si les gains du particulier pendant cette période étaient suffisamment faibles;
- Disposition d'exclusion après 65 ans : les gains des cotisants âgés de plus de 65 ans qui ne reçoivent pas encore de prestations de retraite peuvent remplacer ceux d'avant 65 ans s'ils sont plus bas;
- Disposition générale d'exclusion : la période cotisable peut faire abstraction de 17 % des mois les moins bien rémunérés, à concurrence d'un maximum de près de huit ans.

Le tableau 79 présente la projection de la rente moyenne liée aux gains du RPC de base en pourcentage de la rente maximale du RPC de base à 60 ans et à 65 ans selon le sexe et l'année de naissance pour diverses cohortes de cotisants. La rente moyenne liée aux gains du RPC de base pour les hommes à 65 ans en pourcentage du maximum est inférieure de quelque 10 à 15 points de pourcentage par rapport à ce qu'elle est à 60 ans parce que les hommes qui touchent leurs prestations à compter de 65 ans ont une période cotisable plus longue (produisant des gains moyens de carrière plus bas) et un profil historique des gains moindre que ceux qui prennent une retraite anticipée à 60 ans. Chez les femmes, l'écart entre 60 ans et 65 ans est moindre pour les cohortes de cotisantes plus âgées mais augmente pour les cohortes plus jeunes.

La rente liée aux gains en pourcentage du maximum pour les hommes devrait diminuer au fil du temps sous l'effet des taux de participation moindres et des gains ouvrant droit à pension inférieurs (en proportion du MGAP) des jeunes cotisants au cours des premières années de leur période cotisable. La diminution correspondante chez les femmes est compensée par les gains supérieurs prévus pour les futures cohortes de femmes. Par conséquent, l'écart entre les prestations moyennes liées aux gains du RPC de base des hommes et des femmes devrait s'atténuer avec le temps.

Tableau 79 Rente moyenne liée aux gains en pourcentage du maximum - RPC de base

| Année de naissance | Rente moyenne liée aux gains (%) | | | |
|---|---|---|---|---|
| | Hommes | | Femmes | |
| | Âge 60 | Âge 65 | Âge 60 | Âge 65 |
| 1950 | 79 | 65 | 59 | 52 |
| 1951 | 79 | 66 | 59 | 52 |
| 1952 | 80 | 65 | 62 | 53 |
| 1953 | 79 | 65 | 62 | 53 |
| 1954 | 79 | 65 | 62 | 53 |
| 1955 | 79 | 65 | 63 | 53 |
| 1960 | 74 | 63 | 59 | 54 |
| 1965 | 69 | 62 | 56 | 53 |
| 1970 | 69 | 61 | 56 | 53 |
| 1980 | 70 | 61 | 57 | 54 |
| 1990 | 69 | 61 | 59 | 56 |
| 2000 | 68 | 60 | 59 | 56 |
| 2010 | 70 | 61 | 61 | 58 |
| 2020 | 71 | 62 | 62 | 59 |
| 2030 | 70 | 61 | 61 | 58 |

## RPC supplémentaire

Dans le cas du RPC supplémentaire, le modèle d'évaluation calcule également une rente moyenne liée aux gains sur la base des gains les plus élevés du cotisant sur une période de 40 ans pour toutes les personnes d'une cohorte de naissance pour chaque année civile, chaque sexe et tous les âges pertinents. Cette rente moyenne liée aux gains supplémentaires repose sur cinq composantes clés :

- les gains supplémentaires moyens ouvrant droit à pension, ajustés aux fins du calcul des prestations, par rapport au MGAP;
- le taux de participation au RPC moyen, ajusté aux fins du calcul des prestations;
- la première prestation supplémentaire établie à 8,33 % de la MMGP, afin d'augmenter le taux de remplacement global du Régime à 33 % de la MMPG;
- la deuxième prestation supplémentaire établie à 33,33 % de 14 % de la MMGP, afin d'augmenter la couverture à 114 % de la MMPG;
- la période cotisable fixe de 40 ans.

La rente moyenne liée aux gains du RPC supplémentaire est également ajustée pour tenir compte de certaines dispositions du Régime de pensions du Canada, le cas échéant :

- la disposition d'attribution de gains concernant l'invalidité : pour les particuliers étant devenus invalides en 2019 ou après, un revenu sera attribué à ces périodes d'invalidité;

- la disposition d'attribution de gains pour l'éducation des enfants : un revenu peut être attribué aux périodes consacrées à l'éducation des enfants âgés de moins de 7 ans le 1er janvier 2019 ou après.

La rente moyenne liée aux gains du RPC supplémentaire entre dans le calcul du total des dépenses au titre des nouvelles prestations liées aux gains du RPC supplémentaire pour une année civile donnée, pour chaque sexe et pour tous les âges pertinents.

Le tableau 80 présente la projection de la rente moyenne supplémentaire liée aux gainsrésultante en pourcentage de la rente supplémentaire maximale à 60 ans et à 65 ans selon le sexe
et l'année de naissance pour diverses cohortes de cotisants. La prestation supplémentaire maximale correspond à la prestation maximale pour les deux paliers du RPC supplémentaire, soit en deçà du MGAP et entre le MGAP et le MSGAP pris ensemble.

La rente moyenne supplémentaire liée aux gains pour les hommes à 65 ans est supérieure d'environ 2 à 5 points de pourcentage à ce qu'elle est à 60 ans en raison des périodes cotisables plus longues, ce qui est avantageux dans le contexte de la période cotisable fixe de 40 ans du RPC supplémentaire. La différence constatée chez les femmes âgées de 60 ou de 65 ans est moins prononcée.

La rente moyenne supplémentaire liée aux gains en pourcentage du maximum devrait croître au fil du temps pour les hommes comme pour les femmes puisque les périodes cotisables augmenteront par rapport à la période fixe de 40 ans. Dans le cas des cohortes plus jeunes, l'écart de la rente moyenne liée aux gains entre les hommes et les femmes devrait demeurer à peu près au même niveau au fil du temps.

Tableau 80 Rente moyenne supplémentaire liée aux gains en pourcentage du maximum supplémentaire - RPC supplémentaire

| | Rente moyenne liée aux gains (%) | | | |
|---|---|---|---|---|
| | Hommes | | Femmes | |
| Année de naissance | Âge 60 | Âge 65 | Âge 60 | Âge 65 |
| 1965 | 5 | 9 | 4 | 7 |
| 1970 | 10 | 15 | 8 | 12 |
| 1980 | 24 | 27 | 20 | 23 |
| 1985 | 30 | 34 | 26 | 28 |
| 1990 | 36 | 40 | 31 | 34 |
| 2000 | 43 | 46 | 38 | 40 |
| 2010 | 44 | 47 | 39 | 41 |
| 2020 | 45 | 47 | 40 | 42 |
| 2030 | 44 | 46 | 39 | 42 |

### B.7.5 Dépenses liées à la retraite

Les dépenses liées à la retraite découlent des pensions de retraite versées aux termes du RPC de base et du RPC supplémentaire. Les pensions de retraite versées en vertu des deux volets du RPC

sont liées aux gains. La pension de retraite totale payable correspond à la somme de la pension du RPC de base et de celle du RPC supplémentaire.

### Pension de retraite

Les nouvelles dépenses liées à la retraite sont déterminées pour chaque âge de 60 ans à 70 ans, selon le sexe et l'année civile de retraite à compter de 1967. Le total des nouvelles prestations de retraite correspond au produit :

- de la population;
- du taux d'admissibilité aux prestations de retraite;
- du taux de demande de prestations de retraite;
- du facteur d'ajustement actuariel pour retraite anticipée ou tardive;
- de la rente moyenne liée aux gains décrite précédemment.

### Taux de demande de prestations de retraite

Les taux de demande de prestations de retraite projetés (ou plus simplement taux de retraite) selon l'âge, le sexe et l'année civile sont déterminés en tenant compte des habitudes de travail futures présumées des personnes de 60 ans et plus qui ont des gains d'emploi et de l'expérience du RPC de 1967 à 2021. Les taux de demande de prestations de retraite correspondent au ratio du nombre de nouveaux bénéficiaires de prestations de retraite au produit obtenu en multipliant la population par le taux d'admissibilité aux prestations de retraite (c.-à-d. le nombre de nouveaux bénéficiaires de prestations de retraite divisé par la population admissible) selon l'âge, le sexe et l'année civile. Les mêmes taux de demande de prestations de retraite s'appliquent au RPC de base et au RPC supplémentaire.

En vertu du Régime de pensions du Canada, l'âge d'admissibilité à une pension non réduite est 65 ans. Depuis 1987, une personne peut opter pour une pension de retraite réduite dès l'âge de 60 ans (de même que pour une pension bonifiée après 65 ans). Cette disposition a eu pour effet global d'abaisser l'âge moyen auquel la pension est demandée. En 1986, la pension de retraite était demandée en moyenne à 65,2 ans, comparativement à 62,7 ans en moyenne pendant la décennie terminée en 2019.

Le graphique 13 illustre l'évolution des taux de demande de retraite à 60 ans pour les hommes et les femmes. Une hausse appréciable des taux de demande de prestations de retraite à 60 ans est notée pour la cohorte atteignant 60 ans en 2012. Cette hausse observée peut être attribuable à deux dispositions de la *Loi sur la reprise économique (mesures incitatives)* de 2009 :

1. Le critère de cessation d'emploi pour recevoir la pension plus tôt (avant 65 ans) a été aboli en 2012 de sorte que, depuis cette année-là, les particuliers ne sont plus obligés de réduire leurs gains pour toucher une pension de retraite anticipée du RPC.

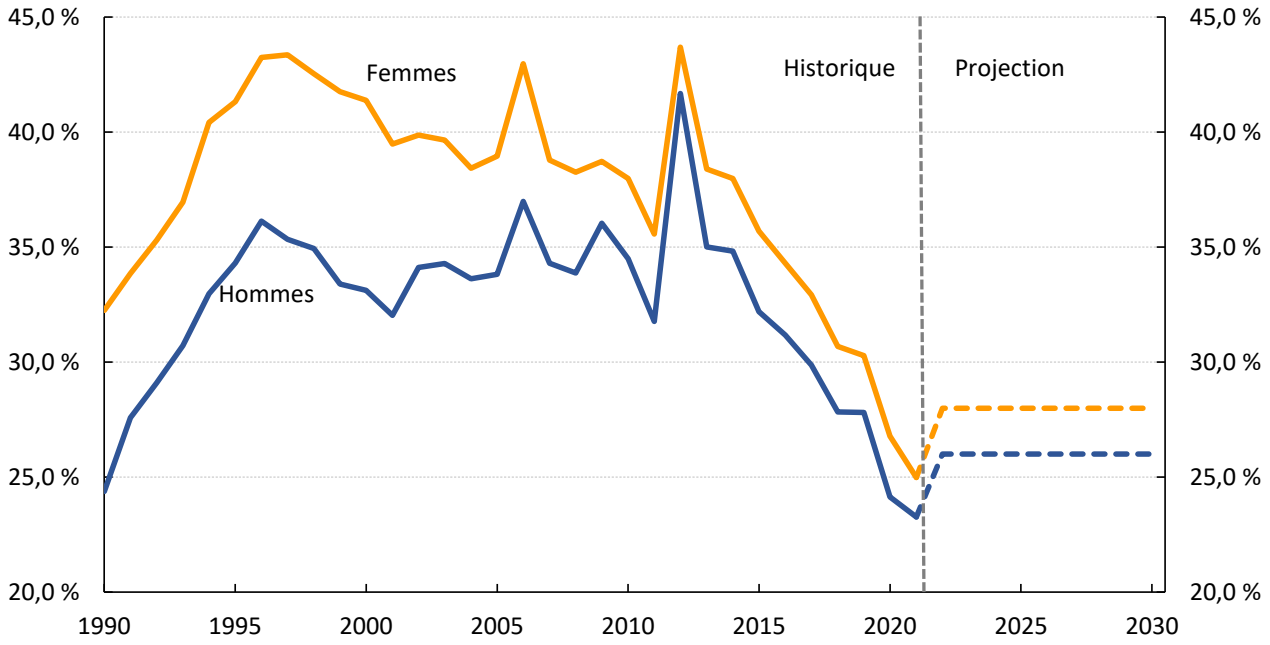
2. Des ajustements actuariels plus élevés pour les pensions de retraite anticipée devaient être instaurés progressivement sur une période de 5 ans qui a débuté en 2012.

Après 2012, les taux de retraite à 60 ans ont continuellement baissé en deçà de leurs niveaux d'avant 2012 à mesure que les ajustements actuariels plus élevés ont été appliqués, que l'effet de l'abolition du critère de cessation d'emploi a diminué, et que les individus sont demeurés plus longtemps dans la population active.

Pour les cohortes atteignant l'âge de 60 ans en 2019, les taux de demande de prestations de retraite s'établissaient à 27,8 % pour les hommes et à 30,3 % pour les femmes. Pour les cohortes atteignant l'âge de 60 ans en 2021, les taux de demande de prestations de retraite s'établissaient à 23,3 % pour les hommes et à 25,0 % pour les femmes. Le taux de demande chez les hommes est le plus bas depuis 1989, tandis que celui chez les femmes atteint un creux historique depuis l'adoption de la disposition sur l'âge de retraite flexible en 1987. À l'heure actuelle, il est impossible d'établir avec certitude le rôle joué par la pandémie de COVID-19 dans la réduction considérable des taux de demande de prestations de retraite à 60 ans en 2020 et 2021. La tendance à la baisse sera suivie en vue de la prochaine évaluation du RPC.

Il est présumé que la tendance à la baisse des taux de demande de prestations de retraite à 60 ans existait bel et bien avant la pandémie, mais que cette dernière n'expliquerait qu'en partie la baisse pour les années 2020 et 2021. Pour les cohortes atteignant l'âge de 60 ans à partir de 2022, les taux de demande de prestations de retraite devraient s'établir à 26,0 % pour les hommes et à 28,0 % pour les femmes.

Graphique 13 Taux de retraite historiques et projetés à l'âge de 60 ans



Les taux de demande de prestations de retraite entre 61 et 64 ans à compter de 2022 sont déterminés à l'aide des moyennes observées en 2018 et 2019. La projection sur 10 ans des taux de demande de prestations de retraite entre 66 et 69 ans est établie à l'aide des tendances à la hausse observées sur la période de 10 ans se terminant en 2019. En tenant compte du retrait de l'obligation de faire une demande de prestations de retraite dès 70 ans comme le prévoit la *Loi n° 1 d'exécution du budget de 2019*, les taux de demande de prestations de retraite dès 70 ans devraient être de 4,0 % chez les hommes et de 3,5 % chez les femmes, les dernières valeurs historiques connues pour 2021.

Les taux de retraite à 65 ans sont calculés de manière que la somme des taux de retraite pour chaque cohorte est de 100 %. Le taux de 100 % est graduellement atteint sur les cinq premières années de la projection. Les taux ainsi obtenus pour les personnes de 65 ans sont de 42,5 % chez les hommes et de 43,8 % chez les femmes à compter de 2031. Le tableau 81 montre les taux de retraite projetés selon l'âge pour les hommes et les femmes.

Les taux ultimes présumés font que l'âge moyen projeté au moment de la demande des prestations de retraite en 2031 s'établit à 63,6 ans chez les hommes et à 63,4 ans chez les femmes. Ces résultats sont comparables à ceux de 2012, soit 62,4 ans chez les hommes et 62,3 ans chez les femmes.

Tableau 81 Taux de retraite (2031+)
(pourcentages)

| | Cohorte âgée de 65 en 2031+ | |
|---|---|---|
| Âge | Hommes | Femmes |
| 60 | 26,0 | 28,0 |
| 61 | 4,7 | 4,8 |
| 62 | 4,0 | 4,2 |
| 63 | 3,6 | 3,6 |
| 64 | 7,1 | 6,7 |
| 65 | 42,5 | 43,8 |
| 66 | 2,9 | 2,1 |
| 67 | 2,0 | 1,4 |
| 68 | 1,5 | 1,0 |
| 69 | 1,7 | 0,9 |
| 70 | 4,0 | 3,5 |
| Total | 100,0 | 100,0 |

## Nouvelles pensions de retraite projetées

Le tableau 82 montre le nombre projeté de nouveaux bénéficiaires de pensions de retraite et le montant moyen de leurs pensions mensuelles de base et supplémentaires selon le sexe. Les nouvelles pensions de retraite supplémentaires moyennes sont relativement basses au cours des premières années en raison des taux d'acquisition plus bas pendant la période d'instauration

progressive et du nombre réduit d'années de cotisations supplémentaires. Ces moyennes devraient progresser rapidement à mesure qu'augmente le nombre d'années de cotisations au RPC supplémentaire.

Tableau 82 Nouveaux bénéficiaires de prestations de retraite et leurs pensions

| Année | RPC de base | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Nombre de nouveaux bénéficiaires de prestations de retraite | | | Pension de retraite mensuelle moyenne | | |
| | Hommes | Femmes | Total | Hommes | Femmes | Total |
| | | | | ($) | ($) | ($) |
| 2022 | 179 051 | 181 119 | 360 170 | 744 | 593 | 668 |
| 2023 | 190 941 | 193 832 | 384 774 | 773 | 621 | 697 |
| 2024 | 195 355 | 200 057 | 395 412 | 802 | 649 | 725 |
| 2025 | 204 347 | 208 675 | 413 022 | 834 | 681 | 756 |
| 2026 | 204 084 | 210 746 | 414 831 | 865 | 711 | 787 |
| 2027 | 195 547 | 202 045 | 397 592 | 897 | 735 | 815 |
| 2028 | 196 698 | 202 818 | 399 516 | 919 | 756 | 836 |
| 2029 | 195 566 | 202 715 | 398 281 | 941 | 778 | 858 |
| 2030 | 192 967 | 200 130 | 393 097 | 963 | 799 | 879 |
| 2035 | 182 557 | 192 934 | 375 491 | 1 099 | 922 | 1 008 |
| 2040 | 185 449 | 198 778 | 384 227 | 1 266 | 1 072 | 1 165 |
| 2045 | 206 080 | 218 087 | 424 168 | 1 448 | 1 244 | 1 343 |
| 2050 | 234 334 | 241 894 | 476 228 | 1 670 | 1 455 | 1 560 |
| 2055 | 258 529 | 262 238 | 520 767 | 1 932 | 1 710 | 1 820 |
| 2060 | 269 786 | 272 020 | 541 806 | 2 232 | 1 996 | 2 114 |
| 2065 | 259 152 | 267 220 | 526 372 | 2 598 | 2 337 | 2 466 |
| 2070 | 247 691 | 260 959 | 508 650 | 3 008 | 2 721 | 2 861 |
| 2080 | 257 293 | 269 855 | 527 147 | 3 996 | 3 639 | 3 813 |
| 2090 | 283 788 | 295 047 | 578 835 | 5 278 | 4 826 | 5 048 |
| 2100 | 294 913 | 308 468 | 603 381 | 7 060 | 6 475 | 6 761 |

| Année | RPC supplémentaire | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Nombre de nouveaux bénéficiaires de prestations de retraite | | | Pension de retraite mensuelle moyenne | | |
| | Hommes | Femmes | Total | Hommes | Femmes | Total |
| | | | | ($) | ($) | ($) |
| 2022 | 131 098 | 120 128 | 251 227 | 6 | 5 | 5 |
| 2023 | 143 845 | 132 832 | 276 678 | 9 | 8 | 9 |
| 2024 | 151 968 | 142 164 | 294 133 | 14 | 12 | 13 |
| 2025 | 161 712 | 151 567 | 313 279 | 22 | 18 | 20 |
| 2026 | 164 093 | 156 088 | 320 181 | 30 | 25 | 28 |
| 2027 | 159 945 | 153 334 | 313 279 | 39 | 32 | 36 |
| 2028 | 163 024 | 156 761 | 319 785 | 50 | 40 | 45 |
| 2029 | 164 373 | 159 932 | 324 304 | 60 | 48 | 54 |
| 2030 | 168 472 | 166 565 | 335 037 | 69 | 55 | 62 |
| 2035 | 181 737 | 192 250 | 373 987 | 134 | 109 | 121 |
| 2040 | 185 449 | 198 778 | 384 227 | 218 | 180 | 198 |
| 2045 | 206 080 | 218 087 | 424 168 | 325 | 271 | 298 |
| 2050 | 234 334 | 241 894 | 476 228 | 459 | 385 | 421 |
| 2055 | 258 529 | 262 238 | 520 767 | 626 | 527 | 576 |
| 2060 | 269 786 | 272 020 | 541 806 | 809 | 685 | 747 |
| 2065 | 259 152 | 267 220 | 526 372 | 969 | 825 | 896 |
| 2070 | 247 691 | 260 959 | 508 650 | 1 122 | 965 | 1 041 |
| 2080 | 257 293 | 269 855 | 527 147 | 1 488 | 1 296 | 1 390 |
| 2090 | 283 788 | 295 047 | 578 835 | 1 962 | 1 722 | 1 840 |
| 2100 | 294 913 | 308 468 | 603 381 | 2 630 | 2 315 | 2 469 |

## Mortalité des bénéficiaires de prestations de retraite

La projection des pensions de retraite en cours de paiement doit tenir compte des probabilités de survie des bénéficiaires de prestations de retraite. Les taux de mortalité des bénéficiaires de prestations de retraite du RPC utilisés dans les projections varient selon l'âge, le sexe, l'année civile et le niveau des pensions de retraite au moment de la prise de retraite. Les taux de mortalité reposent sur la mortalité observée des bénéficiaires de prestations de retraite du RPC pour l'année 2019 et sur les hypothèses d'amélioration de la mortalité pour l'ensemble de la population formulées dans le présent rapport. Les taux de mortalité projetés pour les bénéficiaires de prestations de retraite sont ensuite ajustés selon le niveau des nouvelles pensions du RPC de base. Les taux de mortalité et les espérances de vie résultants des bénéficiaires de prestations de retraite figurent aux tableau 83, tableau 84 et tableau 85.

Tableau 83 Taux de mortalité des bénéficiaires de prestations de retraite
(décès annuels par 1 000)

| | Hommes | | | | Femmes | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Âge | 2022 | 2025 | 2050 | 2075 | 2022 | 2025 | 2050 | 2075 |
| 60 | 5,3 | 5,0 | 3,8 | 3,1 | 3,0 | 2,8 | 2,2 | 1,8 |
| 65 | 11,5 | 10,8 | 8,5 | 6,9 | 6,6 | 6,3 | 5,0 | 4,1 |
| 70 | 16,8 | 15,7 | 12,3 | 10,0 | 10,8 | 10,2 | 8,2 | 6,7 |
| 75 | 26,6 | 24,8 | 19,5 | 16,0 | 17,8 | 16,8 | 13,6 | 11,1 |
| 80 | 45,6 | 42,6 | 33,6 | 27,5 | 31,6 | 30,0 | 24,3 | 19,9 |
| 85 | 80,9 | 75,0 | 58,4 | 47,8 | 57,5 | 54,1 | 43,1 | 35,3 |
| 90 | 145,8 | 136,7 | 112,0 | 95,8 | 108,5 | 102,1 | 84,2 | 72,1 |

Tableau 84 Espérances de vie des bénéficiaires de prestations de retraite, avec améliorations après l'année indiquée (1)

| | Hommes | | | | Femmes | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Âge | 2022 | 2025 | 2050 | 2075 | 2022 | 2025 | 2050 | 2075 |
| 60 | 25,6 | 25,9 | 27,4 | 28,9 | 28,6 | 28,8 | 30,2 | 31,5 |
| 65 | 21,1 | 21,4 | 22,9 | 24,2 | 23,9 | 24,0 | 25,4 | 26,7 |
| 70 | 17,0 | 17,3 | 18,6 | 19,9 | 19,4 | 19,6 | 20,9 | 22,1 |
| 75 | 13,2 | 13,4 | 14,6 | 15,7 | 15,3 | 15,4 | 16,6 | 17,7 |
| 80 | 9,7 | 9,9 | 11,0 | 11,9 | 11,5 | 11,7 | 12,6 | 13,6 |
| 85 | 6,8 | 7,0 | 7,8 | 8,5 | 8,2 | 8,4 | 9,2 | 9,9 |
| 90 | 4,5 | 4,7 | 5,2 | 5,7 | 5,6 | 5,7 | 6,2 | 6,7 |

(1) Espérances de vie par cohorte tenant compte de l'amélioration future de la mortalité de la population générale. Les résultats diffèrent donc de l'espérance de vie par année civile, qui repose sur les taux de mortalité de l'année indiquée.

Tableau 85 Espérances de vie des bénéficiaires de prestations de retraite par niveau de pension du RPC de base (2022), avec améliorations futures(1)

| | Niveau de pension du RPC en % du maximum | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Hommes | | | | Femmes | | | |
| Âge | < 37,5 % | 37,5-75 % | 75-95 % | 95-100 % | < 37,5 % | 37,5-75 % | 75-95 % | 95-100 % |
| 60 | 24,3 | 24,9 | 25,5 | 26,7 | 27,8 | 28,7 | 29,2 | 29,7 |
| 65 | 20,3 | 20,5 | 21,0 | 22,0 | 23,3 | 23,9 | 24,4 | 24,8 |
| 70 | 16,6 | 16,6 | 16,9 | 17,6 | 19,1 | 19,5 | 19,8 | 20,1 |
| 75 | 12,9 | 12,9 | 13,0 | 13,5 | 15,1 | 15,3 | 15,6 | 15,7 |
| 80 | 9,6 | 9,6 | 9,6 | 9,9 | 11,4 | 11,5 | 11,7 | 11,7 |
| 85 | 6,7 | 6,7 | 6,7 | 6,9 | 8,2 | 8,2 | 8,3 | 8,3 |
| 90 | 4,5 | 4,5 | 4,5 | 4,5 | 5,5 | 5,5 | 5,6 | 5,6 |

(1) Espérances de vie par cohorte tenant compte de l'amélioration future de la mortalité de la population générale. Les résultats diffèrent donc de l'espérance de vie par année civile, qui repose sur les taux de mortalité de l'année indiquée.

### B.7.6 Dépenses au titre des prestations après-retraite

Des prestations après-retraite sont versées aux bénéficiaires de prestations de retraite qui continuent de travailler et de cotiser au Régime. Ces prestations sont payables en vertu du RPC de base et du RPC supplémentaire.

Les bénéficiaires de prestations de retraite actifs âgés de moins de 65 ans, tout comme leurs employeurs, doivent cotiser; par contre, les cotisations à partir de 65 ans (jusqu'à l'âge de 69 ans) sont volontaires. Les employeurs de bénéficiaires actifs qui ont choisi de cotiser doivent également cotiser. Les cotisations après-retraite versées au cours d'une année sont appliquées à l'acquisition de prestations après-retraite pour les années suivantes. Les prestations après-retraite sont décrites plus en détail à l'Annexe A, Sommaire des dispositions du Régime.

Le tableau 86 présente la proportion présumée de bénéficiaires de prestations de retraite du RPC qui travaillent et qui cotisent au RPC pendant l'année de demande de prestations de retraite et les années suivantes, selon l'âge et le sexe.

Dans l'année de la retraite, les cotisations servent d'abord à maximiser les pensions de retraite du RPC de base et du RPC supplémentaire, les cotisations restantes étant ensuite appliquées à une prestation après-retraite. Les cotisations au Régime supplémentaire augmentent pendant la période d'instauration en raison de la hausse du taux de cotisation et de l'instauration du MSGAP sur deux ans. Cela affecte la proportion de bénéficiaires actifs qui cotisent pendant l'année de demande de prestations de retraite. Cette proportion est réputée demeurer constante une fois la période d'instauration du RPC supplémentaire terminée, en 2025.

L'hypothèse quant à la proportion de bénéficiaires de prestations de retraite du RPC qui cotisent après l'année de demande de ces prestations est maintenue constante pour toute la période de projection.

Les chiffres du tableau 86 tiennent compte que les bénéficiaires actifs ne cotisent pas tous au RPC pour les raisons suivantes :

- leurs gains sont inférieurs à l'EBA;
- ils ont choisi de ne pas cotiser entre 65 et 69 ans.

**Tableau 86 Pourcentage des bénéficiaires de prestations de retraite qui sont des cotisants**
(pourcentages)

| | Dans l'année de la prise de retraite (2025+) | | Après l'année de la prise de retraite | |
|---|---|---|---|---|
| Âge | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes |
| 60 | 40 | 30 | 0 | 0 |
| 61 | 50 | 40 | 77 | 64 |
| 62 | 45 | 35 | 54 | 42 |
| 63 | 50 | 35 | 49 | 40 |
| 64 | 50 | 40 | 43 | 35 |
| 65 | 24 | 19 | 41 | 21 |
| 66 | 47 | 43 | 27 | 22 |
| 67 | 47 | 43 | 20 | 16 |
| 68 | 43 | 38 | 16 | 11 |
| 69 | 38 | 33 | 11 | 9 |

Afin de projeter les cotisations des bénéficiaires actifs, des hypothèses sont nécessaires à l'égard de leurs gains cotisables moyens (c.-à-d. le montant des gains moyens compris entre l'EBA et le MSGAP sur lequel des cotisations sont versées). Pour les hommes comme pour les femmes, les gains cotisables des bénéficiaires actifs pour les années après l'année de demande de prestations de retraite sont réputés être entre 20 % et 35 % inférieurs à ceux des cotisants qui ne sont pas des bénéficiaires, dépendamment de l'âge et du sexe. Les gains cotisables annuels moyens ainsi obtenus des bénéficiaires actifs à concurrence du MGAP et du MSGAP sont présentés au tableau 87 et au tableau 88 respectivement.

Tableau 87 Moyenne des gains cotisables des bénéficiaires actifs ayant des gains ouvrant droit à pension à concurrence du MGAP
(en dollars)

| | Moins de 65 ans | | 65 ans et plus | |
|---|---|---|---|---|
| Année | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes |
| 2022 | 36 718 | 28 463 | 34 926 | 26 948 |
| 2023 | 38 004 | 29 588 | 36 138 | 27 847 |
| 2024 | 39 545 | 31 014 | 37 486 | 28 819 |
| 2025 | 40 706 | 32 211 | 38 623 | 29 720 |
| 2026 | 41 898 | 33 461 | 39 849 | 30 710 |
| 2027 | 43 071 | 34 721 | 41 036 | 31 749 |
| 2028 | 44 188 | 35 841 | 42 141 | 32 720 |
| 2029 | 45 362 | 36 983 | 43 249 | 33 743 |
| 2030 | 46 540 | 38 054 | 44 317 | 34 790 |
| 2035 | 51 893 | 42 560 | 49 689 | 39 864 |
| 2040 | 59 479 | 49 055 | 57 017 | 46 125 |
| 2045 | 69 351 | 57 831 | 66 474 | 54 358 |
| 2050 | 81 821 | 69 141 | 78 087 | 64 608 |
| 2055 | 95 960 | 81 826 | 91 134 | 76 120 |
| 2060 | 111 756 | 95 934 | 105 846 | 88 972 |
| 2065 | 128 416 | 110 603 | 121 703 | 102 778 |
| 2070 | 146 194 | 125 868 | 138 656 | 117 423 |
| 2080 | 193 798 | 167 269 | 184 596 | 157 062 |
| 2090 | 259 634 | 224 522 | 247 153 | 210 821 |
| 2100 | 347 318 | 300 829 | 329 630 | 281 786 |

**Tableau 88 Moyenne des gains cotisables des bénéficiaires actifs ayant des gains ouvrant droit à pension à concurrence du MSGAP**
(en dollars)

| | Moins de 65 ans | | 65 ans et plus | |
|---|---|---|---|---|
| Année [1] | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes |
| 2024 | 40 811 | 31 449 | 38 894 | 29 321 |
| 2025 | 43 256 | 33 098 | 41 484 | 30 784 |
| 2026 | 44 543 | 34 416 | 42 814 | 31 829 |
| 2027 | 45 801 | 35 735 | 44 093 | 32 918 |
| 2028 | 46 973 | 36 887 | 45 267 | 33 921 |
| 2029 | 48 196 | 38 048 | 46 440 | 34 978 |
| 2030 | 49 432 | 39 131 | 47 588 | 36 054 |
| 2035 | 54 796 | 43 449 | 53 166 | 41 051 |
| 2040 | 62 702 | 50 000 | 60 929 | 47 438 |
| 2045 | 73 171 | 59 066 | 71 042 | 55 976 |
| 2050 | 86 586 | 70 985 | 83 567 | 66 779 |
| 2055 | 101 778 | 84 360 | 97 629 | 78 924 |
| 2060 | 118 675 | 99 168 | 113 428 | 92 443 |
| 2065 | 136 293 | 114 317 | 130 333 | 106 781 |
| 2070 | 154 750 | 129 677 | 148 233 | 121 754 |
| 2080 | 204 948 | 172 249 | 197 188 | 162 820 |
| 2090 | 274 699 | 231 467 | 264 042 | 218 733 |
| 2100 | 367 707 | 310 536 | 352 211 | 292 582 |

(1) Les années présentées débutent en 2024 puisque le MSGAP n'est applicable qu'à partir de cette année.

Près de 457 000 bénéficiaires actifs ont commencé à cotiser en 2012, ce qui a généré près de 1,1 milliard de dollars de cotisations additionnelles cette année-là. Le nombre de bénéficiaires actifs qui cotisent a atteint près de 619 000 en 2019, les cotisations correspondantes totalisant environ 1,8 milliard de dollars.

Les prestations après-retraite correspondantes sont devenues payables l'année suivant le versement des cotisations. En 2013, les prestations après-retraite ont totalisé près de 63 millions de dollars sur la base des cotisations versées en 2012. En 2020, les prestations après-retraite versées depuis le Régime de base se sont élevées à 775 millions de dollars sur la base des cotisations versées en 2019 et avant.

Le tableau 89 présente le nombre projeté de bénéficiaires actifs ainsi que leurs cotisations et les prestations après-retraite résultantes, selon l'année. Les cotisations et les prestations sont réparties entre le RPC de base et le RPC supplémentaire. Le total projeté des cotisations des bénéficiaires actifs est d'environ 2,1 milliards de dollars en 2022 et de 7,2 milliards de dollars en 2050. Le total projeté des prestations après-retraite payables s'établit à environ 1,1 milliard de dollars en 2022 et à 8,7 milliards de dollars en 2050.

Sauf indication contraire, le nombre projeté de bénéficiaires actifs qui cotisent, leurs gains et leurs cotisations sont pris en compte dans tous les autres tableaux du présent rapport portant sur les projections de cotisants, de gains et de cotisations. De même, sauf indication contraire, les prestations après-retraite sont présentées avec les prestations de retraite à titre de dépenses totales liées à la retraite dans tous les autres tableaux du présent rapport dans lesquels les dépenses sont indiquées selon le type de prestations.

Tableau 89 Bénéficiaires actifs – cotisants, cotisations et prestations après-retraite

| Année | Nombre de bénéficiaires actifs qui cotisent | RPC de base | | RPC supplémentaire | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | Cotisations | Prestations après-retraite | Cotisations | Prestations après-retraite |
| | (milliers) | (millions $) | (millions $) | (millions $) | (millions $) |
| 2022 | 596 | 1 836 | 1 026 | 278 | 39 |
| 2023 | 620 | 1 974 | 1 217 | 399 | 72 |
| 2024 | 645 | 2 135 | 1 385 | 481 | 122 |
| 2025 | 662 | 2 259 | 1 563 | 561 | 174 |
| 2026 | 673 | 2 375 | 1 751 | 590 | 226 |
| 2027 | 675 | 2 457 | 1 923 | 611 | 287 |
| 2028 | 672 | 2 514 | 2 100 | 625 | 357 |
| 2029 | 668 | 2 569 | 2 280 | 638 | 431 |
| 2030 | 662 | 2 616 | 2 463 | 649 | 507 |
| 2035 | 629 | 2 803 | 3 373 | 683 | 904 |
| 2040 | 647 | 3 311 | 4 259 | 802 | 1 326 |
| 2045 | 717 | 4 293 | 5 178 | 1 042 | 1 800 |
| 2050 | 814 | 5 758 | 6 308 | 1 411 | 2 371 |
| 2055 | 903 | 7 495 | 7 842 | 1 850 | 3 078 |
| 2060 | 963 | 9 311 | 9 910 | 2 308 | 3 961 |
| 2065 | 951 | 10 592 | 12 483 | 2 622 | 5 027 |
| 2070 | 925 | 11 748 | 15 328 | 2 884 | 6 191 |
| 2080 | 980 | 16 587 | 22 022 | 4 063 | 8 900 |
| 2090 | 1 089 | 24 714 | 31 032 | 6 063 | 12 526 |
| 2100 | 1 157 | 35 077 | 45 143 | 8 621 | 18 240 |

### B.7.7 Dépenses liées aux prestations d'invalidité

Les dépenses liées à l'invalidité découlent des prestations d'invalidité versées en vertu du RPC de base et du RPC supplémentaire.

En vertu du RPC de base, les prestations d'invalidité comprennent la pension d'invalidité et la prestation d'invalidité après-retraite. La pension d'invalidité du RPC de base comporte un volet uniforme et une composante liée aux gains. Le montant de la prestation d'invalidité après-retraite correspond à celui de la prestation uniforme.

En vertu du RPC supplémentaire, les prestations d'invalidité se limitent à la pension d'invalidité supplémentaire, laquelle est liée aux gains. L'admissibilité à la pension d'invalidité supplémentaire découle de l'admissibilité à celle du RPC de base. Aucune prestation d'invalidité après-retraite n'est payable en vertu du RPC supplémentaire.

#### Pension d'invalidité

Les dépenses au titre des nouvelles prestations d'invalidité sont déterminées selon l'âge et le sexe pour chaque année à compter de 1970 et correspondent au produit :

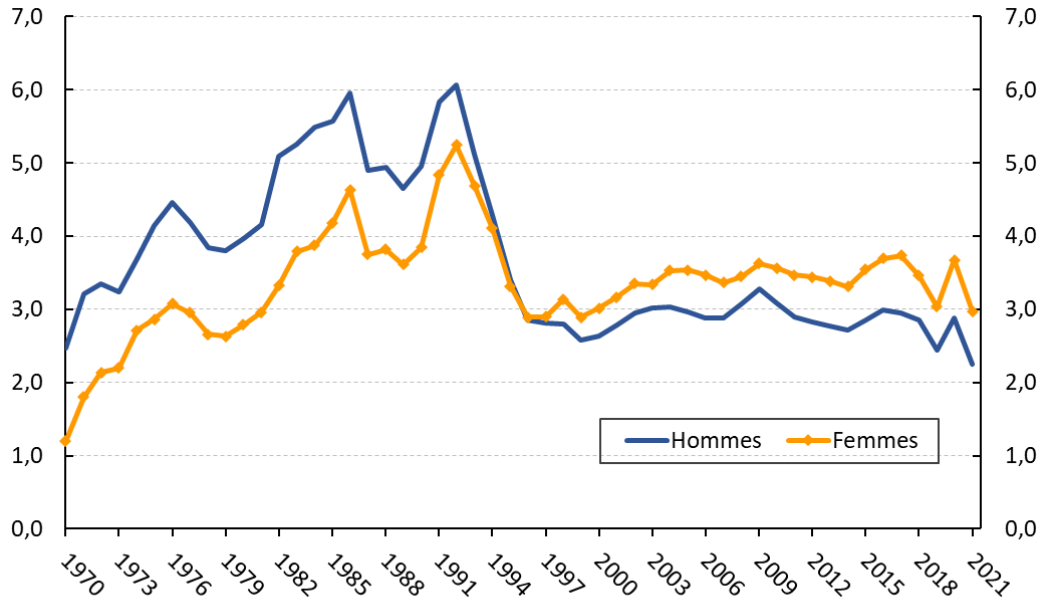
- de la population;
- du taux d'admissibilité aux prestations d'invalidité;
- du taux d'incidence de l'invalidité;
- du montant annuel moyen de la prestation.

Le montant des nouvelles prestations d'invalidité liées aux gains selon l'âge et le sexe correspond à la somme de 75 % de la moyenne des prestations de retraite liées aux gains du RPC de base et du Régime supplémentaire.

### Taux d'incidence de l'invalidité

Le graphique 14 illustre les taux historiques d'incidence de l'invalidité pour la pension d'invalidité du RPC, et le tableau 90 présente l'hypothèse des taux ultimes d'incidence de l'invalidité pour la pension d'invalidité (RPC de base et RPC supplémentaire) et la prestation d'invalidité après-retraite (RPC de base).

**Graphique 14 Taux historiques d'incidence de l'invalidité**
(par 1 000 cotisants admissibles)




Le graphique 14 permet de constater que l'incidence des nouveaux cas d'invalidité du RPC (c.-à-d. le nombre de nouveaux cas en proportion de la population admissible) a généralement augmenté entre 1970 et le début des années 1990. La variation annuelle des taux d'incidence a été particulièrement marquée entre 1989 et la récession du début des années 1990. Après avoir atteint un sommet en 1992, les taux d'incidence de l'invalidité ont ensuite chuté rapidement dans les années 1990. À l'exception des dernières années (2019-2021), les taux d'incidence de

l'invalidité sont demeurés relativement stables depuis la fin des années 1990.

La diminution après 1992 reflète la reprise de l'économie qui a suivi la récession de 1990-1991. De plus, en 1994, l'administration du RPC a commencé la mise en place d'une gamme de mesures conçues pour gérer efficacement la pression grandissante sur le programme d'invalidité.

Les résultats plus récents des trois dernières années ont été très volatils, et les taux d'incidence de l'invalidité pour 2021 se situent à des niveaux historiquement bas (2,25 par 1 000 hommes admissibles et 2,98 par 1 000 femmes admissibles). La volatilité observée de 2019 à 2021 est attribuable à des facteurs d'ordre administratif et d'autres liés à la COVID-19. Cette volatilité ne devrait toutefois pas durer et, par conséquent, les données des trois dernières années n'ont pas été prises en compte dans l'élaboration des hypothèses sur les taux d'incidence de l'invalidité ultimes.

Compte tenu de ce qui précède et des résultats obtenus pour la période de 2007 à 2018, les taux d'incidence globaux (tous les âges combinés en utilisant la population admissible de 2021 comme facteurs de pondération) pour la pension d'invalidité devraient augmenter de 2021 à 2026. Par la suite, ces taux devraient demeurer constants et conserver les mêmes valeurs qu'en 2026, soit 2,90 par 1 000 hommes admissibles et 3,60 par 1 000 femmes admissibles. Ces taux globaux projetés sont ensuite répartis selon l'âge, conformément à la population admissible de 2021 pour chaque sexe.

### Taux d'incidence de l'invalidité pour les prestations d'invalidité après-retraite

Les prestations d'invalidité après-retraite du RPC de base sont entrées en vigueur en 2019 et s'appliquent uniquement aux bénéficiaires de prestations de retraite anticipée (avant 65 ans) qui deviennent invalides.

Pour ce 31e rapport actuariel du RPC, des données initiales d'EDSC sur les prestations d'invalidité après-retraite étaient disponibles. Les taux d'incidence de l'invalidité prévus pour les prestations d'invalidité après-retraite selon l'âge et le sexe ont été calculés sur la base des données des années 2019 et 2020 ainsi que des données historiques sur les gains des bénéficiaires de prestations de retraite anticipée.

Il est prévu que, en 2026, les taux d'incidence de l'invalidité globaux pour les prestations d'invalidité après-retraite des bénéficiaires de prestations de retraite anticipée seront de 10,08 par 1 000 hommes admissibles et de 9,06 par 1 000 femmes admissibles. À mesure que des données supplémentaires sur les prestations d'invalidité après-retraite deviennent disponibles, les hypothèses sur les taux d'incidence seront révisées en conséquence pour les prochains rapports actuariels du RPC.

Les taux d'incidence de l'invalidité pour les prestations d'invalidité après-retraite, qui correspondent au ratio entre le nombre de nouveaux bénéficiaires de prestations de retraite anticipée par âge et par sexe et les populations admissibles respectives, sont présentés au tableau 90.

Tableau 90 Taux ultimes d'incidence de l'invalidité (2026+) (1)
(par 1 000 personnes admissibles)

| | Pension d'invalidité | | Prestation d'invalidité après-retraite | |
|---|---|---|---|---|
| Âge | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes |
| 25 | 0,23 | 0,26 | – | – |
| 30 | 0,50 | 0,66 | – | – |
| 35 | 0,97 | 1,54 | – | – |
| 40 | 1,52 | 2,36 | – | – |
| 45 | 2,18 | 3,24 | – | – |
| 50 | 3,27 | 4,52 | – | – |
| 55 | 6,31 | 7,67 | – | – |
| 60 | 9,23 | 9,56 | – | – |
| 61 | 9,24 | 9,40 | 12,93 | 11,27 |
| 62 | 9,24 | 9,23 | 8,32 | 7,38 |
| 63 | 9,24 | 9,07 | 8,32 | 7,26 |
| 64 | 9,25 | 8,91 | 12,94 | 12,48 |
| Tous les âges | 2,90 | 3,60 | 10,08 | 9,06 |

(1) Les taux d'incidence présentés dans le tableau sont ajustés en utilisant la population admissible de 2021.

## Projection des nouvelles prestations d'invalidité

Le tableau 91 présente le nombre projeté de nouveaux bénéficiaires de la pension d'invalidité et de prestations d'invalidité après-retraite, et le tableau 92 indique la moyenne projetée des nouvelles pensions d'invalidité aux termes du Régime de base et du Régime supplémentaire ainsi que des prestations d'invalidité après-retraite, selon le sexe et l'année.

## Tableau 91 Nouveaux bénéficiaires des prestations d'invalidité

RPC de base
Nombre de bénéficiaires

| | Pension d'invalidité | | | Prestation d'invalidité après-retraite | | | Toutes les prestations d'invalidité | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Année | Hommes | Femmes | Total | Hommes | Femmes | Total | Hommes | Femmes | Total |
| 2022 | 15 135 | 17 791 | 32 926 | 1 041 | 913 | 1 953 | 16 176 | 18 704 | 34 879 |
| 2023 | 16 270 | 18 923 | 35 193 | 1 169 | 1 018 | 2 187 | 17 439 | 19 941 | 37 380 |
| 2024 | 17 406 | 20 057 | 37 463 | 1 290 | 1 108 | 2 397 | 18 696 | 21 164 | 39 860 |
| 2025 | 18 580 | 21 313 | 39 892 | 1 411 | 1 193 | 2 604 | 19 991 | 22 505 | 42 496 |
| 2026 | 19 512 | 22 263 | 41 775 | 1 507 | 1 260 | 2 767 | 21 019 | 23 523 | 44 542 |
| 2027 | 19 507 | 22 363 | 41 870 | 1 505 | 1 256 | 2 761 | 21 012 | 23 619 | 44 631 |
| 2028 | 19 638 | 22 648 | 42 286 | 1 460 | 1 223 | 2 683 | 21 097 | 23 871 | 44 969 |
| 2029 | 19 850 | 23 049 | 42 899 | 1 408 | 1 189 | 2 597 | 21 257 | 24 238 | 45 496 |
| 2030 | 20 003 | 23 378 | 43 381 | 1 371 | 1 170 | 2 541 | 21 374 | 24 548 | 45 923 |
| 2035 | 21 222 | 25 278 | 46 501 | 1 371 | 1 197 | 2 567 | 22 593 | 26 475 | 49 068 |
| 2040 | 23 061 | 27 338 | 50 399 | 1 420 | 1 265 | 2 685 | 24 482 | 28 602 | 53 084 |
| 2045 | 24 840 | 28 989 | 53 829 | 1 640 | 1 430 | 3 070 | 26 479 | 30 420 | 56 899 |
| 2050 | 25 981 | 30 054 | 56 035 | 1 835 | 1 568 | 3 403 | 27 816 | 31 622 | 59 438 |
| 2055 | 26 494 | 30 641 | 57 134 | 2 058 | 1 720 | 3 778 | 28 552 | 32 361 | 60 912 |
| 2060 | 25 932 | 30 478 | 56 410 | 2 126 | 1 775 | 3 901 | 28 058 | 32 254 | 60 312 |
| 2065 | 25 667 | 30 682 | 56 349 | 1 959 | 1 705 | 3 664 | 27 626 | 32 387 | 60 013 |
| 2070 | 26 309 | 31 457 | 57 766 | 1 963 | 1 724 | 3 687 | 28 272 | 33 181 | 61 453 |
| 2080 | 27 933 | 33 316 | 61 249 | 2 056 | 1 790 | 3 846 | 29 989 | 35 106 | 65 095 |
| 2090 | 29 777 | 35 342 | 65 119 | 2 299 | 1 979 | 4 279 | 32 076 | 37 321 | 69 398 |
| 2100 | 30 678 | 36 490 | 67 168 | 2 355 | 2 048 | 4 403 | 33 033 | 38 538 | 71 571 |

RPC supplémentaire
Nombre de bénéficiaires

| | Pension d'invalidité | | | Prestation d'invalidité après-retraite | | | Toutes les prestations d'invalidité | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Année | Hommes | Femmes | Total | Hommes | Femmes | Total | Hommes | Femmes | Total |
| 2022 | 12 343 | 13 129 | 25 472 | – | – | – | 12 343 | 13 129 | 25 472 |
| 2023 | 13 835 | 14 689 | 28 524 | – | – | – | 13 835 | 14 689 | 28 524 |
| 2024 | 15 454 | 16 370 | 31 824 | – | – | – | 15 454 | 16 370 | 31 824 |
| 2025 | 16 829 | 17 884 | 34 713 | – | – | – | 16 829 | 17 884 | 34 713 |
| 2026 | 17 922 | 19 067 | 36 989 | – | – | – | 17 922 | 19 067 | 36 989 |
| 2027 | 18 092 | 19 463 | 37 555 | – | – | – | 18 092 | 19 463 | 37 555 |
| 2028 | 18 367 | 19 977 | 38 345 | – | – | – | 18 367 | 19 977 | 38 345 |
| 2029 | 18 695 | 20 575 | 39 269 | – | – | – | 18 695 | 20 575 | 39 269 |
| 2030 | 19 074 | 21 371 | 40 444 | – | – | – | 19 074 | 21 371 | 40 444 |
| 2035 | 21 222 | 25 278 | 46 501 | – | – | – | 21 222 | 25 278 | 46 501 |
| 2040 | 23 061 | 27 338 | 50 399 | – | – | – | 23 061 | 27 338 | 50 399 |
| 2045 | 24 840 | 28 989 | 53 829 | – | – | – | 24 840 | 28 989 | 53 829 |
| 2050 | 25 981 | 30 054 | 56 035 | – | – | – | 25 981 | 30 054 | 56 035 |
| 2055 | 26 494 | 30 641 | 57 134 | | | | 26 494 | 30 641 | 57 134 |
| 2060 | 25 932 | 30 478 | 56 410 | – | – | – | 25 932 | 30 478 | 56 410 |
| 2065 | 25 667 | 30 682 | 56 349 | – | – | – | 25 667 | 30 682 | 56 349 |
| 2070 | 26 309 | 31 457 | 57 766 | – | – | – | 26 309 | 31 457 | 57 766 |
| 2080 | 27 933 | 33 316 | 61 249 | – | – | – | 27 933 | 33 316 | 61 249 |
| 2090 | 29 777 | 35 342 | 65 119 | – | – | – | 29 777 | 35 342 | 65 119 |
| 2100 | 30 678 | 36 490 | 67 168 | – | – | – | 30 678 | 36 490 | 67 168 |

Tableau 92 Nouvelles pensions d'invalidité et prestations d'invalidité après-retraite
(en dollars)

| | RPC de base | | | RPC supplémentaire | | | RPC de base |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Pension d'invalidité mensuelle moyenne | | | Pension d'invalidité mensuelle moyenne | | | Prestation d'invalidité après-retraite |
| Année | Hommes | Femmes | Total | Hommes | Femmes | Total | |
| 2022 | 1 068 | 994 | 1 028 | 7 | 6 | 7 | 525 |
| 2023 | 1 121 | 1 047 | 1 081 | 12 | 10 | 11 | 561 |
| 2024 | 1 156 | 1 082 | 1 117 | 18 | 16 | 17 | 578 |
| 2025 | 1 191 | 1 117 | 1 152 | 27 | 23 | 25 | 592 |
| 2026 | 1 224 | 1 149 | 1 184 | 36 | 30 | 33 | 605 |
| 2027 | 1 254 | 1 180 | 1 215 | 47 | 39 | 43 | 618 |
| 2028 | 1 287 | 1 212 | 1 247 | 59 | 49 | 54 | 630 |
| 2029 | 1 321 | 1 244 | 1 280 | 70 | 58 | 64 | 642 |
| 2030 | 1 356 | 1 277 | 1 314 | 79 | 65 | 72 | 655 |
| 2035 | 1 537 | 1 454 | 1 492 | 138 | 113 | 124 | 724 |
| 2040 | 1 742 | 1 656 | 1 695 | 209 | 172 | 189 | 799 |
| 2045 | 1 966 | 1 880 | 1 920 | 292 | 239 | 264 | 882 |
| 2050 | 2 219 | 2 134 | 2 174 | 387 | 316 | 349 | 974 |
| 2055 | 2 501 | 2 419 | 2 457 | 485 | 394 | 436 | 1 075 |
| 2060 | 2 827 | 2 744 | 2 783 | 577 | 469 | 518 | 1 187 |
| 2065 | 3 214 | 3 119 | 3 163 | 658 | 539 | 593 | 1 311 |
| 2070 | 3 640 | 3 539 | 3 586 | 756 | 623 | 683 | 1 447 |
| 2080 | 4 687 | 4 564 | 4 620 | 1 007 | 836 | 914 | 1 764 |
| 2090 | 6 021 | 5 873 | 5 941 | 1 344 | 1 123 | 1 224 | 2 150 |
| 2100 | 7 771 | 7 581 | 7 668 | 1 781 | 1 492 | 1 624 | 2 621 |

## Taux de cessation des prestations d'invalidité

Toutes les nouvelles prestations d'invalidité (pensions d'invalidité et prestations d'invalidité après-retraite) sont projetées selon l'âge et le sexe pour chaque année future jusqu'à la cessation de l'invalidité (en raison du rétablissement, du décès ou du 65e anniversaire de naissance). Les projections des taux de cessation de l'invalidité présentées au tableau 93 s'appliquent selonl'âge, le sexe et la durée de l'invalidité (c.-à-d. la période de versement d'une prestation d'invalidité) sur la base de l'année civile atteinte. Les résultats gradués moyens pour la période de 15 ans de 2005 à 2019 sont utilisés pour produire les taux de l'année de base pour 2019. Les taux de cessation de l'année de base sont ensuite projetés pour les années 2022 et suivantes pour les hommes et les femmes, selon l'âge au début de l'invalidité et la durée de l'invalidité d'après les taux d'amélioration de rétablissement et de la mortalité correspondants prévus.

Les taux d'amélioration de rétablissement sont réputés tendre vers un niveau ultime de 0 % en 2026 (c.-à-d. que les taux de rétablissement sont présumés demeurer constants après 2026), et les taux d'amélioration de la mortalité des bénéficiaires invalides sont présumés tendre vers un niveau ultime de 0,8 % la même année.

Tableau 93 Taux de cessation de l'invalidité en 2022 et 2035 (1)
(par 1 000 personnes)

| | 2022 | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Hommes | | | | | | Femmes | | | | | |
| Âge | 1ère année | 2e année | 3e année | 4e année | 5e année | 6e année et + | 1ère année | 2e année | 3e année | 4e année | 5e année | 6e année et + |
| 30 | 40 | 59 | 57 | 51 | 45 | 31 | 33 | 49 | 55 | 45 | 40 | 31 |
| 40 | 41 | 58 | 51 | 39 | 32 | 22 | 29 | 47 | 43 | 31 | 22 | 21 |
| 50 | 57 | 67 | 50 | 39 | 32 | 24 | 38 | 56 | 43 | 30 | 21 | 17 |
| 60 | 68 | 71 | 56 | 50 | 41 | 0 | 48 | 57 | 39 | 28 | 25 | 0 |

| | 2035 | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Hommes | | | | | | Femmes | | | | | |
| Âge | 1ère année | 2e année | 3e année | 4e année | 5e année | 6e année et + | 1ère année | 2e année | 3e année | 4e année | 5e année | 6e année et + |
| 30 | 37 | 56 | 55 | 49 | 44 | 31 | 31 | 46 | 53 | 44 | 39 | 30 |
| 40 | 38 | 55 | 49 | 38 | 31 | 21 | 27 | 44 | 42 | 30 | 21 | 20 |
| 50 | 52 | 63 | 47 | 36 | 30 | 22 | 35 | 53 | 40 | 28 | 20 | 16 |
| 60 | 62 | 65 | 52 | 45 | 38 | 0 | 44 | 52 | 36 | 26 | 23 | 0 |

(1) Taux prévus de cessation pour toutes les prestations d'invalidité (pension d'invalidité et prestations d'invalidité après-retraite).

### B.7.8 Dépenses liées aux prestations de survivant

Les dépenses liées aux prestations de survivant découlent des prestations de survivant versées en vertu du RPC de base et du RPC supplémentaire. En vertu des deux volets du RPC, la pension de survivant change de forme au 65e anniversaire.

Dans le cas du RPC de base, la pension de survivant payable aux particuliers de moins de 65 ans est constituée d'un montant uniforme et d'un montant lié aux gains. Pour les 65 ans et plus, la pension payable est liée aux gains. La pension de survivant supplémentaire payable prend la même forme que la pension de base, sauf qu'elle est uniquement liée aux gains et ne comporte pas de montant uniforme.

#### Nouvelles pensions de survivant

Les dépenses liées aux nouvelles prestations de survivant sont déterminées en fonction de l'âge et du sexe pour chaque année à compter de 1968 et correspondent au produit :

- du nombre de décès au sein de la population;
- de la probabilité d'être marié ou en union de fait au moment du décès;
- du taux d'admissibilité aux prestations de survivant;
- de la distribution de l'âge des époux;
- du montant annuel de la prestation (montant uniforme et prestation moyenne liée aux gains);

- le cas échéant, du facteur approprié tenant compte des limites de la prestation liée aux gains du RPC de base qui s'appliquent aux pensions combinées de survivant et d'invalidité ou de survivant et de retraite.

Pour chaque âge et sexe, les pourcentages réels de cotisants mariés ou ayant un conjoint de fait au moment de leur décès sont calculés à partir des statistiques sur les prestations. Les moyennes lissées des résultats récents des années de 2009 à 2021, avec autres ajustements pour les âges plus jeunes et plus âgés, sont utilisées afin de déterminer les proportions présumées pour les années futures. Selon les tendances relevées entre 2009 et 2021, les pourcentages sont extrapolés à 2023 et demeurent constants par la suite. Ces pourcentages tiennent compte des pensions payables aux couples de même sexe. Les données sont présentées au tableau 94.

Tableau 94 Pourcentage présumé de cotisants mariés ou ayant un conjoint de fait au décès (2023+)
(pourcentages)

| Âge | Hommes | Femmes |
|---|---|---|
| 20 | 0 | 0 |
| 30 | 18 | 27 |
| 40 | 37 | 59 |
| 50 | 54 | 67 |
| 60 | 54 | 57 |
| 70 | 62 | 51 |
| 80 | 65 | 34 |
| 90 | 49 | 11 |

La valeur des nouvelles pensions de survivant liées aux gains représente 37,5 % ou 60 % du taux de rente moyenne de retraite liée aux gains selon que le conjoint ou conjoint de fait survivant a moins de 65 ans ou est âgé de 65 ans et plus, respectivement. Cette valeur est ensuite ajustée pour tenir compte des règles d'admissibilité à la pension de survivant qui sont plus contraignantes que celles des prestations de retraite.

Le nombre projeté de nouveaux bénéficiaires de prestations de survivant selon l'âge (moins de 65 ans et 65 ans ou plus) est indiqué au tableau 95. Les nouvelles pensions mensuelles moyennes de survivant en vertu du RPC de base et du RPC supplémentaire selon l'âge et le sexe sont présentées au tableau 96.

## Tableau 95 Nouveaux bénéficiaires de prestations de survivant

RPC de base

Nombre de nouveaux bénéficiaires

| | Moins de 65 ans | | | 65 ans et plus | | | Tous les âges | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Année | Hommes | Femmes | Total | Hommes | Femmes | Total | Hommes | Femmes | Total |
| 2022 | 5 483 | 17 218 | 22 701 | 18 392 | 49 655 | 68 047 | 23 875 | 66 873 | 90 748 |
| 2023 | 5 407 | 16 929 | 22 337 | 18 961 | 50 341 | 69 302 | 24 368 | 67 271 | 91 639 |
| 2024 | 5 410 | 16 993 | 22 403 | 19 677 | 51 903 | 71 581 | 25 087 | 68 896 | 93 983 |
| 2025 | 5 389 | 16 931 | 22 319 | 20 392 | 53 521 | 73 912 | 25 780 | 70 451 | 96 232 |
| 2026 | 5 346 | 16 823 | 22 169 | 21 107 | 55 201 | 76 307 | 26 452 | 72 024 | 98 476 |
| 2027 | 5 306 | 16 707 | 22 014 | 21 820 | 56 937 | 78 757 | 27 126 | 73 644 | 100 771 |
| 2028 | 5 286 | 16 613 | 21 899 | 22 526 | 58 729 | 81 255 | 27 812 | 75 342 | 103 154 |
| 2029 | 5 291 | 16 626 | 21 917 | 23 218 | 60 560 | 83 778 | 28 509 | 77 186 | 105 695 |
| 2030 | 5 282 | 16 527 | 21 810 | 23 892 | 62 422 | 86 314 | 29 175 | 78 949 | 108 124 |
| 2035 | 5 293 | 16 131 | 21 424 | 26 873 | 71 866 | 98 739 | 32 166 | 87 997 | 120 163 |
| 2040 | 5 416 | 16 103 | 21 520 | 28 975 | 79 881 | 108 855 | 34 391 | 95 984 | 130 375 |
| 2045 | 5 536 | 16 386 | 21 922 | 30 109 | 84 853 | 114 962 | 35 646 | 101 239 | 136 884 |
| 2050 | 5 574 | 16 805 | 22 378 | 30 587 | 87 104 | 117 690 | 36 160 | 103 909 | 140 069 |
| 2055 | 5 509 | 17 087 | 22 596 | 31 002 | 87 817 | 118 819 | 36 510 | 104 904 | 141 415 |
| 2060 | 5 359 | 17 074 | 22 434 | 31 743 | 88 930 | 120 673 | 37 102 | 106 005 | 143 107 |
| 2065 | 5 188 | 16 681 | 21 868 | 32 797 | 92 431 | 125 228 | 37 984 | 109 112 | 147 097 |
| 2070 | 5 069 | 16 139 | 21 208 | 33 879 | 98 205 | 132 084 | 38 949 | 114 343 | 153 292 |
| 2080 | 4 918 | 15 409 | 20 328 | 35 003 | 109 429 | 144 432 | 39 921 | 124 839 | 164 760 |
| 2090 | 4 818 | 15 101 | 19 920 | 34 528 | 111 491 | 146 019 | 39 347 | 126 592 | 165 939 |
| 2100 | 4 626 | 14 726 | 19 351 | 34 121 | 109 742 | 143 863 | 38 747 | 124 468 | 163 215 |

RPC supplémentaire

Nombre de nouveaux bénéficiaires

| | Moins de 65 ans | | | 65 ans et plus | | | Tous les âges | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Année | Hommes | Femmes | Total | Hommes | Femmes | Total | Hommes | Femmes | Total |
| 2022 | 3 935 | 11 768 | 15 703 | 4 396 | 4 975 | 9 372 | 8 332 | 16 743 | 25 074 |
| 2023 | 4 071 | 12 119 | 16 190 | 5 044 | 6 065 | 11 110 | 9 115 | 18 184 | 27 300 |
| 2024 | 4 267 | 12 717 | 16 984 | 5 788 | 7 402 | 13 190 | 10 055 | 20 119 | 30 174 |
| 2025 | 4 370 | 13 015 | 17 385 | 6 567 | 8 885 | 15 452 | 10 937 | 21 900 | 32 837 |
| 2026 | 4 427 | 13 203 | 17 630 | 7 383 | 10 527 | 17 910 | 11 809 | 23 730 | 35 540 |
| 2027 | 4 467 | 13 341 | 17 808 | 8 230 | 12 331 | 20 561 | 12 697 | 25 672 | 38 369 |
| 2028 | 4 513 | 13 461 | 17 974 | 9 104 | 14 290 | 23 394 | 13 617 | 27 751 | 41 368 |
| 2029 | 4 577 | 13 664 | 18 241 | 10 025 | 16 423 | 26 448 | 14 602 | 30 087 | 44 689 |
| 2030 | 4 703 | 13 979 | 18 682 | 11 155 | 18 909 | 30 064 | 15 859 | 32 888 | 48 747 |
| 2035 | 5 242 | 15 283 | 20 525 | 17 073 | 33 833 | 50 905 | 22 315 | 49 116 | 71 430 |
| 2040 | 5 401 | 15 748 | 21 150 | 22 097 | 50 835 | 72 932 | 27 498 | 66 584 | 94 081 |
| 2045 | 5 533 | 16 255 | 21 789 | 25 819 | 66 336 | 92 155 | 31 353 | 82 591 | 113 944 |
| 2050 | 5 573 | 16 766 | 22 339 | 28 346 | 76 690 | 105 036 | 33 919 | 93 456 | 127 375 |
| 2055 | 5 509 | 17 080 | 22 589 | 29 982 | 82 927 | 112 908 | 35 490 | 100 007 | 135 497 |
| 2060 | 5 359 | 17 074 | 22 433 | 31 378 | 87 308 | 118 686 | 36 737 | 104 382 | 141 119 |
| 2065 | 5 188 | 16 681 | 21 868 | 32 705 | 92 098 | 124 803 | 37 893 | 108 779 | 146 672 |
| 2070 | 5 069 | 16 139 | 21 208 | 33 867 | 98 172 | 132 039 | 38 936 | 114 311 | 153 247 |
| 2080 | 4 918 | 15 409 | 20 328 | 35 003 | 109 429 | 144 432 | 39 921 | 124 839 | 164 760 |
| 2090 | 4 818 | 15 101 | 19 920 | 34 528 | 111 491 | 146 019 | 39 347 | 126 592 | 165 939 |
| 2100 | 4 626 | 14 726 | 19 351 | 34 121 | 109 742 | 143 863 | 38 747 | 124 468 | 163 215 |

## Tableau 96 Nouvelles pensions de survivant
(en dollars)

RPC de base

Nouvelle rente de survivant mensuelle moyenne

| | Moins de 65 ans | | | 65 ans et plus | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Année | Hommes | Femmes | Total | Hommes | Femmes | Total |
| 2022 | 404 | 483 | 464 | 169 | 364 | 311 |
| 2023 | 424 | 508 | 488 | 163 | 365 | 309 |
| 2024 | 440 | 524 | 504 | 172 | 375 | 319 |
| 2025 | 454 | 539 | 518 | 184 | 387 | 331 |
| 2026 | 468 | 552 | 531 | 195 | 398 | 342 |
| 2027 | 480 | 564 | 544 | 205 | 407 | 351 |
| 2028 | 493 | 576 | 556 | 215 | 416 | 360 |
| 2029 | 505 | 589 | 569 | 225 | 425 | 370 |
| 2030 | 518 | 603 | 582 | 235 | 435 | 380 |
| 2035 | 590 | 677 | 655 | 289 | 491 | 436 |
| 2040 | 672 | 765 | 741 | 349 | 556 | 501 |
| 2045 | 765 | 866 | 841 | 415 | 629 | 573 |
| 2050 | 870 | 980 | 953 | 488 | 711 | 653 |
| 2055 | 988 | 1 108 | 1 079 | 569 | 804 | 743 |
| 2060 | 1 123 | 1 254 | 1 222 | 662 | 911 | 846 |
| 2065 | 1 276 | 1 418 | 1 384 | 773 | 1 041 | 971 |
| 2070 | 1 452 | 1 611 | 1 573 | 901 | 1 194 | 1 119 |
| 2080 | 1 879 | 2 082 | 2 033 | 1 226 | 1 580 | 1 495 |
| 2090 | 2 426 | 2 696 | 2 630 | 1 656 | 2 098 | 1 993 |
| 2100 | 3 139 | 3 487 | 3 403 | 2 221 | 2 786 | 2 652 |

RPC supplémentaire

Nouvelle rente de survivant mensuelle moyenne

| | Moins de 65 ans | | | 65 ans et plus | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Année | Hommes | Femmes | Total | Hommes | Femmes | Total |
| 2022 | 2 | 3 | 3 | 1 | 1 | 1 |
| 2023 | 4 | 4 | 4 | 2 | 1 | 2 |
| 2024 | 6 | 7 | 7 | 3 | 2 | 2 |
| 2025 | 9 | 10 | 10 | 4 | 2 | 3 |
| 2026 | 12 | 13 | 13 | 5 | 3 | 4 |
| 2027 | 15 | 17 | 17 | 6 | 4 | 5 |
| 2028 | 19 | 21 | 21 | 7 | 5 | 6 |
| 2029 | 23 | 25 | 25 | 8 | 6 | 7 |
| 2030 | 26 | 29 | 28 | 9 | 7 | 8 |
| 2035 | 46 | 52 | 51 | 17 | 14 | 15 |
| 2040 | 71 | 83 | 80 | 29 | 26 | 27 |
| 2045 | 100 | 123 | 117 | 49 | 44 | 46 |
| 2050 | 134 | 170 | 161 | 78 | 76 | 77 |
| 2055 | 170 | 224 | 210 | 120 | 126 | 125 |
| 2060 | 206 | 281 | 263 | 175 | 197 | 191 |
| 2065 | 242 | 337 | 315 | 241 | 290 | 277 |
| 2070 | 281 | 396 | 369 | 318 | 399 | 378 |
| 2080 | 378 | 534 | 496 | 499 | 660 | 621 |
| 2090 | 507 | 713 | 663 | 713 | 968 | 908 |
| 2100 | 675 | 947 | 882 | 969 | 1 307 | 1 227 |

### Mortalité des bénéficiaires de prestations de survivant

Toutes les nouvelles pensions de survivant de l'année sont classées selon l'âge et le sexe du conjoint ou du conjoint de fait survivant et sont projetées pour chacune des années suivantes à l'aide des taux de mortalité présumés des survivants, qui tiennent compte de la mortalité plus élevée des veufs et des veuves comparativement à celle de la population générale. Les taux de mortalité présumés reposent sur les résultats de mortalité des bénéficiaires de prestations de survivant entre 1966 et 2020, et sur les hypothèses d'amélioration de la mortalité pour la population générale énoncées précédemment. Le tableau 97 et le tableau 98 présentent respectivement les taux projetés de mortalité des bénéficiaires de prestations de survivant et les espérances de vie des bénéficiaires de prestations de survivant selon l'âge et le sexe.

Tableau 97 Taux de mortalité des bénéficiaires de prestations de survivant
(décès annuels par 1 000)

| | Hommes | | | | Femmes | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Âge | 2022 | 2025 | 2050 | 2075 | 2022 | 2025 | 2050 | 2075 |
| 60 | 9,1 | 8,6 | 6,7 | 5,4 | 6,2 | 5,9 | 4,6 | 3,8 |
| 65 | 14,2 | 13,4 | 10,5 | 8,6 | 9,5 | 9,1 | 7,2 | 5,9 |
| 70 | 22,3 | 20,8 | 16,3 | 13,3 | 14,8 | 14,0 | 11,2 | 9,2 |
| 75 | 35,5 | 33,2 | 26,1 | 21,3 | 22,8 | 21,6 | 17,4 | 14,3 |
| 80 | 57,4 | 53,7 | 42,3 | 34,6 | 37,0 | 35,2 | 28,5 | 23,3 |
| 85 | 92,9 | 86,2 | 67,1 | 54,9 | 62,6 | 58,9 | 46,9 | 38,4 |
| 90 | 156,4 | 146,6 | 120,1 | 102,8 | 112,3 | 105,7 | 87,2 | 74,6 |

Tableau 98 Espérances de vie des bénéficiaires de prestations de survivant, avec améliorations après l'année indiquée (1)

| | Hommes | | | | Femmes | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Âge | 2022 | 2025 | 2050 | 2075 | 2022 | 2025 | 2050 | 2075 |
| 60 | 23,8 | 24,1 | 25,8 | 27,4 | 27,1 | 27,3 | 28,8 | 30,3 |
| 65 | 19,6 | 19,8 | 21,4 | 22,9 | 22,6 | 22,8 | 24,3 | 25,7 |
| 70 | 15,6 | 15,9 | 17,3 | 18,7 | 18,5 | 18,6 | 20,0 | 21,3 |
| 75 | 12,1 | 12,3 | 13,6 | 14,8 | 14,6 | 14,8 | 16,0 | 17,1 |
| 80 | 9,0 | 9,2 | 10,3 | 11,3 | 11,1 | 11,2 | 12,2 | 13,2 |
| 85 | 6,4 | 6,6 | 7,5 | 8,2 | 8,0 | 8,1 | 9,0 | 9,7 |
| 90 | 4,4 | 4,5 | 5,0 | 5,5 | 5,4 | 5,6 | 6,1 | 6,6 |

(1) Espérances de vie par cohorte tenant compte de l'amélioration future de la mortalité de la population générale. Les résultats diffèrent donc de l'espérance de vie par année civile, qui repose sur les taux de mortalité de l'année indiquée.

## B.7.9 Dépenses liées aux prestations de décès

Les prestations de décès sont des montants uniformes payables uniquement en vertu du RPC de base. Le Régime supplémentaire ne prévoit aucune prestation de décès.

Le montant des prestations forfaitaires de décès payables chaque année est déterminé selon l'âge et le sexe et correspond au produit :

- du nombre de décès chez les 18 ans et plus dans la population générale;

- du taux d'admissibilité aux prestations de survivant;
- du montant de la prestation de décès déterminé selon l'année du décès.

Le tableau 99 présente les projections du nombre de prestations de décès.

Tableau 99 Nombre de prestations de décès

| Année | Hommes | Femmes | Total |
|---|---|---|---|
| 2022 | 103 630 | 72 630 | 176 260 |
| 2023 | 104 342 | 73 988 | 178 330 |
| 2024 | 106 942 | 76 777 | 183 719 |
| 2025 | 109 329 | 79 547 | 188 875 |
| 2026 | 111 747 | 82 395 | 194 142 |
| 2027 | 114 268 | 85 389 | 199 657 |
| 2028 | 116 941 | 88 502 | 205 442 |
| 2029 | 119 890 | 91 763 | 211 653 |
| 2030 | 122 706 | 95 095 | 217 801 |
| 2035 | 137 706 | 113 058 | 250 764 |
| 2040 | 152 482 | 132 091 | 284 573 |
| 2045 | 163 691 | 148 744 | 312 435 |
| 2050 | 171 020 | 160 789 | 331 810 |
| 2055 | 175 552 | 168 056 | 343 607 |
| 2060 | 178 486 | 171 667 | 350 153 |
| 2065 | 182 782 | 175 118 | 357 900 |
| 2070 | 190 979 | 181 849 | 372 828 |
| 2080 | 213 925 | 203 688 | 417 613 |
| 2090 | 227 095 | 219 656 | 446 751 |
| 2100 | 226 831 | 222 900 | 449 731 |

### B.7.10 Dépenses liées aux prestations pour enfants

Les prestations pour enfants sont des montants uniformes qui sont payables uniquement en vertu du RPC de base. Le Régime supplémentaire ne prévoit aucune prestation pour enfants. Le montant payable aux orphelins et aux enfants de cotisants invalides est le même.

Le nombre de nouvelles prestations pour enfants de cotisants invalides et de prestations d'orphelin pour chaque année à compter de 1970 et de 1968, respectivement, est déterminé par le nombre projeté d'enfants de nouveaux bénéficiaires de prestations d'invalidité ou de survivant d'après l'hypothèse de l'indice de fécondité. Le nombre résultant de nouveaux bénéficiaires de prestations pour enfants selon l'âge, le sexe et l'année civile est ensuite projeté d'une année à l'autre en tenant compte des motifs suivants de cessation des prestations :

- le 25e anniversaire de naissance de l'enfant;
- la cessation des études à temps plein après le 18e anniversaire de naissance;
- dans le seul cas des prestations pour enfants d'un cotisant invalide, la cessation (en raison du rétablissement, du décès ou du 65e anniversaire) des prestations d'invalidité du parent.

À compter du 1er janvier 2019, les enfants admissibles de bénéficiaires d'une retraite anticipée qui sont réputés invalides et qui répondent aux critères d'admissibilité aux prestations d'invalidité reçoivent les prestations pour enfants.

Le tableau 100 présente le nombre de nouvelles prestations pour enfants selon le type etl'année.

Tableau 100 Nouvelles prestations pour enfants

| Année | Enfant d'un cotisant invalide (1) | Orphelins | Total |
|---|---|---|---|
| 2022 | 11 709 | 8 674 | 20 383 |
| 2023 | 12 670 | 8 648 | 21 318 |
| 2024 | 13 727 | 8 844 | 22 571 |
| 2025 | 14 910 | 8 911 | 23 821 |
| 2026 | 15 861 | 8 940 | 24 801 |
| 2027 | 16 115 | 8 970 | 25 085 |
| 2028 | 16 543 | 9 054 | 25 598 |
| 2029 | 17 045 | 9 261 | 26 306 |
| 2030 | 17 423 | 9 349 | 26 772 |
| 2035 | 19 265 | 9 718 | 28 983 |
| 2040 | 21 139 | 10 212 | 31 351 |
| 2045 | 22 449 | 10 495 | 32 944 |
| 2050 | 22 970 | 10 431 | 33 401 |
| 2055 | 23 051 | 10 100 | 33 151 |
| 2060 | 22 997 | 9 744 | 32 741 |
| 2065 | 23 443 | 9 494 | 32 937 |
| 2070 | 24 178 | 9 379 | 33 557 |
| 2080 | 25 749 | 9 205 | 34 954 |
| 2090 | 26 811 | 8 892 | 35 704 |
| 2100 | 27 943 | 8 561 | 36 505 |

(1) Inclut les prestations payables aux enfants de retraités invalides qui reçoivent la prestation d'invalidité après-retraite.

## B.8 Charges d'exploitation

Les charges d'exploitation du RPC proviennent de différentes sources, notamment EDSC, l'ARC, Services publics et Approvisionnement Canada, le Bureau du surintendant des institutions financières Canada, le ministère des Finances Canada et l'OIRPC, avec la majorité des dépenses provenant d'EDSC et de l'ARC. Aux fins du 31e rapport actuariel du RPC, les charges d'exploitation de l'OIRPC sont incluses dans les hypothèses sur les dépenses d'investissement du RPC de base et du RPC supplémentaire, présentées à la section B.6.6 de ce rapport. Aux fins de l'analyse suivante, les charges d'exploitation se rapportent uniquement aux dépenses engagées par des organisations gouvernementales (p. ex., EDSC).

Pendant l'année civile 2021, les charges d'exploitation du Régime de base et du Régime supplémentaire provenant de toutes les sources (autres que l'OIRPC) se sont élevées à environ 759 millions de dollars et 187 millions de dollars, respectivement, soit un total de

946 millions de dollars. Les charges d'exploitation du Régime de base et du Régime supplémentaire correspondent, respectivement, à 0,1 % et 0,024 % des gains d'emploi totaux, soit un total de 0,124 % des gains d'emploi totaux en 2021.

Compte tenu des dépenses réelles pour 2020 et 2021 ainsi que des estimations fournies par EDSC pour 2022 à 2024, les charges d'exploitation totales annuelles du RPC de base et du RPC supplémentaire sont en moyenne près de 0,115 % des gains d'emploi annuels totaux sur la période 2020-2024. Il est prévu que les charges d'exploitation totales (excluant celles de l'OIRPC) connaîtront une transition linéaire, passant de 0,124 % des gains d'emploi totaux en 2021 à 0,115 % des gains totaux d'ici 2024, et qu'elles se maintiendront à ce niveau par la suite.

Compte tenu des renseignements fournis par EDSC, il est prévu, pour ce rapport, que la répartition des charges d'exploitation sera de 73 % pour le Régime de base et de 27 % pour le Régime supplémentaire, et que cette répartition sera atteinte d'ici 2024 et se maintiendra par la suite. Par conséquent, il est prévu que les charges d'exploitation du Régime de base en pourcentage des gains d'emploi totaux passeront de 0,1 % en 2021 à 0,084 % d'ici 2024 et qu'elles se maintiendront par la suite. Pour le Régime supplémentaire, il est prévu que les charges d'exploitation en pourcentage des gains d'emploi totaux passeront de 0,024 % en 2021 à 0,031 % d'ici 2024 et qu'elles se maintiendront par la suite.

Le tableau 101 et le tableau 102 montrent le total projeté des charges d'exploitation du RPC de base et du RPC supplémentaire, respectivement, en pourcentage du total des gains d'emploi.

Tableau 101 Charges d'exploitation - RPC de base (1)

| Année | Charges d'exploitation (millions $) | Total des gains (2) (millions $) | Total des charges d'exploitation en % du total des gains (%) |
|---|---|---|---|
| 2022 | 775 | 823 656 | 0,094 |
| 2023 | 768 | 863 211 | 0,089 |
| 2024 | 756 | 899 943 | 0,084 |
| 2025 | 787 | 937 262 | 0,084 |
| 2026 | 817 | 972 783 | 0,084 |
| 2027 | 847 | 1 009 361 | 0,084 |
| 2028 | 879 | 1 047 268 | 0,084 |
| 2029 | 912 | 1 085 983 | 0,084 |
| 2030 | 945 | 1 125 534 | 0,084 |
| 2035 | 1 130 | 1 346 437 | 0,084 |
| 2040 | 1 341 | 1 597 232 | 0,084 |
| 2045 | 1 595 | 1 899 381 | 0,084 |
| 2050 | 1 892 | 2 253 547 | 0,084 |
| 2055 | 2 226 | 2 651 238 | 0,084 |
| 2060 | 2 602 | 3 099 531 | 0,084 |
| 2065 | 3 038 | 3 618 653 | 0,084 |
| 2070 | 3 562 | 4 242 605 | 0,084 |
| 2080 | 4 971 | 5 921 931 | 0,084 |
| 2090 | 6 950 | 8 278 334 | 0,084 |
| 2100 | 9 634 | 11 475 969 | 0,084 |

(1) Les charges d'exploitation de l'OIRPC ne sont pas incluses dans les charges d'exploitation du RPC de base, mais sont reflétées séparément dans l'hypothèse sur les dépenses d'investissement.

(2) Le total des gains d'emploi servant à déterminer l'hypothèse et à projeter les charges d'exploitation comprend les gains des bénéficiaires actifs.

Tableau 102 Charges d'exploitation - RPC supplémentaire (1)

| Année | Charges d'exploitation (millions $) | Total des gains (2) (millions $) | Total des charges d'exploitation en % du total des gains (%) |
|---|---|---|---|
| 2022 | 224 | 823 656 | 0,027 |
| 2023 | 252 | 863 211 | 0,029 |
| 2024 | 279 | 899 943 | 0,031 |
| 2025 | 291 | 937 262 | 0,031 |
| 2026 | 302 | 972 783 | 0,031 |
| 2027 | 313 | 1 009 361 | 0,031 |
| 2028 | 325 | 1 047 268 | 0,031 |
| 2029 | 337 | 1 085 983 | 0,031 |
| 2030 | 349 | 1 125 534 | 0,031 |
| 2035 | 418 | 1 346 437 | 0,031 |
| 2040 | 496 | 1 597 232 | 0,031 |
| 2045 | 590 | 1 899 381 | 0,031 |
| 2050 | 700 | 2 253 547 | 0,031 |
| 2055 | 823 | 2 651 238 | 0,031 |
| 2060 | 962 | 3 099 531 | 0,031 |
| 2065 | 1 124 | 3 618 653 | 0,031 |
| 2070 | 1 317 | 4 242 605 | 0,031 |
| 2080 | 1 839 | 5 921 931 | 0,031 |
| 2090 | 2 570 | 8 278 334 | 0,031 |
| 2100 | 3 563 | 11 475 969 | 0,031 |

(1) Les charges d'exploitation de l'OIRPC ne sont pas incluses dans les charges d'exploitation du RPC supplémentaire, mais sont reflétées séparément dans l'hypothèse sur les dépenses d'investissement.

(2) Le total des gains d'emploi servant à déterminer l'hypothèse et à projeter les charges d'exploitation comprend les gains des bénéficiaires actifs.

# Annexe C – Financement du Régime de pensions du Canada

## C.1 Historique et contexte législatif

Le système de retraite public canadien comprend trois paliers. Premièrement, le programme de la Sécurité de la vieillesse (SV) accorde une prestation minimale basée sur des critères d'âge et de résidence au Canada. Deuxièmement, le RPC et le RRQ couvrent la majorité des Canadiens ayant des gains d'emploi. Finalement, les Canadiens peuvent être couverts par des régimes de pension agréés (RPA) ou des régimes de pension agréés collectifs (RPAC) et peuvent cotiser à des régimes enregistrés d'épargne-retraite (REER) ainsi qu'à des comptes d'épargne libre d'impôt (CELI) pour augmenter leurs revenus à la retraite.

Chaque palier est financé selon une approche différente : le programme de la SV est financé au moyen des recettes fiscales générales sur une base par répartition; les régimes du RPC et du RRQ ont tous les deux un régime de base qui est partiellement capitalisé ainsi qu'un régime supplémentaire qui est entièrement capitalisé par les cotisations prélevées sur les gains d'emploi; enfin, les RPA, les RPAC, les REER et les CELI sont destinés à être entièrement capitalisés. Cette variété des sources et des méthodes de financement permet au système canadien du revenu de retraite d'être plus résilient face aux changements des conditions économiques, démographiques et de placement comparativement aux régimes dont les méthodes et sources de financement sont moins variées.

Lorsqu'il a été instauré, le RPC était un régime par répartition doté d'une petite réserve d'une valeur d'environ deux ans de prestations. À l'époque, la situation économique, démographique et de placement était caractérisée par une population plus jeune (indice de fécondité plus élevé et espérance de vie moindre), par une croissance rapide des salaires et du taux d'activité, et par de faibles taux de rendement des placements. Compte tenu de cette situation, la capitalisation du Régime était peu attrayante et il convenait davantage de mettre en place un régime de financement par répartition. La croissance du total des gains d'emploi de la population active et, par conséquent, les cotisations, suffisaient à couvrir les dépenses croissantes sans nécessiter d'augmentation importante du taux de cotisation. L'actif du Régime était investi principalement dans des titres non négociables à long terme des provinces offerts à des taux inférieurs à ceux du marché, ce qui représentait pour les provinces une source de capital relativement peu coûteuse pour répondre à leurs besoins d'infrastructures.

Toutefois, l'évolution de la situation au fil des ans, notamment la diminution du taux de natalité, l'amélioration de l'espérance de vie et une croissance plus faible du salaire réel ont entraîné une augmentation des coûts du Régime. Ces facteurs, combinés à la hausse des rendements sur les marchés ont rendu plus attrayante et plus pertinente l'augmentation du niveau de capitalisation. Au milieu des années 1980, les flux de trésorerie nets (cotisations réduites des dépenses) sont devenus négatifs et une partie des revenus de placement du Régime a dû être utilisée pour éponger le déficit. Ce dernier n'a cessé d'augmenter, ce qui a causé une réduction de l'actif de la réserve à compter du milieu des années 1990.

Dans le 15e rapport actuariel du RPC de décembre 1993, l'actuaire en chef prévoyait que le taux de cotisation par répartition (dépenses en pourcentage des gains cotisables) augmenterait à 14,2 % d'ici 2030. Il était également prévu que si des changements n'étaient pas apportés au Régime, la réserve s'épuiserait d'ici 2015. L'actuaire en chef avait identifié cinq facteurs responsables de la hausse des coûts du Régime : des taux de natalité inférieurs, des espérances de vie supérieures aux prévisions, l'effet de la récession du début des années 1990 sur les proportions des personnes ayant des gains d'emploi et leurs gains d'emploi moyens, des prestations bonifiées et un plus grand nombre de Canadiens qui demandaient des prestations d'invalidité pour des durées plus longues.

Pour tenir compte de cette situation, des modifications ont été apportées en 1998 afin d'augmenter progressivement le niveau de capitalisation du RPC en majorant les taux de cotisation à court terme, en réduisant la croissance des prestations à long terme et en investissant les flux de trésorerie nets sur les marchés privés par le biais de l'OIRPC dans le but d'obtenir un meilleur taux de rendement. De plus, il a été décidé que les nouvelles prestations ou bonifications futures au Régime seraient entièrement capitalisées. Les mesures de réforme convenues en 1997 par le gouvernement fédéral et les provinces apportaient des changements importants aux dispositions de financement du Régime :

- L'instauration de la *capitalisation au taux de régime permanent* pour remplacer le financement par répartition afin de constituer une réserve d'actifs et de stabiliser le ratio de l'actif aux dépenses au fil du temps. Les revenus de placement générés par la réserve devraient permettre de verser des prestations à mesure que la vaste cohorte de membres du baby-boom partira à la retraite. Cette notion relève de l'alinéa 113.1(4)c) du *Régime de pensions du Canada*.
- L'instauration de la *capitalisation intégrale*, qui exige que les modifications apportées au RPC qui ont pour effet d'accroître les prestations ou d'en ajouter de nouvelles soient entièrement capitalisées, c'est-à-dire que leur coût soit payé à mesure que les prestations sont acquises et que les coûts liés aux prestations déjà acquises mais non capitalisées soient amortis et payés sur une période déterminée, conformément à la pratique actuarielle reconnue. Cette notion relève de l'alinéa 113.1(4)e) du *Régime de pensions du Canada*.

Ces deux objectifs de capitalisation (au taux de régime permanent et intégrale) ont été instaurés par souci d'équité entre les différentes générations et pour améliorer la viabilité financière à long terme du Régime de base. Le passage à la capitalisation au taux de régime permanent a allégé une partie du fardeau lié aux hausses de cotisations pour les générations futures tandis que, en vertu de la capitalisation intégrale, chaque génération qui recevra des prestations bonifiées est davantage susceptible d'en assumer le coût, de sorte que ce coût ne soit pas transmis aux générations futures.

Les taux de cotisation de régime permanent et de capitalisation intégrale du Régime de base sont déterminés par l'actuaire en chef en vertu des alinéas 115(1,1)c) et e) du *Régime de pensions du Canada* et tel que prescrit par règlement (décrit ci-bas).

En 2016, les gouvernements fédéral et provinciaux ont convenu de bonifier le RPC en créant le RPC supplémentaire.

La capitalisation intégrale du Régime supplémentaire est une conséquence de la réforme de 1997 qui, entre autres, requiert que l'introduction de nouvelles prestations ou de bonifications futures soit entièrement capitalisée. En vertu de l'alinéa 113.1(4)d) du *Régime de pensions du Canada*, les prestations supplémentaires de retraite, de survivant et d'invalidité fournies par le Régime supplémentaire devraient être financées par des taux de cotisation supplémentaires qui sont : (i) au moins égaux à ceux qui sont les plus bas taux constants possibles dans un avenir prévisible, et (ii) entraînent des revenus projetés (c.-à-d., des cotisations et des revenus de placement) qui suffisent à couvrir les dépenses prévues du RPC supplémentaire à long terme.

Les taux visés à l'alinéa 113.1(4)d) du *Régime de pensions du Canada* sont les premier et deuxième taux de cotisation minimaux supplémentaires (PTCMS et DTCMS) et ils s'appliquent respectivement au premier et deuxième palier du RPC supplémentaire. Les TCMS sont déterminés par l'actuaire en chef conformément aux alinéas 115(1,1)d) et e) du *Régime de pensions du Canada* et tel que prescrit par règlement (décrit ci-bas). Les TCMS sont calculés avant et après la prise en compte de toute bonification future ou nouvelle prestation conformément aux exigences de la capitalisation intégrale découlant de l'alinéa 113.1(4)e) du *Régime de pensions du Canada*.

Le *Règlement de 2021 sur le calcul des taux de cotisation* définit le calcul des taux de cotisation de base et supplémentairele.

## C.2 Calcul des taux de cotisation minimaux de base et supplémentaires

### RPC de base

L'objectif de financement du Régime de base est formulé dans le *Régime de pensions du Canada* par renvoi au taux de cotisation de régime permanent et au taux de capitalisation intégrale des prestations nouvelles ou bonifiées. Le taux de cotisation minimal du RPC de base correspond à la somme du taux de cotisation de régime permanent et du taux de capitalisation intégrale, tel que décrit ci-dessous.

### C.2.1 Taux de cotisation de régime permanent

Le calcul du taux de cotisation de régime permanent tel que décrit dans le *Règlement de 2021 sur le calcul des taux de cotisation* correspond au plus bas taux constant possible, applicable après la fin de la période d'examen, arrondi au 0,01 % le plus près, et qui garantit le même ratio actif/dépenses (A/D) projeté à la 10e et à la 60e année suivant la fin de la période d'examen. Pour le présent rapport, l'année correspondant à la fin de la période d'examen est 2024. Par conséquent, le taux de cotisation de régime permanent s'applique à compter de l'année 2025 et les années pertinentes pour l'établissement du taux de cotisation de régime permanent sont 2034 et 2084. Le ratio A/D correspondant pour ces années est de 8,5 et le taux de cotisation de régime permanent, arrondi au 0,01 % le plus près, est de 9,53 % à compter de 2025 aux fins du

présent rapport.

Le taux de cotisation de régime permanent est calculé séparément du taux de capitalisation intégrale lié aux prestations nouvelles ou bonifiées.

### C.2.2 Taux de capitalisation intégrale des prestations nouvelles ou bonifiées

Le sous-alinéa 115(1,1)c)(ii) et l'alinéa 115(1,1)f) du *Régime de pensions du Canada* exigent que l'actuaire en chef indique, dans son rapport, un taux de cotisation à l'égard de toute prestation nouvelle ou bonifiée du Régime de base conformément aux exigences de l'alinéa 113.1(4)e). Certaines modifications du *Régime de pensions du Canada* instaurées par la *Loi nº 1 d'exécution du budget de 2018*, qui a reçu la sanction royale le 21 juin 2018, requièrent l'application de l'alinéa 113.1(4)*e*) à l'égard du RPC de base. Ces modifications sont décrites dans le 29e rapport actuariel du RPC.

Les modifications instaurées par la *Loi nº 1 d'exécution du budget de 2018* invoquent l'exigence de capitalisation intégrale à l'égard du Régime de base. Le calcul des taux de cotisation de capitalisation intégrale temporaire et permanent du RPC de base est décrit dans le *Règlement de 2021 sur le calcul des taux de cotisation*.

L'effet des modifications instaurées par la *Loi nº 1 d'exécution du budget de 2018* sur la situation financière à long terme du RPC de base et du RPC supplémentaire, d'abord évalué dans le 29e rapport actuariel du RPC puis réévalué dans le 30e rapport actuariel du RPC, est à nouveau évalué dans ce 31e rapport actuariel du RPC.

Dans le cas du RPC de base, les taux de capitalisation intégrale sur la base du présent rapport ont été déterminés comme suit.

#### Taux de capitalisation intégrale temporaire

Puisque les prestations modifiées de survivant, d'invalidité et de décès du RPC de base qui ont été versées après le 1er janvier 2019 reposent sur la participation des cotisants au RPC avant et après la date de prise d'effet des modifications proposées, une partie de la hausse projetée du passif se rapporte à la participation au Régime avant cette date. La hausse du passif au titre de la participation au Régime avant 2019 est déterminée l'année suivant la période d'examen triennal, ou à la date d'entrée en vigueur des modifications si cette dernière est plus tardive. La période d'examen triennal relative au présent rapport est 2022 à 2024. Cette augmentation du passif correspond donc à la valeur actualisée au 1er janvier 2025 de la hausse projetée des dépenses du RPC de base se rapportant à la participation au Régime avant 2019 et est estimée à 1,7 milliard de dollars.

L'actif cumulatif net au titre du passif non capitalisé antérieur est déterminé à la fin de 2024 en fonction :

- de la hausse projetée des dépenses se rapportant à la participation au régime avant 2019 au cours des années 2019 à 2024;

- des cotisations calculées selon le taux de capitalisation intégrale temporaire indiqué dans le rapport précédent (30e) pour cette même période.

Cet actif totalise 270 millions de dollars au 31 décembre 2024.

Le taux de cotisation de capitalisation intégrale temporaire au titre de l'augmentation du passif est de 0,0252 %. Le taux de capitalisation intégrale temporaire correspond au ratio entre les deux éléments suivants :

- la différence entre la hausse du passif et l'actif cumulatif net;
- la valeur actualisée, au 1er janvier 2025, des gains cotisables pour la période de 2025 à 2033.

Dans le 29e rapport actuariel, l'amortissement du passif non capitalisé antérieur était initialement sur la période de 15 années entre 2019 et 2033. Étant donné que la date d'évaluation de ce 31e rapport actuariel est six années plus tard que le 29e rapport actuariel, la période d'amortissement restante correspond à la période de neuf années entre 2025 et 2033. La période d'amortissement de chacun des deux rapports respecte la pratique actuarielle courante, comme le prévoit la législation.

### Taux de capitalisation intégrale permanent

Comme pour la participation antérieure, la hausse du passif au titre de la participation au Régime à compter du 1er janvier 2019 est déterminée l'année suivant la période d'examen triennal, ou à la date d'entrée en vigueur des modifications si cette dernière est plus tardive.

L'augmentation du passif attribuable aux modifications du RPC de base au titre de la participation à compter du 1er janvier 2019 est donc déterminée en date du 1er janvier 2025. Elle est estimée à 3,2 milliards de dollars au 1er janvier 2025, et l'actif cumulatif net correspondant est estimé à 476 millions de dollars au 31 décembre 2024. La différence entre ce passif et cet actif est entièrement capitalisée par un taux de cotisation permanent de 0,0094 %.

### Taux de capitalisation intégrale totale

La somme des taux de capitalisation intégrale temporaire et permanent est de 0,0346 % (0,0252 % plus 0,0094 %) pour la période entre 2025 et 2033 et de 0,0094 % à compter de 2034. Les taux arrondis de capitalisation intégrale sont de 0,03 % pour 2025 à 2033 et de 0,01 % à compter de 2034. Le calcul et les résultats sont résumés au tableau 103.

L'actuaire en chef examinera périodiquement les taux de capitalisation intégrale pour tenir compte des résultats réels et de toute modification des hypothèses.

Tableau 103 Taux de capitalisation intégrale en vertu des modifications au RPC de base

| | | | |
|---|---|---|---|
| Valeur actualisée des gains cotisables (2025-2033) au 1er jan. 2025 | (A) [1] | 5 786 | ($ milliards) |
| Augmentation du passif après 2024 due à la participation avant la date d'entrée en vigueur (1er jan. 2019) au 1er jan. 2025 | (B) [2] | 1 727 | ($ millions) |
| Actif cumulatif net sur la période 2019-2024 dû à la participation avant 2019 au 31 déc. 2024 | (C) [3] | 270 | ($ millions) |
| Taux de capitalisation intégrale temporaire (2025-2033) | (D) = (B-C)/(A) | 0,0252 % | |
| Valeur actualisée des gains cotisables (2025+) au 1er jan. 2025 | (E) [1] | 29 111 | ($ milliards) |
| Augmentation du passif après 2024 due à la participation à compter de la date d'entrée en vigueur (1er jan. 2019) au 1er jan. 2025 | (F) [2] | 3 206 | ($ millions) |
| Actif cumulatif net sur la période 2019-2024 dû à la participation future à compter de 2019 au 31 déc. 2024 | (G) [3] | 476 | ($ millions) |
| Taux de capitalisation intégrale permanent (2025+) | (H) = (F-G)/(E) | 0,0094 % | |
| Taux permanent et temporaire (2025-2033) | (I) = (D) + (H) | 0,0346 % | |
| Taux permanent et temporaire après arrondissement selon le Règlement | (I), (H) après arrondissement selon le Règlement | 0.03 %, 2025-2033<br>0.01 %, 2034+ | |

(1) Les valeurs actualisées sont fondées sur les gains cotisables projetés dans le présent rapport et en utilisant un taux d'actualisation correspondant au taux global présumé de rendement de l'actif du RPC de base.
(2) Hausse du passif résultant de l'augmentation des prestations au titre de la participation avant la date d'entrée en vigueur (B) ou à compter de cette date (F), à l'aide d'un taux d'actualisation correspondant au taux global présumé de rendement de l'actif du RPC de base.
(3) Correspond à l'accumulation de l'actif net des dépenses pour la période 2019 à 2024 au titre des modifications pour la participation avant la date d'entrée en vigueur (C) ou à compter de cette date (G), en utilisant les taux de capitalisation intégrale indiqués dans le 30e rapport actuariel du RPC.

### C.2.3 Taux de cotisation minimal

Le taux de cotisation minimal (TCM) correspond à la somme du taux arrondi de cotisation de régime permanent et du taux arrondi de capitalisation intégrale. Aux fins du présent rapport, le TCM est déterminé égal à 9,56 % pour 2025 à 2033 et à 9,54 % à compter de 2034. Ces taux sont comparables à ceux du TCM figurant dans le 30e rapport actuariel du RPC, soit 9,75 % pour 2022 à 2033 et 9,72 % à compter de 2034. Le TCM sera recalculé pour le prochain rapport actuariel triennal, qui doit être établi au 31 décembre 2024. Il peut aussi être recalculé à toute autre date pour traduire l'incidence sur les coûts de toute modification proposée du *Régime de pensions du Canada*.

Le TCM déterminé pour ce présent 31e rapport actuariel du RPC étant inférieur au taux prévu par la loi de 9,9 %, les dispositions sur les taux insuffisants figurant dans les paragraphes 113.1(11,05) à (11,15) du *Régime de pensions du Canada* ne s'appliquent pas. Par conséquent, en l'absence de mesures spécifiques de la part des gouvernements fédéral et provinciaux, le taux de cotisation prévu par la loi sera maintenu à 9,9 % à compter de 2022.

RPC supplémentaire

### C.2.4 Taux de cotisation minimaux supplémentaires

L'objectif de financement du Régime supplémentaire est formulé dans le Régime de pensions du Canada par renvoi aux TCMS (PTCMS et DTCMS) qui doivent être déterminés avant et après avoir tenu compte de la capitalisation intégrale de toute prestation supplémentaire nouvelle ou bonifiée.

Les TCMS sont définis au *Règlement de 2021 sur le calcul des taux de cotisation* comme étant les taux de cotisation constants minimaux, applicables à compter de la première année suivant la période d'examen triennal et arrondi au 0,01 % le plus près, à l'égard desquels les trois conditions suivantes sont réunies :

- la valeur actualisée du passif supplémentaire projeté selon l'approche de groupe ouvert est inférieure ou égale à l'actif supplémentaire projeté et à la valeur actualisée des cotisations supplémentaires projetées selon l'approche de groupe ouvert;
- le ratio A/D projeté du Régime supplémentaire pour la 50e année après la période d'examen, mais pas avant 2088, est égal à celui pour la 60e année après la période d'examen, mais pas avant 2098;
- le DTCMS est égal au PTCMS multiplié par le ratio du taux de remplacement des gains du deuxième palier du Régime supplémentaire au taux de remplacement du premier palier (33,33 % / 8,33 %, ce qui est égal à 4).

À l'égard de la première condition ci-dessus, un groupe ouvert se définit comme étant un groupe englobant tous les participants au régime, qu'ils soient actuels ou futurs, et dont on prévoit que le régime sera en place sur une longue période. Cela signifie que les cotisations futures des participants actuels et des nouveaux participants, de même que les prestations correspondantes, sont prises en compte afin de déterminer si l'actif actuel et les cotisations futures suffisent à couvrir l'ensemble des prestations futures.

Afin de déterminer l'actif du Régime supplémentaire selon l'approche de groupe ouvert, les cotisations supplémentaires futures (en utilisant les taux de cotisation minimaux supplémentaires) des cotisants actuels et futurs sont projetées selon les hypothèses basées sur la meilleure estimation contenues dans le présent rapport. Ces cotisations supplémentaires projetées sont ensuite actualisées à l'aide du taux de rendement nominal projeté de l'actif du RPC supplémentaire pour déterminer leur valeur actualisée. Cette valeur actualisée est ensuite ajoutée à l'actif investi du Régime supplémentaire pour ainsi obtenir l'actif total du Régime supplémentaire selon l'approche de groupe ouvert.

Afin de calculer le passif actuariel du RPC supplémentaire selon l'approche de groupe ouvert, les dépenses supplémentaires futures reliées aux participants actuels et futurs du Régime supplémentaire sont projetées selon les hypothèses basées sur la meilleure estimation contenues

dans le présent rapport. Ces dépenses supplémentaires projetées sont ensuite actualisées à l'aide du taux de rendement nominal projeté de l'actif du RPC supplémentaire pour ainsi obtenir le passif actuariel selon l'approche de groupe ouvert.

Le tableau 104 montre que les TCMS respectent la première condition ci-dessus. Il démontre que l'actif projeté du RPC supplémentaire selon l'approche de groupe ouvert représente 105,2 % du passif actuariel de groupe ouvert au 31 décembre 2021. Il y a 11 $ milliards de dollars d'actif investi du RPC supplémentaire au 31 décembre 2021, et l'actif total selon l'approche de groupe ouvert est égal à la valeur actualisée des cotisations supplémentaires futures des participants actuels et futurs du Régime et de l'actif actuellement investi. Le passif actuariel de groupe ouvert est égal à la somme de la valeur actualisée des prestations supplémentaires futures des participants actuels et futurs du RPC supplémentaire et des prestations en cours de paiement, et son montant s'élevait à 857 $ milliards de dollars au 31 décembre 2021.

**Tableau 104 Bilan du RPC supplémentaire (Approche de groupe ouvert)**
(1,97 %/7,88 % Premier/Deuxième taux minimaux de cotisation supplémentaires, milliards $)

| | Au 31 décembre 2021 |
|---|---|
| Actif | |
| Actif courant | 11,0 |
| Cotisations futures | 889,7 |
| Actif total (a) | 900,7 |
| | |
| Passif actuariel (b) [1] | 856,5 |
| Excédent (déficit) actuariel (a) - (b) | 44,2 |
| | |
| Actif en pourcentage du passif (a)/(b) | 105,2 % |

(1) Le passif inclut les charges d'exploitation.

Pour ce rapport, le ratio A/D devrait être le même en 2088 et en 2098, et le ratio A/D correspondant pour ces années est d'environ 24.

La période courante d'examen triennal du RPC est de 2022 à 2024, ce qui tombe pendant la mise en œuvre initiale du RPC supplémentaire. Le premier taux de cotisation supplémentaire prévu par la loi s'applique pendant la période d'examen : 1,5 % pour l'année 2022, 2,0 % pour 2023 et 2024. Le deuxième taux de cotisation supplémentaire prévu par la loi est de 8 % pour 2024, la première année du deuxième palier du RPC supplémentaire.

Le PTCMS et le DTCMS sont applicables à partir de 2025. Le PTCMS et le DTCMS sont arrondis au 0,01 % le plus près et, pour ce rapport, s'établissent à 1,97 % et à 7,88 % à compter de 2025.

Puisque les TCMS déterminés pour ce rapport ne s'écartent pas de façon importante des taux de cotisation supplémentaires prévus par la loi, les dispositions de défaut figurant au *Règlement sur la viabilité du régime de pensions supplémentaire du Canada* ne s'appliquent pas. Par conséquent,

en l'absence de mesures spécifiques de la part des gouvernements fédéral et provinciaux, le premier taux de cotisation supplémentaire prévu par la loi est maintenu à 1,5 % pour 2022 et à 2,0 % à compter de 2023, alors que le deuxième taux de cotisation supplémentaire prévu par la loi est maintenu à 8,0 % à compter de 2024.

## C.3 Évolution du ratio actif/dépenses

Une mesure importante de la situation financière du RPC de base et du RPC supplémentaire, est le ratio de l'actif à la fin d'une année aux dépenses de l'année suivante (ratio A/D).

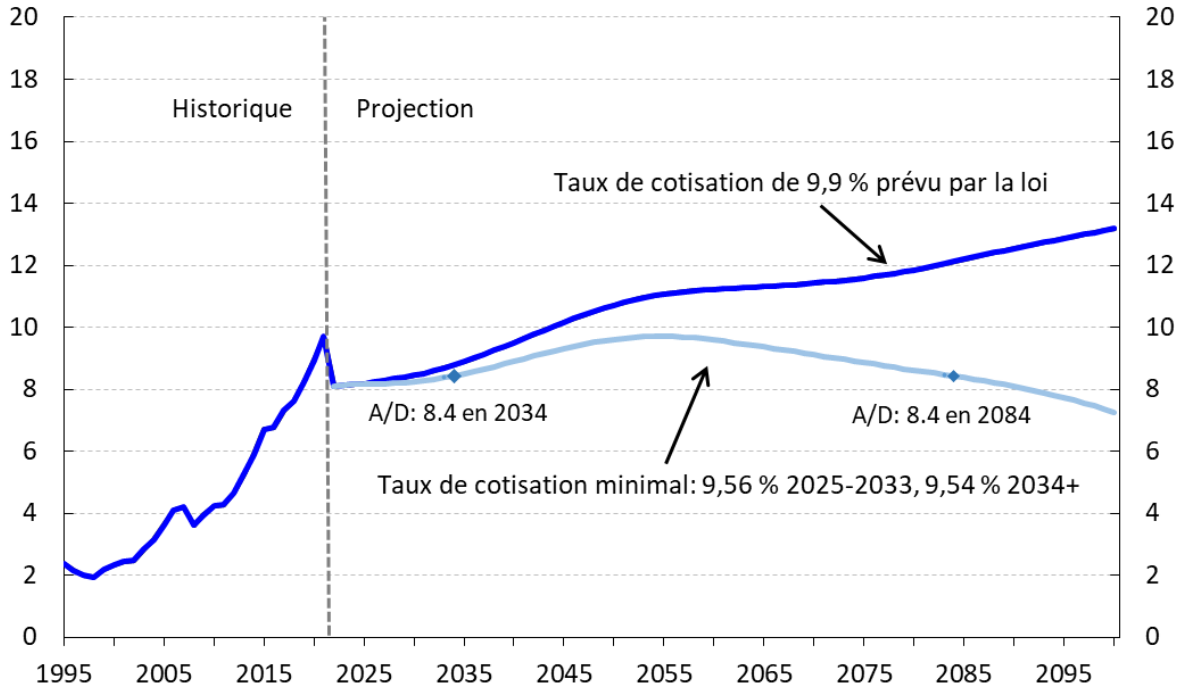
### RPC de base

Comme l'illustre le graphique 15, selon le taux de cotisation de 9,9 % prévu par la loi, le ratio A/D pour le Régime de base devrait demeurer relativement stable, légèrement au-dessus de 8,0, entre 2022 et le début des années 2030. Il progresse ensuite de façon globale pour s'établir à 13,2 en 2100.

Puisque le taux prévu par la loi de 9,9 % est supérieur au TCM de 9,56 % pour la période de 2025 à 2033 et de 9,54 % pour les années suivantes, les ratios A/D selon le taux prévu par la loi sont plus élevés que ceux du TCM. Les ratios A/D d'après le TCM pour les années 2025 et suivantes sont indiqués au graphique 15 aux fins de comparaison. Les ratios d'après le TCM pour les années 2034 et 2084 sont presque égaux, à près de 8,4, étant donné que ce sont les années cibles du taux de cotisation de régime permanent de 9,55 %, en vertu duquel le ratio A/D est égal pour ces années à 8,4.

La progression plus lente du ratio A/D selon le taux de 9,9 % prévu par la loi qui est attendue jusqu'au début des années 2030 est attribuable à la retraite des membres de la génération du baby-boom, ce qui accroît les décaissements du Régime. L'existence d'actifs importants permet au Régime de base d'absorber cette augmentation des décaissements et de maintenir le taux de cotisation à 9,9 %.

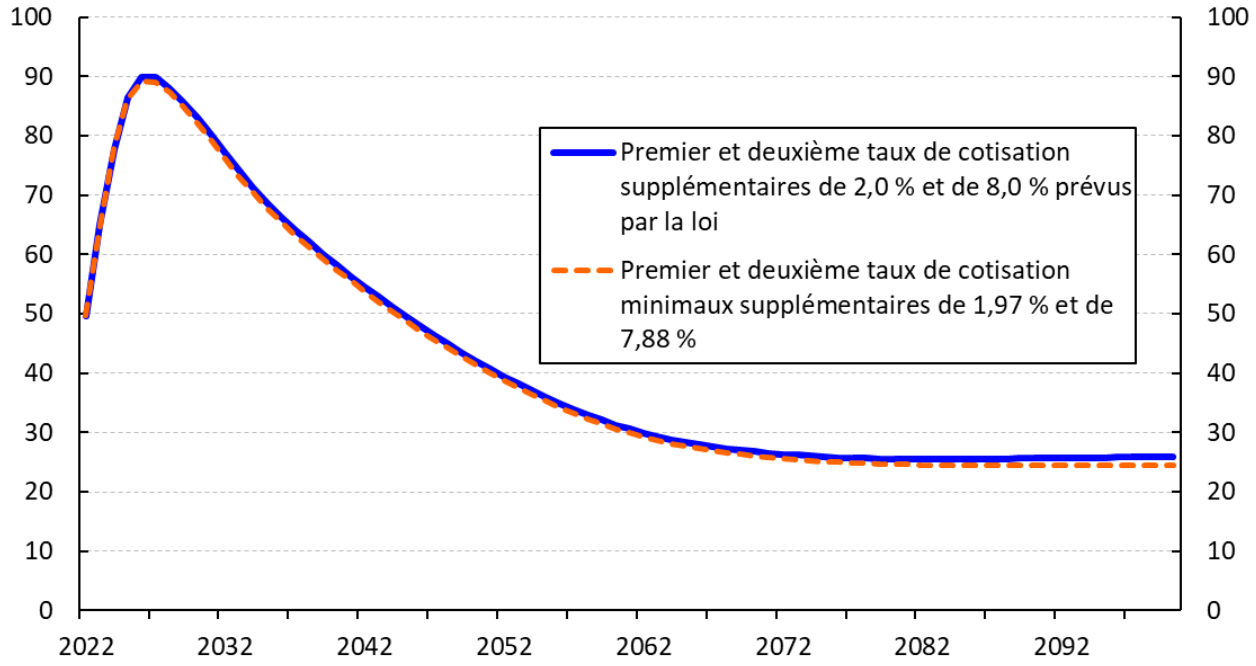
Graphique 15 Ratio actif/dépenses - RPC de base
(taux de cotisation prévu par la loi et taux de cotisation minimaux)




## RPC supplémentaire

Comme l'illustre le graphique 16, selon les taux de cotisation supplémentaires prévus par la loi de 2,0 % et de 8,0 %, le ratio A/D projeté pour le Régime supplémentaire augmente sensiblement au cours des premières années du Régime supplémentaire et demeure élevé puisque l'actif croît rapidement et que les dépenses au titre des prestations restent faibles. À mesure que le RPC supplémentaire arrive à maturité et que les dépenses au titre des prestations augmentent, leratio A/D diminue et se stabilise à près de 26 en 2075. Selon les projections, le ratio A/D en vertu des TCMS, qui figure aussi au graphique 16, sera légèrement inférieur qu'en vertu des taux prévus par la loi puisque les TCMS sont proches de ces derniers. Les années cibles de 2088 et 2098 qui servent à déterminer les TCMS sont indiquées sur le graphique, ainsi que le ratio A/D correspondant de 24.

Graphique 16 Ratio actif/dépenses - RPC supplémentaire
(taux de cotisation prévus par la loi et taux de cotisation minimaux)




## C.4 Bilans selon l'approche de groupe ouvert en vertu des taux de cotisation prévus par la loi

Les bilans du RPC de base et du RPC supplémentaire présentés dans cette section ont été préparés en utilisant l'approche de groupe ouvert et les taux de cotisation prévus par la loi de chaque volet. La méthode de production de bilan selon l'approche de groupe ouvert est décrite dans la section C.2.4 de cette annexe.

La méthode choisie pour produire le bilan financier d'un système de sécurité sociale doit concorder avec les objectifs de financement de ce système.

Le RPC de base est partiellement capitalisé. Un régime partiellement capitalisé comme le RPC de base est un contrat social au titre duquel, au cours d'une année donnée, les cotisants actuels permettent que leurs cotisations soient utilisées pour verser des prestations aux bénéficiaires actuels. Ce type de contrat confère aux cotisants actifs et passés des droits aux cotisations qu'effectueront les prochaines générations de cotisants. Ainsi, une évaluation adéquate de la viabilité financière d'un régime partiellement capitalisé au moyen de son bilan financier devrait tenir compte de ces droits. La méthode de production de bilan selon l'approche de groupe ouvert tient compte spécifiquement de ces droits en faisant intervenir les cotisations et les prestations des participants actuels et à venir.

Conformément à la section C.2, les objectifs de financement prévus par la loi du RPC de base sont formulés dans le *Régime de pensions du Canada* par renvoi au TCM, déterminé à partir de

projections des revenus et dépenses qui prennent en compte les participants actuels et futurs du RPC. En d'autres termes, les objectifs de financement prévus par la loi du RPC de base reposent sur des projections selon l'approche de groupe ouvert.

Le RPC supplémentaire est un régime entièrement capitalisé. Cependant, conformément à la section C.2.4, les objectifs de financement prévus par la loi du RPC supplémentaire sont formulés dans le *Régime de pensions du Canada* par renvoi aux TCMS, déterminés à partir de projections selon l'approche de groupe ouvert.

Le bilan actuariel du Régime de base et du Régime supplémentaire selon les taux respectifs prévus par la loi est complémentaire au TCM et aux TCMS dans l'évaluation de la viabilité financière à long terme des deux volets du RPC. C'est-à-dire que, bien que les principaux critères financiers prévus par la loi pour évaluer les volets du RPC soient le TCM et les TCMS, et plus précisément leur suffisance et leur stabilité au fil du temps, d'autres indicateurs comme le bilan selon l'approche de groupe ouvert pourraient être utilisés en combinaison avec les taux minimums afin d'évaluer la viabilité du Régime de base et du Régime supplémentaire.

Il convient de souligner qu'aucun des autres indicateurs financiers individuels ne permet d'évaluer de manière absolue la viabilité du Régime de base ou du Régime supplémentaire. Notamment, le Régime de base et le Régime supplémentaire sont en mesure de tolérer les fluctuations du ratio actif/passif, tant en dessous et au-dessus de 100 %, sans que leur viabilité financière soit compromise.

### RPC de base

Le bilan actuariel du Régime de base au 31 décembre 2021 et au 31 décembre 2030 selon l'approche de groupe ouvert et le taux prévu par la loi de 9,9 % est présenté au tableau 105. L'actif et le passif actuariel selon l'approche de groupe ouvert du RPC de base sont déterminés de manière semblable à ceux du Régime supplémentaire, tel que décrit précédemment à la section C.2.4., sauf que les cotisations et prestations projetées utilisées sont celles du RPC de base et les taux d'actualisation correspondent aux taux de rendement attendus de l'actif du RPC de base. Pour calculer l'excédent (ou le déficit) actuariel du RPC de base, le passif actuariel du RPC de base est soustrait de la valeur de l'actif selon l'approche de groupe ouvert en date de l'évaluation. [1]

[1] Selon l'approche de groupe fermé, au 31 décembre 2021, le passif actuariel du Régime de base se chiffrait à 1 686,1 milliards de dollars, son actif, à 543,7 milliards de dollars et son déficit actuariel, à 1 142,4 milliards de dollars.

Tableau 105 Bilan du RPC de base (Approche de groupe ouvert)
(Taux de cotisation prévu par la loi de 9,9 %, milliards $)

| | Au 31 décembre 2021 | Au 31 décembre 2030 |
|---|---|---|
| Actif | | |
| Actif courant | 543,7 | 791,2 |
| Cotisations futures | 3 039,7 | 3 554,1 |
| Actif total (a) | 3 583,4 | 4 345,3 |
| Passif actuariel (b) (1) | 3 523,0 | 4 268,0 |
| Excédent (déficit)actuariel (a) - (b) | 60,4 | 77,4 |
| Actif en pourcentage du passif (a)/(b) | 101,7 % | 101,8 % |

(1) Le passif inclut les charges d'exploitation.

## RPC supplémentaire

La détermination du ratio de l'actif au passif actuariel du Régime supplémentaire selon l'approche de groupe ouvert afin de déterminer les TCMS est prescrite par règlement.[1] Dans cette section, le bilan actuariel du RPC supplémentaire selon l'approche de groupe ouvert est préparé selon les taux de cotisation supplémentaires prévus par la loi.

Le bilan actuariel du Régime supplémentaire au 31 décembre 2021 selon l'approche de groupe ouvert et les taux de cotisation supplémentaires prévus par la loi est présenté au tableau 104. Les montants figurant au tableau 104 diffèrent de ceux présentés au tableau 106 étant donné que les taux de cotisation utilisés sont différents. Les taux de cotisation supplémentaires prévus par la loi sont utilisés pour le tableau 106 alors que les TCMS sont utilisés pour le tableau 104.

Pour calculer l'excédent (ou le déficit) actuariel du RPC supplémentaire, le passif actuariel du RPC supplémentaire est soustrait de la valeur de l'actif selon l'approche de groupe ouvert en date de l'évaluation. Tel qu'illustré au tableau 106, le ratio de l'actif du RPC supplémentaire à son passif actuariel selon ce rapport et les taux de cotisation prévus par la loi s'élève à 106,7 % au31 décembre 2021 et à 105,8 % au 31 décembre 2030.

[1] Selon l'approche de groupe fermé, au 31 décembre 2021, le passif actuariel du Régime de base se chiffrait à 12,2 milliards de dollars, son actif, à 11 milliards de dollars et son déficit actuariel, à 1,2 milliard de dollars.

**Tableau 106 Bilan du RPC supplémentaire (approche de groupe ouvert)**
(Premier et deuxième taux de cotisation supplémentaires de 2,0 % et de 8,0 % prévus par la loi, milliards $)

| | Au 31 décembre 2021 | Au 31 décembre 2030 |
|---|---|---|
| Actif | | |
| Actif courant | 11,0 | 199,6 |
| Cotisations futures | 902,7 | 1 056,8 |
| Actif total (a) | 913,7 | 1 256,4 |
| Passif actuariel (b) [1] | 856,5 | 1 188,0 |
| Excédent (déficit) actuariel (a) - (b) | 57,2 | 68,4 |
| Actif en pourcentage du passif (a)/(b) | 106,7 % | 105,8 % |

(1) Le passif inclut les charges d'exploitation.

# Annexe D – Conciliation détaillée avec le rapport précédent

## D.1 RPC de base

Les résultats figurant dans le présent rapport diffèrent de ceux qui avaient été prévus précédemment pour diverses raisons. Les différences entre les résultats observés de 2019 à 2021 et ceux projetés dans le 30e rapport actuariel pour la même période ont été abordées à la section 7.1 *Conciliation avec les rapports triennaux précédents – RPC de base* du présent rapport. Puisque les résultats historiques constituent le point de départ des projections établies dans le présent rapport, les écarts historiques entre les projections et les résultats réels influencent également les projections. Les répercussions de la mise à jour des résultats observés et des changements apportés aux hypothèses et à la méthodologie sont examinées en détail dans la présente section.

Le tableau 107 compare l'évolution du TCM de 9,75 % pour les années 2022 et 2033 et de 9,72 % pour les années suivantes figurant dans le 30e rapport actuariel du RPC vers un TCM de 9,56 % pour les années 2025 à 2033 et de 9,54 % pour les années suivantes figurant dans le présent rapport.

Les résultats entre 2019 et 2021 ont été dans l'ensemble supérieurs aux projections, ce qui a eu pour effet de diminuer le TCM. En particulier :

- La diminution du TCM s'explique principalement par des résultats de placements supérieurs aux attentes. Ceux-ci ont entraîné une diminution du TCM de 0,35 point de pourcentage.
- Une croissance plus élevée que prévu du total des gains d'emploi fait diminuer le TCM de 0,04 point de pourcentage.
- Dans l'ensemble, les dépenses au titre des prestations ont été moins élevées que prévu, en raison de prestations moins élevées de retraite (demande de prestations de retraite à 60 ans plus faible que prévu), d'invalidité (taux d'incidence de l'invalidité plus bas que prévu), de survivant et pour enfants, qui, combinées avec des charges d'exploitation moins élevées, surpassent les prestations de décès plus élevées que prévu, donnant lieu à une baisse du TCM de 0,15 point de pourcentage.

Les changements des principales hypothèses fondées sur la meilleure estimation ont été décrits au tableau 1 de la section 4 du présent rapport. Les effets de ces changements sur les TCM sont également présentés au tableau 107 et sont résumés ci-après.

- L'indice total de fécondité présumé est moindre que l'hypothèse du rapport triennal précédent, ce qui hausse donc le TCM de 0,08 point de pourcentage.
- Les taux de mortalité et les taux d'amélioration de la mortalité initialement moindres présumés dans le présent rapport font baisser le TCM de 0,06 point de pourcentage.
- Le niveau présumé de migration nette est plus élevé sur la période de projection que dans le rapport triennal précédent, ce qui diminue le TCM de 0,13 point de pourcentage. Cette

situation s'explique par une croissance supérieure des gains cotisables totaux qui surpasse l'augmentation ultime des dépenses au titre des prestations.

- Les hypothèses des taux d'activité et d'emploi plus élevés abaissent le TCM de 0,07 point de pourcentage.
- Les hypothèses d'augmentations de prix (inflation) à court terme supérieures à celles du rapport précédent abaissent le TCM de 0,04 point de pourcentage.
- La modification de l'hypothèse de l'augmentation du salaire réel augmente le TCM de 0,18 point de pourcentage en raison d'une hausse des gains cotisables moins élevée que celle du rapport triennal précédent.
- Plusieurs modifications liées aux hypothèses du taux de rendement réel ont été apportées à celles du rapport précédent. Ces modifications comprennent une composition initiale et ultime différente de l'actif, des taux de rendement ultimes différents pour certaines catégories d'actifs, ainsi que des ajustements effectués afin de refléter l'incidence de l'événement subséquent décrit à la section 2.3. Ces modifications font augmenter le TCM de 0,37 point de pourcentage.
- Les modifications des hypothèses liées aux prestations de retraite font augmenter le TCM de 0,07 point de pourcentage. Les modifications des hypothèses liées aux prestations d'invalidité font diminuer le TCM de 0,05 point de pourcentage.

D'autres hypothèses, décrites à l'Annexe B, ont également été modifiées. Dans l'ensemble, les changements apportés à ces autres hypothèses ont eu pour effet de réduire légèrement le TCM.

L'incidence de la modification des hypothèses sur le TCM comprend des révisions visant à refléter l'événement subséquent décrit à la section 2.3. Dans l'ensemble, la modification des hypothèses pour refléter l'événement subséquent a entraîné une augmentation du TCM de 0,31 point de pourcentage. Cette augmentation est en grande partie attribuable à la réduction du taux de rendement nominal projeté pour 2022. La diminution du TCM de 0,35 point de pourcentage attribuable aux résultats de placements de 2019 à 2021 est donc partiellement renversée par la baisse des rendements projetés en 2022.

Une progression du TCM au fil du temps fondée sur les années cibles du taux de cotisation de régime permanent des rapports d'évaluation triennaux ultérieurs et utilisant les hypothèses fondées sur la meilleure estimation du présent rapport est présentée au tableau 15 de lasection 5.5 *Résultats – RPC de base* du présent rapport. Le tableau permet de constater que le TCM projeté demeure relativement stable au fil du temps.

Tableau 107 Conciliation du taux de cotisation minimal - RPC de base [1],[2]
(% des gains cotisables)

| | Taux de régime permanent | Capitalisation intégrale | | TCM | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | 2025-2033 | 2034+ | 2025-2033 | 2034+ |
| 30e rapport actuariel du RPC - après arrondissement | 9,71 | 0,04 | 0,01 | 9,75 | 9,72 |
| 30e rapport actuariel du RPC - avant arrondissement | 9,708 | 0,035 | 0,007 | 9,743 | 9,715 |
| I. Amélioration de la méthodologie | 0,048 | (0,001) | (0,001) | 0,046 | 0,046 |
| II. Mise à jour des résultats observés (2019-2021) | | | | | |
| Démographiques | (0,005) | 0,001 | 0,000 | (0,004) | (0,004) |
| Économiques | (0,037) | (0,001) | 0,000 | (0,037) | (0,037) |
| Prestations | (0,149) | (0,006) | (0,001) | (0,155) | (0,150) |
| Placements | (0,354) | 0,000 | 0,000 | (0,353) | (0,354) |
| Total partiel : | (0,544) | (0,005) | (0,001) | (0,550) | (0,545) |
| III. Modification des hypothèses | | | | | |
| Fécondité | 0,076 | 0,000 | 0,000 | 0,076 | 0,076 |
| Mortalité | (0,063) | 0,002 | 0,001 | (0,060) | (0,062) |
| Migration nette | (0,134) | (0,001) | 0,000 | (0,135) | (0,134) |
| Marché du travail | (0,070) | (0,001) | 0,000 | (0,071) | (0,070) |
| Augmentations des prix | (0,040) | 0,000 | 0,000 | (0,041) | (0,040) |
| Augmentation du salaire réel | 0,175 | 0,002 | 0,001 | 0,177 | 0,175 |
| Taux de rendement réel | 0,373 | 0,001 | 0,000 | 0,373 | 0,373 |
| Retraite | 0,066 | 0,000 | 0,000 | 0,066 | 0,066 |
| Invalidité | (0,050) | 0,003 | 0,002 | (0,047) | (0,048) |
| Autres hypothèses | (0,009) | 0,001 | 0,000 | (0,008) | (0,009) |
| Total partiel : | 0,323 | 0,008 | 0,004 | 0,331 | 0,327 |
| IV. Autres (nouvelles cibles de capitalisation de 2031-2081 à 2034-2084) | (0,009) | (0,002) | 0,000 | (0,011) | (0,008) |
| Total (I à IV) | (0,182) | (0,001) | 0,002 | (0,183) | (0,180) |
| Taux avant arrondissement | 9,526 | 0,035 | 0,009 | 9,560 | 9,535 |
| Taux arrondis, conformément au Règlement de 2021 sur le calcul des taux de cotisation | 9,53 | 0,03 | 0,01 | 9,56 | 9,54 |
| 31e rapport actuariel du RPC | 9,53 | 0,03 | 0,01 | 9,56 | 9,54 |

(1) Les chiffres ayant été arrondis, la somme des composantes peut être différente des totaux indiqués.
(2) Pour chaque rapport actuariel triennal du RPC, le TCM est déterminé pour toutes les années suivant la période d'examen triennal pour laquelle le rapport est préparé, le taux prévu par la loi s'appliquant pendant la période d'examen. Aux fins du 30e rapport actuariel du RPC, le TCM a été déterminé pour les années 2022 et suivantes, le taux de 9,9 % prévu par la loi s'appliquant pour la période d'examen 2019-2021. Pour le présent 31e rapport actuariel du RPC, le TCM est déterminé pour les années 2025 et suivantes, le taux de 9,9 % s'appliquant pour les années 2022 à 2024.

## D.2 RPC supplémentaire

Les différences entre les résultats observés entre 2019 et 2021 et ceux projetés dans le 30e rapport actuariel du RPC pour la même période ont été abordées à la section 7.2 *Conciliation avec les rapports triennaux précédents – RPC supplémentaire* du présent rapport. Puisque les résultats historiques constituent le point de départ des projections établies dans le présent rapport, les écarts historiques entre les projections et les résultats réels influencent également les projections. Les répercussions de la mise à jour des résultats observés et des changements apportés aux hypothèses et à la méthodologie sont examinées en détail dans la présente section.

Le tableau 108 compare l'évolution du PTCMS de 1,98 % et du DTCMS de 7,92 % figurant dans le 30e rapport actuariel du RPC vers un PTCMS de 1,97 % et un DTCMS de 7,88 % figurant dans le présent rapport.

La mise à jour des résultats observés a pour effet de réduire le PTCMS et le DTCMS de 0,006 et 0,025 point de pourcentage, respectivement, en raison de résultats économiques et de placements meilleurs que prévu comparativement au 30e rapport actuariel du RPC.

Les changements des principales hypothèses fondées sur la meilleure estimation ont été décrits au tableau 1 de la section 4 du présent rapport. Les principaux effets de ces changements sur les TCMS sont également présentés au tableau 108 et sont résumés ci-après.

- Les taux de mortalité et les taux d'amélioration de la mortalité initialement moindres présumés dans le présent rapport font baisser le PTCMS et le DTCMS de 0,01 et 0,039 point de pourcentage, respectivement.
- Les hypothèses des taux d'activité et d'emploi plus élevés augmentent le PTCMS et le DTCMS de 0,009 et 0,038 point de pourcentage, respectivement. Ces derniers augmentent au lieu de diminuer comme le TCM du Régime de base en raison des différentes approches de financement des deux volets du RPC. La population à l'emploi plus importante fait éventuellement augmenter les dépenses au titre des prestations qui, dans le cas des prestations supplémentaires, doivent être entièrement capitalisées en vertu du Régime supplémentaire.
- La modification de l'hypothèse de l'augmentation du salaire réel abaisse le PTCMS et le DTCMS de 0,032 et 0,128 point de pourcentage, respectivement, en raison d'une hausse moindre des gains cotisables comparativement au rapport triennal précédent. Les TCMS diminuent au lieu d'augmenter comme le TCM du Régime de base pour la raison évoquée au paragraphe précédent à l'égard des hypothèses des taux d'activité et d'emploi.
- Les modifications des hypothèses du taux de rendement réel apportées depuis le 30e rapport actuariel du RPC incluent une nouvelle catégorie d'actifs des instruments de crédit dans le fonds complémentaire et une composition initiale différente de l'actif pour refléter la stratégie de placement de l'OIRPC à l'égard du RPC supplémentaire. L'hypothèse d'attribution relative à ces catégories d'actifs au cours de la période de projection font

augmenter le taux ultime de rendement réel du portefeuille. Par conséquent, le PTCMS et le DTCMS diminuent de 0,016 et 0,062 point de pourcentage, respectivement.

Comme mentionné pour le RPC de base, certaines autres hypothèses ont également été modifiées. Dans l'ensemble, les modifications de ces autres hypothèses ont eu pour effet d'augmenter le PTCMS et le DTCMS de 0,019 et 0,075 point de pourcentage, respectivement. Ces augmentations sont principalement attribuables à la hausse des charges d'exploitation projetées.

L'incidence de la modification des hypothèses sur les TCMS comprend des révisions visant à refléter l'événement subséquent décrit à la section 2.3. Dans l'ensemble, la modification des hypothèses pour refléter l'événement subséquent a entraîné une diminution du PTCMS et du DTCMS de 0,005 et 0,02 point de pourcentage, respectivement.

Tableau 108 Conciliation des taux de cotisation minimaux supplémentaires [1]
(% des gains cotisables supplémentaires)

| | Premier taux de cotisation minimal supplémentaire | Deuxième taux de cotisation minimal supplémentaire |
|---|---|---|
| 30e rapport actuariel du RPC - après arrondissement | 1,98 | 7,92 |
| 30e rapport actuariel du RPC - avant arrondissement | 1,977 | 7,907 |
| I. Amélioration de la méthodologie | 0,027 | 0,108 |
| II. Environnement de départ (2019-2021) | | |
| Démographiques | 0,000 | (0,001) |
| Économiques | (0,004) | (0,016) |
| Prestations | 0,000 | 0,000 |
| Placements | (0,002) | (0,008) |
| Total partiel : | (0,006) | (0,025) |
| III. Modification des hypothèses | | |
| Fécondité | (0,006) | (0,023) |
| Mortalité | (0,010) | (0,039) |
| Migration nette | 0,006 | 0,024 |
| Marché du travail | 0,009 | 0,038 |
| Augmentations des prix | (0,002) | (0,009) |
| Augmentation du salaire réel | (0,032) | (0,128) |
| Taux de rendement réel | (0,016) | (0,062) |
| Retraite | 0,003 | 0,013 |
| Invalidité | 0,000 | 0,001 |
| Autres hypothèses | 0,019 | 0,075 |
| Total partiel : | (0,028) | (0,110) |
| Total (I à III) | (0,007) | (0,028) |
| Taux avant arrondissement | 1,970 | 7,879 |
| Taux arrondis, conformément au Règlement de 2021 sur le calcul des taux de cotisation | 1,97 | 7,88 |
| 31e rapport actuariel du RPC | 1,97 | 7,88 |

(1) Les chiffres ayant été arrondis, la somme des composantes peut être différente des totaux indiqués.

# Annexe E – Incertitude des résultats

## E.1 Introduction

Le présent rapport actuariel du Régime de pensions du Canada repose sur la projection des revenus et des dépenses de ses deux volets – le Régime de base et le Régime supplémentaire – sur une longue période. Les renseignements exigés par la loi, qui sont présentés respectivement aux sections 5 et 6 du présent rapport, ont été obtenus à partir des hypothèses basées sur la meilleure estimation au sujet des tendances futures de la démographie, de l'économie et des placements. Étant donné la durée de la période de projection ainsi que le nombre d'hypothèses requises, il est improbable que les résultats futurs réels évolueront exactement comme les projections basées sur la meilleure estimation. L'objectif de la présente section du rapport est d'illustrer la sensibilité des situations financières projetées à long terme du Régime de base et du Régime supplémentaire à l'évolution des perspectives démographiques, économiques et de placement, et d'illustrer les risques potentiels à la baisse dus aux tendances émergentes.

Les revenus et les dépenses futurs ou les entrées et sorties du RPC, qu'il s'agisse du Régime de base ou du Régime supplémentaire, dépendent de multiples facteurs démographiques, économiques et de placement comme la fécondité, la mortalité, la migration, la population active, les gains moyens, l'inflation, les tendances liées à la retraite, les taux d'incidence de l'invalidité et le rendement des placements. Par ailleurs, le contexte démographique, économique et de placement futur est soumis à des forces nationales et mondiales comme les changements climatiques, l'influence de la mondialisation ou du protectionnisme sur la croissance de l'économie mondiale, la situation géopolitique, etc. Les revenus dépendront de l'effet de tous ces facteurs sur la taille et la composition de la population en âge de travailler, sur le niveau et la répartition des gains d'emploi ainsi que sur les marchés financiers. De même, les dépenses dépendront de l'influence de ces facteurs sur la taille et la composition de la population des bénéficiaires et sur le niveau général des prestations. Même si les Régimes de base et supplémentaire sont affectés par les facteurs qui précèdent, l'ampleur de l'incidence sur chacun de ces deux volets diffère.

Dans le cas du Régime supplémentaire, le lien entre les cotisations versées par les particuliers et les prestations que ces derniers recevront est plus étroit. Par conséquent, alors que certaines hypothèses ciblant des facteurs comme la fécondité, la migration et l'activité affectent les flux de trésorerie et le montant de l'actif du RPC supplémentaire, elles n'ont généralement pas beaucoup d'incidence sur les TCMS. En revanche, elles pourraient influer de façon considérable sur le TCM du RPC de base. D'autres hypothèses ont un effet plus significatif sur les TCMS du Régime supplémentaire, comme par exemple, le taux de rendement réel. Encore là, cela découle des différentes approches de financement des Régimes de base et supplémentaire.

La section E.2 examine la sensibilité des taux de cotisation minimaux des Régimes de base et supplémentaire aux résultats de placement pour la période entre les évaluations, tandis que la section E.3 présente des tests de sensibilité portant sur des hypothèses individuelles à long terme en utilisant soit le jugement ou des techniques de modélisation stochastique. Ensuite, la section

E.4 s'appuie sur les tests de sensibilité individuels exécutés à la section E.3 en combinant diverses hypothèses des tests individuels pour élaborer des scénarios de plus forte et de plus faible croissance économique. La combinaison des hypothèses des tests de sensibilité individuels n'a pas nécessairement pour objet de générer des scénarios probables, mais plutôt de montrer l'effet possible de différents contextes économiques. Enfin, la section E.5 est une nouvelle section qui se consacre à la compréhension et à l'évaluation des risques à la baisse attribuables à trois tendances potentielles ou nouvelles. Puisque le RPC supplémentaire en est encore qu'à ses débuts, cette section du rapport se consacre uniquement au RPC de base. De plus, compte tenu de l'objectif de la section, seuls des scénarios défavorables sont présentés; les résultats doivent donc être interprétés avec prudence.

## E.2 Sensibilité aux résultats de placement pour la période entre les évaluations

### Contexte

L'OIRPC a été créé en 1997 et, comme indiqué dans la *Loi sur l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada*, sa mission est « de placer son actif en vue d'un rendement maximal tout en évitant des risques de perte indus et compte tenu des facteurs pouvant avoir un effet sur le financement du Régime de pensions du Canada ainsi que sur son aptitude à s'acquitter, chaque jour ouvrable, de ses obligations financières ». L'actif du RPC est investi par l'OIRPC à travers un portefeuille diversifié.

Historiquement, la volatilité des actions a été plus élevée que celle des instruments à revenu fixe (comme les obligations), la volatilité constituant une mesure de l'ampleur de la variabilité des rendements. Une plus grande volatilité du rendement d'un titre implique un risque accru puisque l'éventail de rendements possibles s'élargit. C'est pourquoi les actions sont considérées comme plus à risque que les obligations.

Ainsi, la plus grande volatilité des actions par rapport aux obligations a été récompensée par des rendements plus élevés. Cette situation décrit la relation entre le risque et la récompense en vertu de laquelle les investisseurs recherchent un rendement plus élevé sur une longue période en contrepartie du risque plus élevé qu'ils assument. Néanmoins, à court terme, le potentiel d'un rendement plus faible est présent, tout comme celui d'un rendement supérieur en raison de la plus grande volatilité.

Pour exprimer le niveau de risque cible souhaité de son portefeuille de placement, l'OIRPC utilise un portefeuille simple à deux catégories d'actifs (titres à revenu fixe et actions) appelé « portefeuille de référence ». Plus la proportion d'actions dans le portefeuille de référence est grande, plus le niveau de risque cible est élevé. La composition du portefeuille de référence applicable au RPC de base au 31 décembre 2021 est de 85 % d'actions mondiales et de 15 % d'obligations nominales du gouvernement du Canada, alors que le portefeuille de référence du RPC supplémentaire est constitué au 31 décembre 2021 à 55 % d'actions mondiales et à 45 % d'obligations nominales du gouvernement du Canada. Les différentes cibles de risque pour chaque volet du régime reflètent la nature et l'approche de financement distinctes de chaque

volet. Plus de renseignements sur la manière dont l'OIRPC investit les actifs du RPC de base et du RPC supplémentaire en fonction de leurs portefeuilles de référence respectifs sont disponibles à l'annexe B.

Dans les cibles de risque qu'il définit et dans les décisions d'investissement qu'il prend, l'OIRPC adopte une approche à long terme. Cependant, compte tenu du niveau de risque reflété dans les portefeuilles de l'OIRPC, les rendements à court terme peuvent être assez volatils et influencer la valeur de départ des actifs utilisée pour calculer les TCM et les TCMS tous les trois ans. La valeur de départ des actifs, et donc les résultats de placement pour la période entre les évaluations, peuvent influencer grandement les taux minimums de cotisation du Régime.

L'objectif de cette section est de mettre en évidence la sensibilité des taux minimums de cotisation du Régime aux résultats de placement pour la période entre les évaluations.

## RPC de base

Le tableau 109 montre ce qu'aurait été le TCM de ce rapport selon différents niveaux d'actifs au 31 décembre 2021, d'après les mêmes hypothèses basées sur la meilleure estimation. Il permet d'illustrer clairement la sensibilité du TCM à la valeur de départ des actifs.

Sur la base de la valeur des actifs réels au 31 décembre 2021, soit 544 milliards de dollars, le TCM à partir de 2034 est de 9,54 %. Toutefois, si les actifs au 31 décembre 2021 avaient été inférieurs de 10 %, le TCM aurait augmenté de 0,16 point de pourcentage pour atteindre 9,70 %, et s'ils avaient été supérieurs de 10 %, le TCM aurait diminué de 0,17 point de pourcentage pour atteindre 9,37 %. Les actifs auraient dû être inférieurs d'au moins 22 % pour que le TCM soit supérieur au taux prévu par la loi de 9,9 %.

Tableau 109 TCM du RPC de base au 31 décembre 2021 selon différentes valeurs de départ des actifs

| Actifs au 31 décembre 2021 (milliards $) | | Rendement nominal moyen, 2019-2021 (%) | PTCMS au 31 décembre 2021 [1] (%) | Écart avec le réel (%) |
|---|---|---|---|---|
| 20 % inférieur | 435 | 4,7 | 9,87 | 0,33 |
| 10 % inférieur | 489 | 8,8 | 9,70 | 0,16 |
| Réel | 544 | 12,7 | 9,54 | 0,00 |
| 10 % supérieur | 598 | 16,4 | 9,37 | (0,17) |
| 20 % supérieur | 652 | 19,8 | 9,20 | (0,34) |

(1) Le TCM dans le tableau fait référence au taux applicable à compter de 2034.

Même si le RPC de base repose davantage sur les cotisations que sur les revenus de placement, le TCM peut varier considérablement d'une évaluation à l'autre en raison uniquement des résultats de placement.

Afin de mettre en contexte la variabilité du TCM due aux résultats de placement entre les évaluations, une analyse stochastique des rendements de placement a été réalisée. Elle permet de déterminer la distribution des TCM en fonction des résultats de placement entre les évaluations. À cette fin, 10 000 trajectoires de rendement ont été générées et les distributions de

probabilité du TCM résultant ont été déterminées. La fluctuation du taux de rendement des placements est basée sur une distribution normale[1] des rendements et est projetée en utilisant l'allocation d'actifs attendue et les corrélations entre les classes d'actifs, ainsi que les écarts types et les rendements attendus pour chaque classe d'actifs.

Basé sur les hypothèses de meilleure estimation du présent rapport et comme le montre le tableau 15, le TCM de la prochaine évaluation au 31 décembre 2024 devrait être de 9,55 % pour les années 2034 et suivantes. Le tableau 110 présente la probabilité estimée que le TCM au31 décembre 2024 se situe dans certaines fourchettes sur la base de l'analyse stochastique des rendements de placement pour la période de trois ans 2022-2024 entre les évaluations. Toutes les autres hypothèses sont conformes aux hypothèses de meilleure estimation du présent rapport.

Tableau 110 Distribution de probabilité du TCM au 31 décembre 2024 sur la base des rendements de placement pour la période de trois ans 2022-2024 entre les évaluations

| TCM au 31 décembre 2024 (en pourcentages) (1) | Écart avec la meilleure estimation du TCM de 9,55 % | Probabilité (en pourcentages) |
|---|---|---|
| Inférieur à 9,20 | Diminution de plus de 35 points de pourcentage | 20 |
| 9,20 - 9,39 | Diminution entre 16 et 35 points de pourcentage | 16 |
| 9,40 - 9,70 | Dans une fourchette de 15 points de pourcentage | 30 |
| 9,71 - 9,90 | Augmentation entre 16 et 35 points de pourcentage | 18 |
| Supérieur à 9,90 | Augmentation de plus de 35 points de pourcentage | 16 |

(1) Le TCM dans le tableau fait référence au taux applicable à compter de 2034.

Basé sur les résultats, il y a une probabilité de 70 % que le TCM à la prochaine évaluation au 31 décembre 2024, aura une différence de plus de 15 points de pourcentage par rapport au TCM selon la meilleure estimation de 9,55 % (c'est-à-dire un TCM en dehors de la fourchette de 9,40 % à 9,70 %) en raison uniquement des résultats des placements. En outre, il existe une probabilité de 16 % que le TCM lors de la prochaine évaluation au 31 décembre 2024 dépasse le taux prévu par la loi de 9,9 % en raison uniquement des résultats des placements.

La probabilité que le TCM à une date d'évaluation donnée dépasse le taux prévu par la loi de 9,9 % en raison uniquement des résultats des placements dépend également du niveau du TCM de l'évaluation précédente. Toutes choses étant égales par ailleurs, plus le TCM selon la meilleure estimation de l'évaluation précédente est élevé, plus la probabilité de dépasser le taux prévu par la loi lors de l'évaluation suivante est élevée et vice-versa.

Comme le montre le tableau 111, si le TCM de cette évaluation était de 9,70 % au lieu de 9,54 %, la probabilité qu'il dépasse le taux prévu par la loi de 9,9 % au 31 décembre 2024 du seul fait de

[1] Une distribution normale est présumée par souci de simplicité puisqu'elle reflète adéquatement la plupart des résultats au chapitre des revenus de placement.

l'expérience des placements serait de 30 %. Si le TCM dans cette évaluation était de 9,37 % au lieu de 9,54 %, la probabilité qu'il dépasse le taux prévu par la loi de 9,9 % au 31 décembre 2024 du seul fait de l'expérience des placements serait de 8 %.

Tableau 111 Probabilité que le TCM dépasse le taux prévu par la loi de 9,9 % au 31 décembre 2024 sur la base de l'expérience d'investissement de 2022-2024 et des différents niveaux de TCM à l'évaluation précédente

| TCM au 31 décembre 2021 (évaluation précédente) (1) | Probabilité |
|---|---|
| 9,37 (Scénario bas) | 8 |
| 9,54 (Meilleure estimation) | 16 |
| 9,70 (Scénario élevé) | 30 |

(1) Le TCM dans ce tableau fait référence au taux applicable pour 2034 et les années suivantes.

## RPC supplémentaire

Le RPC supplémentaire en est à ses premières années, de sorte que l'expérience des placements entre les évaluations n'a pas d'incidence notable sur les TCMS pour le moment.

Cependant, compte tenu de son approche de financement et de la croissance rapide prévue de l'actif du RPC supplémentaire au cours des prochaines décennies, l'expérience des placements devrait éventuellement devenir l'un des principaux facteurs à l'origine de tout excédent ou déficit du RPC supplémentaire. L'effet de l'expérience des placements sur les TCMS deviendra donc plus important au fil du temps.

La présente sous-section illustre des sensibilités similaires à celles présentées dans la sous-section précédente sur le RPC de base, mais elle porte plutôt sur une date future à laquelle le RPC supplémentaire aura pris de la maturité. À cet effet, les dates sélectionnées sont le 31 décembre 2045 le 31 décembre 2048, soit près de trente ans après la création du RPC supplémentaire.

Le tableau 112 montre l'effet estimatif sur le PTCMS de différents niveaux d'actifs au 31 décembre 2048. Toutes les autres hypothèses sont alignées sur celles fondées sur la meilleure estimation du présent rapport. Comme le DTCMS a quatre fois la valeur du PTCMS, le tableau indique seulement ce dernier.

Selon les hypothèses fondées sur la meilleure estimation du présent rapport, l'actif du RPC supplémentaire au 31 décembre 2045 devrait s'élever à 956 milliards de dollars, tandis que le PTCMS à cette date devrait être de 1,94 %. Toutefois, si l'actif au 31 décembre 2045 était 10 % moins élevé, le PTCMS augmenterait de 0,11 point de pourcentage pour atteindre 2,05 %. Si l'actif de départ à cette date était 10 % plus élevé, le PTCMS passerait à 1,83 %, une baisse de 0,11 point de pourcentage.

Comparativement aux données du tableau 109 dans la sous-section précédente, sur une base

relative, le RPC supplémentaire est beaucoup plus sensible au niveau d'actif que le RPC de base. Par exemple, un actif 20 % moins élevé se traduit par une hausse relative de 3,5 % du TCM du RPC de base (de 9,54 % à 9,87 %) comparativement à une hausse relative de 11 % du PTCMS du RPC supplémentaire (de 1,94 % à 2,16 %). Cette constatation concorde avec l'approche de financement du RPC supplémentaire, qui mise davantage sur le revenu de placement que le RPC de base.

Tableau 112 PTCMS du RPC supplémentaire au 31 décembre 2021 selon différentes valeurs de départ des actifs

| Actifs au 31 décembre 2045 (milliards $) | | Rendement nominal moyen, 2043-2045 (%) | PTCMS au 31 décembre 2045 (1) (%) | Écart avec la meilleure estimation (%) |
|---|---|---|---|---|
| 20 % inférieur | 765 | (2,2) | 2,16 | 0,22 |
| 10 % inférieur | 861 | 1,9 | 2,05 | 0,11 |
| Meilleure estimation | 956 | 5,6 | 1,94 | 0,00 |
| 10 % supérieur | 1 052 | 9,2 | 1,83 | (0,11) |
| 20 % supérieur | 1 147 | 12,5 | 1,72 | (0,22) |

(1) Le PTCMS dans le tableau fait référence au taux applicable à compter de 2025. La valeur du DTCMS est égale à quatre fois celle du PTCMS.

Dans le cas du RPC supplémentaire, l'expérience des placements pourrait faire en sorte que les TCMS s'écartent de leurs taux de 2,0 % et de 8,0 % prévus par la loi pour se retrouver dans diverses fourchettes. En vertu du *Règlement sur la viabilité du régime de pensions supplémentaire du Canada*, le PTCMS peut se situer entre 1,7 % et 2,2 % sans qu'il soit nécessaire de prendre des mesures immédiates entre 2024 et 2038. À compter de 2039, cette fourchette « Aucune mesure requise » est réduite à un taux entre 1,8 % et 2,1 %. Les fourchettes correspondantes du DTCMS sont celles du PTCMS, les valeurs limite étant multipliées par quatre.

Comme l'actif du RPC supplémentaire est relativement peu élevé durant la période entre les évaluations de 2022 à 2024, il est peu probable que les résultats de placement à court terme fassent en sorte que les TCMS se retrouvent à l'extérieur des fourchettes « aucune mesure requise » prescrites au *Règlement sur la viabilité du régime de pensions supplémentaire du Canada*. Par contre, comme mentionné, l'expérience des placements deviendra plus importante à mesure que le régime devient plus mature.

Pour mettre les choses en contexte, une analyse stochastique similaire à celle décrite à la sous-section précédente portant sur le RPC de base a été effectuée. Comme susmentionné, selon les hypothèses fondées sur la meilleure estimation du présent rapport, le PTCMS au 31 décembre 2045 devrait être de 1,94 %. Le PTCMS à l'évaluation suivante au 31 décembre 2048 devrait être de 1,93 %, mais il pourrait s'écarter de ce taux en raison uniquement de l'expérience des placements durant la période de 2046 à 2048. Selon l'analyse stochastique, la probabilité que le PTCMS au 31 décembre 2048 se situe à l'extérieur de la fourchette de 1,8 % à 2,1 % en raison uniquement de l'expérience des placements durant la période de 2046 à 2048 est de 32 %.

À l'instar du RPC de base, la probabilité que le PTCMS se trouve à l'extérieur de certaines fourchettes à une date d'évaluation donnée dépend également de ce taux lors de l'évaluation précédente. Le tableau 113, ci-dessous, indique la distribution du PTCMS lors de l'évaluation du

31 décembre 2048 en raison uniquement de l'expérience des placements entre les évaluations, selon différents PTCMS lors de l'évaluation précédente. Comme la valeur du DTCMS est quatre fois celle du PTCMS, le tableau montre uniquement ce dernier.

Par exemple, si le PTCMS au 31 décembre 2045 était de 1,83 % au lieu de 1,94 %, la probabilité que le PTCMS au 31 décembre 2048 soit à l'extérieur de la fourchette de 1,8 % à 2,1 % en raison uniquement de l'expérience des placements durant la période de 2046 à 2048 serait alors de 50 %, le plus probable étant qu'il soit sous la barre du 1,8 %. Si le PTCMS au 31 décembre 2045 était de 2,05 % au lieu de 1,94 %, la probabilité que le PTCMS au 31 décembre 2048 se situe à l'extérieur de la fourchette de 1,8 % à 2,1 % en raison uniquement de l'expérience des placements durant la période de 2046 à 2048 serait alors de 40 %, le plus probable étant qu'il soit supérieur à 2,1 %.

Tableau 113 Distribution de probabilité du PTCMS au 31 décembre 2048 sur la base de l'expérience des rendements d'investissement de 2046-2048 et de différents niveaux de PTCMS lors de la précédente évaluation
(en pourcentages)

| PTCMS au 31 décembre 2048 [1] | PTCMS de 2045 de 1,94 % (Meilleure estimation) | PTCMS de 2045 de 1,83 % (scénario bas) | PTCMS de 2045 de 2,05 % (scénario élevé) |
|---|---|---|---|
| Inférieur à 1,70 | 7 | 26 | 1 |
| 1,70 – 1,79 | 13 | 22 | 3 |
| 1,80 – 2,10 | 68 | 50 | 60 |
| 2,11 – 2,20 | 9 | 2 | 24 |
| Supérieur à 2,20 | 3 | 0 | 13 |

(1) Le PTCMS dans le tableau fait référence au taux applicable à compter de 2025. La valeur du DTCMS est égale à quatre fois celle du PTCMS.

## E.3 Tests de sensibilité individuels

Les principales hypothèses basées sur la meilleure estimation utilisées aux fins des projections du présent rapport sont décrites à l'Annexe B. Des tests de sensibilité individuels ont été effectués, projetant les situations financières du RPC de base et du RPC supplémentaire selon différentes hypothèses afin d'illustrer une fourchette raisonnable des écarts d'expérience possibles avec les projections basées sur la meilleure estimation.

Tous les tests de sensibilité individuels, à l'exception de celui sur le taux de rendement réel, sont déterministes et reposent sur un jugement. Les tests sur le taux de rendement réel pour le RPC de base et le RPC supplémentaire sont élaborés selon une approche stochastique. Les fourchettes analysées pour chaque hypothèse sont décrites ci-dessous.

Les tests de sensibilité ont été exécutés en faisant varier la plupart des principales hypothèses individuellement et en maintenant les autres hypothèses au niveau basé sur la meilleure estimation. Chacun de ces tests a été classé suivant un scénario à coût plus bas ou à coût plus élevé. Dans le cas des scénarios à coût plus bas du RPC de base et du RPC supplémentaire, les

hypothèses modifiées abaissent le TCM et les TCMS. Inversement, les hypothèses des scénarios à coût plus élevé de chaque volet du RPC font augmenter les taux de cotisation minimaux.

Il est possible qu'un scénario à coût plus bas du RPC de base soit un scénario à coût plus élevé du RPC supplémentaire, et vice versa. C'est le cas, par exemple, des tests sur l'augmentation du salaire réel décrits plus loin. Les effets contraires pour le RPC de base et le RPC supplémentaire sont attribuables aux approches de financement différentes des deux volets.

Pour les deux composantes du RPC, des cotisations plus élevées signifient éventuellement des prestations plus élevées. Cependant, l'impact d'une modification des facteurs influençant le montant des cotisations (par exemple, la fécondité, l'immigration, les marchés du travail, le salaire réel, l'inflation, etc.) sur le coût du Régime diffère entre le RPC de base et le RPC supplémentaire selon :

- La conception des prestations, et en particulier, le lien entre les cotisations et les prestations.
- La question de savoir si l'impact de ces facteurs sur les prestations est plus important que l'impact sur les cotisations.

Pour le RPC de base, en raison de la nature du financement selon un taux de régime permanent, l'impact d'une hausse des cotisations sur le coût du RPC de base l'emporte sur l'impact éventuel d'une hausse des prestations résultantes. Pour le RPC supplémentaire, étant donné qu'il est entièrement capitalisé, il existe un lien plus fort entre les cotisations versées par les particuliers et les prestations qu'ils recevront. Par conséquent, l'impact de l'augmentation des prestations sur le coût du régime supplémentaire l'emporte sur l'impact de l'augmentation des cotisations supplémentaires.

Finalement, bien que le revenu des placements soit une source importante de revenus pour les deux composantes du RPC, le RPC supplémentaire dépend plus fortement du revenu des placements que le RPC de base en raison de son financement intégral. Ainsi, le coût du régime supplémentaire est plus sensible à l'hypothèse sur le taux de rendement des placements.

Les hypothèses modifiées choisies ont pour but de représenter un large éventail de résultats potentiels à long terme. Toutefois, les résultats individuels ne peuvent être simplement combinés car la variation d'une hypothèse particulière peut avoir des répercussions à divers degrés sur une autre. Il convient également de souligner que, pour le Régime de base comme pour le Régime supplémentaire, une fois que les hypothèses à coût plus bas et à coût plus élevé atteignent leurs niveaux ultimes respectifs, elles demeurent constantes pendant tout le reste de la période de projection de 75 ans, et les volets du RPC sont réputés demeurer dans leur forme actuelle.

Le tableau 114 résume les hypothèses modifiées utilisées pour les tests de sensibilité individuels.Il est suivi d'une brève description de ces tests.

Tableau 114 Hypothèses utilisées pour les tests de sensibilité individuels

| | Canada | Coût plus bas | | Meilleure estimation | | Coût plus élevé | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | Indice de fécondité [1] | 1,84 | | 1,54 | | 1,24 | |
| 2 | Mortalité : | | | | | | |
| | Espérance de vie des Canadiens à | Hommes | 20,9 | Hommes | 23,1 | Hommes | 25,2 |
| | 65 ans en 2050 avec améliorations futures | Femmes | 23,3 | Femmes | 25,4 | Femmes | 27,4 |
| 3 | Taux de migration nette [1] | 0,84 % | | 0,64 % | | 0,44 % | |
| 4 | Taux d'augmentation des prix | 3,0 % | | 2,0 % | | 1,0 % | |
| 5 | Augmentation du salaire réel | | | | | | |
| | RPC de base | 1,5 % | | 0,9 % | | 0,3 % | |
| | RPC supplémentaire | 0,3 % | | 0,9 % | | 1,5 % | |
| 6 | Taux de rendement réel moyen sur 75 ans | | | | | | |
| | RPC de base | 5,29 % | | 3,69 % | | 2,09 % | |
| | RPC supplémentaire | 4,47 % | | 3,27 % | | 2,07 % | |
| 7 | Taux d'incidence de l'invalidité du RPC [1] | Hommes | 1,90 | Hommes | 2,90 | Hommes | 3,90 |
| | (par 1 000 admissibles) | Femmes | 2,60 | Femmes | 3,60 | Femmes | 4,60 |

(1) Ces tests n'ont pas d'incidence importante sur les TCMS.

Ci-après figurent des observations sur la sélection des hypothèses des scénarios à coût plus bas et à coût plus élevé et sur leurs incidences sur le RPC de base et le RPC supplémentaire.

- Indices de fécondité : Ce test est présenté uniquement pour le RPC de base étant donné que l'effet sur le Régime supplémentaire n'est pas important. Les résultats du Groupe des sept (G7 – Canada, France, Allemagne, Italie, Japon, Royaume-Uni et États-Unis) ont servi à générer les scénarios à coût plus bas et à coût plus élevé pour la période de projection.

- Taux de mortalité : Pour le scénario à coût plus bas, la mortalité est présumée s'améliorer plus lentement que dans le scénario basé sur la meilleure estimation, et les valeurs ultimes des taux d'amélioration de la mortalité sont progressivement réduites à 0 % en 2039 pour tous les âges. Dans le scénario à coût plus élevé, la mortalité est présumée s'améliorer plus rapidement que dans le scénario basé sur la meilleure estimation, et les valeurs ultimes des taux d'amélioration de la mortalité sont doublées par rapport à leurs valeurs basées sur la meilleure estimation.

- Taux de migration nette : Ce test est présenté uniquement pour le RPC de base étant donné que l'effet sur le Régime supplémentaire n'est pas important. Les hypothèses des scénarios à coût plus bas et à coût plus élevé ont été sélectionnées en analysant les données historiques et les tendances.

- Augmentations des prix : Des hausses plus importantes des prix se traduisent par des taux de cotisation minimaux plus bas pour le RPC de base et le RPC supplémentaire. Dans le cas des deux Régimes, un taux plus élevé d'augmentation des prix entraîne une hausse des dépenses du RPC, mais cette hausse des coûts est plus que compensée par des gains cotisables nominaux plus élevés et, par conséquent, par des cotisations accrues et des revenus de placement plus élevés en raison de rendements nominaux supérieurs. Inversement, des hausses moindres des prix entraînent des taux de cotisation minimaux

plus élevés pour chacun des volets du RPC, l'effet étant plus marqué dans le cas du Régime de base. Les scénarios à coût plus bas et à coût plus élevé sont choisis de façon à tenir compte des limites inférieure et supérieure de la fourchette cible de maîtrise de l'inflation (1 % à 3 %) de la Banque du Canada et du gouvernement.

- Augmentation du salaire réel : Les augmentations salariales influencent de deux façons le solde financier du RPC de base et celui du RPC supplémentaire. À court terme, une augmentation du salaire moyen se traduit par une hausse des revenus de cotisations, avec peu d'effet immédiat sur les prestations. À plus long terme, des salaires moyens plus élevés engendrent des prestations plus élevées. Des salaires réels plus élevés ont pour effet d'abaisser le TCM du RPC de base. Par contre, des salaires réels plus élevés font augmenter les TCMS du Régime supplémentaire. Inversement, des salaires réels moindres font augmenter le TCM du RPC de base, tandis qu'ils font diminuer les TCMS du Régime supplémentaire. Ces effets contraires découlent des approches de financement différentes des deux volets du RPC, créant un lien plus étroit entre les cotisations et les dépenses dans le cas du Régime supplémentaire. Comme le niveau présumé des augmentations de prix ne change pas, l'effet relatif d'un changement des salaires réels est plus marqué sur les TCMS que sur le TCM. L'analyse des résultats cumulés des pays du G7 a été employée pour générer les scénarios à coût plus bas et à coût plus élevé sur la période de projection de 75 ans.

- Taux de rendement des placements : Les tests ont été élaborés selon une approche stochastique. Pour les deux volets du RPC, les fourchettes pour les hypothèses à coût plus bas et à coût plus élevé ont été sélectionnées de façon à ce que les moyennes de taux de rendement projetés sur 75 ans du Régime de base et du Régime supplémentaire s'y retrouvent avec une probabilité de 80 %. Les fourchettes du Régime de base sont différentes de celles du Régime supplémentaire, car elles reposent sur des compositions d'actif différentes.

- Taux d'incidence de l'invalidité : Ce test est présenté uniquement pour le RPC de base étant donné que l'effet sur le Régime supplémentaire n'est pas important. De plus, les tests de sensibilité portant sur les taux présumés d'incidence de l'invalidité n'ont été effectués que pour la pension d'invalidité, puisque la quantité de données disponibles sur la nouvelle prestation d'invalidité après-retraite du RPC de base est limitée. Les scénarios à coût plus bas et à coût plus élevé sur la période de projection de 75 ans du Régime ont été générés sur la base des données sur le taux d'incidence de l'invalidité depuis le milieu des années 1990.

## Résultats du RPC de base

Aux fins de chaque test de sensibilité, le taux de cotisation projeté correspond au taux prévu par la loi de 9,9 % jusqu'en 2024, et un nouveau taux de cotisation minimal (TCM) pour le Régime de base a été établi à compter de 2025. Le tableau 115 résume le TCM et les taux par répartition du
RPC de base selon chacun des tests de sensibilité.

**Tableau 115 Sensibilité du taux de cotisation minimal du RPC de base**
(en pourcentages)

| | Hypothèse | Scénario | Taux de cotisation minimal [1] | Variation du TCM par rapport à la meilleure estimation | Taux par répartition | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | 2025 | 2060 |
| | | Meilleure estimation | 9,54 | 0,00 | 9,76 | 12,06 |
| 1 | Indice total de fécondité | Coût plus bas | 9,24 | -0,30 | 9,76 | 11,41 |
| | | Coût plus élevé | 9,83 | 0,29 | 9,76 | 12,78 |
| 2 | Taux de mortalité | Coût plus bas | 9,17 | -0,37 | 9,76 | 11,65 |
| | | Coût plus élevé | 9,86 | 0,32 | 9,76 | 12,44 |
| 3 | Taux de migration nette | Coût plus bas | 9,20 | -0,34 | 9,75 | 11,12 |
| | | Coût plus élevé | 9,84 | 0,30 | 9,76 | 13,04 |
| 4 | Augmentations des prix | Coût plus bas | 9,32 | -0,22 | 9,71 | 11,74 |
| | | Coût plus élevé | 9,79 | 0,25 | 9,82 | 12,45 |
| 5 | Augmentation du salaire réel | Coût plus bas | 9,26 | -0,28 | 9,76 | 11,02 |
| | | Coût plus élevé | 9,81 | 0,27 | 9,76 | 13,25 |
| 6 | Taux de rendement réel des placements | Coût plus bas | 7,89 | -1,65 | 9,76 | 12,06 |
| | | Coût plus élevé | 11,22 | 1,68 | 9,76 | 12,06 |
| 7 | Taux d'incidence de l'invalidité | Coût plus bas | 9,31 | -0,23 | 9,72 | 11,79 |
| | | Coût plus élevé | 9,76 | 0,22 | 9,80 | 12,34 |

(1) Le taux de cotisation minimal dans ce tableau se rapporte au taux applicable à compter de 2034.

Compte tenu de la manière dont les scénarios alternatifs ont été élaborés, il est difficile de tirer des conclusions sur leurs sensibilités relatives en les comparant les uns aux autres. Cependant, il est possible de constater que l'hypothèse du taux de rendement peut avoir un impact significatif sur le TCM du régime de base. En supposant que le taux de rendement réel annuel moyen pour les 75 prochaines années est de 5,29 %, le TCM recule à 7,89 %. En revanche, si le taux de rendement réel annuel moyen pour les 75 prochaines années est de 2,09 %, le TCM augmente pour se fixer à 11,22 %.

De plus, une diminution de 100 points de base du taux de rendement nominal annuel moyen sur 75 ans entraînerait une augmentation du TCM à 10,58 %, ce qui, sur une base relative, est supérieur de 11 % à l'hypothèse fondée sur la meilleure estimation. Une augmentation de 100 points de base entraînerait une diminution du TCM à 8,51 %, ce qui, sur une base relative, est inférieur de 11 % à l'hypothèse fondée sur la meilleure estimation.

Contrairement au TCM, les taux par répartition ne sont pas affectés par les hypothèses des taux de rendement des placements. Pour toutes les autres hypothèses, le TCM et les taux par répartition tendent à évoluer dans la même direction.

Le tableau 116 montre l'effet projeté sur le ratio de l'actif aux dépenses de l'année suivante pour chaque ensemble d'hypothèses de rechange en supposant que le taux de cotisation courant prévu par la loi de 9,9 % pour le RPC de base continue de s'appliquer aux années 2022 et suivantes.

**Tableau 116 Sensibilité du ratio actif/dépenses du RPC de base**
(taux de cotisation de 9,9 % prévu par la loi)

| Hypothèse | | Scénario | Ratio actif/dépenses 2025 | 2060 | 2095 |
|---|---|---|---|---|---|
| | | Meilleure estimation | 8,2 | 11,2 | 12,9 |
| 1 | Indice total de fécondité | Coût plus bas | 8,2 | 11,7 | 17,1 |
| | | Coût plus élevé | 8,2 | 10,8 | 8,3 |
| 2 | Taux de mortalité | Coût plus bas | 8,2 | 12,3 | 19,5 |
| | | Coût plus élevé | 8,2 | 10,3 | 8,1 |
| 3 | Taux de migration nette | Coût plus bas | 8,2 | 12,5 | 16,8 |
| | | Coût plus élevé | 8,2 | 10,1 | 8,8 |
| 4 | Augmentations des prix | Coût plus bas | 8,2 | 12,2 | 15,9 |
| | | Coût plus élevé | 8,2 | 10,2 | 9,4 |
| 5 | Augmentation du salaire réel | Coût plus bas | 8,2 | 12,3 | 15,4 |
| | | Coût plus élevé | 8,2 | 10,1 | 9,2 |
| 6 | Taux de rendement réel des placements | Coût plus bas | 8,7 | 22,1 | 67,0 |
| | | Coût plus élevé | 7,7 | 5,2 | s.o. (1) |
| 7 | Taux d'incidence de l'invalidité | Coût plus bas | 8,2 | 12,4 | 16,4 |
| | | Coût plus élevé | 8,1 | 10,1 | 9,5 |

(1) Actif épuisé en 2081.

## Résultats du RPC supplémentaire

Comme pour le Régime de base, sous chacun des scénarios, les taux de cotisation projetés du Régime supplémentaire suivent le calendrier existant des taux prévus par la loi jusqu'à 2024, et de nouveaux TCMS ont été déterminés à compter de 2025. Le tableau 117 présente les TCMS du Régime supplémentaire selon chacun des scénarios.

Tableau 117 Sensibilité des taux de cotisation minimaux supplémentaires
(en pourcentages)

| | Hypothèse | Scénario | Premier taux de cotisation minimal supplémentaire (PTCMS) [1] | Deuxième taux de cotisation minimal supplémentaire (DTCMS) [1] | Variations des TCMS par rapport à la meilleure estimation |
|---|---|---|---|---|---|
| | | Meilleure estimation | 1,97 | 7,88 | – |
| 1 | Indice total de fécondité [2] | Coût plus bas | s.o. | s.o. | s.o. |
| | | Coût plus élevé | s.o. | s.o. | s.o. |
| 2 | Taux de mortalité | Coût plus bas | 1,79 | 7,16 | (0,18)/(0,72) |
| | | Coût plus élevé | 2,12 | 8,48 | 0,15/0,60 |
| 3 | Taux de migration nette [2] | Coût plus bas | s.o. | s.o. | s.o. |
| | | Coût plus élevé | s.o. | s.o. | s.o. |
| 4 | Augmentations des prix | Coût plus bas | 1,94 | 7,76 | (0,03)/(0,12) |
| | | Coût plus élevé | 2,00 | 8,00 | 0,03/0,12 |
| 5 | Augmentation du salaire réel | Coût plus bas | 1,79 | 7,16 | (0,18)/(0,72) |
| | | Coût plus élevé | 2,18 | 8,72 | 0,25/1,00 |
| 6 | Taux de rendement réel des placements | Coût plus bas | 1,38 | 5,52 | (0,59)/(2,36) |
| | | Coût plusélevé | 2,86 | 11,44 | 0,89/3,56 |
| 7 | Taux d'incidence de l'invalidité [2] | Coût plus bas | s.o. | s.o. | s.o. |
| | | Coût plus élevé | s.o. | s.o. | s.o. |

(1) Les premier et deuxième taux de cotisation minimaux supplémentaires indiqués au tableau s'appliquent à compter de 2025.
(2) Ces tests n'ont pas d'incidence importante sur les TCMS.

En comparant avec les résultats du RPC de base, sur une base relative, les TCMS sont beaucoup plus sensibles aux modifications des hypothèses de mortalité, de salaire réel et de placements que le TCM du RPC de base. Par ailleurs, sur une base relative, les TCMS ne sont pas aussi sensibles aux modifications des hypothèses d'indice des prix à la consommation, et contrairement au TCM du RPC de base, ils ne sont pas très sensibles aux modifications des hypothèses de fécondité et de migration. De plus, l'incidence de la modification de l'hypothèse de salaire réel sur les TCMS est contraire à l'incidence sur le TCM du RPC de base.

Les différences de sensibilités relatives entre les TCMS et le TCM du RPC de base de même que l'incidence contraire d'une modification de l'hypothèse de salaire réel sont attribuables aux différentes approches de financement de chaque volet du Régime, comme il a été expliqué au début de cette section.

Compte tenu de la manière dont les scénarios alternatifs ont été élaborés, il est difficile de tirer des conclusions sur leurs sensibilités relatives en les comparant les uns aux autres. Cependant, il est possible de constater que l'hypothèse du taux de rendement peut avoir un impact significatif sur les TCMS. Si un taux de rendement réel annuel moyen de 4,47 % est prévu pour la période de projection de 75 ans, le PTCMS baisse à 1,38 % et le DTCMS, à 5,52 %. Si par contre, un taux de rendement réel annuel moyen pour cette période de 2,07 % est prévu, le PTCMS grimpe à 2,86 % et le DTCMS, à 11,44 %.

De plus, une diminution de 100 points de base du taux de rendement nominal annuel moyen sur 75 ans entraînerait une augmentation du PTCMS et du DTCMS à 2,68 % et 10,72 % respectivement, ce qui, sur une base relative, est 36 % plus élevé que l'hypothèse basée sur la meilleure estimation. Une augmentation de 100 points de base entraînerait une diminution du PTCMS et du DTCMS à 1,46 % et 5,84 % respectivement, ce qui, sur une base relative, est inférieur de 26 % que l'hypothèse basée sur la meilleure estimation.

Le tableau 118 montre l'effet projeté sur le ratio de l'actif aux dépenses de l'année suivante pour chaque ensemble d'hypothèses de rechange si le premier taux de cotisation supplémentaire prévu par la loi de 2,0 % à compter de 2023 et le deuxième taux de cotisation supplémentaire prévu par la loi de 8,0 % à compter de 2024 s'appliquent au RPC supplémentaire.

Tableau 118 Sensibilité du ratio actif/dépenses du RPC supplémentaire
(taux de cotisation prévus par la loi de 2,0 % et 8,0 %)

| | Hypothèse | Scénario | Ratio actif/dépenses 2025 | 2060 | 2095 |
|---|---|---|---|---|---|
| | | Meilleure estimation | 86,5 | 31,3 | 25,8 |
| 1 | Indice total de fécondité (1) | Coût plus bas | s.o. | s.o. | s.o. |
| | | Coût plus élevé | s.o. | s.o. | s.o. |
| 2 | Taux de mortalité | Coût plus bas | 86,5 | 32,4 | 32,3 |
| | | Coût plus élevé | 86,5 | 30,4 | 21,3 |
| 3 | Taux de migration nette (1) | Coût plus bas | s.o. | s.o. | s.o. |
| | | Coût plus élevé | s.o. | s.o. | s.o. |
| 4 | Augmentations des prix | Coût plus bas | 86,3 | 32,1 | 27,2 |
| | | Coût plus élevé | 86,6 | 30,4 | 24,2 |
| 5 | Augmentation du salaire réel | Coût plus bas | 86,6 | 33,2 | 33,2 |
| | | Coût plus élevé | 86,3 | 29,6 | 20,4 |
| 6 | Taux de rendement réel des placements | Coût plus bas | 88,7 | 42,6 | 65,9 |
| | | Coût plus élevé | 84,3 | 23,0 | 7,0 |
| 7 | Taux d'incidence de l'invalidité (1) | Coût plus bas | s.o. | s.o. | s.o. |
| | | Coût plus élevé | s.o. | s.o. | s.o. |

(1) Ces tests n'ont pas d'incidence importante sur les TCMS.

## E.4 Croissance économique plus forte et plus faible

Bien que les hypothèses basées sur la meilleure estimation prévoient une croissance économique modérée et soutenue dans l'avenir, le contexte économique est marqué par une incertitude et une volatilité importantes. De nombreux facteurs pourraient faire en sorte que la croissance économique à long terme au Canada soit différente de celle prévue dans le scénario basé sur la meilleure estimation. Ces facteurs peuvent provenir de forces nationales et mondiales et comprendre des conflits géopolitiques comme le conflit actuel en Ukraine, des crises sanitaires comme la pandémie de COVID-19, des événements météorologiques extrêmes attribuables aux changements climatiques, le calendrier et le rythme de transition vers une économie verte, le rythme des avancées technologiques et de l'innovation, l'application de politiques mondiales sur le protectionniste ou la mondialisation ainsi que les pressions démographiques causées par le vieillissement de la population.

Compte tenu du niveau élevé d'incertitude, ce rapport prévoit des scénarios de croissance économique plus forte et plus faible. Ces scénarios de croissance économique modifiée comportent des combinaisons d'hypothèses individuelles selon deux cas. Le premier ne tient compte que des changements qui touchent le marché du travail. Le deuxième cas pousse le premier plus loin et ajoute des hypothèses de rechange pour l'augmentation du salaire réel.

Dans le cas du marché du travail, les niveaux d'emploi sont pris en compte dans le modèle de projection actuarielle au moyen des hypothèses de taux d'activité et de création d'emplois selon l'année, l'âge et le sexe. Ces taux varient non seulement en fonction du taux de chômage, mais tiennent également compte de la tendance à la hausse du nombre de femmes accédant au

marché du travail, de l'allongement de la période d'études chez les jeunes adultes et de l'évolution des tendances relatives aux départs à la retraite des travailleurs plus âgés.

Dans le scénario basé sur la meilleure estimation, l'hypothèse du taux de création d'emplois est établie en fonction de la croissance économique modérée prévue et du taux de chômage, qui devrait passer de 7,5 % en 2021 à 6,0 % en 2022, à 5,7 % en 2023, pour ensuite repartir à la hausse et atteindre un niveau ultime de 6,1 % d'ici 2027. En outre, les taux d'activité de tous les groupes d'âge devraient augmenter en raison de la hausse prévue du taux d'activité des femmes, du maintien de la tendance au prolongement de la vie active et des possibilités d'emploi intéressantes résultant des pénuries de main-d'œuvre. Dans le scénario basé sur la meilleure estimation, le taux d'activité au Canada des personnes âgées de 18 à 69 ans augmente pour passer de 76,7 % en 2022 à 80,0 % en 2035.

Pour les cohortes parvenant à l'âge de 60 ans à compter de 2022, le taux de demande de prestations de retraite à 60 ans est réputé s'établir à 26,0 % pour les hommes et à 28,0 % pour les femmes. Le taux de demande de prestations de retraite à 65 ans est présumé s'établir à 42,5 % pour les hommes et à 43,8 % pour les femmes à compter de 2031. Ces taux font que l'âge moyen projeté au moment de la demande des prestations de retraite en 2031 s'établit à 63,6 ans chez les hommes et à 63,4 ans chez les femmes.

L'hypothèse basée sur la meilleure estimation pour l'augmentation du salaire réel en fixe le niveau ultime à 0,9 % en 2026. La combinaison de l'hypothèse ultime d'augmentation du salaire réel et de l'hypothèse d'augmentation des prix de 2,0 % donne lieu à une hausse ultime du salaire nominal de 2,9 % à compter de 2026.

### E.4.1 Croissance économique plus forte

Dans le scénario de croissance économique plus forte, s'agissant du marché du travail, le taux de création d'emplois est robuste, d'où un taux de chômage moins élevé, des taux d'activité supérieurs et le report de la demande de prestations de retraite en raison de l'accessibilité des emplois et de la réticence à encourir des réductions dues à la retraite anticipée. Outre les changements présumés au marché du travail, l'augmentation du salaire réel est présumée être supérieure à la meilleure estimation.

Pour ce scénario de croissance économique plus forte, le taux de création d'emplois est réputé progresser plus vite que selon le scénario basé sur la meilleure estimation, ce qui se traduit par un taux de chômage de 4,1 % à compter de 2030. En outre, les taux d'activité ultimes présumés en 2035 devraient dépasser ceux basés sur la meilleure estimation, et l'hypothèse de l'écart ultime entre le taux d'activité des hommes et celui des femmes en 2035 chez les 18 à 69 ans s'établit à 3,6 % comparativement à 6,3 % selon le scénario basé sur la meilleure estimation. C'est ainsi que le taux global d'activité des 18 à 69 ans atteint 85,1 % en 2035.

Le taux de chômage moindre et le taux d'activité supérieur devraient inciter les particuliers à demander leur pension de retraite du RPC à un âge plus avancé. Ainsi, d'ici 2038, les taux de demande de prestations de retraite à 60 ans sont présumés diminuer progressivement à des

niveaux qui sont 20 points de pourcentage plus bas que ceux basés sur la meilleure estimation; soit à 6,0 % pour les hommes et à 8,0 % pour les femmes. Il en découle une augmentation de l'âge moyen projeté auquel la pension de retraite du RPC est demandée pour les deux sexes combinés, lequel passe de 63,4 ans à 64,4 ans en 2040. Les proportions de bénéficiaires actifs ont été ajustées en fonction de la tendance à repousser l'âge auquel les prestations de retraite sont demandées.

Enfin, pour le second cas, en plus des changements présumés au marché du travail, l'hypothèse d'augmentation du salaire réel est également modifiée et passe à 1,5 % contre 0,9 % dans le scénario basé sur la meilleure estimation. Dans ce second cas, le scénario de croissance économique plus forte fait que le total des gains d'emploi en 2035 est supérieur de 15 % à la meilleure estimation.

### E.4.2 Croissance économique plus faible

Selon le scénario de croissance économique plus faible, dans le cas du marché du travail, le taux de création d'emplois progresse plus lentement, ce qui fait augmenter le chômage et baisser les taux d'activité. Le manque de possibilités d'emploi incitera probablement les particuliers à demander leurs prestations de retraite du RPC plus tôt sans égard aux réductions pour la retraite anticipée. En plus des changements prévus au marché du travail, la hausse du salaire réel devrait être inférieure à celle basée sur la meilleure estimation.

Pour ce scénario de croissance économique plus faible, le taux de création d'emplois est présumé progresser moins vite que l'hypothèse basée sur la meilleure estimation, ce qui se traduit par un taux de chômage de 8,1 % à compter de 2030. De plus, les taux d'activité des hommes et des femmes sont présumés demeurer constants à leurs niveaux de 2021. C'est ainsi que le taux global d'activité des 18 à 69 ans atteint 77,3 % en 2035.

Le taux de chômage plus élevé et le taux d'activité plus bas devraient inciter les particuliers à demander leurs prestations de retraite du RPC à un âge moins avancé. Ainsi, d'ici 2035, les taux de demande de prestations de retraite à 60 ans sont présumés croître progressivement à des niveaux qui sont 20 points de pourcentage plus élevés que ceux basés sur la meilleure estimation, soit à 46,0 % pour les hommes et à 48,0 % pour les femmes. Il en découle une diminution de l'âge moyen projeté auquel la pension de retraite du RPC est demandée pour les deux sexes combinés, lequel passe de 63,4 années à 62,5 années en 2040. Les proportions de bénéficiaires actifs ont été ajustées en fonction de la tendance à devancer l'âge auquel les prestations de retraite sont demandées.

Enfin, pour le second cas, en plus des changements présumés au marché du travail, l'hypothèse d'augmentation du salaire réel est également modifiée et passe à 0,3 % contre 0,9 % dans le scénario basé sur la meilleure estimation. Dans ce second cas, le scénario de croissance économique plus faible fait que le total des gains d'emploi en 2035 est inférieur de 11 % à l'hypothèse basée sur la meilleure estimation.

### E.4.3 Résultats

Le tableau 119 résume les hypothèses utilisées dans l'analyse de sensibilité de la croissance économique et les taux de cotisation minimaux résultants selon le premier cas, qui ne prévoit que des changements au marché du travail, et le deuxième cas, qui prévoit également des changements à l'augmentation du salaire réel.

Selon le premier cas, qui ne prévoit que des changements au marché du travail, le TCM du RPC de base est de 9,31 % dans le scénario de croissance économique plus forte et de 9,80 % dans le scénario de croissance économique plus faible comparativement au scénario basé sur la meilleure estimation. Pour le Régime supplémentaire, l'impact est inversé. Les TCMS augmentent dans le scénario de croissance économique plus forte et diminuent dans le scénario de croissance économique plus faible par rapport à la meilleure estimation. Le PTCMS et le DTCMS s'établissent respectivement à 2,09 % et 8,36 % selon le scénario de croissance économique plus forte, et à 1,89 % et 7,56 % respectivement selon le scénario de croissance économique plus faible.

Selon le deuxième cas, qui prévoit également des changements à l'augmentation du salaire réel, le TCM du RPC de base est de 9,11 % selon le scénario de croissance économique plus forte et de 10,12 % selon le scénario de croissance économique plus faible. Comme dans le premier cas, l'effet sur les TCMS du RPC supplémentaire est à l'inverse de celui sur le TCM du Régime de base. Selon le scénario de croissance économique plus forte, le PTCMS et le DTCMS augmentent, passant à 2,34 % et 9,36 %, respectivement, alors que d'après le scénario de croissance économique plus faible, ils reculent à 1,73 % et 6,92 % respectivement.

Les TCMS évoluent dans le sens contraire par rapport au TCM du Régime de base en raison des effets différents de l'hypothèse des salaires réels sur le RPC de base et le RPC supplémentaire, résultat d'approches de financement différentes qui sont expliquées à la section E.3

Tableau 119 Tests de sensibilité de croissance plus forte et plus faible

| Canada | Croissance économique plus forte | Meilleure estimation | Croissance économique plus faible |
|---|---|---|---|
| Cas #1 : Changements au marché du travail seulement | | | |
| Taux d'activité (groupe d'âge 18-69) (2035) | 85,1 % | 80,0 % | 77,3 % |
| Taux de chômage (2030) | 4,1 % | 6,1 % | 8,1 % |
| Âge moyen de prise de retraite du RPC (2040) | 64,4 ans | 63,4 ans | 62,5 ans |
| Taux de cotisation minimal (TCM) (1) | 9,31 % | 9,54 % | 9,80 % |
| Taux de cotisation minimaux supplémentaires (TCMS) (2) | 2,09 % / 8,36 % | 1,97 % / 7,88 % | 1,89 % /7,56 % |
| Cas #2 : Changements au marché du travail et à l'augmentation du salaire réel | | | |
| Taux d'activité (groupe d'âge 18-69) (2035) | 85,1 % | 80,0 % | 77,3 % |
| Taux de chômage (2030) | 4,1 % | 6,1 % | 8,1 % |
| Âge moyen de prise de retraite du RPC (2040) | 64,4 ans | 63,4 ans | 62,5 ans |
| Augmentation du salaire réel | 1,5 % (2026+) | 0,9 % (2026+) | 0,3 % (2024+) |
| Taux de cotisation minimal (TCM) (1) | 9,11 % | 9,54 % | 10,12 % |
| Taux de cotisation minimaux supplémentaires (TCMS) (2) | 2,34 % / 9,36 % | 1,97 % / 7,88 % | 1,73 % / 6,92 % |

(1) Le TCM dans le tableau fait référence au taux applicable à compter de 2034.
(2) Les TCMS dans le tableau font référence aux PTCMS et DTCMS qui s'appliquent à compter de 2025.

## E.5 Évaluer et illustrer les risques à la baisse

Cette section se consacre à l'évaluation et l'illustration des risques à la baisse dus à des tendances potentielles ou nouvelles. Elle illustre les répercussions possibles sur le TCM du RPC de base d'un écart grandissant entre les revenus les plus faibles et les plus élevés, de trois scénarios hypothétiques de transition vers une économie verte, ainsi que d'un scénario de stagflation. Étant donné que le RPC supplémentaire n'en est qu'à ses débuts, la présente section porte uniquement sur le RPC de base. En outre, étant donné l'objectif de la section, seuls les scénarios défavorables sont présentés. Cette section n'est pas censée représenter des prévisions ou des prédictions, et doit être interprétée avec prudence.

### E.5.1 Modification des répartitions des gains et des personnes qui ont des gains d'emploi

La répartition des gains et des personnes qui ont des gains d'emploi a une incidence sur les montants des cotisations versées au RPC et, éventuellement, sur le montant des prestations versées par le Régime. Le scénario basé sur la meilleure estimation suppose que la répartition, par niveau, des gains et des personnes qui ont des gains d'emploi demeurera stable avec le temps. Notamment, la même augmentation du salaire nominal (augmentation du salaire réel plus inflation) est appliquée à toutes les personnes qui ont des gains d'emploi, indépendamment de leur niveau de gains.

Dans l'avenir, le schéma d'augmentation des gains par niveau peut changer en fonction de l'évolution du profil de la population active. Les nouvelles technologies, l'automatisation, les pénuries de main-d'œuvre et l'évolution des compétences requises sont autant de facteurs susceptibles d'influencer la répartition des gains et des personnes qui ont des gains d'emploi. Ces facteurs pourraient entraîner l'augmentation de l'écart entre les revenus plus faibles et ceux plus élevés.

Dans le scénario envisagé, au lieu d'avoir des augmentations salariales uniformes pour toutes les personnes qui ont des gains d'emploi sur la période de projection, il est présumé que des augmentations salariales différentes seront versées jusqu'en 2045 en fonction du niveau des gains. Après 2045, des augmentations salariales uniformes alignées sur l'hypothèse basée sur la meilleure estimation sont appliquées. Dans ce scénario, les personnes qui ont des gains d'emploi ont été réparties en trois catégories :

- Personnes ayant des gains de niveau inférieur, dont les gains se situent entre 0 % et 75 % des gains moyens : il est présumé que la croissance nominale de leurs gains jusqu'en 2045 est de 1,5 % par an.
- Personnes ayant des gains de niveau intermédiaire, dont les gains se situent entre 75 % et 150 % des gains moyens : il est présumé que la croissance nominale de leurs gains jusqu'en 2045 est de 2,6 % par an.
- Personnes ayant des gains de niveau supérieur, dont les gains se situent au-dessus de 150 % des gains moyens : il est présumé que la croissance nominale de leurs gains jusqu'en 2045 est de 3,5 % par an.

Malgré des augmentations différentes selon les niveaux de gains jusqu'en 2045, l'augmentation globale des salaires nominaux concorde avec l'augmentation nominale des salaires prévue dans le scénario basé sur la meilleure estimation. Les gains totaux projetés dans le scénario sont donc les mêmes que dans les hypothèses basées sur la meilleure estimation pour l'ensemble de la période de projection.

Bien que les gains totaux projetés soient les mêmes que dans les hypothèses basées sur la meilleure estimation, ce scénario alternatif se traduirait par des gains cotisables totaux inférieurs (gains totaux entre l'EBA et le MGAP) ainsi que par des gains cotisables moyens inférieurs en raison de la répartition différente des gains. Selon le scénario alternatif, en 2050, les gains cotisables totaux devraient être inférieurs d'environ 7,0 % à ceux du scénario basé sur la meilleure estimation. La diminution correspondante des gains cotisables moyens est de 6,8 %. Même si les dépenses correspondantes devraient également diminuer au fil du temps, l'incidence de la baisse immédiate des cotisations surpasse celle de la baisse différée et progressive des dépenses, se traduisant par un TCM du RPC de base supérieur dans le scénario alternatif considéré. Par conséquent, le TCM du RPC de base augmenterait de 0,34 point de pourcentage, se traduisant par un TCM de 9,88 à compter de 2034.

### E.5.2 La Stagflation

La stagflation se caractérise par une stagnation économique et une hausse de l'inflation simultanées. Dans les années 1970 et 1980, l'économie canadienne a traversé une période de stagflation en partie causée par la hausse des prix du pétrole à la suite de chocs d'offre, ce qui a entraîné une hausse des prix à la consommation et des salaires. La période de stagflation a pris fin lorsque la Banque du Canada a augmenté les taux d'intérêt au début des années 1980, entraînant l'économie en récession.

La pandémie de COVID-19 a entraîné la perturbation des chaînes d'approvisionnement, des pénuries de main-d'œuvre et de produits, une hausse des prix de l'énergie et une augmentation des prix à la consommation en 2021. En outre, l'escalade du conflit en Ukraine exerce une pression supplémentaire sur l'économie mondiale et accentue les tensions sur les prix. Cette concomitance d'événements pourrait conduire à une inflation sans ancrage, et les actions visant à contenir l'inflation pourraient entraîner une hausse des taux de chômage.

Bien que les hypothèses basées sur la meilleure estimation ne prévoient pas de scénario de stagflation, cette sous-section présente l'incidence d'un scénario hypothétique de stagflation sur le TCM.

Selon le scénario de stagflation présumé, l'inflation devrait être élevée et supérieure à la cible de la Banque du Canada pendant dix ans, ce qui correspond à la durée de la période d'inflation élevée qui a suivi le premier choc pétrolier dans les années 1970. L'inflation devrait passer de 6,9 % en 2022 à 10,0 % en 2023 et se maintenir à ce niveau en 2024. Elle devrait ensuite diminuer progressivement pour atteindre une valeur ultime de 2,0 % en 2032.

Dans ce scénario, les entreprises devraient augmenter leurs prix pour compenser l'augmentation des dépenses. La hausse des prix finira par ralentir les dépenses des ménages et entraînera un ralentissement économique. Ainsi, il est présumé que les taux de chômage seront plus élevés que ce que prévoient les hypothèses basées sur la meilleure estimation pendant une période de dix ans à partir de 2024. Le taux de chômage devrait atteindre 8,0 % en 2024 et grimper à 10 % d'ici 2026. Il devrait ensuite diminuer graduellement pour atteindre une valeur ultime de 6,1 % en 2034.

Il est présumé que 50 % de l'inflation est intégrée à l'augmentation des salaires nominaux de 2023 à 2025. Ce pourcentage devrait ensuite augmenter progressivement pour atteindre une valeur ultime de 100 % en 2030. Les augmentations de salaires réels au cours de la période 2023-2029 sont ainsi plus faibles que dans l'hypothèse basée sur la meilleure estimation. En outre, il est présumé que les deux tiers de l'inflation sont intégrés aux rendements du RPC de base jusqu'en 2031, se traduisant par des taux de rendement réels plus faibles que dans les hypothèses basées sur la meilleure estimation.

Selon le scénario de stagflation, le TCM du RPC de base augmente de 0,31 point de pourcentage pour atteindre 9,85 % à compter de 2034. Sous le RPC de base, une inflation plus élevée entraîne normalement une baisse du TCM, étant donné que l'incidence de l'augmentation des salaires

nominaux (c.-à-d., plus de cotisations) et du rendement des placements surpasse celle de l'augmentation des dépenses. Cependant, dans le scénario de stagflation, l'augmentation des salaires nominaux et les rendements reflètent seulement une partie de l'inflation, tandis que les dépenses reflètent la totalité de l'inflation. La hausse du TCM est donc principalement attribuable au fait que les dépenses projetées reflètent la totalité de l'inflation et que les revenus projetés (tant les cotisations que les revenus de placement) n'en reflètent qu'une partie.

### E.5.3 Changement climatique

#### Contexte

Selon le rapport sur les risques mondiaux 2022[1] du Forum économique mondial, cinq des dix risques mondiaux les plus sérieux au cours des dix prochaines années sont liés au changement climatique. Les risques liés au changement climatique sont généralement classés en deux catégories : les risques physiques, en lien avec la hausse de la fréquence et de la sévérité des événements climatiques, et les risques de transition, en lien avec les efforts déployés pour assurer une transition vers une économie à faibles émissions de carbone.

Les risques physiques et de transition sont étroitement liés. Une transition vers une économie verte peut susciter des perturbations économiques et financières à court et à moyen termes tout en réduisant les risques physiques à long terme. Cependant, si les mesures prises pour assurer une transition vers une économie à faibles émissions de carbone sont insuffisantes, les risques physiques peuvent s'aggraver et croître considérablement.

Il est également important de noter que, quel que soit le parcours de transition, l'élimination complète des risques physiques n'est pas réaliste[2] pour le moment puisque ces risques sont déjà présents dans une certaine mesure en raison du réchauffement climatique antérieur. Il serait cependant possible de les réduire ou de les atténuer si de nouvelles technologies visant à réduire ou à capter les émissions de carbone étaient créées.

Comme de telles technologies ne sont pas encore facilement accessibles, les spécialistes s'entendent pour affirmer que le changement climatique aura dans l'ensemble des conséquences négatives sur la société et sur l'économie mondiale. Vu l'ampleur des effets socioéconomiques possibles, le changement climatique pourrait également avoir une incidence sur les programmes sociaux comme le RPC.

Le changement climatique peut avoir une indicidenc sur le RPC de différentes façons. Dans le futur, il pourrait avoir une incidence sur les environnements démographique, économique et de placement. Par contre, il existe beaucoup d'incertitude quant à la direction et l'ampleur des conséquences possibles, et le risque évolue sans cesse. De plus, les recherches et les données nécessaires pour quantifier toutes les conséquences du changement climatique sur les

[1] WEF_The_Global_Risks_Report_2022.pdf (weforum.org)
[2] Summary for Policymakers (ipcc.ch) (Section B.5)

environnements démographique, économique et de placement sont incomplètes et, dans certains cas, légèrement contradictoires.

À l'heure actuelle, étant donné le niveau élevé d'incertitude, la meilleure pratique consiste à réaliser une analyse des scénarios plutôt que d'ajouter une politique climatique future et l'incidence possible des technologies aux hypothèses fondées sur la meilleure estimation. Compte tenu des effets possibles du changement climatique sur le RPC, la présente section s'appuie sur des renseignements provenant de sources accessibles à tous pour illustrer un éventail de conséquences possibles sur le TCM du RPC de base.

Il est important de noter que la présente section porte seulement sur l'évaluation du risque à la baisse, et que l'analyse repose sur des scénarios intentionnellement défavorables. De nouvelles technologies et perspectives commerciales en lien avec une transition vers une économie à faibles émissions de carbone pourraient également donner des résultats positifs qui dépassent le cadre de la présente section. Par conséquent, celle-ci n'a pas pour but de présenter des projections ou des prévisions.

### Scénarios illustratifs

Au cours des dernières années, plusieurs organisations et organismes de réglementation mondiaux ont effectué une analyse de scénarios climatiques afin d'évaluer le risque, et ils ont publié leurs constatations. Les évaluations du risque portent sur diverses variables selon différents scénarios de trajectoire climatique. En général, ceux-ci reposent largement sur les profils représentatifs d'évolution des concentrations ou les profils socioéconomiques partagés utilisés dans les cinquième et sixième rapports d'évaluation [1, 2] du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat.

Une variable importante souvent analysée dans ces publications est le produit intérieur brut (PIB). Cette mesure a l'avantage d'être bien comprise et largement utilisée. Théoriquement, il s'agit également d'une variable macroéconomique globale qui peut être utilisée pour ajuster les futurs environnements économique et de placement.

À la suite de l'examen d'articles et de rapports de recherche publiés sur l'analyse de scénarios de changement climatique, trois scénarios avec différents profils de taux de croissance du PIB du Canada, par rapport à un scénario de base[3], ont été sélectionnés pour évaluer l'incidence sur le TCM du RPC de base.

Le scénario 1 peut généralement être classé dans la catégorie « transition ordonnée ». Il suppose donc que des politiques climatiques efficaces sont instaurées tôt et progressivement afin de limiter le réchauffement climatique. À partir de 2020, les taux de croissance du PIB du Canada

[1] AR5 Synthesis Report - Climate Change 2014 (ipcc.ch)
[2] IPCC_AR6_SYR_LongerReport.pdf
[3] Les scénarios de base des rapports publics peuvent varier et ne sont pas définis. Par conséquent, ils ne peuvent pas être évalués par rapport aux hypothèses fondées sur la meilleure estimation du présent rapport. À titre d'illustration seulement, dans le présent rapport, les différences par rapport aux scénarios de base ont été appliquées aux hypothèses fondées sur la meilleure estimation.

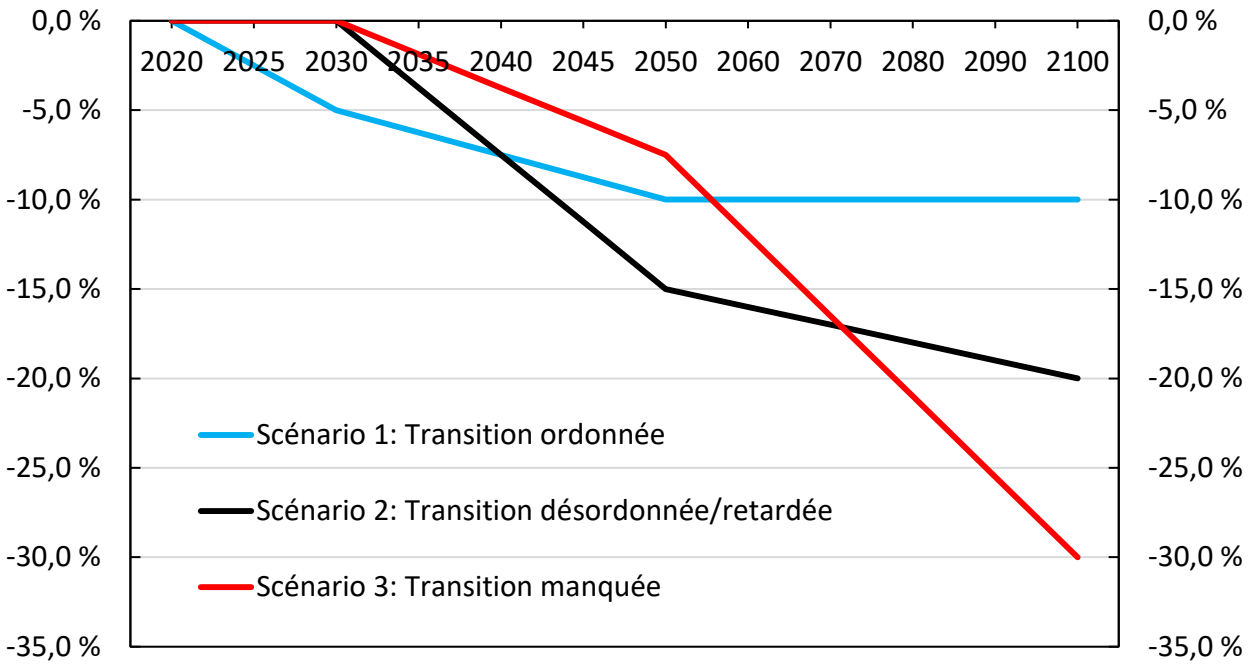
sont inférieurs à ceux du scénario de base, principalement en raison de perturbations économiques attribuables à l'adoption de politiques sur le changement climatique. L'écart cumulatif entre les projections du PIB et celles du scénario de base passe à - 10 % d'ici 2050, puis demeurent constants jusqu'en 2100.

En général, le scénario 2 peut être classé dans la catégorie « transition désordonnée/retardée ». Ce scénario suppose que des politiques sur le changement climatique ne seront pas instaurées avant 2030. Comparativement au scénario de base, il n'y a donc aucune incidence sur le PIB avant cette année-là. Cependant, des mesures tardives se traduisent par une incidence plus importante que celle du scénario 1 après 2030. L'écart cumulatif par rapport au scénario de base est de 0 % d'ici 2030, de - 15 % d'ici 2050 et de - 20 % d'ici 2100.

Le scénario 3 peut généralement être classé dans la catégorie « transition manquée ». Il suppose qu'aucune autre politique sur le changement climatique n'est instaurée. Jusqu'en 2050, l'écart par rapport au scénario de base est moins élevé que celui des autres scénarios, mais les risques physiques aggravés attribuables à l'absence de mesures additionnelles pour lutter contre le changement climatique causent des conséquences importantes entre 2050 et 2100. L'écart cumulatif par rapport au scénario de base est de 0 % d'ici 2030, de - 8 % d'ici 2050 et de - 30 % d'ici 2100.

Le graphique 17 montre la différence des taux de croissance du PIB du Canada de chaque scénario par rapport au scénario de base.

Graphique 17 Scénarios illustratifs relatifs au climat – Effet cumulatif sur le PIB du Canada par rapport au scénario de base



## Méthodologie

Les scénarios ci-dessus permettent de déterminer l'incidence possible sur le TCM du RPC de base au moyen de l'approche simplifiée suivante :

- En s'appuyant sur l'hypothèse des salaires réels, les variations de la croissance du PIB du Canada sont traduites, selon la règle du un pour un, en variations de la croissance des revenus d'emploi totaux.
- Les variations de la croissance du PIB mondial sont également intégrées dans le rendement présumé de placement par l'intermédiaire de la composante croissance des revenus, laquelle est représentée par la croissance du PIB mondial par habitant. La croissance des revenus est utilisée pour énoncer l'hypothèse de rendements de placement sur les actions de sociétés ouvertes, les actions de sociétés fermées et les actifs réels. En 2030, ces trois classes d'actifs devraient représenter environ 73 % du portefeuille de placement du RPC. Par souci de simplicité, les variations de la croissance du PIB mondial sont représentées par les variations de la croissance du PIB du Canada indiquées dans le graphique 17. Le tableau 120 présente l'hypothèse du taux de rendement réel annuel moyen pour chaque scénario pour la période de 75 ans allant de 2022 à 2096.

**Tableau 120 Scénario de changement climatique - Taux de rendement annuel réel des actifs du RPC de base**
(en pourcentages)

| Scénario | 2022-2096 |
|---|---|
| Meilleure estimation | 3,69 |
| Scénario 1: Transition ordonnée | 3,60 |
| Scénario 2: Transition désordonnée/retardée | 3,52 |
| Scénario 3: Transition manquée | 3,38 |

Ce modèle simplifié permet d'effectuer une évaluation initiale du risque que représente le changement climatique pour le RPC. Le Bureau de l'actuaire en chef procédera à des recherches plus approfondies dans le futur et il collaborera avec d'autres professionnels à ce sujet dans le but de perfectionner le modèle et d'intégrer des variables plus pertinentes ainsi que leurs dynamiques.

## Résultats

Pour chaque scénario, l'incidence sur le TCM du RPC de base figure dans tableau 121. Il est important de noter que ces scénarios hypothétiques sont intentionnellement défavorables. Ils ont pour seul objectif d'illustrer le risque à la baisse, pas de présenter des projections ou des prévisions.

Tableau 121 Scénario de changement climatique - TCM du RPC de base à partir de 2034
(en pourcentages)

| Scenario | TCM | Changement par rapport à la meilleure estimation |
|---|---|---|
| Meilleure estimation | 9,54 | - |
| Scénario 1: Transition ordonnée | 9,75 | 0,21 |
| Scénario 2: Transition désordonnée/retardée | 9,94 | 0,40 |
| Scénario 3: Transition manquée | 10,06 | 0,52 |

# Annexe F – Remerciements

Emploi et Développement social Canada a fourni les statistiques sur les cotisants, les bénéficiaires et l'actif du Régime de pensions du Canada.

L'Office d'investissement du RPC a fourni les données sur l'actif du Régime de pensions du Canada.

Statistique Canada a fourni les variables démographiques et économiques du Canada.

La Base de données sur la longévité canadienne (BDLC) créée par le Département de démographie de l'Université de Montréal a été utilisée pour les données historiques sur la mortalité jusqu'en 2011.

Les Tables de mortalité du Canada (TMC) créées par Statistique Canada ont été utilisées pour les données historiques sur la mortalité pour les années 2011 à 2020.

L'Agence du revenu du Canada a fourni les données sur les cotisants au Régime de pensions du Canada et les cotisations.

Nous remercions les ministères et organismes susmentionnés de leur collaboration et de leur aide précieuse.

Les personnes dont les noms suivent ont participé à la préparation du présent rapport :

Shayne Barrow, AICA, ASA
François Boulé, FICA, FSA
Yu Cheng, ASA
Maxime Delisle, FICA, FSA, CERA
Mathieu Désy, FICA, FSA, CFA
Bojan Dimitrijevic
Patrick Dontigny, ASA
Julie Fortier
Laurence Frappier FICA, FSA
Sari Harrel, FICA, FSA
Anita Payan
Ali Jazzar
Pascale Jomphe, AICA, ASA
Adam Kearney
Nicholas Landry, AICA, ASA
Kelly Moore
Louis-Marie Pommainville, FICA, FSA
Jackie Ruan, FICA, FCAS
Thierry Truong, FICA, FSA